# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13318 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – MARDI 24 NOVEMBRE 1987


Nouveaux témoignages sur les émeutes en Roumanie

## Le régime du président Ceausescu s'enfonce dans la crise

*Selon de nouveaux témoignages parvenus depuis, les émeutes qui ont eu lieu le 15 novembre dans la ville roumaine de Brasov étaient les plus graves depuis dix ans. Deux membres des forces de l'ordre auraient été tués. Ces manifestations contre les réductions de salaires et les pénuries témoignent de la gravité de la crise dans laquelle s'enfonce la Roumanie. M. Ceausescu a retardé de huit jours une conférence nationale que devait tenir le PC roumain début décembre, mais il n'en a pas moins quitté Bucarest, lundi 23 novembre, pour une visite en Egypte.*



Lire page 3 l'article de WALTRAUD BARYLI

### Le pire exemple

Les émeutes de Brasov sont lourdes de signification pour une Europe centrale qui, décidément, aborde une nouvelle époque. La première leçon – qu'on pardonne aux gens de communication de la mettre en lumière – est que tout finit par se savoir et, de nos jours, de plus en plus vite et partout. Car ce qui pouvait hier rester confidentiel se répercute désormais à travers les frontières, y compris là où un pouvoir totalitaire tente encore d'assurer sa survie par le silence.

Il y a certes quelque chose de très spécifiquement roumain dans l'affaire de Brasov. Tous les témoignages qui parviennent de Bucarest montrent à quel point ce pays est malade. Si les émigrés, comme les manifestants du 15 novembre, dénoncent la dictature, des personnalités moins... engagées tentent d'expliquer pour leur part, avec beaucoup de prudence, que Nicolas Ceausescu n'est pas l'image de toute la Roumanie. En bref, il n'est sans doute aucun pays en Europe de l'Est où le divorce soit plus flagrant, plus profond, entre le pouvoir en place et la population. Ironie de l'Histoire si l'on se souvient de l'époque, pas très lointaine, où la Roumanie faisait figure jusqu'aux yeux d'hommes comme le général de Gaulle ou Richard Nixon de pays-pilote en matière d'indépendance à l'égard du grand frère soviétique.

Devenu de très loin le plus mauvais élève du camp socialiste, le régime de Bucarest se situe aux antipodes d'un courant réformiste d'autant plus vigoureux, en Hongrie et en Pologne par exemple, qu'il a aujourd'hui la bénédiction du Kremlin. A l'heure où M. Gorbatchev se fait le promoteur d'une « nouvelle mentalité », de la « transparence » et d'une certaine dose au moins de démocratisation, la mégalomanie, le népotisme, un nationalisme franchement xénophobe, la terreur policière qui caractérisent le « système Ceausescu » poussent à l'extrême la caricature de ce que peut être aujourd'hui un régime socialiste.

La faillite économique est à la mesure de l'échec politique. Et la leçon comporte à cet égard des aspects préoccupants pour quelques-uns des voisins de la Roumanie. Si les choses vont dans ce pays plus mal qu'ailleurs, le mécontentement populaire causé par la pénurie et la baisse relative du niveau de vie n'est pas une exclusivité roumaine.

Partout où des réformes économiques sont engagées, elles sont génératrices de tensions sociales. Il n'est plus exceptionnel, en URSS même, de voir des salariés cesser le travail dès lors que sont mis en cause ce qu'ils considèrent comme des avantages acquis. Aucun dirigeant socialiste ne peut ignorer, à l'heure actuelle, les risques politiques qu'entraîne la mise en œuvre des stratégies nouvelles – à commencer par la réforme des prix – qui seules, pourtant, pourront accroître l'efficacité de leur appareil de production.

Il faut beaucoup d'habileté et de prudence pour suivre la voie étroite qui conduit, en évitant les débordements, à des méthodes de gestion plus performantes en économie socialiste. La Roumanie offre sur ce terrain l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. On y réfléchira dans d'autres capitales.

Après l'accord budgétaire américain

## Effritement du dollar et scepticisme des marchés

*Scepticisme général, tel est le verdict des marchés après l'accord conclu le vendredi 20 novembre entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire américain. La mini-hausse enregistrée à l'ouverture de la Bourse de Paris, lundi, était de courte durée. L'Asie – la Bourse de Tokyo était fermée – entraînait l'Europe. Le dollar s'effritait et s'échangeait à 5,66 FF contre 5,70 FF à la clôture de New-York, vendredi, 1,665 DM contre 1,6830 DM et 134,55 yens contre 135,65 yens.*

Pour une fois, les marchés sont tombés d'accord avec le président Reagan. Dans son intervention radiodiffusée, samedi 21 novembre, le président américain avait reconnu que l'accord sur une réduction de 76 milliards de dollars en deux ans du déficit budgétaire auquel la Maison Blanche et le Congrès étaient parvenus la veille n'était *« probablement pas idéal »*, même s'il constitue un *« bon commencement »*. L'effritement du dollar sur les places asiatiques – 135 yens à Hongkong, Tokyo étant fermé en raison d'une fête nationale – se répercutait en Europe, illustrant bien des réticences. Le billet vert s'échangeait à Paris, dans la matinée de lundi, à 5,66 francs (contre 5,70 à la clôture de New-York vendredi), à 1,6650 DM (Contre 1,6830) et à 134,55 yens (contre 135,65). Si les marchés des changes étaient nerveux, les places boursières étaient moroses, enregistrant de petites baisses, comme à Hongkong et Sydney, ou de petites hausses, comme à Singapour.

Certes, l'accord américain du vendredi 20 novembre avait été largement anticipé. Mais les opérateurs ne cachaient par leur déception à l'idée de devoir subir encore de rudes polémiques internes au Congrès américain et les lenteurs de l'appareil législatif avant que la réduction du déficit budgétaire ne puisse entrer dans les faits. *« De la célérité des parlementaires dépendra désormais une véritable accalmie sur les marchés »*, estimait un cambiste.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

*(Lire la suite page 43.)*



La préparation de l'élection présidentielle

## Gérer l'après-mai 1988

par Jean-Marie Colombani

Les candidats à l'élection présidentielle ne sont pas tous connus et déjà le débat tourne autour de l'après-1988 et de cette question : avec qui gouverner ?

MM. Lecanuet et Méhaignerie avaient donné le signal du départ en souriant en direction des socialistes. Le retour au combat de M. Giscard d'Estaing, plein de bonnes dispositions à l'égard de l'Elysée, et surtout la « bombe » de M. Delors, énonçant à quelles conditions il accepterait d'être le premier ministre de M. Barre, ont fait le reste. M. Bérégovoy a donc pu avouer que le PS *« doit trouver des alliés »*. En attendant, ledit PS s'est créé... une occasion de clivage, en se séparant sur le point de savoir s'il faudrait, ou non, dissoudre l'Assemblée nationale en cas de victoire.

Cette profusion de prises de positions recouvre l'inquiétude des uns et les espoirs des autres : va-t-on pouvoir, à la faveur du scrutin présidentiel, déplacer enfin les lignes de partage de la vie politique, au moment où celles-ci paraissent inaptes à rendre compte de l'évolution et des aspirations d'une société plus consensuelle que ne le suggère le retour en force du manichéisme, dans les fourgons du traitement politique des « affaires » ?

L'après-mai 1988 apparaît toutefois aussi difficile à gérer politiquement qu'il le sera économiquement. C'est dire l'ampleur de la tâche pour qui voudra s'y atteler.

Quatre préoccupations commandent, en fait, de poser le problème devant l'opinion.

En dehors de M. Chirac, et depuis le 21 novembre, de M. Jospin, tout le monde admet aujourd'hui – à la suite des réflexions de M. Giscard d'Estaing – qu'il est délicat sinon impossible, de gouverner avec une majorité étroite. *« Deux Français sur trois »*, souhaitait l'ancien président en 1981 ; *« trois Français sur cinq »*, avait renchéri M. Bérégovoy en 1986 ; *« 65 à 70 % des Français »*, ambitionne M. Delors pour 1988. Sauf à vouloir, comme dit M. Chaban-Delmas, *« aller dans le mur »*, ce constat ne peut être que renforcé par la noirceur des perspectives économiques, conséquence directe du remue-ménage boursier. Gouverner en période difficile empêche une majorité de se renforcer, et la conduit plutôt à s'effilocher, voire à se dissoudre. D'où l'urgence d'une réflexion sur la restructuration du paysage politique.

Le jeu combiné de l'alternance et de la cohabitation l'a rendue possible. La première a consacré – grâce au tournant « réaliste » des socialistes – la victoire du pragmatisme ; la seconde a laissé entrevoir la cogestion de certains « grands dossiers ».

L'opinion pousserait volontiers plus loin dans cette direction. N'a-t-elle pas eu l'espoir que la cohabitation devienne une forme d'union nationale ?

*(Lire la suite page 9.)*





L'affaire de Radio-Nostalgie

## Fausses factures pour le PS du Rhône

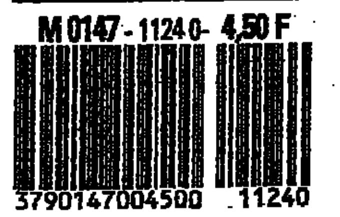
**Les raisons pour lesquelles M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération du Rhône du PS, n'a pas été déféré devant le juge d'instruction chargé à Lyon du dossier de Radio-Nostalgie continuent de diviser la magistrature locale. On sait aujourd'hui qu'après l'inculpation et la mise sous mandat de dépôt de M. Pierre Alberti, patron de la station, les enquêteurs ont saisi des fausses factures qui ont servi à financer la campagne du PS en 1986. Mais pour le parquet, M. Deschamps n'aurait été ni le bénéficiaire ni nécessairement l'intermédiaire.**

*LYON*
*de notre bureau régional*

Les événements survenus au palais de justice de Lyon au cours de la nuit de vendredi à samedi (*le Monde* daté 22-23 novembre) ne relevaient pas d'une banale divergence d'appréciation entre le parquet et un magistrat instructeur sur le déroulement de la procédure suivie dans l'affaire de Radio-Nostalgie. Ils dissimulaient un événement touchant directement au fond de l'affaire : le refus du ministère public de laisser M. Georges Fenech, juge d'instruction, poursuivre, comme il le souhaitait, ses investigations alors que les policiers chargés de l'enquête avaient découvert, quelques heures plus tôt, des indices matériels prouvant que le financement de la campagne du Parti socialiste pour les élections législatives de 1986 dans le Rhône a été, au moins pour partie, réalisé avec des fausses factures. Dans ce contexte, les petites phrases lâchées, vendredi soir, par des magistrats visiblement courroucés par les événements qu'ils venaient de vivre – le doyen des juges d'instruction, M. Jacques Hamy, accouru dans la nuit au palais de justice, parlant notamment de *« jamais vu »* – reprennent tout leur sens. L'article 80 du code de procédure pénale, invoqué pour justifier l'attitude du parquet, stipule bien que si des « faits nouveaux » apparaissent au cours d'une enquête et qu'ils n'entrent pas dans le champ de l'information judiciaire déjà ouverte, ils doivent être soumis immédiatement au procureur de la République.

BERNARD ELIE.

*(Lire la suite page 12.)*




M 0147 - 1124 0 - 4,50 F

3790147004500 11240

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 A$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $ ; USA (West Coast), 1,75 $.

## UNESCO : la fin de la Conférence générale

# « Rentrée » culturelle de l'Iran

**La vingt-quatrième session de la conférence générale des Nations unies pour l'éducation et la science et la culture, ouverte le 20 octobre et qui a notamment vu l'élection du biochimiste espagnol Federico Mayor comme directeur général de l'UNESCO, s'est terminée vendredi 20 novembre à Paris. Elle a adopté pour le biennum 1988-1989 un budget *« en croissance zéro »* de 350 millions de dollars (1 750 millions de francs).**

**La conférence générale sera présidée d'ici à sa prochaine réunion plénière, en 1989, par l'ancien ministre guatémaltèque de l'éducation, M. Guillermo Putzeys Alvarez. M. Mayor a annoncé qu'il effectuerait son premier voyage en Afrique, notamment en Côte-d'Ivoire. Le nouveau directeur a d'autre part commencé à réorganiser les services de presse de l'UNESCO, retirant à M. Doudou Diene (Sénégal), qui reste toutefois fonctionnaire de l'Organisation, sa charge de porte-parole.**

Le départ mouvementé de M. M'Bow de l'UNESCO a masqué certains faits non négligeables dont la conférence a été le théâtre. Par exemple, une certaine « rentrée » culturelle de l'Iran. Deux ministres en exercice de Téhéran ont participé aux travaux, MM. Mohamed Farhadi (enseignement supérieur et culturel et Hassan Habibi (justice) ; ils ont manifesté clairement la volonté de leur gouvernement de rendre à l'Iran son impact culturel international.

M. Habibi n'a pas été élu au conseil exécutif de l'Organisation, mais il a cependant obtenu environ un tiers des voix des cent cinquante-huit membres de l'UNESCO et plusieurs délégués ont souligné que la situation politique ne justifiait pas la sorte de « quarantaine culturelle » entourant la République islamique. D'ailleurs, l'Iran a été l'un des quelques Etats désignés pour composer le comité consultatif chargé de la décennie du développement culturel.

M. Habibi, qui fut étudiant à Paris, à Aix-en-Provence et à Strasbourg de 1965 à 1979 et qui rentra en Iran dans l'avion de l'ayatollah Khomeiny avant de devenir ministre de la culture puis de la justice, nous a indiqué que *« le dialogue culturel à égalité entre les nations devait échapper aux aléas de la politique politicienne »*. Un ton nouveau dans un pays où les institutions culturelles françaises ont été fermées. Le ministre a également regretté que la France n'ait pas participé au premier Salon international du livre qui vient de se tenir à Téhéran (500 000 visiteurs).

M. Habibi, qui occupe un ministère éminemment politique dans le système khomeiniste (encore que la justice soit chapeautée par l'ayatollah Ardabili, président du Conseil judiciaire suprême) n'en dispose pas moins d'une influence culturelle, compte tenu de son expérience : juriste, spécialiste de l'imamat en droit chiite et de la sociologie judiciaire ; détenteur d'un diplôme supérieur français en communication et informatique ; traducteur en persan d'œuvres importantes de Bergson, Durkheim et Gurvitch.

M. Habibi a d'ailleurs démenti les informations selon lesquelles ces auteurs d'origine juive sont interdits en Iran ; pas plus que ne sont censurés des poètes nationaux « licencieux » comme Saadi et Hafiz. Le six centième anniversaire de la disparition de ce dernier sera célébré en 1989 par l'UNESCO avec les encouragements officiels de Téhéran. L'Iran, selon M. Habibi, marque également le renouveau de son intérêt pour le culturel en y consacrant cette année environ 250 millions de francs *« malgré la guerre ». « Nous venons de rouvrir le Musée archéologique de Téhéran, qui était fermé depuis l'ancien régime et nous avons en chantier deux encyclopédies de l'islam en persan, dont l'une s'appuie sur l'édition occidentale. »*

Parmi les projets que nous a encore cités M. Habibi : la création d'une Association asiatique pour le persan, *« à laquelle le Pakistan a déjà donné son accord, mais qui intéresse aussi l'Afghanistan, l'Union soviétique, la Turquie et l'Inde » ;* la recréation d'un journal français à Téhéran, qui viendrait s'ajouter aux deux revues francophones actuelles ; enfin, un vaste programme multidisciplinaire sur la Route de la soie à travers les siècles, pour lequel le sociologue Ehsan Naraghi a déjà effectué une mission pour l'UNESCO en Iran en septembre. Parmi les orientalistes qui seraient associés à ce programme multilatéral, M. Adle Chahryar, chercheur iranien au CNRS et spécialiste de l'Asie centrale, actuellement dans son pays. Des hommes existent qui, par le biais de la civilisation, maintiennent quelques liens entre l'Iran et la France en attendant que viennent les solutions politiques.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ La revue *Autrement* vient de publier un très riche numéro hors série consacré à Téhéran aujourd'hui, sous la direction de Bernard Hourcade et Yann Richard, iranologues, *225 p., 85 F.*

## SUISSE

# M. René Felber devrait prendre la place de M. Pierre Aubert au Conseil fédéral

**Le parti socialiste suisse a désigné, lors de la réunion de son groupe parlementaire, le samedi 21 septembre, son candidat à la succession de M. Pierre Aubert, démissionnaire, chef du département des affaires étrangères et président de la Confédération helvétique jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit de M. René Felber, cinquante-quatre ans, actuellement responsable des finances du canton de Berne.**

*BERNE*
*de notre correspondant*

En optant pour une personnalité réputée modérée et pragmatique, les socialistes ont visiblement cherché à ne pas envenimer leurs relations avec leurs partenaires « bourgeois » de la coalition gouvernementale. Sortis déjà sensiblement affaiblis du dernier scrutin, ils n'ont pas voulu prendre le risque d'être désavoués.

Des trois prétendants originellement en lice au PS, M. Felber est apparu comme une solution de compromis. Un autre aspirant, M. Félicien Morel, situé à l'aile droite du parti et membre du gouvernement du canton de Fribourg, s'était retiré après les vifs remous que sa candidature avait suscités dans sa propre section.

Finalement, M. Felber a été préféré à son principal rival, M. Christian Grobet, représentant socialiste à l'exécutif du canton de Genève. Jugé plus combatif, ce dernier l'avait pourtant emporté par 59 voix contre 26 devant le comité central. Il pouvait aussi se prévaloir de l'argument que Genève n'était plus représentée au Conseil fédéral à Berne depuis 1919. Mais le groupe parlementaire a tranché en dernier ressort par 35 voix contre 27 en faveur de M. Felber.

Neuchâtelois comme M. Pierre Aubert, auquel il devrait succéder, M. Felber était un candidat francophone nettement moins contesté. Agé de cinquante-quatre ans, cet ancien instituteur a déjà une solide carrière politique derrière lui. Ancien maire de la ville du Locle, dans les montagnes neuchâteloises, il a siégé pendant quatorze ans au Conseil national à Berne avant d'être élu au gouvernement de son canton. En 1977, il avait une première fois tenté sa chance au gouvernement helvétique, mais avait dû s'effacer devant M. Aubert.

Le nouveau Parlement, issu des législatives d'octobre, élira, le 9 décembre, les sept membres du Conseil fédéral – le gouvernement suisse. Comme par le passé, il comprendra deux radicaux, deux démocrates-chrétiens, deux socialistes et un démocrate du centre.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## Les entretiens de Mme Thatcher avec M. Chirac

# Des divergences persistent entre Paris et Londres à l'approche du conseil européen de Copenhague

Dans le cadre de la préparation du conseil européen de Copenhague, le 4 et le 5 décembre, Mme Thatcher a effectué, le dimanche 22 novembre, une brève visite à Paris où elle s'est entretenue avec M. Jacques Chirac. Les deux premiers ministres ont affirmé leur identité de vues sur les grands dossiers internationaux du moment, et M. Chirac a souligné le *« désir commun d'arriver à un résultat raisonnable »* à Copenhague, sans toutefois « préjuger » la façon dont seront réglés les *« problèmes techniques difficiles touchant notamment aux questions agricoles »*.

Mme Thatcher a estimé, pour sa part, que la réussite du conseil de Copenhague dépend de l'issue de la réunion des ministres de l'agriculture des Douze qui reprend, ce lundi, à Bruxelles. Selon le premier ministre britannique, la CEE doit avoir *« la volonté politique de stopper la production de surplus »*, et il lui faut *« instaurer pour tous les produits des stabilisateurs effectifs et contraignants »*, de manière *« à éliminer les surplus à l'horizon 1992 »*. La Grande-Bretagne fait de cette question un préalable à toute augmentation de la contribution financière à la politique agricole commune sur laquelle le sommet de Copenhague devra statuer. Mme Thatcher s'est également déclarée fermement opposée à l'instauration de taxes sur les matières grasses – souhaitée par la France – qui dégageraient 2 milliards d'ECU (*14 milliards de francs*).

● ***M. Barre en Egypte.*** – M. Raymond Barre a effectué une visite au Caire, le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec le président Moubarak et le premier ministre égyptien, M. Atef Sedki, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid. L'ancien premier ministre *s'est félicité, à cette occasion, du* rétablissement des relations diplomatiques entre l'Egypte et neuf pays arabes. Il a, en outre, souligné la nécessité d'un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak, réclamé par l'ONU, *« afin de prévenir une extension du conflit »*. Lors d'une conférence à l'université du Caire, M. Barre a d'autre part plaidé pour un rôle prééminent de l'investissement privé afin d'assurer la croissance des pays en développement. – *(AFP.)*



## Ultime rencontre Shultz-Chevardnadze avant le sommet de Washington

# Américains et Soviétiques se sont mis d'accord sur les procédures de vérification d'un traité sur les FNI

MM. Shultz et Chevardnadze sont arrivés dimanche 22 novembre au soir à Genève, où ils doivent s'entretenir pendant une vingtaine d'heures – lundi et mardi – afin de mettre au point les derniers préparatifs du prochain sommet américano-soviétique de Washington. C'est la quatrième rencontre en trois mois entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères. On a toutefois affirmé de part et d'autre qu'aucun obstacle majeur ne subsiste sur la voie d'un accord visant à la liquidation des missiles intermédiaires (FNI, Forces militaires intermédiaires). Les négociateurs qui siègent à Genève auront encore deux semaines pour peaufiner le texte du traité que MM. Reagan et Gorbatchev devraient signer à Washington début décembre.

Les entretiens Shultz-Chevardnadze devraient porter notamment sur la question de la vérification d'un futur traité sur les FNI. Le ministre soviétique a déclaré dimanche, à son arrivée à Genève, que des difficultés subsistaient sur ce point très *« sensible »*, mais qu'il était néanmoins convaincu que ses conversations avec M. Shultz seraient *« couronnées de succès »*. Dans son édition de dimanche, l'organe du parti, la *Pravda*, accusait les Etats-Unis d'avoir créé des difficultés de dernière minute, mais en notant qu'elles avaient été réglées par un compromis raisonnable et en affirmant que l'accord serait *« prêt à temps »*.

M. George Shultz a, pour sa part, déclaré que le traité était *« pratiquement achevé »*, en indiquant que les deux parties s'étaient mises d'accord sur un processus d'inspection sur place. Les Etats-Unis et l'URSS ont accepté que des observateurs soient présents sur les sites de missiles des deux pays pendant dix ans après la destruction des fusées, a-t-il précisé. *« Il y a accord sur toutes les questions principales (...) ; nous avons fondamentalement un bon processus de vérification »*, a déclaré M. Shultz, en ajoutant que seuls *« quelques détails »* de procédure restaient à régler.

Dans la matinée, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, avait déclaré à la chaîne de télévision ABC que M. Reagan pouvait très bien renoncer à un traité sur les FNI si ce dernier ne comportait pas toutes les garanties souhaitées par les Américains *« sur les questions essentielles »*, à commencer par celle de la vérification. Le secrétaire général entendait ainsi démentir que le gouvernement américain eût relégué la question de la vérification au second plan à la suite des changements intervenus au département de la défense, et il a précisé que M. Frank Carlucci, nouveau secrétaire à la défense, était *« aussi dur »* dans les négociations que son prédécesseur M. Weinberger.

MM. Shultz et Chevardnadze devraient également s'entretenir à Genève du dossier plus épineux de la réduction des armements stratégiques ainsi que des problèmes régionaux. M. Shultz a indiqué à cet égard qu'il demanderait à M. Chevardnadze le soutien de l'URSS à un embargo sur les exportations d'armes vers l'Iran et un calendrier de retrait de troupes soviétiques d'Afghanistan. Au titre des préparatifs de la visite de M. Gorbatchev à Washington, il sera vraisemblablement question du souhait du numéro un soviétique de s'exprimer devant le Congrès américain. Cette éventualité a soulevé un tel tollé à Washington qu'il appartiendra au secrétaire d'Etat de proposer à la partie soviétique une formule de rechange. – *(AFP, Reuter.)*

# Les manifestations d'« alternatifs » se multiplient

Plusieurs manifestations, parfois violentes, ont émaillé le week-end en Suisse. A Berne, plus de dix mille personnes, en majorité des jeunes, ont défilé samedi 21 novembre en signe de solidarité avec une vingtaine de squatters, délogés sans ménagement la semaine dernière d'un campement où ils s'étaient installés au bord de l'Aar, la rivière qui traverse la ville.

Des incidents ont également éclaté, dans la nuit de samedi à dimanche à Zurich, autour d'un centre culturel alternatif, la *« Rotefabrik »* (l'usine rouge). Pendant près de deux heures, de vifs affrontements ont opposé la police à des jeunes gens ayant dressé des barricades. Ces échauffourées intervenaient à quelques jours d'un référendum sur l'octroi d'un crédit de dix millions de francs suisses pour la création d'un centre culturel de jeunesse.

Enfin, à Genève, plus de deux mille personnes ont manifesté pacifiquement samedi pour protester contre la remise en marche de la centrale nucléaire française de Creys-Malville, située à 70 kilomètres de la ville. Sur les banderoles, on pouvait lire notamment : *« Chirac, ta centrale craque. »* Certains contestataires se sont rendus à proximité du consulat de France pour y déposer une couronne mortuaire *« aux vicimes des accidents nucléaires »*.

J.-C. B.

## URSS : une lettre dans la « Pravda »

# « Dites-moi comment nourrir ma famille »

*MOSCOU*
*de notre envoyée spéciale*

La *Pravda* a publié, le lundi 23 novembre, en première page, dans son courrier hebdomadaire des lecteursa, cette lettre d'une mère de famille de mineurs, Mme Doudarev, de la localité de Chakhan, dans le Karaganda (Kazakhstan) :

*« Nous avons trois enfants, le plus petit a un peu plus d'un an. Mon mari et moi travaillons à la mine. Je suis enceinte. Je n'ai jamais écrit à un journal auparavant, mais je me suis décidée. Hier, je suis allée faire les courses avec le petit. Je voulais acheter du beurre. Vous auriez vu le magasin ! Une queue pour le pain, comme pendant la guerre. Qu'allais-je faire avec mon enfant ? J'ai fait demi-tour et je suis rentrée à la maison.*

*» Il y a dans notre district une grande usine de confiseries, mais les enfants n'en voient jamais. Il paraît que les choses vont s'améliorant, mais chez nous tout disparaît quelque part. Les gaufrettes, pénurie, les biscuits, c'est pareil. La même chose pour les saucisses, le fromage, le halva, la margarine et bien d'autres produits. Et pourtant, tous les ans, on lit dans les journaux que la production a augmenté. Mais où va-t-elle puisqu'elle n'est pas dans nos magasins ? C'est vrai, on trouve des conserves de poisson. On voit aussi de temps à autre de la viande, mais seulement dans les magasins coopératives à des prix inaccessibles. Dites-moi comment nourrir une famille dans ces conditions Les enfants poussent. Et chaque matin, mon mari part travailler, non pas au bureau mais dans la mine. »*

Dans la même rubrique, un universitaire de Simferopol, en Crimée, rapporte que son département a interrogé cent trente-sept responsables, agronomes, économistes, comptables, sur le thème : *« La « perestroïka » se fait-elle dans votre secteur ? » ;* 57 % ont répondu négativement, 7 % positivement. Les autres n'ont rien répondu.

S. K.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

*Edité par la S.A.R.L. le Monde*

*Gérant :*
André Fontaine,
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur général :*
Bernard Wouts.

*Rédacteur en chef :*
Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :*
Claude Sales.

**Le Monde PUBLICITE S.A.**
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 280 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

*Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 786-610 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

## ROUMANIE : baisse des salaires et pénurie alimentaire

# Les émeutes de Brasov ont été les plus graves depuis dix ans

*VIENNE*
*de notre correspondante*

Les manifestations qui se sont déroulées le 15 novembre à Brasov à la suite d'une protestation ouvrière contre la baisse des salaires et la pénurie alimentaire chronique (*le Monde* du 19 novembre) ont dégénéré en une véritable révolte contre le régime du président Ceausescu, rendant nécessaire l'intervention de l'armée. Selon des voyageurs occidentaux, témoins de scènes de violence et de pillage, au moins deux miliciens auraient trouvé la mort dans les affrontements. La ville aurait été littéralement « assiégée » par l'armée pour rétablir le calme.

Le dimanche 15 novembre, les ouvriers des usines de camions et tracteurs Steagul Rosu (Etendard rouge) et Tractorul – qui emploient plusieurs dizaines de milliers de personnes et où des grèves avaient déjà éclaté en novembre 1983 – auraient dû aller voter en groupe pour le renouvellement du conseil municipal de Brasov, deuxième ville de Roumanie et important centre industriel. A la suite d'une vive controverse avec des dirigeants locaux sur une réduction des salaires pour non-exécution du plan mensuel, les ouvriers, vivement irrités, avaient provoqué un incident en attaquant, puis en renversant une voiture de police.

Le mouvement a rapidement pris de l'ampleur, et en scandant *« à bas Ceausescu »* et *« nous voulons du pain »*, les manifestants se sont dirigés vers la mairie et le siège du parti. Après avoir pris d'assaut les bâtiments, les manifestants ont pillé le dépôt de denrées alimentaires qui s'y trouvait et brûlé des portraits du président Ceausescu. Des drapeaux rouges, et des meubles ont été jetés par les fenêtres.

Les policiers n'ayant pu maîtriser la foule ont appelé l'armée en renfort, qui a cerné une partie de la ville avec des véhicules blindés. Au bout de six heures seulement, les forces de l'ordre, tirant en l'air et utilisant des gaz lacrymogènes, ont réussi à disperser la foule et à arrêter un grand nombre de manifestants.

Cinq jours après cette émeute, le comité politique exécutif du PC roumain, réuni le vendredi 20 novembre à Bucarest, décidait de *reporter* d'une semaine la conférence nationale du parti. Initialement prévue du 7 au 9 décembre, cette conférence aura lieu du 14 au 16 décembre, officiellement pour *« permettre aux organes et organisations du parti de mieux la préparer »*. Les observateurs estiment cependant que le régime, pris de panique devant l'ampleur des manifestations, cherche à gagner du temps pour trouver quelques boucs émissaires que le président Ceausescu n'hésitera pas à sanctionner pour leurs responsabilités dans les événements de Brasov. La conférence nationale du parti a régulièrement lieu entre deux congrès du parti – en général tous les trois ans – et est appelée à faire le point sur la mise en œuvre des décisions prises par le congrès précédent.

Dans son intervention devant le comité politique exécutif, le président Ceausescu a d'ores et déjà critiqué *« certains ministères et comités régionaux du parti »* qui n'ont pas *« mis fin aux pénuries alimentaires en appliquant avec fermeté les mesures prévues »*. Son appel pressant à *« éviter les pertes et gaspillages de matériel »*, notamment dans le domaine énergétique, et à *« améliorer radicalement la situation économique dans les mois de novembre et décembre »* illustre mieux que tous les chiffres la crise dans laquelle se trouve la Roumanie.

### « Pour nos enfants »

L'émeute de Brasov, ville de Transylvanie de 334 000 habitants, dont 5 à 10 % sont de souche allemande, n'est pas la première manifestation de mécontentement en Roumanie, mais sans aucun doute la plus *sérieuse* depuis la grève observée par 35 000 mineurs de la vallée de Jiu, en août 1977, pour protester contre des conditions de travail difficiles et un approvisionnement alimentaire insuffisant. Comme à Brasov, l'armée avait été chargée de rétablir le calme dans la vallée du Jiu. Quelque 4 000 grévistes furent sanctionnés à l'époque par un transfert forcé dans d'autres départements.

A la suite du rationnement du pain à 300 grammes par jour et par personne et de réductions de salaires en novembre 1986, des grèves avaient déjà éclaté dans plusieurs villes de Transylvanie où vit également une forte minorité hongroise (environ deux millions). Des tracts et des graffitis appelant à la *« révolte »* contre le régime et *demandant « de la viande, du pain et du lait pour nos enfants »* ont été découverts dans plusieurs quartiers de Cluj. En janvier dernier, des tracts ont été distribués et envoyés à certaines ambassades à Bucarest, faisant appel à la grève générale et au renversement du régime Ceausescu. Selon des sources catholiques à Vienne confirmées par la revue samizdat *Presse hongroise de Transylvanie*, dont des numéros arrivent de temps en temps à l'Ouest, les auteurs de ces tracts sont des dissidents roumains réunis dans le mouvement d'opposition Action démocratique roumaine à tendance chrétienne.

La Roumanie s'est enfoncée dans une crise économique qui semble sans issue à la suite d'une politique d'industrialisation forcée, d'une planification rigide de son économie, *d'un népotisme et d'un culte effréné* de la personnalité autour du « clan » Ceausescu, d'un effort irrationnel enfin pour rembourser la dette extérieure avec des conséquences désastreuses pour le développement. Les pénuries sont chroniques dans tous les domaines, et il ne fait pas de doute que le pays doit faire face à un nouvel hiver marqué par les privations les plus dures pour la population.

Le 11 novembre dernier, un décret du Conseil d'Etat a annoncé de nouvelles mesures pour économiser l'électricité et le gaz. La consommation des ménages ne devra pas dépasser des quotas autorisés, qui réduisent à un minimum l'éclairage et le chauffage des appartements, où, l'hiver dernier, 12 degrés seulement étaient autorisés. Les coupures d'électricité, qui peuvent atteindre plusieurs heures par jour, sont devenues la règle en Roumanie et conduisent, dans les usines, à des retards de production, qui, cercle vicieux, entraînent une réduction des rémunérations des ouvriers. En outre, la circulation des voitures privées est interdite l'hiver pour économiser l'essence. Cette situation désastreuse n'a pas changé en dépit de la proclamation de l'état d'urgence dans les centrales électriques en octobre 1985, où leur contrôle a été confié à l'armée.

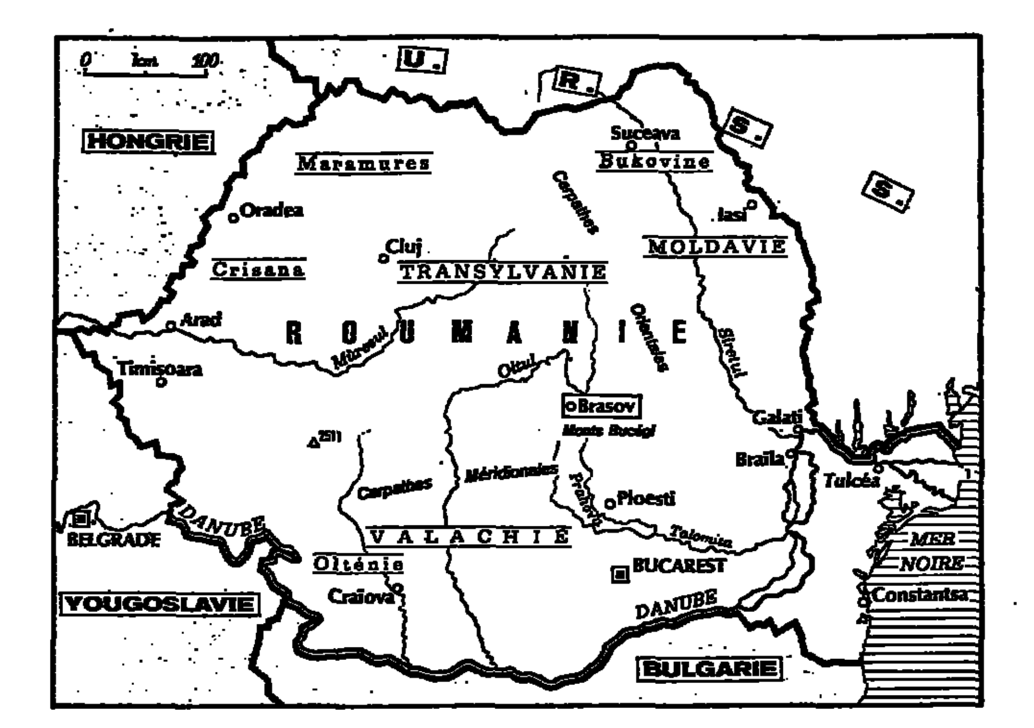
### Isolement

Politiquement, le régime du président Ceausescu est de plus en plus isolé, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, en visite en Roumanie en mai dernier, avait indirectement critiqué la politique économique des dirigeants roumains et fait de transparentes allusions au népotisme. Mais Nicolae Ceausescu n'a pas cédé. Pour lui, les mesures de réforme entreprises en URSS, comportant notamment une certaine autonomie des entreprises et l'introduction d'éléments d'une économie de marché, sont des *« pas en arrière »*.

Sévèrement critiquée à l'Ouest pour les atteintes aux droits de l'homme, notamment à l'égard des minorités hongroise et allemande, par Amnesty International et par les organisations juives américaines qui luttent contre les restrictions au droit d'émigration des juifs roumains, la Roumanie s'est vue sanctionnée par les Etats-Unis en juin dernier par la suspension, pour six mois, de la clause de la nation la plus favorisée.

Les remaniements fréquents au sein du parti et du gouvernement, qui permettent au président Ceausescu de limoger des personnalités jugées coupables de situation *a priori* sans issue, ont conduit à construire autour du président et de son épouse Elena, le numéro deux du régime, une sorte de *« cordon sanitaire »* de fonctionnaires faisant parti du « clan » soit par des liens de parenté, soit par leur dévouement sans faille à l'homme qui dirige depuis vingt et un ans avec une main de fer et des méthodes staliniennes la Roumanie. La grogne populaire a culminé, dimanche dernier, dans une première émeute qui risque de ne pas être la dernière.

**WALTRAUD BARYLI.**




## Un dossier de « la Nouvelle Alternative »

Les informations sur la Roumanie contemporaine sont toujours rares. Raison de plus pour signaler l'excellent dossier que *la Nouvelle Alternative* a consacré dans son numéro de septembre 1987 à la Roumanie *« sous Conducator »*. De nombreux témoignages d'opposants vivant toujours en Roumanie ou de dissidents ayant réussi à se réfugier en Occident aident à dresser le portrait de cette société en proie à la misère économique et psychologique engendrée par le *despotisme et la mégalomanie de* Ceausescu. Plusieurs articles sont aussi consacrés au sort réservé aux minorités allemande et hongroise. *La Nouvelle Alternative* complète ce dossier par la première étude sérieuse sur *« le goulag roumain »*.

(*) *La Nouvelle Alternative*, septembre 1987, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris – 60 F.

● **Appel à une manifestation de solidarité.** – Des associations d'émigrés roumains en France ont appelé à une manifestation de solidarité avec les ouvriers de Brasov, qui devait avoir lieu lundi 23 novembre à 18 h devant l'ambassade de Roumanie à Paris.

# Promenade « boulevard du kitsch »

*BUCAREST*
*correspondance*

Boulevard du kitsch... C'est ainsi que les Bucarestois appellent le désormais fameux Boulevard de la victoire du socialisme : 1 kilomètre de long sur 100 mètres de large, bordé d'arbres et d'immeubles résidentiels, orné de jets d'eau, il traverse le centre de la ville naguère épargné par le tremblement de terre. Surgis des décombres des démolitions autoritaires et sans indemnisation, les bâtiments ont des allures très début de siècle, sinon un style franchement néo-fasciste dans la démesure et l'inutilité de ses travaux pharaoniques. Ce décor est destiné à accueillir en apothéose les délires de grandeur de l'« homme providentiel » auquel le peuple doit aujourd'hui de ne plus avoir, au sens précis du terme, quoi que ce soit à se mettre sous la dent.

Dans des nuées de poussière, les gravats s'amoncellent et les habitants du quartier, éventré par les grues géantes, les bétonneuses et la diligence contenue des ouvriers, ressassent comme une litanie les noms d'une vingtaine d'églises byzantines détruites. Spiridon-le-Vieux, Antim ou Vendredi-Saint n'existent plus — il s'agissait pourtant de joyaux artistiques des siècles passés qui faisaient la fierté du pays et sauvegardaient sa mémoire collective. Celle de Pierre-et-Paul- les-Sainte-Apôtres, encore debout dans un panorama de ruines, est elle aussi promise à la pioche des démolisseurs. Domnitsa-Balasha, où se célébraient autrefois de somptueuses noces printanières, est masquée presque entièrement par un gigantesque ensemble sans grâce. Le vieil hôpital de Brencovan, l'équivalent de l'Hôtel-Dieu de Paris, n'est qu'un souvenir...

D'aucuns parlent d'un goût du sacrilège, d'autres d'une paranoïa. Dans la presse locale, bien sûr étroitement contrôlée, il n'est question que des *« réalisations de prestige de l'économie roumaine »*.

Qu'importe si les pommes de terre manquent, si les tomates et autres légumes font défaut en pleine saison, si la viande et la volaille sont de vagues souvenirs de temps meilleurs ! *« La révoltution agraire a montré la puissante supériorité de l'agriculture socialiste »*, déclarait, début septembre, le président Ceausescu. En attendant, les gens ont faim et les queues n'en finissent pas de s'allonger devant les magasins pour tout ce qui fait l'ordinaire du panier de la ménagère. L'huile et le sucre sont toujours rationnés : 1 litre et 1,5 kilo par mois et par personne quand il y en a.

Aux questions candides des rares visiteurs, les guides ou accompagnateurs répondent que *« la viande est notre dollar »*. Devant un magasin, la nouvelle d'un arrivage de charcuterie se répand comme une traînée de poudre, tandis que la queue grossit à vue d'œil. Après des heures d'attente, la patience sera récompensée par une tranche de lard ou plutôt de couenne, ou encore quelque chose qui porte le nom de saucisson ou de jambon.

### Suspicion et délation

Difficile cependant de faire croire que la Roumanie approvisionne le monde entier. Même l'eau minérale est introuvable, sauf dans certains grands restaurants de la capitale. Explication officielle : en cette époque d'économie à tout crin, il est inutile de gaspiller du carburant pour transporter des bouteilles vides aux sources d'eau et de les rapporter pleines aux consommateurs. De surcroît, ces eaux sont si extraordinaires qu'elles aussi prennent le chemin de l'exportation. Pour avoir le privilège d'en déguster quand même, il faut payer en monnaie sonnante et trébuchante, américaine de préférence. Même chose pour les vins, disparus depuis belle lurette des étalages et des rayons des magasins communs.

La Securitate étend toujours sa chape de plomb sur la population, entretenant la suspicion et la délation. Tout Roumain en contact avec des étrangers doit obligatoirement en référer aux organes de sécurité. Une Bucarestoise qui avait reçu à dîner un couple de jeunes Polonais en transit vers la Bulgarie a été réveillée en pleine nuit par la milice venue perquisitionner à son domicile. Une famille ayant hébergé sans autorisation des amis soviétiques de passage s'est vu infliger une amende représentant quatre mois de salaire.

Le culte effréné de la personnalité de l'*« éminent conducator »* et son épouse Elena ne stimule guère la lecture de la presse, pas plus que l'écoute de la radio ou de la télévision. Au demeurant, toujours par souci d'économie, dès 22 heures, les émissions s'achèvent sur la chaîne nationale. Ultime ressource pour les couche-tard, les deux chaînes bulgares, voire celle de Moscou, dont les propositions — rock, disco ou documentaire — ont nettement meilleure réputation que les locales.

L'extinction des feux à lieu bien plus tôt encore dans les rues, où la tombée de la nuit sanctionne la fin de toute activité : faute d'éclairage public et de transports en commun, la capitale s'endort avec les poules. Les privilégiés qui disposent d'un véhicule particulier n'ont droit qu'à 30 litres d'essence par mois, si bien que Bucarest ne connaît guère d'embarras de circulation, si ce n'est en raison des déviations chaotiques mises en place pour les travaux de creusement du métro.

Ce que la majorité de la population redoute pourtant le plus, c'est l'hiver qui vient. Ces dernières années d le froid avait provoqué de nombreux décès. La chaleur admise est de 17 degrés au maximum dans les locaux d'habitation, mais il n'est pas rare qu'au petit matin il fasse 3 degrés à peine dans certaines chambres à coucher, et nombreux sont ceux qui se demandent comment ils feront bouillir l'eau de leur thé ou de la soupe quotidienne. Devant l'accumulation de tant d'obstacles, certains disent qu'ils se sentent perdus au fond d'un trou. Reste à savoir si ce trou a un fond...

**ROMAIN VALENCE.**

# Proche-Orient

## La tension dans le Golfe

## Nouveaux incidents américano-iraniens

L'Iran et l'Irak ont poursuivi leurs attaques contre la navigation dans le Golfe, les samedi 21 et dimanche 22 novembre. Il y a eu de nouveaux incidents entre unités iraniennes et américaines. Téhéran a ainsi affirmé que des bateaux iraniens avaient tiré samedi sur des hélicoptères américains qui tentaient d'empêcher les Iraniens de contrôler la cargaison d'un cargo grec.

Les appareils américains ont dû faire demi-tour, toujours selon Téhéran, alors que le cargo grec était arraisonné et conduit dans un port iranien. Selon ses armateurs grecs, le *Jimilta* (29018 tonnes) faisait route à vide vers le Koweït quand il a essuyé les tirs de vedettes iraniennes. Un autre navire grec, le pétrolier *Andromeda*, a également été la cible, dans la nuit de samedi à dimanche, de vedettes iraniennes.

Un autre incident américano-iranien a été signalé par des sources maritimes, mais démenti par Téhéran : un hélicoptère de l'US Navy serait intervenu pour dissuader une vedette iranienne qui s'approchait à grande vitesse d'un navire de ravitaillement battant pavillon des Etats-Unis, le *Gulf Fleet 104*.

A la suite de ces incidents, le commandant des forces navales iraniennes a affirmé que celles-ci *« poursuivront leur mission et riposteront aux agressions des Etats-Unis »*. Il a en outre estimé que l'inspection par l'Iran des bateaux navigant dans le Golfe était *« un acte légal »* visant à empêcher l'acheminement d'armes vers l'Irak.

### Manifestations à Téhéran

Les deux attaques iraniennes font suite à une nouvelle série de raids irakiens contre des installations pétrolières d'Iran. Bagdad a notamment affirmé avoir touché dix-neuf navires au large des côtes iraniennes depuis onze jours et exprimé son intention d'intensifier encore ces opérations.

Dans les milieux maritimes, on estime que sept des vingt-six pétroliers acheminant le brut iranien à partir du terminal de l'île de Kharg, dans le nord du Golfe, ont été endommagés par l'aviation irakienne.

Par ailleurs, la marine américaine a indiqué que ses drageurs de mines, en opération depuis jeudi dans les eaux proches de l'île iranienne de Farsi, avaient repéré et neutralisé sept mines.

Sur le front, les Iraniens ont affirmé avoir repoussé quatre contre-offensives irakiennes dans la province de Suleymanieh, dans le nord-est de l'Irak, où les gardiens de la révolution avaient attaqué un corps d'armée irakien.

Bagdad a, pour sa part, démenti que des combats aient eu lieu dans cette région, mais continue à se préparer à une grande offensive iranienne au sud du front, où plusieurs centaines de soldats iraniens seraient massés.

Dans le même temps, Radio-Téhéran a fait état, dimanche, d'imposantes manifestations de combattants dans plusieurs villes d'Iran sur le thème « La guerre, la guerre, jusqu'à la victoire ».

De son côté, l'ambassadeur d'Iran dans les Emirats arabes unis, M. Moustafa Haeri, a déclaré dimanche que son pays était en possession d'un tel nombre de missiles américains antiaériens Stinger qu'il pouvait déclencher un scandale aux Etats-Unis bien plus nuisible au président Reagan que celui de l' « Irangate ».

Les ministres de la défense des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe les Etats arabes riverains du Golfe, ont affirmé leur volonté, à l'issue de la réunion, de renforcer leur coopération militaire face à la menace que représente pour eux la guerre entre l'Iran et l'Irak.

En Irak, vingt-cinq Kurdes auraient été exécutés mercredi dernier par l'armée irakienne, et leurs maisons détruites, selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), qui, alliée de Téhéran, combat le gouvernement de Bagdad. – *(AFP, Reuter.)*

# Asie

## CAMBODGE : bravant l'hostilité de Pékin

## Le prince Sihanouk accepte de rencontrer M. Hun Sen en France le mois prochain

*BANGKOK*
*de notre envoyé spécial*

Si les Chinois restent de marbre et les Thaïlandais plutôt réticents, les Vietnamiens se sont lancés dans une offensive diplomatique tous azimuts. L'initiative du prince Sihanouk pour tenter de dénouer le conflit cambodgien près de neuf ans après l'intervention militaire vietnamienne commence à remuer pas mal de monde. *« Les choses bougent sur le Cambodge »*, pour reprendre l'expression de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat français à la défense, récemment de passage à Bangkok.

Le prince Sihanouk a accepté de rencontrer M. Hun Sen, premier ministre du Cambodge, aux alentours du 15 décembre à La Fere-en-Tardenois, à une centaine de kilomètres de Paris. En effet, le prince, qui séjourne dans la région parisienne depuis le 11 novembre, a reçu la semaine dernière un télégramme de M. Hun Sen, qui paraît avoir levé les derniers obstacles à la tenue de leurs entretiens.

Entre-temps, les Vietnamiens ont envoyé des émissaires en Indonésie et en Thaïlande. Hanoï tente de resserrer sa coopération avec Djakarta et de renouer le dialogue avec Bangkok. M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre et membre du bureau politique du PC vietnamien, a été reçu, le dimanche 22 novembre, à Bangkok, après un séjour d'une semaine en Indonésie, où il avait eu des entretiens avec le président Suharto. Le diplomate vietnamien chargé du dossier cambodgien, M. Nguyên Dy Nien, a fait le chemin inverse : il se trouve actuellement à Bali, pour quarante-huit heures de discussions avec M. Mokhtar Kusumaatmadja, ministre indonésien des affaires étrangères, qui avait été reçu, le 9 novembre, par M. Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay.

Auparavant, M. Nguyên Dy Nien s'était rendu à Bangkok pour tenter d'organiser une rencontre entre M. Nguyên Co Thach, vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères, et son homologue thaïlandais, le maréchal Sitthi Sawetsila.

### « Un problème intérieur »

Pendant plusieurs semaines, les Chinois ont tenté de décourager le prince Sihanouk de rencontrer M. Hun Sen. Ils lui ont même demandé de reporter cette rencontre après le sommet, prévu à Manille fin décembre, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, Brunei, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Le prince n'a pas cédé, estimant sans doute qu'un tel report risquait de réduire à néant son projet. Depuis, les Chinois s'en tiennent à un propos neutre : ils *« respectent »* le prince Sihanouk et, ainsi que l'a dit leur président, M. Li Xiannian, lors de son séjour à Paris, ils sont favorables à un Cambodge neutre, *« véritablement »* dirigé par le prince, une fois les troupes vietnamiennes retirées de ce pays.

Les Thaïlandais, qui jouent également un rôle crucial dans le soutien à la résistance cambodgienne, ont une attitude quelque peu différente. Eux aussi veulent obtenir un retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge ; mais, par tempérament et parce qu'ils n'ont pas les moyens de pression des Chinois, ils se montrent plus accommodants. Le général Chaovalit, commandant en chef de l'armée de terre et qui passe pour avoir les meilleures chances de succéder à l'actuel premier ministre, le général Prem Tinsulanonda, a récemment jeté un pavé dans la mare en déclarant que *« le conflit cambodgien est une « guerre civile », un problème intérieur d'un pays communiste »*.

Tout en refusant d'engager une polémique avec le patron de l'armée, dans un royaume où les militaires sont très puissants, le ministère thaïlandais des affaires étrangères a fait savoir son désaccord avec cette analyse. Il reste que le débat est ouvert ici et que Bangkok s'inquiète déjà des éventuelles conséquences d'une négociation que les Thaïlandais n'ont ni initiée ni souhaitée. Bangkok a déjà proposé au prince Sihanouk de venir résider en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais a également suggéré que les deux factions non communistes de la résistance soient placées sous le commandement unique du prince Ranariddh, le fils de Sihanouk, qui commande l'Armée nationale sihanoukiste. Il s'est cependant heurté à un refus poli, le prince Sihanouk entendant, apparemment, conserver une marge de manœuvre.

### « Retrait » ou « rotation » ?

L'hostilité de Pékin à l'égard des initiatives du prince Sihanouk s'explique facilement. Ou bien la Chine estime que le Vietnam a été assez « puni » par le prix de son intervention militaire au Cambodge – et, dans ce cas, elle pourrait être favorable à une négociation d'un retrait militaire vietnamien, – ou bien elle n'a aucune raison de se féliciter d'un projet qui ne va pas du tout dans le sens souhaité par Pékin.

En effet, les grands perdants dans cette affaire ne peuvent être que les Khmers rouges, que Pékin a appuyés quand ils étaient au pouvoir à Phnom-Penh et que la Chine arme, aujourd'hui, pour contrecarrer les desseins indochinois prêtés à Hanoï.

Car le schéma envisagé en ce moment prévoit l'intervention d'un règlement politique avant un retrait militaire vietnamien. Ce qui revient à demander aux Vietnamiens, dans l'attente de la mise en place soit de « casques bleus », soit d'une commission internationale de contrôle, de faire contrepoids aux Khmers rouges pendant une délicate phase de transition. En d'autres termes, en cas de succès de la négociation, le prince Sihanouk pourrait regagner le Cambodge avant que les troupes vietnamiennes n'aient été rapatriées. Une telle éventualité a de quoi faire blêmir M. Deng Xiaoping, qui fut l'un des plus durs à l'égard des Vietnamiens lorsque ces derniers envahirent le Cambodge en décembre 1978.

Bien entendu, on n'en est pas encore là. Sur le terrain, en dépit des armes légères modernes que leur ont encore fournies récemment les Chinois, les Khmers rouges ne se sont pas montrés particulièrement agressifs, sauf peut-être aux alentours de la chaîne des Cardamomes, l'un de leurs repaires traditionnels. Quant aux Vietnamiens, ils vont procéder cette semaine à un *« retrait »* de troupes, plus important que les années précédentes, mais que les experts occidentaux assimilent encore à une *« rotation »*. Ensuite, si tout se passe comme prévu, une petite localité de la région parisienne deviendra pour un temps la « capitale du Cambodge »...

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## INDE

## M. Gandhi a remporté au Nagaland son premier succès électoral depuis trois ans

*NEW-DELHI*
*de notre correspondant*

La victoire remportée par le parti du Congrès Indira lors des élections locales du Nagaland constitue une divine surprise pour le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Le scrutin du 18 novembre a accordé une courte majorité (trente et un sièges sur soixante) au parti gouvernemental, et les sept candidats indépendants ont déjà annoncé qu'ils lui apporteraient leur soutien. Ce relatif succès arrive à temps pour tenter d'enrayer la perte de crédibilité du Congrès (I) et de son chef.

Depuis son élection en décembre 1984, M. Gandhi a perdu toutes les consultations régionales (sauf celle du Cachemire remportée grâce à une alliance avec un parti régionaliste), et l'image de marque du « jeune et brillant » premier ministre s'est considérablement ternie à la suite de scandales financiers le mettant directement en cause. Son parti a du mal à colmater les brèches de la dissidence inspirée par M. B. P. Singh. Avec l'aide de la machine électorale – encore puissante – du Congrès (I), M. Gandhi va donc exploiter au maximum cette victoire pour resserrer les rangs dans son parti et redresser sa cote de popularité.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'élection du Nagaland amoindrissent cependant la portée de ce résultat. En qualifiant celui-ci de *« victoire du pouvoir de l'argent »*, le chef du principal parti d'opposition du Nagaland, M. Vamuzo, dont la formation, le Parti national démocratique Naga (NNDP), a remporté dix-huit sièges, a résumé le sentiment des observateurs qui ont suivi la campagne : le Nagaland, Etat situé dans l'extrême-est de l'Union indienne et frontalier avec la Birmanie, est le premier bénéficiaire de l'argent du gouvernement central après le Sikkim.

Depuis deux mois les subventions et les promesses se sont multipliées, et les Nagas avaient bien des raisons, en dépit de leur hostilité traditionnelle au pouvoir central, de se laisser tenter par des arguments aussi alléchants. Le premier ministre a effectué trois voyages en l'espace de trois mois, officiellement pour se rendre compte des effets de la sécheresse dans un Etat qui n'en a absolument pas souffert. Une de ces tournées fut même annulée en raison de... pluies torrentielles.

Enfin, les révisions successives des listes électorales n'étaient pas de nature à renforcer le caractère « démocratique » de cette consultation.

LAURENT ZECCHINI.

## SRI-LANKA

## New-Delhi rejette les conditions posées par les séparatistes tamouls pour une prolongation du cessez-le-feu

*De notre correspondant*
*en Asie du Sud*

Le cessez-le-feu de quarante-huit heures entre les Tigres tamouls et l'armée indienne, qui devait s'achever lundi matin 23 novembre, n'aura-t-il servi à rien ? New-Delhi a officiellement *« regretté »*, dimanche, que le mouvement LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) n'ait pas répondu positivement à ce qui aurait pu être l'amorce d'un processus de paix.

Un porte-parole de New-Delhi a précisé que les conditions posées par les militants tamouls pour déposer leurs armes étaient *« inacceptables »*. Les Tigres demandaient une extension de soixante-douze heures de la trêve et le retour de l'armée indienne sur les positions qu'elle occupait avant l'offensive de Jaffna. Ces conditions font suite à la publication d'un document de huit pages émanant du chef des Tigres, M Velupillai Prabhakaran, dans lequel celui-ci justifiait son action, et faisait part de sa *« profonde affection »* pour le peuple indien, pour son armée. M. Prabhakaran expliquait que son organisation avait accepté de relâcher les dix-huit soldats indiens qu'il détenait en otages depuis un mois au nom de *« principes humanitaires »*.

Cette libération était en fait l'un des termes d'un accord officieux entre les Tigres et l'armée indienne, le second étant le cessez-le-feu. New-Delhi est d'autant plus fondé à considérer avec scepticisme les bonnes intentions affichées par le chef des Tigres que ce cessez-le-feu n'a pas été respecté.

Les récentes initiatives épistolaires de M. Prabhakaran montrent que les Tigres, confrontés à une hostilité croissante de la population civile de Jaffna, cherchent un moyen *« honorable »* de mettre fin à un conflit qui a clairsemé leurs rangs, tout en ne reniant rien sur le fond. Ils paraissent cependant se rendre compte de l'aspect paradoxal d'une telle position, ce qui explique que, dans le même temps, ils tentent de rassembler leurs forces pour poursuivre les affrontements. On apprenait enfin, à New-Delhi, que les pertes subies par l'armée indienne depuis le début de l'offensive sont largement supérieures aux chiffres officiels. Selon des sources du ministère de la défense, citées par le *Times of India*, près de cinq cents soldats auraient été tués au cours des combats (deux cent quarante officiellement).

L. Z.









# A travers le monde

## Colombie

### Le trafiquant de drogue Luis Ochoa a été arrêté

Bogota. – Le Colombien Jorge Luis Ochoa Vasquez, l'un des gros bonnets du trafic de cocaïne et l'un des hommes les plus riches du monde, a été arrêté samedi 21 novembre lors d'un banal contrôle de routine effectué par une patrouille de la police de la route, près de Cali, dans le sud-est du pays. Il a été transféré dimanche, par avion, dans la capitale colombienne dont l'aéroport a été pour l'occasion encerclé par un important dispositif militaire et policier. Luis Ochoa, qui est réclamé par la justice américaine, fait partie de la direction du « cartel de Medellin » (du nom d'une ville du centre du pays) qui contrôle, selon Washington, 80 % des importations de cocaïne aux Etats-Unis.

Agé de trente-huit ans, le trafiquant avait déjà été arrêté en novembre 1985 à Madrid et extradé le 14 juillet 1986 vers son pays. Il avait été jugé un mois plus tard sous l'accusation de... contrebande de taureaux. Condamné à vingt mois de détention, il avait été remis en liberté sous caution, en dépit d'une demande d'extradition des Etats-Unis. Il avait « disparu » depuis. Dans son classement des personnes les plus riches au monde, le magazine américain *Forbes* l'avait fait figurer à la quatorzième position, devant les Rockefeller, avec une fortune estimée à 3 milliards de dollars.

Le sort de cet encombrant prisonnier est examiné actuellement par le ministre de la justice, M. Enrique Low Mutra, et par le procureur général de la nation, M. Carlos Mauros Hoyos. Il y a neuf mois un autre dirigeant de ce même cartel, Carlos Ledher, avait été extradé vers les Etats-Unis en un temps record (moins de cinq heures) et son procès se déroule en ce moment à Jacksonville en Floride. Mais la Cour suprême a annulé depuis le traité bilatéral d'extradition qui datait de 1979. – *(AFP, Reuter.)*

## Egypte

### Quinze personnes inculpées pour intelligence avec la Libye

Quinze personnes accusées d'intelligence avec la Libye, passibles de lourdes peines de prison et des travaux forcés à perpétuité, ont été déférées, le dimanche 22 novembre, devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les prévenus, dont huit sont en fuite, sont accusés d'avoir contacté des responsables libyens dans le but de perpétrer des actes de sabotage en Egypte, et notamment d'avoir tenté de commettre des attentats à l'explosif contre des banques ainsi que des compagnies d'aviation occidentales.

Selon l'acte d'accusation publié par la presse du Caire, ils préparaient également un attentat contre l'ambassadeur d'Israël en Egypte et contre des touristes israéliens. Deux des inculpés auraient en outre créé une organisation paramilitaire dans le but de renverser le régime. Cette organisation aurait entamé ses activités en 1983 et a été démantelée en mai dernier.

## Espagne

### La police disperse une manifestation franquiste

De vifs incidents ont éclaté, le dimanche 22 novembre, dans le centre de Madrid, lors d'une manifestation qui a réuni plusieurs milliers de personnes, de quatre mille à huit mille selon des journalistes présents, à l'occasion du douzième anniversaire de la mort du général Franco.

Les policiers ont chargé à plusieurs reprises pour disperser des groupes de jeunes gens armés de pierres et de divers projectiles. On ne signale cependant aucun blessé grave.

Comme les années précédentes, le gouvernement avait interdit à l'extrême droite de manifester sur la Castellana, la grande artère qui traverse Madrid. Des manifestants ont attribué les incidents à cette interdiction, qualifiée de *« provocation »*, ainsi qu'à l'importance du dispositif de sécurité mis en place par la police.

Les manifestants étaient sensiblement moins nombreux que les autres années. Souvent très jeunes, ils *scandaient des slogans tels que « Franco, Franco », « Viva España ! »*, et contre le gouvernement et la monarchie. Une délégation française, portant croix celtique et criant *« Espagne-France, solidarité »* était présente.

D'anciens ministres du franquisme et la fille du général Franco, Carmen Franco Polo, ont participé à la manifestation, ainsi que le chef du Front national espagnol, M. Blas Pinar, qui a lancé un appel à *« l'action organisée »* face à la situation actuelle du pays. – *(AFP.)*

## Hongrie

### Rencontre entre dissidents de l'Est et intellectuels de l'Ouest

Des dissidents d'Europe de l'Est, des écologistes des deux parties de l'Europe, ainsi que des pacifistes et quelques communistes se sont rencontrés, dimanche 22 novembre, en Hongrie, malgré l'hostilité des autorités. Finalement toléré, ce colloque, sans précédent selon ses organisateurs, a pu avoir lieu dans une école du centre de Budapest. Environ cent cinquante personnes venues de Hongrie bien sûr, mais aussi de Tchécoslovaquie, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de seize pays d'Europe de l'Ouest et des Etat-Unis ont participé aux débats.

Une déclaration appelant à la création d'un mouvement démocratique pan-européen ainsi qu'à la démilitarisation effective du continent a été signée par la majorité des participants. Ont refusé de parapher le document des membres des Jeunesses communistes hongroises et du Conseil de la paix de ce pays, qui est une émanation du régime. Parmi les autres sujets abordés figurait le statut des objecteurs de conscience et le rôle de Mikhaïl Gorbatchev en Europe.

L'écrivain hongrois Mihaily Vajda a estimé que les intellectuels des pays de l'Est étaient plus sceptiques que les gens de gauche à l'Ouest sur les réformes entreprises par M. Gorbatchev. Cornelius Castoriadis, sociologue vivant à Paris, a déclaré n'apercevoir aucune possibilité de changement en Union soviétique, où, selon lui, l'introduction des mécanismes de l'économie de marché va entraîner une pression sociale intolérable. – *(AP., Reuter.)*

## Maroc

### Grève de la faim de détenus islamistes

Trente-quatre détenus islamistes poursuivent depuis près d'un mois une grève de la faim illimitée au Maroc, a affirmé, le samedi 21 novembre, à Paris, l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc.

Selon un communiqué de cette association, les grévistes ont entamé leur mouvement le 27 octobre.

Incarcérés à la prison civile de Safi, ils ont dénoncé, dans un message, le 10 novembre, leurs *« conditions inhumaines »* de détention. Ils ont réclamé la cessation des *« pratiques répressives »* dont ils sont victimes, l'amélioration du régime alimentaire, un suivi médical et le droit à l'information et à la poursuite des études.

Plusieurs grévistes – notamment MM. Boutahar Abdel Ghani, Mazi Abdellah, Rtibi Mustafa, Hansali Mohamed, Masbah, Rifia et Zidi – seraient, selon l'Association, dans un *« état très grave »*.

## Bangladesh

### Poursuite de la grève générale

La grève générale décrétée pour quarante-huit heures par les partis d'opposition a été reconduite pour douze heures (six heures lundi matin 23 novembre et autant mardi matin). L'opposition paraît plus déterminée que jamais à poursuivre un mouvement qui vise à obtenir la démission du président Ershad. Cette décision intervient alors que ce dernier a, pour la première fois, publiquement évoqué la possibilité d'élections anticipées et appelé l'opposition au « dialogue ».

Dimanche, les affrontements entre partisans et adversaires du président, puis l'intervention de la police, ont fait des dizaines de blessés à Dacca. Plusieurs d'entre eux – dont des policiers – ont été atteints par des grenades de fabrication artisanale. Les forces de l'ordre ont procédé à une quarantaine d'arrestations. Parmi les personnes arrêtées se trouve un journaliste local, M. Ataus Samad, travaillant pour la BBC et le quotidien américain *Christian Science Monitor*. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*





# Amériques

## L'évolution de la situation en Amérique centrale

# • Nicaragua : libération de prisonniers politiques
# • Salvador : retour de dirigeants de l'opposition

**L'Amérique centrale a connu un week-end paradoxal, marqué par la libération, dimanche 22 novembre, de près d'un millier de prisonniers politiques au Nicaragua, mais aussi par la recrudescence des combats dans l'ensemble du pays. Au même moment, au Salvador, un des principaux dirigeants de l'opposition lié à la guérilla, M. Ruben Zamora, rentrait triomphalement dans son pays après plus de six ans d'exil.**

*MANAGUA*
*de notre correspondant*
*en Amérique centrale*

Comme il l'avait annoncé à plusieurs reprises depuis septembre, M. Zamora a décidé de prendre le risque de retourner chez lui pour participer directement au débat politique en vue des élections législatives de 1988. Le vice-président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), bras politique du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN), la guérilla salvadorienne, avait quitté précipitamment le Salvador en 1981 à la suite de l'assassinat de son frère par les « escadrons de la mort ». Il vivait depuis en exil au Nicaragua.

A son arrivée à l'aéroport de San-Salvador en provenance de Mexico, M. Zamora a été accueilli par une foule importante composée surtout de militants de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS, principale fédération syndicale du pays) et de membres de son parti, le Mouvement populaire social-chrétien (MPSC, gauche). « *Nous voulons discuter*, a-t-il dit, *avec les différentes organisations politiques et sociales en vue d'établir un consensus national et trouver une solution politique au Salvador* ».

M. Zamora a ensuite embrassé le drapeau salvadorien, un geste symbolique qui constitue une réponse cinglante au président Duarte, qui avait récemment embrassé le drapeau des Etats-Unis lors d'une visite à Washington. « *C'est celui-ci le vrai drapeau de notre patrie* », s'est exclamé M. Zamora.

Trois autres dirigeants du FDR, dont son président, M. Guillermo Ungo, étaient attendus lundi à San-Salvador. Comme M. Zamora, ils sont accompagnés par une délégation de parlementaires étrangers et des représentants de l'Internationale socialiste. La présence de personnalités étrangères constitue une garantie symbolique pour les quatre dirigeants de gauche, qui sont toujours sur la « liste noire » des « escadrons de la mort ».

Avant de rentrer dans son pays, M. Zamora avait déclaré qu'il était conscient des risques qu'il prenait à un moment où l'on constate un retour des « escadrons de la mort », liés à certains secteurs de l'armée et à des groupes d'extrême droite opposés à la démocratisation de la société salvadorienne. Il estime cependant qu'il existe actuellement une ouverture dont l'opposition doit profiter, à la suite de la signature du plan de paix par cinq pays d'Amérique centrale, le 7 août, à Guatemala.

### Débat houleux à l'Assemblée nationale

Les dirigeants du FDR pourraient aussi avoir quelques problèmes avec leurs alliés du FMLN. Au cours des derniers mois, on a pu constater des divergences entre les deux organisations, qui semblent s'opposer de plus en plus sur la stratégie à suivre. L'affaiblissement de la guérilla sur le terrain, malgré quelques opérations spectaculaires, a convaincu le FDR qu'il était temps de chercher une solution politique, sans pour autant rompre avec le FMLN. Du moins pour l'instant.

Au même moment, au Nicaragua, les autorités sandinistes ont fait un pas de plus dans l'application du plan de paix en libérant 985 prisonniers politiques. Cette décision a été précédée d'un débat houleux à l'Assemblée nationale, où le Front sandiniste dispose de la majorité absolue.

Se faisant les porte-parole des mères des victimes de la guerre, les députés sandinistes ont réussi à limiter le nombre de libérations, malgré les demandes répétées de l'opposition de décréter une amnistie générale, conformément aux engagements pris par le Nicaragua lors de la signature du plan de paix. Un titre du quotidien *la Prensa* révèle à lui seul la déception de beaucoup de Nicaraguayens : « *900 libérés, reste 9 000.* »

Le président de la commission permanente des droits de l'homme (indépendante), M. Lino Hernandez, a dénoncé l'attitude du gouvernement, qui, nous a-t-il déclaré, « *cherche, une fois de plus, avec cette fausse amnistie, à tromper les naïfs en Europe et aux Etats-Unis* ». M. Hernandez estime que le gouvernement ne veut pas déclarer une amnistie générale pour deux raisons : « *Pourquoi, en effet, libérer près de dix mille personnes qui travaillent gratuitement pour l'Etat ?* » « *Et surtout,* ajoute-t-il, *les sandinistes craignent qu'un certain nombre de prisonniers, une fois libérés, se joignent à la Contra si jamais le plan de paix échouait.* »

Un peu plus de 20 % des détenus libérés faisaient partie de la garde nationale de Somoza, dont la dictature a été renversée en 1979 (il reste encore près de 2 500 ex-gardes nationaux dans les prisons). Les autres avaient été condamnés à de lourdes peines de prison par des tribunaux d'exception où la défense n'a pratiquement aucun droit. Une simple dénonciation suffit pour envoyer en prison pour plusieurs années un paysan (90 % des prisonniers politiques sont des paysans) soupçonné de collaborer avec la guérilla antisandiniste, la Contra.

Chapeau de paille sur la tête et petit baluchon sur le dos, ces paysans sont repartis vers leurs villages, où ils vont être confrontés de nouveau à la guerre. En fait, la situation s'est nettement aggravée dans la plupart des régions dont ils sont originaires, comme l'a reconnu samedi le ministère de la défense, M. Humberto Ortega. « *Il reste une quantité importante de contras* », a-t-il déclaré à une radio locale. Il a évalué leur nombre à 6 000, beaucoup plus que les évaluations officielles antérieures : « *Il ne faut pas cacher au peuple la réalité et la gravité de la guerre pour éviter de le démobiliser.* »

BERTRAND DE LA GRANGE.

## ÉTATS-UNIS : détenus cubains en colère

# Révolte des « marielitos » menacés de rapatriement

Oakdale. — Un millier de réfugiés cubains incarcérés dans un centre pour immigrants illégaux, à Oakdale en Louisiane, se sont mutinés samedi 21 novembre. Après avoir incendié quatre bâtiments du pénitencier, qui s'étend sur une vingtaine d'hectares, les détenus ont pris en otage plus de vingt-cinq employés. Vingt-trois personnes ont été blessées, selon le dernier bilan fourni par les autorités américaines. L'électricité a été coupée et une zone de sécurité a été imposée dans un rayon de près de 2 kilomètres autour du centre, encerclé dimanche par plusieurs centaines de policiers, alors que des hélicoptères survolaient la prison. Les autorités pénitentiaires et des agents du FBI, la sûreté fédérale, poursuivent les négociations avec les détenus.

Un porte-parole de la police d'Oakdale, M. Herman Perkins, a expliqué que les détenus s'étaient emparés samedi en début de soirée des grenades lacrymogènes et des matraques de leurs gardiens. Un médecin a affirmé avoir entendu des coups de feu dans la prison, mais aucun des blessés n'a été atteint par balles. Les gardiens du centre ne sont en effet pas habituellement équipés d'armes à feu. Un membre du Congrès, M. Clyde Holloway, et trois journalistes ont été conduits séparément dans la prison à la demande de mutins qui veulent exprimer leurs revendications par voie de presse.

Cette révolte des « mariélitos », qui sont arrivés aux Etats-Unis en provenance du port cubain de Mariel, intervient après l'annonce, vendredi, d'un accord américano-cubain prévoyant leur rapatriement sur La Havane, en échange de visas pour les candidats à l'émigration (*le Monde* daté 22-23 novembre). Ces réfugiés, ainsi que mille cinq cents autres incarcérés en majorité à Atlanta, en Georgie, sont en effet jugés « indésirables » par les autorités américaines, qui considèrent qu'il s'agit de malades mentaux ou de criminels.

Les mutins ont indiqué qu'ils ne relâcheraient leurs otages que si un responsable du gouvernement américain venait discuter de ce rapatriement dont ils ne veulent pas. Le porte-parole des services d'immigration et de naturalisation, dont dépendent les centres, a cependant précisé, dimanche, que les Cubains avaient commencé à libérer des employés et que les autorités espéraient voir cette affaire prendre fin sans violence supplémentaire. « *Trois ou quatre personnes au moins ont déjà été remises en liberté par les mutins* », a déclaré M. Mario Ortiz, « *nous considérons qu'il s'agit d'un signe positif* ».

Dans un autre centre de détention, à Laredo, au Texas, quatorze des dix-sept réfugiés qui avaient réussi à s'échapper dimanche du pénitencier, en rampant le long d'une bouche d'aération, ont été rattrapés l'après-midi même par la police américaine. — (*AFP, AP, Reuter, UPI.*)



● **PARAGUAY : le général Stroessner désigné comme candidat à la présidence.** — Le général Alfredo Stroessner, qui dirige le Paraguay depuis plus de trente-trois ans, a été désigné, le samedi 21 novembre, par le parti Colorado au pouvoir, comme candidat à l'élection présidentielle du 14 février prochain (ce sera son huitième mandat consécutif). « *J'accepte ma candidature avec honneur, car mon devoir est de m'incliner devant la volonté suprême du peuple* », a déclaré le chef de l'Etat, qui est âgé de soixante-quinze ans. La plupart des partis d'opposition se sont eux engagés à boycotter le scrutin en estimant que le gouvernement n'avait fourni aucune garantie sur l'équité de cette élection. — (*AFP, Reuter.*)

# Afrique

## ALGÉRIE

# Le président Chadli a reçu le ministre marocain des affaires étrangères

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, a quitté Alger, dimanche 22 novembre, au terme d'une visite de vingt-quatre heures en Algérie, au cours de laquelle il avait remis un message du roi Hassan II au président Chadli. Il s'est également entretenu avec son homologue, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, des efforts nécessaires pour « *accélérer le processus d'édification unitaire du Grand Maghreb et lever les obstacles, en particulier le conflit au Sahara occidental qui oppose le Maroc au Front Polisario* », indique l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS).

La volonté de l'Algérie et du Maroc de dialoguer malgré la persistance de la guerre au Sahara occidental ne s'est pas démentie depuis le sommet tripartite d'Akid-Lotfi, où le président Chadli avait rencontré, en mai, le roi Hassan II en présence du souverain d'Arabie saoudite, indique notre correspondant à Alger, Frédéric Fritscher. Les ministres des affaires étrangères se sont rencontrés une demi-douzaine de fois, notamment à la mi-juillet, lorsque M. Ibrahimi fut reçu par le roi Hassan II à Casablanca. Cependant, ces discussions n'ont, pour l'instant, débouché sur rien de concret. Les relations diplomatiques, rompues depuis 1976, ne sont pas rétablies et les commissions techniques, qui devaient étudier la possibilité de sortir de vieux projets de coopération de leurs cartons, n'ont pas non plus abouti.

### Mission de l'ONU à El Ayoune

La visite de M. Filali à Alger coïncide avec l'arrivée de la commission technique de l'ONU chargée d'étudier les modalités d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, à El Ayoune (*le Monde* du 21 novembre).

Samedi, celle-ci a eu différents contacts avec la population, dont des notables et chefs de tribu, et a effectué dans la soirée une tournée à travers la ville en compagnie du ministre marocain de l'intérieur et de l'information, M. Driss Basri, indique l'AFP. Parmi les personnalités connues reçues par la mission figure M. Khatri Ould Saïd Joumani, président de la Jemaa (Assemblée sahraouie à l'époque de la présence espagnole et qui siégeait à ce titre aux Cortès).

La mission s'est scindée en deux commissions, l'une civile et l'autre militaire, avant de poursuivre son voyage dans les autres villes du Sahara occidental. Le groupe militaire est composé de six officiers supérieurs appartenant au Canada, au Congo, à l'Irlande, à la Nouvelle-Zélande et au Pérou.

Après El Ayoune, la délégation onusienne se rendra dans les prochains jours à Boujdour, à Smara et à Dakhla au Sahara occidental et ensuite en Algérie et en Mauritanie.

● *Démenti d'Alger au sujet du Tchad.* — Le gouvernement algérien a réagi, dimanche 22 novembre, aux déclarations des autorités tchadiennes selon lesquelles il apportait un concours militaire à la Libye dans le conflit qui l'oppose au Tchad (*le Monde* du 21 novembre). « *L'Algérie a suivi avec consternation l'escalade des attaques verbales dirigées contre elle par des responsables gouvernementaux tchadiens* », indique un communiqué du ministère des affaires étrangères, estimant que celles-ci « *visent manifestement à lui porter préjudice en Afrique et dans le monde* ». Le communiqué oppose « *un démenti catégorique à une prétendue contribution de quelque nature que ce soit au dispositif militaire de l'une des deux parties au différend* ». — (*Corresp.*)

## ÉTHIOPIE : victimes de la sécheresse

# Des dizaines de milliers de paysans ont quitté leurs villages en quête de vivres

De nombreux paysans éthiopiens de la province septentrionale du Wollo, touchée par la sécheresse, quittent actuellement leurs villages pour aller à la recherche de vivres. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux auraient convergé vers la ville d'Ibnat, dans la province voisine de Gondar, où les autorités éthiopiennes avaient établi un grand camp de ravitaillement lors de la famine de 1984-1985.

Selon certaines informations, entre sept mille et dix mille autres personnes se sont rassemblées aux abords de la ville de Korem, dans le nord de la province du Wollo, où les autorités refusent de les laisser s'établir. Ces milliers de paysans sont les premiers, sur un total de cinq millions deux cent mille personnes susceptibles d'être touchées, selon le gouvernement, qui risquent de dépendre totalement de l'aide alimentaire en 1988, en raison de la sécheresse qui sévit dans le nord et l'est du pays.

Le gouvernement éthiopien et les Nations unies comptaient empêcher les gens de quitter leurs villages, en les obligeant une nouvelle fois à établir des centres de ravitaillement comme ceux où des dizaines de milliers de personnes étaient mortes de maladie, en 1985. Des milliers de tonnes de céréales sont entreposées à Asmara, capitale de l'Erythrée, au nord du Wollo et du Tigré, mais ne peuvent être acheminées vers le sud en raison du manque de camions, et parce que le gouvernement ne peut pas garantir la totale sécurité de ces convois face aux attaques des rebelles en guerre civile avec le régime.

Pour attirer l'attention sur les menaces de cette nouvelle crise alimentaire, le chanteur irlandais Bob Geldof, organisateur du concert Band Aid qui avait permis de réunir plus de 50 millions de dollars en 1985 pour les victimes de la famine, va retourner dans ce pays la semaine prochaine, a rapporté dimanche 22 novembre l'hebdomadaire britannique *Observer*.

D'autre part, les rebelles de l'Armée révolutionnaire populaire éthiopienne (ARPE) ont annoncé dimanche 22 novembre avoir capturé deux techniciens italiens travaillant à la construction d'une route dans la province occidentale de [illegible]. L'ARPE, qui lutte contre le gouvernement d'Addis-Abeba depuis le début des années 70, avait déjà enlevé deux Italiens travaillant pour le même projet en décembre dernier, pour les libérer deux mois plus tard. — (*Reuter.*)

## TUNISIE

# Les députés ont réglementé la durée de la garde à vue

La Chambre des députés a adopté, samedi 21 novembre, un projet de loi réglementant notamment la durée de la garde à vue et de la détention préventive, pour la première fois en Tunisie, deux semaines après l'accession à la présidence de M. Zine El Abidine Ben Ali.

La durée de la garde à vue est désormais fixée à quatre jours. Sur autorisation écrite du procureur général de la République, elle peut être prolongée de quatre autres jours et, « en cas d'extrême nécessité », de deux jours de plus. La durée de la détention préventive est fixée à six mois reconductible pour six autres mois en cas de délit, pour une période plus longue dans le cas de crimes.

D'autre part, le président Ben Ali a décidé de surseoir, « au nom de la rigueur », à la construction d'un monument à la gloire du Combattant suprême, a rapporté, samedi, le quotidien *la Presse* (gouvernemental). Toujours « *au nom de la consigne qui prévaut actuellement au ministère du plan — plus de rigueur au niveau du choix des projets* », a également été différée la construction d'une nouvelle piste à l'aéroport de Monastir, ville natale de M. Bourguiba, « *en attendant la conclusion des études quant à sa rentabilité économique* ». Le chef de l'Etat a aussi demandé un réexamen du tracé des lignes du métro léger de Tunis qui « *a longtemps été l'objet d'un enjeu politique pas toujours clair* », précise le journal.

### Vers une normalisation avec Tripoli

Enfin, le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Mahmoud Mestiri, a été reçu samedi, à Tripoli, par le colonel Kadhafi, auquel il a remis un message du président Ben Ali. Le lendemain, le chef de la révolution libyenne, s'exprimant devant le Congrès populaire (Parlement), a affirmé qu'il était prêt à « *aider par tous les moyens* » le voisin du nord.

Pour sa part, M. Mestiri a déclaré, dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire *Al Sabah*, que la Tunisie pourrait rétablir les relations diplomatiques avec la Libye « *avant 1988* ». — (*AFP, Reuter.*)

A l'Assemblée nationale

## La majorité et l'opposition ont les mêmes inquiétudes sur les conséquences de la privatisation du Crédit agricole

**La vente par l'Etat de la Caisse nationale du Crédit agricole aux caisses régionales va-t-elle vraiment profiter aux agriculteurs ? La majorité, en adoptant en première lecture à l'Assemblée nationale, le samedi 21 novembre, le projet de loi de M. François Guillaume, par 325 voix (RPR, UDF, FN) contre 248 (PS, PC) a, certes, répondu positivement. Pourtant, le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas mis beaucoup de cœur à l'ouvrage. L'absentéisme des députés RPR, de ces élus qui affirment que le mouvement de M. Jacques Chirac est le meilleur défenseur de l'agriculture, était frappant puisqu'il s'agissait de débattre d'un texte qui est censé leur donner satisfaction.**

**Le labourage de leur circonscription en est-il la seule explication ? Est-ce parce que le ministre de l'agriculture n'a pas su se créer beaucoup de sympathie à l'intérieur du groupe parlementaire de son parti ? Est-ce aussi parce que la plupart d'entre eux sont loin de partager l'enthousiasme de M. Guillaume pour ce projet ? Car la discussion des articles a montré *que les inquiétudes sur* les conséquences de cette privatisation restaient vives. Les propos tenus par le premier ministre – en contradiction avec les assurances données au *Palais-Bourbon par son ministre de l'agriculture* – sur la destination des recettes que la privatisation allait procurer à l'Etat ne sont pas de nature à tranquilliser les députés.**

*« L'agriculture restera un secteur semi-public ».* Ce constat de M. Michel Cointat (RPR, Ille-et-Vilaine) amène à se demander s'il est prudent que l'Etat se prive ainsi du contrôle de cet instrument financier exceptionnel qu'est le Crédit agricole. La gauche, unanime, répond négativement, la droite positivement. Une partie de la majorité aurait aimé, toutefois, que l'Etat conserve un établissement public lui permettant d'intervenir financièrement. Ainsi, M. Cointat avait proposé qu'il ne vende pas le Fonds commun de garantie auquel doivent adhérer toutes les caisses régionales du Crédit agricole.

Les arguments techniques avancés par M. Guillaume ont convaincu l'ancien ministre de l'agriculture de renoncer à son idée, mais il a obtenu que soit créé un comité permanent du financement de l'agriculture, regroupant des représentants des ministères de l'économie et de l'agricultre, de la profession agricole, ainsi que du Crédit agricole. Pour M. Maurice Adevah-Pœuf (PS, Puy-de-Dôme), *« il ne s'agit que d'un artifice pour faire croire que ce projet ne va pas entraîner le désengagement financier de l'Etat »*, car, a-t-il fait remarquer, *« ce ne sont pas les organismes consultatifs qui manquent le plus à l'agriculture ! »*

*« Le Crédit agricole doit rester... agricole. »* Sur tous les bancs, chacun est d'accord avec ce postulat, mais la gauche est persuadée que la logique interne du projet conduira nécessairement la société anonyme créée par ce texte à se désintéresser peu à peu de l'agriculture non rentable. Pour éviter cette évolution et préserver le caractère mutualiste de l'institution, le PS aurait souhaité que les coopératives et les sociétaires des caisses locales puissent être, eux aussi, directement actionnaires de la caisse nationale. La majorité a refusé, mais a adopté plusieurs dispositions contraires au droit normal des sociétés garantissent une place de choix aux agriculteurs dans les organes de direction du Crédit agricole.

A l'initiative de la commission de la production, les caisses régionales auront douze représentants au conseil d'administration de la caisse nationale, le délégué des organisations professionnelles venant en surnombre. Mais la majorité a refusé, comme le lui demandait la gauche, que celle-ci ait droit à deux administrateurs pour qu'il n'y ait pas qu'une tendance représentée ou que le délégué unique soit désigné par les chambres d'agriculture, dont les membres sont élus par toute la profession.

A l'initiative de M. Philippe Vasseur (UDR, Pas-de-Calais), rapporteur de la commission des finances, l'Assemblée nationale, contrairement à ce qu'avait voulu le Sénat, a décidé de séparer les fonctions de président de la Caisse nationale de celle de directeur général, celui-ci devant recevoir l'*« agrément »* du ministre des finances et du ministre de l'agriculture *« tant que la distribution des prêts bonifiés par l'Etat sera réservée à la société »*.

M. Henri Nallet (PS, Yonne) a contesté cette distinction entre les deux fonctions, *« car le président n'aura aucun pouvoir, celui-ci étant réservé à la technostructure »*. D'autant que le gouvernement a fait préciser que le directeur général *« assure la direction de la société »*. Si l'ancien ministre de l'agriculture est favorable à l'*« agrément »*, car il permet à l'Etat de conserver un droit de regard et *« s'il peut être donné par un gouvernement, il pourra être repris par un autre »*, il a vu dans la limite mise à cette procédure la confirmation qu'à terme le monopole de distribution des prêts bonifiés disparaîtrait. M. Vasseur *lui-même a reconnu que la question* se posait d'autant plus que la France était le seul pays d'Europe à connaître une telle situation. Quant à M. Guillaume, il *a simplement* affirmé que *« l'agriculture aura toujours besoin de prêts bonifiés »*.

### Quelle garantie ?

La principale garantie offerte aux agriculteurs est de leur assurer la majorité dans les conseils d'administration des caisses régionales. Pour l'heure, ils détiennent de fait 80 % des sièges. Le gouvernement voulait leur garantir par la loi les trois quarts des places. La constitutionnalité d'une telle disposition avait été vivement débattue au Sénat, qui, finalement, avait juste accordé aux agriculteurs la majorité absolue. L'Assemblée nationale a suivi M. Vasseur, en leur garantissant les deux tiers des sièges, à la grande satisfaction de M. Guillaume, qui a affirmé qu'une telle réforme était indispensable, en dehors même de la vente de la Caisse nationale, à cause de l'ouverture, *« regrettable »* à ses yeux, du sociétariat du Crédit agricole, créé depuis plusieurs années.

Contester une telle décision est difficile, tant elle est appréciée chez les agriculteurs. D'ailleurs, le PC l'a soutenue par la voix de M. Marcel Rigout (PC, Haute-Vienne). Le PS, lui, l'a condamnée, tout en comprenant les *« préoccupations »* du ministre. Car, pour M. Nallet, cette disposition est la preuve que le projet *« comporte des risques pour les agriculteurs, qui, jusqu'ici, ont dirigé le Crédit agricole sans partage »*.

Quant à M. Yves Tavernier (PS, Essonne), il s'est déclaré choqué par les déclarations du ministre et de la Fédération nationale du Crédit agricole (l'organe central, regroupant les caisses régionales), qui ont mis au défi les députés de saisir le Conseil constitutionnel d'une telle décision, que les socialistes jugent contraire à l'égalité de tous devant la loi. Tout en reconnaissant que, sans cette disposition, *« le projet serait nu »* et que toutes les *« dérives »* seraient alors possibles, M. Tavernier a assuré : *« Chacun agira en conscience, une fois le projet voté. »*

La majorité est consciente des risques. Aussi, elle fait remarquer qu'une disposition identique a été votée dans les années 70 pour le Crédit maritime mutuel, mais alors, rappellent les socialistes, le Conseil constitutionnel n'avait pas été saisi. Seulement, pour M. Louis Lauga (RPR, Landes), rapporteur de la commission de la production, *« il faut se déterminer en fonction des intérêts des agriculteurs et non pas des risques d'anticonstitutionnalité »*.

Comme dit M. Guillaume, *« le Conseil constitutionnel nous départagera »*, car les socialistes sont bien décidés à le saisir. D'autant qu'ils estiment aussi contraire à la Constitution un autre article du projet, qui soumet la vente par l'Etat de la Caisse nationale à l'accord d'une majorité de caisses régionales de l'acheter : *« L'application d'une loi ne peut dépendre des décisions d'associations privées »*, a dit M. Tavernier.

L'épreuve parlementaire au Palais-Bourbon, comme au palais du Luxembourg, fut délicate pour M. Guillaume, mais il n'a pas encore franchi le dernier obstacle.

THIERRY BRÉHIER.

L'élection cantonale partielle à Marseille

## Le Front national en position d'arbitre

**Les résultats du premier tour, le dimanche 22 novembre, de l'élection cantonale partielle de Marseille (XX-A) sont les suivants : inscr., 23 879 ; vot., 9 769 ; suff. expr., 9 662. MM. Robert Assante, UDF soutien RPR, 3 512 voix ; André Manivet, PS, 2 772 ; Mme Danielle Dichard ; FN, 1 770 ; MM. Robert Allione, PCF, 1 127 ; Gérard Monnier-Besombes, les Verts, 249 ; Georges Thiollère, ext. dr., 146 ; Jean-Claude Gourheux, CNI, 57 ; Didier Tureau, ext. dr., 29. *Il y a ballotage.***

*MARSEILLE*
*de notre correspondant régional*

En dépit de la mobilisation des partis et de la venue de plusieurs responsables nationaux, le scrutin a été marqué par une faible participation (40,91 % de votants).

L'intérêt de cette partielle réside notamment dans le fait qu'elle se déroule au cœur de la circonscription de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et qu'elle constitue une répétition avant les municipales de 1989 (*le Monde* du 21 novembre). Les résultats font apparaître par rapport aux législatives de mars 1986, une progression de la gauche au détriment de la majorité, alors que l'extrême droite, dispersée, maintient globalement ses positions.

Au sein de la gauche, qui totalise 40,35 % des voix (contre 38,95 % en 1986), la remontée du PCF (11,66 % au lieu de 9,70 % des suffrages exprimés) est légèrement supérieure à celle du PS (28,68 % au lieu de 27,19 %).

De son côté, le candidat unique de la majorité, M. Robert Assante (PR), conseiller municipal de Marseille, et proche collaborateur de M. Gaudin – qui lui a personnellement apporté un soutien actif – ne recueille que 36,34 % des voix, un score inférieur de 1,80 point à celui obtenu au total en 1986 par les listes UDF et celle du RPR.

M. Gaudin s'est pourtant déclaré satisfait de ces résultats compte tenu de ce type de scrutin qui favorise l'expression du mécontentement des électeurs à l'égard des partis représentés au gouvernement. Il n'en reste pas moins vrai que la droite, nettement distancée cette fois par la gauche, devra absolument compter sur les voix recueillies par le CNI et l'extrême droite, qui représentent au total 0,72 % des suffrages exprimés.

Le Front national avec 18,32 % perd 2,4 points par rapport à 1986. Cette érosion s'explique sans doute par la présence de deux autres candidats chassant sur ses terres. N'ayant pas atteint la barre des 10 % des inscrits, la candidature lepéniste, Mme Dichard, ne peut pas se maintenir au seconde tour. Le bureau politique du Front national doit faire savoir, mardi 24 novembre, s'il appelle ou non les électeurs de Mme Dichard à reporter leurs suffrages sur le candidat de la majorité. *« Il faudra,* a simplement précisé M. Pascal Arrighi, le chef de file du FN à Marseille, *que l'on soit très gentil avec nous. »*

Le candidat du PCF étant également éliminé, le second tour opposera M. Assante à M. Manivet. Son issue dépendra normalement du report de voix à droite comme à gauche, mais aussi de la participation qui, en 1982, avait augmenté de près de huit points d'un tour à l'autre.

GUY PORTE.

**[En mars 1982, les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 23 290 ; vot., 13 206 ; suffr. expr., 12 898 ; André Mattei, RPR, 6 370 ; MM. Manivet, PS, 3 868 ; Gilbert Allio, PCF, 2 166 ; Bescheron, ext. d., 324 ; Labesty, div. d., 170. Au second tour, André Mattei l'avait emporté avec 7 721 voix contre 6 935 à M. Manivet sur 23 290 inscrits, 14 983 votants et 14 656 suffrages exprimés.]**





## Politique

### Au comité directeur du PS

# Les partisans d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale n'ont pas eu gain de cause

**Le comité directeur du PS, qui s'est réuni le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, n'est pas parvenu à surmonter les oppositions entre la majorité du parti, d'une part, MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen, d'autre part.**

**Le désaccord porte sur le principe d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale, en cas de victoire de la gauche en 1988, que MM. Poperen et Chevènement ont tenté, sans succès, de faire accepter. En outre, M. Poperen a essayé, tout aussi vainement, de convaincre les autres socialistes de la nécessité d'un « contrat » passé entre toutes les forces sociales du pays après l'élection. Quant à M. Chevènement, il a proposé, toujours en vain, que le texte proposé au comité directeur soit, pour l'essentiel, remplacé par son propre document.**

**Les militants du PS auront donc à voter sur un texte principal et sur plusieurs variantes : la variante Chevènement, les deux amendements de M. Poperen (l'un sur la dissolution, l'autre sur le « contrat », et quatre amendements présentés par Mme Marie-Noëlle Lienemann, qui vient d'être exclue du courant de M. Michel Rocard.**

**A l'issue du comité directeur, le texte principal a été adopté par quatre-vingt-huit voix pour (mitterrando-mauroyistes et rocardiens), vingt-quatre contre (ex-CERES), huit abstentions (poperenistes).**

M. Dominique Strauss-Kahn plonge d'emblée dans le vif du sujet. Deux cibles. L'une – l'ex-CERES – qu'on ne ménage guère ; l'autre – M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS – qui a droit à plus d'égards.

M. Strauss-Kahn observe qu'il n'a pas discerné de *« propositions construites, cohérentes »* pour lutter contre le chômage qui n'aient été déjà formulées et intégrées dans le texte principal soumis au comité directeur. A l'intention de Socialisme et République, il qualifie aimablement d'*« éloge de la fuite »* l'idée de quitter le SME.

L'économiste en chef du PS veut faire passer un autre message, que reprendront à leur compte la plupart des intervenants, et qui deviendra une sorte de complainte des socialistes face aux nuages noirs qui s'accumulent à l'horizon : il y aura *« encore moins à partager »* que le PS ne l'espérait avant le déclenchement de la crise boursière. La gauche devra *« recadrer à la baisse ses ambitions »*.

Le discours de M. Strauss-Kahn résume l'ordre du jour: un dialogue de sourds entre les membres du courant AB (mitterrando-mauroyistes), d'un côté, Socialisme et République et M. Poperen de l'autre ; un constat amer de la montée des périls économiques au second semestre de 1988, qui verra peut-être le retour de la gauche au pouvoir.

M. Laurent Fabius, qui évoque le second thème, sera l'un des rares orateurs à ne pas se lancer dans le débat socialo-socialiste. L'ancien premier ministre se bornera à souhaiter l'unité. Il préfère que le PS s'oppose à la montée de M. Raymond Barre dans l'opinion en l'attaquant sur tous les terrains possibles.

Les autres membres du courant AB se succèdent à la tribune pour répéter sur tous les tons une même argumentation : il n'y a pas de réelles divergences de fond, et quand il y a quelques différences, eh bien! ce sont les autres qui ont tort : M. Chevènement pour vouloir sortir du SME, M. Poperen pour s'en tenir à l'idée, jugée inapplicable et hasardeuse, d'une vaste négociation nationale entre partenaires sociaux après l'élection de 1988. *Mezzo voce*, les rocardiens reprennent l'argumentation conte l'ex-CERES, mais M. Gérard Fuchs demande que l'on ne *« caricature pas »* les positions de M. Poperen.

Aidé de M. Jean-Marc Ayrault, son fidèle lieutenant, l'ancien numéro deux du PS argumente, défend son idée. Avec lui, le ton est toujours courtois. Ce n'est pas le cas pour M. Jean-Pierre Chevènement, souvent grinçant, souvent interrompu par des exclamations ou des ricanements. Le député du territoire de Belfort soulève des protestations, lorsqu'il affirme qu'il est temps de débattre, pour *« mettre un terme à la dérive libérale du parti lui-même »*, et qu'il y a en ce moment *« deux logiques dans le parti »*.

Alors qu'il soutient que le PS doit être *« à l'offensive »*, M. Henri Emmanuelli, de sa place, hurle *« à l'assaut ! »* M. Chevènement le reprend vertement, lui conseille de réfléchir un peu plus. M. Poperen s'indigne de l'interruption, se demande si le comité directeur du PS sera le seul endroit où l'on n'a pas le droit de parler politique. Quand M. Chevènement se tait, son isolement apparaît : seuls ses fidèles et M. Poperen l'applaudissent.

Plus tard, M. Chevènement demande à interrompre M. Pierre Mauroy, qui, à son tour, réfute son argumentation sur le SME. L'ancien premier ministre l'écoute, s'emporte, lui lance que si l'*« autre politique »* avait été choisie en 1983, la gauche aurait couru à *« la catastrophe »* et lui demande pourquoi, puisqu'il juge si sévèrement le bilan de la politique appliquée, il a accepté de redevenir *« ministre de la République »*.

L'ancien premier ministre défend le document principal en oubliant toutefois de signaler que, la semaine précédente, la convention fédérale du Nord réunie pour examiner ces propositions les a jugées *« trop timides »*... Le maire de Lille conclut en martelant : *« Si le respect des grands équilibres est réactionnaire, alors, seul le maintien dans l'opposition est de gauche »*. Quant au souhait (exprimé par MM. Chevènement et Poperen) d'une dissolution automatique de l'Assemblée, il *« manque totalement de réalisme »*.




### M. Emmanuelli « flingueur »

Fidèle à sa réputation de « flingueur », M. Emmanuelli dénonce les non-réponses de l'ancien ministre, ou ses réponses *« en trompe-l'œil »*. Le maire de Belfort a eu une phrase malheureuse. Il a affirmé que, comme seule la droite s'exprime, c'est elle que M. Mitterrand peut avoir tendance à écouter. Le député des Landes saute sur l'occasion pour lui reprocher d'introduire *« un élément de soupçon insupportable quant à ce que pourrait être* [les] *orientations politiques »* de M. Mitterrand.

La division du travail entre le chef et les autres étant ce qu'elle est, M. Jospin attaque sur un mode plus serein. Il s'attache à démonter minutieusement, longuement, l'argumentation, sur le fond, de MM. Chevènement et Poperen, qui, selon lui, n'émettent *« aucune idée nouvelle »*. Petite attention pour M. Chevènement : son texte n'est qu'un texte alternatif « Canada Dry » (*« Cela a le goût d'un texte alternatif... » etc.*). Quant au serpent de mer des alliances, il affirme, une nouvelle fois, que le parti est clair et ferme dans son « ancrage à gauche ».

M. Jacques Delors (en envisageant d'être le premier ministre de M. Raymond Barre) a commis une *« double erreur »* – car il a *« créé la confusion entre la gauche et la droite »* et fourni ce qui pourrait être *« un élément de crédibilisation de la candidature Barre »*, – et il est de toute façon *« très isolé »* sur ces positions. M. Jospin, pour sa part, n'a *« jamais cru à l'intérêt et surtout à la possibilité de rassembler trois Français sur cinq »*. Résumons : *« Jean Poperen et Jean-Pierre Chevènement pensent comme moi sur la question des alliances* [...] *mais je suis moins inquiet qu'eux. »* *Exit* la dissolution automatique.

### Un drôle de compromis

Au moment où s'ouvre le rituel nocturne des commissions des résolutions, les jeux apparaissent faits : M. Poperen ira au vote des militants, tout comme M. Chevènement et Mme Marie-Noëlle Lienemann, qui exaspère M. Jospin, s'est fait exclure par les rocardiens, a été la seule à soutenir un peu M. Delors et dépose ses propres amendements.

La nuit confirmera ce pronostic. Avec l'ex-CERES, il est vite apparu que la discussion n'irait pas très loin. Au fil des heures, le texte déposé par le courant de M. Chevènement a pris une portée de plus en plus universelle : conçu au départ pour se substituer à l'introduction du texte principal, il a vite eu vocation à le remplacer, pour l'essentiel. C'était à prendre ou à laisser. Comme il n'était pas question de prendre...

Avec M. Poperen, la discussion a duré plus longtemps. Comme l'a expliqué sans rire M. Strauss-Kahn, qui, dimanche matin, rendrait compte des travaux de la nuit, on est arrivé à un compromis qui n'avait qu'un seul défaut : l'idée centrale de M. Poperen n'y figurait plus. Alors, curieusement, l'ancien numéro deux du PS n'a pas voulu signer...

Au passage, M. Poperen, fort de quelques décennies de combats d'appareil, réalisera discrètement une belle opération tactique. Au départ, l'ancien numéro deux du PS voulait seulement défendre son idée d'un « contrat ». Il ne souhaitait pas que soit rouvert le débat sur la dissolution, même s'il partage, sur le fond, l'analyse de M. Chevènement. Comme le dirigeant de l'ex-CERES a repris sa liberté, M. Poperen a repris la sienne. Mais il l'a fait dans un amendement spécifique, uniquement consacré à ce point.

Pas par hasard : il pourra obtenir, dans les sections, les voix de tous ceux qui, bien au-delà de sa propre mouvance, voudraient une dissolution automatique mais ne croient pas au « contrat », et inversement. Dans la fatigue de la nuit, M. Jospin a avoué n'avoir pas vu le « coup ». Le dimanche matin, il s'est rendu compte de la manœuvre. Il a essayé d'y couper court, avec l'aide de M. Mermaz. C'était trop tard.

Le texte de M. Poperen sur la dissolution a été repoussé par les mitterrando-mauroyistes et les rocardiens (qui ont, de leur côté, fait adopter certains de leurs amendements), mais voté par les poperenistes et l'ex-CERES (soit un tiers des votants du comité directeur). Quant à l'amendement sur le « contrat », il a été voté par les seuls poperenistes, mais les rocardiens (qui ne sont pas hostiles au principe) se sont joints à l'ex-CERES pour s'abstenir (le nombre des votes pour et des abstentions est ainsi exactement égal au nombre de votes contre). En échange, M. Poperen et ses amis se sont abstenus sur le vote du texte de l'ex-CERES, qui a été repoussé par les mitterrando-mauroyistes et les rocardiens. Ils se sont également abstenus sur le vote du texte final, tandis que les amis de M. Chevènement votaient contre.

J.-L. A.



## Le nœud de la contradiction

IL y a plusieurs lectures du non-accord du comité directeur socialiste. Ces divisions affaiblissent-elles le PS, ou bien le débat le renforce-t-il ? Une seule chose est sûre : dans deux mois, après la convention nationale qui le verra adopter définitivement son programme, le PS pourra se prévaloir de son unité, *« renforcée par l'épreuve de la démocratie »*, diront les socialistes, rendue illusoire par la persistance de désaccords de fond, diront ses adversaires.

Les débats en cours doivent paraître largement incompréhensibles à l'opinion. Il est vrai que les préoccupations tactiques, difficilement dissociables des questions de fond, sont, encore une fois, lourdement présentes. Une fraction du PS souhaite que son candidat à l'élection présidentielle s'engage à dissoudre l'Assemblée nationale s'il est élu. Or, il va de soi que ni M. Mitterrand ni un autre candidat éventuel ne prendra un tel engagement qui lui lierait les mains.

Si cette fraction n'apparaît pas très nombreuse, le candidat pourra passer ce problème par profits et pertes. Mais si les votes qui vont se dérouler à l'intérieur du PS montrent que les contestataires obtiennent des scores encourageants, ces résultats constitueront une gêne pour le candidat.

D'où une question : qui va faire combien ? La situation est trop embrouillée pour que des prévisions puissent être avancées. L'habileté tactique de M. Poperen, sa capacité, celle aussi de Socialisme et République qui regroupe les amis de M. Chevènement à rassembler les mécontents ou les inquiets peuvent s'opposer à la volonté de ne pas gêner le président et de ne pas donner l'image d'un parti divisé.

L'ex-CERES est, en tout cas, conscient lui-même qu'il prend un risque et s'expose à un score qui sera forcément en baisse par rapport à ses derniers résultats, il y a quatre ans, au congrès de Bourg-en-Bresse (18,15 %). M. Poperen, au contraire, pourrait gagner au-delà de sa sphère d'influence réelle.

Tactiquement, la majorité du PS apparaît quelque peu déstabilisée. Les rocardiens ont rappelé que les scores, désormais mitigés de leur champion dans les sondages d'opinion, ne les empêchent pas d'occuper une place centrale dans le parti. Pour la première fois depuis le congrès de Lille et la défection de M. Poperen, les votes du comité directeur ont montré que le courant AB (mitterrando-mauroyiste) ne constitue plus, à lui seul, un *« bloc de pouvoir »* disposant de la majorité absolue : il a désormais besoin des voix rocardiennes. Or, les amis de M. Rocard, dans un avertissement sans frais, ont montré qu'un renversement d'alliance n'était pas une hypothèse théorique...

### *Trouver « quelque chose »*

Pour ce qui est du courant AB, des mauvaises langues assurent que M. Jospin n'a pas trouvé, chez les « ténors » de son courant, tous les soutiens dont il aurait dû disposer dans la nuit de samedi.

Sur le fond, les débats de la fin de la semaine ont montré, à la fois que le PS a conscience de l'ampleur des difficultés qui l'attendent s'il revient au pouvoir et combien il semble désarmé — tout comme, d'ailleurs, ses adversaires — face à cette perspective. Trois attitudes semblent se dessiner : celle des rocardiens, qui, comme l'a dit M. Alain Richard, pensent que la seule marge de manœuvre est la démonstration d'une *« autre façon de faire de la politique »*. Celle du courant mitterrando-mauroyiste, qui donne vraiment l'impression de s'en remettre à la « magie Mitterrand ». Celle, enfin, de l'ex-CERES et de M. Jean Poperen. Ces derniers n'ont pas forcément des idées convaincantes. Mais ils ont au moins conscience que, si la « magie Mitterrand » peut permettre de gagner l'élection, elle cesse d'opérer dès le lendemain, et qu'il faut donc trouver *« quelque chose »*.

M. Jospin s'insurge quand on lui fait remarquer que MM. Poperen et Chevènement ont probablement raison, au moins sur un point : quand ils affirment que, si la gauche ne parvient pas, dans les six premiers mois d'un nouveau septennat, à prendre des mesures tangibles pour les catégories sociales les plus touchées par l'approfondissement de la crise, la déception sera grande et le reflux brutal. M. Jospin a été vacciné par l'expérience 1981-1986. Il ne veut pas que la gauche refasse les mêmes erreurs. Il ne souhaite pas qu'elle jette *« tout sur la table »* en arrivant. Il n'a pas tort non plus. Et là est le nœud de la contradiction à laquelle se heurtent les socialistes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

● **Remplacement de Roger Fajardie au comité directeur du PS.** — Le comité directeur du PS a procédé, le dimanche 22 novembre, au remplacement en son sein de Roger Fajardie (membre du courant de M. Mauroy), décédé, par un membre du même courant. M. Gilbert Bonnemaison, député de Seine-Saint-Denis et maire d'Epinay-sur-Seine, suppléant du comité directeur, devient ainsi titulaire. Mme Marie-Laure Morin, de Haute-Garonne, juriste spécialiste de droit du travail, devient suppléante à la place de M. Bonnemaison.

● **Les Verts « s'inviteront » à Matignon.** — A l'occasion d'une assemblée générale tenue à Paris, le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, les Verts ont repoussé une motion préconisant une *« alliance circonstanciée »* des écologistes avec le PS. M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a lancé un appel à l'unité du mouvement, victime d'atomisation interne, et a affirmé détenir 441 promesses de signatures d'élus, en espérant atteindre le cap des 500 dans les quinze jours. Abordant la question du financement de la campagne électorale, M. Waechter a indiqué qu'il se rendra à l'invitation de M. Jacques Chirac adressée aux partis représentés à l'Assemblée nationale. *« Nous serons quand même à la réunion* [de Matignon], a-t-il dit, *nous n'avons pas besoin d'invitation pour y être »*.

● **M. Olivier d'Ormesson** a donné sa démission du groupe des Droites européennes que préside M. Jean-Marie Le Pen, à l'Assemblée de Strasbourg. M. d'Ormesson qui a quitté le Front national en raison des propos de M. Le Pen sur les chambres à gaz, — « un détail » —, siègera désormais parmi les non-inscrits.



# Politique

## Gérer l'après mai 1988

*(Suite de la première page)*

Aujourd'hui encore, elle privilégie un rapprochement entre socialistes et centristes, et panacherait volontiers la composition d'un gouvernement idéal.

La tactique, enfin, incite à parler d'ouverture. Chacun des candidats potentiels du second tour – du moins ceux que l'opinion désigne comme tels – doit, en effet, se donner dès maintenant une image de « rassembleur ». Chacun doit donc être celui qui peut le plus faire bouger les frontières politiques. A ce jeu, MM. Mitterrand et Barre sont les mieux placés. Le premier parce qu'il est seul à tirer bénéfice de la cohabitation ; le second parce que M. Delors a, d'un coup, rendu crédible son aptitude.

Pourtant, le débat risque de tourner court. Dans sa configuration actuelle, la compétition présidentielle oppose les « rassembleurs » entre eux. Mais chacun doit d'abord mobiliser son propre camp. M. Mitterrand se réattribue le qualificatif de « socialiste » ; M. Barre sait, comme y insiste M. Pasqua, qu'il aura besoin de toutes les voix du RPR.

Tout le jeu consiste donc à ne pas exclure l'hypothèse d'une recomposition des forces politiques sans trop se découvrir, pour éviter l'accusation de « trahison ». Si M. Delors – alias saint Jean Bouche d'Or – a obtenu tant d'écho, c'est parce qu'il a fait fi de ces considérations tactiques à un moment où, hélas, le paysage est vitrifié : socialistes et centristes, par exemple, se réfugient chacun derrière son champion et n'en bougeront pas avant l'échéance. En outre, comme le constate avec regret M. Chaban-Delmas, *« à cinq mois de l'élection, nous sommes dans un manichéisme que l'on ne peut pas rompre »*. Et surtout, chacun sait bien que quiconque souhaite une recomposition la recherche, selon l'expression du président de l'Assemblée nationale, *« avec l'idée de faire exploser le dispositif qui est en face »*. Pour M. Mitterrand, casser la droite ; pour M. Barre, casser le PS. Si bien qu'à l'inverse des élections précédentes – 1965 : constitution de la FGDS, 1969 : ralliement de Jacques Duhamel à Georges Pompidou, 1974 : ralliement de MM. Lecanuet et Chirac à M. Giscard d'Estaing – les reclassements ne pourront intervenir qu'après le scrutin de 1988, et non avant.

Or les chances de voir aboutir de tels reclassements ne sont pas considérables ; elles sont, en outre, inégales selon les candidats.

Un combat et un résultat serré entre M. Mitterrand et M. Barre rendraient particulièrement malaisé un déplacement de frontières, ne serait-ce que parce que leurs troupes respectives – qui sont la clé d'un tel mouvement – se seraient affrontées trop rudement pour pouvoir s'embrasser sans risque dès le lendemain du scrutin. Elles le pourraient d'autant moins que quatre mois plus tard – élections cantonales – et dix mois plus tard – élections municipales – la bipolarisation reprendra tous ses droits. Comment gérer des reclassements nationaux avec une vie locale fortement bipolarisée ?

Le culte de M. Barre pour le scrutin majoritaire, bipolaire par définition, sa conception du jeu politique – la majorité est constituée de ceux qui le soutiennent au second tour, les autres ayant vocation à former l'opposition – ne le prédisposent guère à une large ouverture. D'autant que les socialistes, s'ils faisaient mouvement vers lui, laisseraient libre un vaste espace à gauche, et prendraient ainsi le risque d'une scission en leur sein (1).

La manœuvre est à peine plus facile pour M. Mitterrand qui voudrait, si l'on en croit M. Bérégovoy, constituer autour de lui *« une majorité de centre gauche »*. A l'inverse de M. Barre, qui se veut avant tout fidèle à la Vᵉ République, M. Mitterrand s'est transformé, à l'épreuve de la cohabitation, en adepte d'une « nouvelle présidence » (2). Il ferait alors face à des droites composites et toujours embarrassées par la lancinante question de l'alliance avec l'extrême droite.

L'élection cantonale de Marseille vient à point nommé pour en rappeler l'acuité, interrogation qui lui est posée est de savoir s'il pourra, longtemps et sans risque, avancer masqué. L'attitude de M. Jospin devant le comité directeur du PS n'avait d'ailleurs d'autre but que de permettre au président de garder ce masque.

La seconde, plus générale, concerne la recomposition du paysage politique. Est-elle souhaitable ? Permettrait-elle, comme semble le croire M. Chaban-Delmas, de traiter des problèmes urgents laissés sans réponse par deux ans de cohabitation-conflit ? A moins que l'alternance, ou plutôt la succession des alternances, ne soit un meilleur moyen de résoudre lesdits problèmes, et de faire vivre la démocratie.

Là n'est pas le moindre des enjeux de l'après-1988.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) M. Chirac s'est lui-même placé hors de ce débat en assurant qu'il gouvernerait, s'il était élu, avec la majorité parlementaire telle qu'elle est.

(2) *Le Nouveau Président*, de J. Jaffré et O. Duhamel (Le Seuil).

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Pasqua

#### Gagner par l'union

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » le dimanche 22 novembre, a déclaré : *« Ce qui menace la majorité, c'est la division. Cela ne pourra être que par là qu'elle sera battue. Or elle ne le sera pas si elle est unie quel que soit le candidat qui arrivera en tête au premier tour. Quel que soit le candidat de la gauche – je dis bien quel qu'il soit, – il sera battu par M. Chirac ou par M. Barre. Prétendre aujourd'hui, avant même le premier tour, faire un sondage sur le second tour ne repose sur aucune donnée sérieuse. »*

A propos du financement de l'activité publique, le ministre de l'intérieur a estimé que *« le meilleur contrôle des finances des partis politiques est la publication de leurs comptes »*, ce qui incitera tout le monde *« à une certaine modération »*. Il considère toutefois que le financement des partis sur fonds publics *« risquerait de figer la situation et donnerait une rente de situation extraordinaire aux partis actuels au détriment de ceux qui pourraient venir à se constituer demain »*.

M. Pasqua pense, en revanche, que les candidats à l'élection présidentielle sont *« prêts à plafonner leurs dépenses »* qu'il évalue à environ 100 millions chacun.

### M. Devedjian

#### Influencer le cours de la justice

M. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, secrétaire national du RPR nous a déclaré : *« Il est singulier que le président de la République, qui, en sa qualité de président du Conseil supérieur de la magistrature, participe à l'avancement des magistrats, se permette d'influencer l'opinion des juges qui ont à connaître de l'affaire Prouteau ou de l'affaire Luchaire et de leurs éventuels suspects. Contrairement à ce qu'il affirme, le président influence le cours de la justice par ses déclarations touchant à la moralité des personnes mises en cause ou inculpées. Par ailleurs en mettant sa main au feu pour le Parti socialiste, il montre qu'il connaît mieux les finances de son ancien parti que les affaires de défense nationale, bien qu'il soit cependant chef des armées. »*

### M. Chaban-Delmas

#### Franchir le couloir

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, invité du « Club de la presse », d'Europe 1, le dimanche 22 novembre, a souhaité *« que l'on franchisse le couloir qui sépare la droite de la gauche »*, tout en admettant que l' *« on risque de paraître suspect »* lorsque l'on dit cela à cinq mois de l'élection présidentielle. Observant qu'on ne peut pas « rompre » *« un manichéisme inévitable »*, il a invité les responsables politiques *« à cesser de se quereller pour un temps afin de résoudre les trois ou quatre problèmes essentiels du pays »*.

Le maire de Bordeaux a rappelé qu'il soutiendrait la candidature de M. Chirac au premier tour. Mais il a indiqué qu'il n'éprouve *« aucun regret »* de ne pas avoir été appelé à Matignon en mars 1986, affirmant que *« gouverver pour gouverner »* ne l'intéressait guère.

### M. Léotard

#### Exclure ceux qui feraient alliance avec le FN

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, interrogé par la « 5 », le dimanche 22 novembre, a annoncé qu'il demanderait l' *« exclusion »* du Parti républicain, dont il est secrétaire général, de tout membre du parti qui ferait alliance avec le Front national lors d'une élection nationale ou locale.

A propos du financement des partis politiques, M. Léotard a souhaité le vote d'une loi mais a ajouté : *« Cela ne réglera pas définitivement la question. »*



M. Chirac devant les Clubs 89

## La majorité doit assurer de bons reports de voix

*NANCY*
*de notre correspondant*

Pas de fausse note pour la majorité, le samedi 21 novembre, à l'Opéra-théâtre de Nancy, où se tenait l'assemblée générale des cent quarante Clubs 89. Au terme des travaux, M. Chirac a été accueilli par M. Rossinot, ministre, maire de la ville, qui avait joué le matin même à Metz le rôle d'invité surprise dans le premier colloque du réseau barriste « réel », qui réunissait les militants de Lorraine, d'Alsace et de Champagne-Ardenne. *« Une visite d'amitié. On a toujours besoin d'amitié dans la majorité »*, avait commenté le président du Parti radical.

C'est ce qu'a demandé, en d'autres termes, M. Michel Aurillac, président des Clubs 89. *« Nous ne pensons pas que l'idée d'une primaire entre les deux candidats de la majorité doive conduire à un affrontement. Au sein de la majorité, il y a peu de différences d'idées. Il n'y a pas de problème idéologique mais sur le choix du meilleur. »*

Pas d'états d'âme non plus pour les membres des Clubs 89, dont les travaux visent à donner *« un contenu de réflexion »* à la campagne de M. Chirac, selon les termes employés par Mme Nicole Catala, vice-présidente.

*« Notre conviction est qu'il ne faut pas rejeter les thèmes de 1986 : liberté et responsabilité. Il faut rappeler qu'ils sont en danger et qu'il faut les conforter par la durée »*, a déclaré M. Aurillac. Dans la perspective de la présidentielle, les Clubs 89 ont déjà mis en place trente groupes de travail, dont les résultats commenceront à être rendus publics dans le courant du mois de janvier.

Lors du banquet de clôture, devant les quatre cent cinquante représentants des Clubs 89, M. Chirac a souhaité la réaffirmation de la cohésion majoritaire : *« De récentes élections de conseillers généraux ont fait apparaître un mauvais report des voix au sein de la majorité. C'est un danger, cela ne doit plus se reproduire »*. Pour le premier ministre, l'opposition actuelle est minoritaire et n'a aucune chance de devenir majoritaire avant les élections. *« Il ne devrait donc y avoir pour la majorité qu'un seul risque, son propre comportement »*, a-t-il ajouté.

M. Chirac a évoqué ce que les Clubs 89 appellent *« l'éthique »* majoritaire pour 1988. Il a demandé une campagne *« où toutes les sensibilités composant la majorité s'expriment, mais dans des conditions où chacun, s'étant senti respecté, puisse apporter sa voix au second tour au candidat de la majorité le mieux placé »*.

J.-L. B.

# Politique

La préparation du XXVIe Congrès

## Reprise en main au PCF

*L'Humanité* du lundi 23 novembre annonce, sans commentaire, que soixante-quatre conférences fédérales départementales, préparatoires au prochain vingt-sixième congrès du PCF, ont eu lieu samedi et dimanche. Mis à part quatre fédérations (Corse-du-Sud, Doubs, Meurthe-et-Moselle, Haute-Vienne), qui posaient encore récemment des problèmes à la direction nationale, il est probable que toutes les autres ont apporté un soutien massif à la direction du parti.

La délégation de la fédération communiste du Doubs au congrès apportera, peut-être avec celle de Corse-du-Sud, une tonalité différente dans un concert unanimiste. En l'absence volontaire de M. René Le Guen, membre du bureau politique, la conférence fédérale a rejeté par 95 % des voix le projet de résolution de la direction nationale et a adopté un projet lourdement amendé. M. Martial Bourquin, premier secrétaire fédéral, et la direction sortante ont été réélus.

La délégation de Meurthe-et-Moselle sera homogène et orthodoxe, la direction nationale, représentée sur place par M. Claude Billard, membre du bureau politique, ayant réussi à reprendre en main administrativement cette fédération. Le rapport d'activité du premier secrétaire sortant (dont l'élection n'a jamais été ratifiée par le comité central), M. Jean-Paul Mougel, a été repoussé de justesse par 99 voix contre, 85 pour et 9 abstentions. M. Mougel a été remplacé à son poste par Mme Claude Fischer, une institutrice qui s'est illustrée dans la « normalisation » de la section de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (*le Monde* du 22 octobre) et qu'on dit promise au comité central.

Le projet de résolution, amendé uniquement sur la force de frappe, a été adopté par 130 voix contre 8 et 58 abstentions. Tous les contestataires ont décidé de ne pas se représenter dans les instances dirigeantes (comité fédéral). Ainsi, Mme Colette Goeuriot, député, et M. Bogdan Politanski, président du groupe communiste au conseil général, n'en font plus partie.

En Haute-Vienne, notre correspondant Georges Chatain nous indique que le projet de résolution du congrès a été adopté, dans la forme élaborée par la direction nationale, par 141 voix contre 3 et 8 abstentions (la conférence fédérale préparatoire au précédent congrès avait regroupé 170 délégués). M. Maurice Maron, cadre à la Sécurité sociale, a été élu premier secrétaire fédéral, en remplacement de M. Eric Fabre, démissionnaire de la direction fédérale avec une trentaine de ses camarades (*le Monde* du 6 et du 7 novembre), dont M. Marcel Rigout.

L'ancien ministre, qui entend rester député, a été accusé, lors de cette conférence, de souffrir de *« problèmes psychanalytiques du même genre que ceux de Waldeck Rochet »* en son temps. Les élus cantonaux et municipaux ont boycotté très largement cette assemblée départementale.

O. B.

## Les jours de la fédération du Doubs sont comptés

*« Il faut en finir avec la conception religieuse de la vérité venant d'en haut, dont la base n'aurait qu'à s'imprégner. En aucun cas, la critique n'est un affaiblissement. »* L'avenir proche dira si ces mots seront fatals à M. Martial Bourquin.

Le premier secrétaire de la très contestatrice fédération du Doubs, dont le rapport d'activité a été adopté par 130 voix contre 3 et une abstention — un résultat sans précédent — est sorti grand vainqueur, avec son équipe de direction, de la conférence fédérale. M. René Le Guen, membre du bureau politique chargé de « suivre » cette fédération, a préféré, par décision préalable du « BP », ne pas assister à la seconde journée, dimanche, des débats.

Il avait l'impression d'être dans *« un autre parti »* et les interventions des délégués, samedi, lui sont apparues *« insupportables »*. *« Pour éviter l'escalade »*, il a laissé le champ libre à la direction qui venait d'être légitimée, imité en cela par une petite dizaine de délégués minoritaires « orthodoxes ». Ce qui a fait dire à une représentante ouvrière d'Audincourt : *« Après les peaux de bananes, la politique de la chaise vide. »*

Le projet de résolution de la direction nationale a été modifié par des *« amendements lourds »* sur l'analyse interne des reculs électoraux, la recomposition du paysage politique, l'évolution en cours en URSS, l'abandon total et définitif de la force de dissuation nucléaire et le fonctionnement du centralisme démocratique. Le projet ainsi amendé a obtenu 113 voix pour, 4 contre et 13 abstentions. Un vote indicatif sur le projet initial a donné le résultat suivant : 124 contre, 4 pour et 2 abstentions.

Considérant que la direction sortante *« a failli »*, les six délégués minoritaires proposés par le comité fédéral pour siéger dans cette instance ont refusé de se présenter.

Bien que M. Bourquin, réélu à son poste, ait affirmé dans son rapport introductif que sa fédération a *« des désaccords importants mais non essentiels »* avec la direction, qu'elle partage l'analyse de cette direction sur certains points (la crise, le consensus droite/PS, le socialisme autogestionnaire) et qu'elle est d'accord avec le choix du candidat Lajoinie, il est clair que le conflit est arrivé à son stade ultime entre Besançon et Paris. Au mieux, M. Bourquin et son équipe ne seront pas ratifiés par la direction nationale, au pis, cette fédération sera dissoute... plus tard. Dans les deux cas, les jours sont comptés.

O. B.

Ouverture du nouveau débat sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

## La charrue devant les bœufs...

La discussion du nouveau projet de statut pour la Nouvelle-Calédonie, qui commence le lundi après-midi 23 novembre à l'Assemblée nationale et qui durera sans doute plusieurs jours, illustrera à merveille l'expression familière : *« Mettre la charrue devant les bœufs. »*

L'ambition de cette énième réforme est, en effet, selon son inspirateur, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, d'assurer le rétablissement du *« dialogue »* et de la *« concertation »* sur le territoire afin de *« favoriser le retour à une coexistence harmonieuse des différentes composantes de la communauté calédonienne »*. L'intention est louable mais elle se fonde sur un postulat prématuré puisqu'elle présuppose que la victoire de la majorité conservatrice au référendum du 13 septembre a, *ipso facto*, créé les conditions de la paix civile.

### Faire comme si...

Or, non seulement ce scrutin, boycotté par les trois quarts des Canaques, n'a pas supprimé les obstacles à une *« coexistence harmonieuse »*, mais les événements survenus depuis le 13 septembre sur le territoire — l'acquittement des métis caldoches responsables du massacre de Hienghène en 1985, puis la mort du jeune Léopold Dawano tué le 6 novembre par les gendarmes à la tribu de Saint-Louis — n'ont fait, au contraire, qu'aggraver davantage la rupture entre les deux principales communautés. Jamais le plus important parti politique du territoire, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, présidé par M. Jacques Lafleur, député RPR, ne s'était montré aussi dominateur. Jamais le FLNKS, acculé à la défensive, n'avait aussi clairement légitimé à l'avance, dans ses directives à ses militants, le recours à la violence au nom de l'*« autodéfense »* et de la *« résistance »*. Sur le terrain, le blocage apparaît donc total et la volonté exprimée par les chefs indépendantistes de s'opposer *« par tous les moyens »* à la mise en œuvre de ce nouveau statut, s'il est promulgué, n'est pas de nature à justifier l'optimisme du ministre des DOM-TOM.

Partant du principe qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprender, M. Pons, qui n'avait de toute façon pas le choix après avoir imposé son référendum, a décidé de faire comme si... Comme si le FLNKS pouvait être contraint de courber l'échine et jouer finalement le jeu d'une régionalisation revue et corrigée en faveur du RPCR ; comme si, faute de FLNKS, il pouvait éventuellement y avoir une coopération canaque de rechange avec l'appui de Mélanésiens autonomes assez téméraire, pour braver leurs frères de race dans leurs propres fiefs; comme si le maintien de la présence de l'armée en brousse pouvait durer éternellement ; comme si l'entrée en vigueur de ce plan — le troisième en quatre ans — n'était pas subordonné, en vérité, au résultat de l'élection présidentielle de 1988. Mais en prenant toutefois la précaution de prévoir que les nouvelles élections régionales, dont tout dépendra, *« auront lieu dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi »*.

Le ministre des DOM-TOM pensait avoir trouvé la clé du casse-tête en prévoyant, d'une part, d'assurer à la minorité indépendantiste une place non négligeable au sein du futur conseil exécutif du territoire (composé de dix membres, dont un président élu par l'assemblée locale, cinq élus à la proportionnelle et quatre membres de droit : les présidents des conseils des quatre régions), d'autre part, de renforcer le pouvoir d'arbitrage du haut commissaire, délégué du gouvernement sur le territoire. L'exposé des motifs du projet de loi souligne ainsi : *« Afin de renforcer l'assurance que la ou les minorités ne seront pas écartées de la gestion du territoire, l'article 40 dispose que pour les matières les plus importantes relevant des attributions de l'exécutif (projet de budget, organisation des services territoriaux, réglementation des prix, acquisitions et attributions foncières, etc.), les décisions du conseil sont prises à la majorité des deux tiers. Cette mesure, qui devrait inciter les uns et les autres au dialogue, ne doit pas toutefois permettre à la minorité de bloquer le fonctionnement des institutions. C'est pourquoi l'article 124 du projet prévoit qu'en l'absence de majorité qualifiée le haut commissaire provoque une nouvelle réunion du conseil exécutif et se substitue à lui s'il constate que la majorité requise ne peut être obtenue. »*

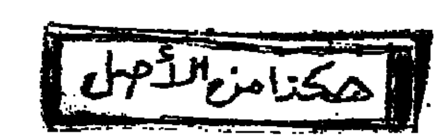
Bien qu'on n'ait jamais vu, en Nouvelle-Calédonie, un haut commissaire prendre ses distances à l'égard du RPCR sans être aussitôt traité par M. Lafleur et ses amis de « traître à la patrie » et mis en quarantaine par l'administration territoriale, ce schéma théorique n'était pas dénué d'intérêt.

Malheureusement pour M. Pons, ce savant montage a été mis à bas avant même l'ouverture du débat en séance publique puisque la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur proposition de M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure, décidait, vendredi, de s'aligner sur les « ultras » du RPCR en faisant sauter le verrou de la *« majorité qualifiée des deux tiers »* auquel le ministre des DOM-TOM tenait tant. Ce faisant, les députés de la majorité ont réduit la participation hypothétique des représentants de la minorité à une simple figuration au sein du futur conseil exécutif du territoire. Au moment même où, à la Réunion, le premier ministre, chef de la majorité, réaffirmait encore — contraste révélateur — sa volonté de « *dialogue* » en Nouvelle-Calédonie...

ALAIN ROLLAT.







Une enquête de l'INSERM sur la santé des jeunes

# Maux d'adolescents

**Les adolescents français sont-ils en bonne santé ? Comment vivent-ils et comment s'exprime chez eux la « crise », qui marque généralement cette période charnière de l'existence ? Encore inédite, une enquête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) apporte une série de réponses souvent inattendues, et fournit aussi une photographie instructive sur la vie mal connue des jeunes d'aujourd'hui. Elle souligne en particulier l'importance de la consommation par les adolescents d'alcool, de tabac, de médicaments psychotropes et de drogues illicites.**

On croit tout savoir ou presque sur les adolescents, leur santé et leur comportement. Outre qu'il s'agit là de données souvent grossières ou ponctuelles, les études réalisées sur ce thème depuis une quinzaine d'années n'ont pas permis de préciser l'évolution dans le temps des consommations « à risques » (alcool, tabac, médicaments, drogues) par les jeunes. Elles n'ont pas non plus permis de définir quels signes pouvaient permettre chez ces derniers de prédire l'évolution de cette consommation. C'est pour permettre d'apporter une réponse à ces deux questions que les chercheurs de l'unité 169 de l'INSERM ont entrepris pour la première fois une enquête prospective auprès des adolescents (1). Quatre cent quatre-vingts jeunes de seize ans ont, après tirage au sort, donné leur accord en mars 1983. Ils ont été suivis (questionnaires personnels, examens médicaux, entretiens individuels) jusqu'en mars 1985. Trois cent vingt-sept d'entre eux ont, au total, pu participer à l'ensemble de cette étude.

Au premier rang des problèmes évoqués : la fatigue et les troubles du sommeil. Un tiers des adolescents se disent souvent fatigués. Cette proportion est nettement plus importante parmi les filles (47 %) que parmi les garçons (22 %). Un constat que les chercheurs de l'INSERM relient aux troubles du sommeil qui concernent un nombre important de jeunes.

Parmi les autres symptômes ou pathologies fréquemment rencontrés : l'acné (20 % de filles, 10 % de garçons), des céphalées (respectivement 30 % et 10 %) et une certaine *« nervosité »* (40 % et 20 %). On note fréquemment des éléments de syndrome dépressif, chez les jeunes filles en particulier.

Au chapitre des drogues, les jeunes qui passent toute leur adolescence sans jamais « goûter » un produit licite (alcool, tabac, médicaments psychotropes) ou illicite font figure d'exception. On apprend que 40 % des garçons et 28 % des filles fument au moins dix cigarettes par jour ; 52 % des adolescents et 21 % des adolescentes boivent de l'alcool régulièrement. Une proportion équivalente fait l'expérience d'au moins trois ivresses dans l'année ; 20 % des garçons et 54 % des filles utilisent au moins un médicament psychotrope.

Par ailleurs, 26 % des garçons et 16 % des filles font l'essai d'une drogue illicite. Selon les chercheurs de l'Inserm, l'essai d'une telle drogue se banalise entre seize et dix-huit ans. La drogue illicite est expérimentée à dix-huit ans par environ un garçon sur quatre, et une fille sur douze. Alors qu'à seize ans, 21 % de ceux qui ont l'occasion de prendre une drogue en font l'expérience, à dix-huit ans, 80 % de ceux qui ont cette même occasion la saisissent. Ce phénomène laisse penser que la méfiance à l'égard des produits diminue fortement entre seize et dix-huit ans.

L'alcool concerne avant tout les garçons, et la prise de médicaments psychotropes, les filles. L'enquête de l'INSERM met en lumière le fait que les jeunes qui commencent à prendre un produit en quantité importante, tabac ou alcool, ou à essayer une drogue illicite, continuent à le faire dans près d'un cas sur deux. Cependant, les filles abandonnent plus facilement l'usage du tabac, de l'alcool ou d'une drogue alors que les garçons persévèrent dans la majorité des cas.

Contrairement aux adultes chez lesquels la consommation régulière d'alcool est souvent socialement intégrée, les jeunes Français font un usage plus toxicomaniaque de l'alcool, usage proche du modèle anglo-saxon.

*« La précocité de la rechcche réitérée d'ivresse s'avère un facteur de gravité évident »*, soulignent les chercheurs de l'INSERM qui expliquent par ailleurs que *« la recherche répétée et précoce d'ivresse est un facteur prédictif important de l'usage ultérieur d'une drogue illicite »*.

### Une sexualité de plus en plus précoce

*« Les garçons,* concluent les chercheurs de l'INSERM, *consomment fréquemment de l'alcool, du tabac, et des drogues illicites. Ils se manifestent fréquemment par la violence physique et commettent des actes délictueux. Ces conduites augmentent et s'installent de manière durable durant l'adolescence. Les filles, quant à elles, consomment peu d'alcool, de tabac ou de drogues. Elles s'expriment peu souvent par des accès de violence physique, et font moins d'actes délictueux. Chez elles en revanche, la consommation de médicaments psychotropes et les troubles fonctionnels sont fréquents. On peut donc conclure que garçons et filles se conforment vers l'image sociale de leurs sexes. Les garçons s'orientent vers l'image sociale de « virilité » à travers des comportements bruyants et agressifs, les filles vers celle d'une féminité passive concentrée sur le corps à travers des plaintes somatiques ».*

L'étude de l'INSERM fournit d'autre part des données intéressantes concernant la vie sexuelle des adolescents. Il apparaît très nettement, par comparaison avec des études antérieures, que l'âge des premières expériences sexuelles est de plus en plus précoce, tant pour les jeunes garçons que, dans une proportion moindre il est vrai, pour les jeunes filles. A dix-sept ans, 63 % des garçons et 38 % des filles ont une vie sexuelle. A dix-huit ans, ce pourcentage passe respectivement à 67 % et 45 %.

L'homosexualité reste chez les adolescents un phénomène très marginal (1 % seulement des jeunes semblent concernés). Parmi ceux qui ont des relations sexuelles à dix-sept ans, 15 % des garçons et 47 % des filles ont un moyen de contraception. Une donnée qui devra être prise en considération et analysée, si l'on veut améliorer l'efficacité des campagnes d'information sur le SIDA auprès des jeunes.

JEAN-YVES NAU.

(1) *La santé des adolescents*, étude de M. Choquet, S. Ledoux et H. Menke (unité 169 de l'INSERM).

## FAITS DIVERS

Dans le 15e arrondissement de Paris

### Max Frérot tire sur un vigile

C'est bien Max Frérot, a confirmé la police ce week-end, qui a tiré sur un vigile, jeudi 19 novembre, à Paris, alors qu'il était surpris en train de rôder autour d'une voiture. L'artificier de la branche lyonnaise d'Action directe, en fuite depuis mars 1986, se trouvait dans un parking souterrain, au 30, rue Falguière (15e), quand deux gardiens lui ont demandé ce qu'il faisait. Max Frérot s'est alors dirigé sans un mot vers une moto et a tiré sur les vigiles avec un pistolet à grenaille, blessant l'un d'eux sans gravité à la tête.

Dans le même arrondissement, la police avait déjà découvert, en décembre 1986, l'une des caches de Max Frérot dans le sous-sol d'un garage de l'impasse Ribet. Le dernier membre important d'Action directe en liberté est principalement soupçonné d'avoir commis l'attentat contre la brigade de répression du banditisme, à Paris, au cours duquel l'inspecteur Marcel Basdevant trouva la mort.

● **Incidents à la prison de Bois-d'Arcy.** — Une vingtaine de détenus de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) ont provoqué, le dimanche 22 novembre en fin d'après-midi, des débuts d'incendies dans leurs cellules, afin d'attirer l'attention des autorités sur leurs conditions de vie. Ces incendies ont été très vite maîtrisés, et le calme est revenu dans la soirée sans que les forces de police aient eu à intervenir.

● **Manifestation à Castres.** — 1 500 personnes environ ont participé, samedi matin 21 novembre, à Castres, à une manifestation pour protester contre le meurtre d'un Algérien, Snoussi Bouchiba, tué par deux parachutistes du 8e RPIMA, le mercredi précédent, dans cette ville. Cette manifestation, organisée notamment par le MRAP, la CFDT, la CGT, le PS et SOS-Racisme, s'est déroulée sans incident.





# Société

## L'affaire de Radio-Nostalgie sur le terrain politique

# Fausses factures pour le PS du Rhône

*(Suite de la première page.)*

Celui-ci se trouve alors placé devant plusieurs possibilités : ou bien rédiger un réquisitoire supplétif pour permettre au magistrat instructeur de poursuivre aussi ces nouvelles infractions ; ou demander la désignation d'un autre juge d'instruction - une mesure qui se justifie pleinement lorsque les investigations ouvrent sur des faits manifestement différents - ou bien encore, et plus simplement, demander le renvoi en « citation directe » ou classer le dossier. Voilà pour la théorie.

Dans le cas particulier de l'affaire Radio-Nostalgie, M. Christian Gallut, procureur de la République à Lyon, nous a bien précisé, samedi 21 novembre, que son choix n'était pas fait. « *Je n'exclus pas la possibilité de faire ouvrir une nouvelle information judiciaire. Mais, pour l'instant, j'estime ne pas bien maîtriser les faits nouveaux apparus au cours de l'enquête. J'ai besoin de compléter mon information.* » Car les « faits nouveaux » ne sont pas contestés, et le débat porte seulement sur l'opportunité de laisser, ou non, M. Georges Fenech les instruire.

Qu'avaient donc découvert, vendredi 20 novembre, les spécialistes de la police judiciaire qui puisse expliquer que M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, secrétaire général adjoint de la mairie de Villeurbanne, après avoir été entendu le matin comme « témoin » — une convocation lui avait été délivrée le 18 novembre — ait été placé ensuite en garde à vue l'après-midi et, enfin, transféré en début de soirée au palais de justice aux fins d'une présentation devant un juge d'instruction ? La réponse est maintenant connue : une liasse de fausses factures, à en-tête d'une agence de publicité lyonnaise, la société OPES — société en nom personnel, créée et dirigée un temps par M. Jacques Boyer, aujourd'hui salarié de l'entreprise.

Ces factures d'un montant global inférieur à un million de francs, adressées à une dizaine de sociétés lyonnaises, auraient servi à payer l'imprimerie choisie pour réaliser des affiches de la campagne socialiste des législatives 86.

Saisis le 20 novembre, un peu avant midi, par les policiers de la brigade financière du service régional de police judiciaire dirigé par M. Michel Richardot, ces documents avaient été placés sous scellés et remis, le soir même, à M. Fenech. Les enquêteurs, placés sous la responsabilité directe du commissaire principal Mozul, qui avaient interpellé vendredi matin M. Boyer, ont entendu l'ex-directeur de l'OPES sur les conditions dans lesquelles ces factures, ne correspondant à aucun service, ont été établies, et ses déclarations figurent dans les procès-verbaux. Ils ont également interrogé M. Deschamps sur l'existence de ces fausses factures, d'autant que le responsable de la fédération du Rhône aurait été accusé par M. Boyer d'avoir servi d'intermédiaire. Une confrontation entre les deux hommes a d'ailleurs été organisée par les policiers et M. Boyer aurait maintenu ses déclarations. Un autre témoignage, se rapportant à cette fausse facturation, aurait été recueilli par les policiers.

Ces éléments, pour constituer des faits noveaux, étaient-ils suffisants pour permettre au magistrat instructeur de damander qu'on lui défère M. Deschamps ? Les avis sont partagés. Au parquet de Lyon, on considérait, lundi 23 novembre, qu'il convenait d'approfondir les recherches car il n'apparaissait pas que M. Deschamps ait été le bénéficiaire des fausses factures.

Mais une des sociétés ayant accepté de participer à ces actions délictueuses, sous la forme du règlement de plusieurs factures d'un montant total inférieur à 100 000 francs, n'étant autre que Radio-Nostalgie, on comprend mieux pourquoi M. Fenech a affiché publiquement, vendredi, en sortant de son bureau après minuit, son irritation de ne pas avoir été saisi, officiellement — et immédiatement, — de l'instruction concernant ces « faits nouveaux. N'était-il pas fondé, en se référant à la pratique habituelle, de considérer que ces éléments étaient directement liés à l'enquête judiciaire sur Radio-Nostalgie et qu'ils pouvaient le conduire — comme ne manquent pas de le penser déjà quelques-uns de ses collègues, — compte tenu de leur caractère à la fois grave et étayé par des indices matériels, à délivrer, sinon des mandats de dépôt, du moins des inculpations ?

Le mutisme des magistrats en général, du juge Fenech en particulier - dont la réserve n'a d'égale que la rigueur — ne facilite guère les choses. Il est certain que le magistrat instructeur, après avoir demandé l'avis du doyen des juges d'instruction, a rédigé l'ordonnance de « soit communiqué » en insistant sur la connexité entre l'enquête sur Radio-Nostalgie et les éléments nouveaux. Il est tout aussi certain que la décision du parquet a été précédée d'une longue réflexion - deux heures environ - alors qu'un réquisitoire supplétif est délivré fréquemment dans le quart d'heure qui suit la demande.

La décision « *a été prise à Lyon* » confirmait-on samedi au parquet et « *Paris en a été informé* ». Une décision lourde de conséquences, qu'un substitut du procureur, spécialisé dans les affaires financières, M. Brice Robin, a été chargé de communiquer, un peu après 23 heures, à M. Fenech. Sans doute informé téléphoniquement du « refus d'informer » manifesté par le parquet, le doyen des juges d'instruction est accouru. Mais son intervention, comme celle de M. Fenech, ne pouvait que se plier au légalisme de la décision du parquet.

Deux personnes au moins peuvent se satisfaire de ce différend judiciaire : MM. Boyer et Deschamps, qui, sans avoir été entendus par le juge d'instruction, ont quitté librement le palais de justice peu après minuit, bénéficiant d'une situation que certains qualifient déjà de « *grave défaillance de la justice* ».

BERNARD ELIE.

## Des parasites sur le réseau

*LYON*
*de notre bureau régional*

L'enquête sur les sociétés liées, de près ou de loin, à Radio-Nostalgie, réclame compétence et patience. Patience, parce que chaque fois ou presque que les enquêteurs poussent une porte, une autre apparaît derrière. Conduisant parfois à une impasse, souvent à la découverte de nouvelles infractions. De plus, M. Pierre Alberti semble avoir fait preuve, en l'espèce, d'une capacité étonnante à compliquer le réseau des sociétés avec lesquelles il était en affaires.

Au cœur du système une association fondée en 1982 et un label — Radio-Nostalgie — devenu, depuis, propriété commerciale et personnelle de M. Alberti. Une raison sociale réputée, distribuée, au gré des années et des régions, aux radios désireuses d'entrer dans le réseau en qualité de franchisées. Parallèlement, et pour faire vivre le réseau des radios, une société commerciale — Cap Conseil, SARL dont le gérant est M. Alberti, détenteur de la majorité des parts — et plusieurs régies publicitaires régionales — RGC à Paris, RCA sur la Côte d'Azur, ou BPS-Régie pour la région Rhône-Alpes. Un ensemble d'un excellent rapport financier. En 1986, Radio Monte-Carlo décidait de prendre 35 % du capital de Cap Conseil (pour 4 millions de francs) et des discussions devaient prochainement aboutir à l'entrée d'un troisième partenaire — la *société Gilbert Gras — par le* rachat de 14 % des parts de M. Alberti.

### Des spots payés en nature

C'est précisément en s'intéressant à la régie lyonnaise que les enquêteurs découvrent les premières infractions économiques et (ou) financières. Le travail des policiers conduira, en juin 1987, le gérant de BPS-Régie, M. Bruno Pelletier, et son associé, M. Yves Savy, devant le juge d'instruction M. Georges Fenech, qui les inculpera d'« *abus de biens sociaux* », de « *faux en écriture et usage de faux* » et les fera écrouer trois semaines à la prison Saint-Paul.

Continuant leurs investigations, et forts sans doute des explications fournies par les premiers inculpés, mécontents, semble-t-il, des méthodes de M. Alberti, les enquêteurs de la police judiciaire se penchent, cette fois, sur les activités de l'association Radio-Nostalgie et sur celles de son support économique, Cap Conseil. Ils découvrent ainsi que M. Pierre Alberti tire profit directement — et personnellement — du produit de certains contrats publicitaires (des « échanges marchandises » comme on baptise cette pratique) payés en nature, par des spots sur les ondes de la radio. Voitures, voyages et autres biens matériels, ainsi sont offerts au patron, à ses associés, ses parents ou à ses amis. Au détriment de la régie publicitaire, qui doit percevoir en principe 40 % sur tous les contrats, et de Cap Conseil qui reçoit le complément, soit 60 %. C'est dans ce contexte qu'apparaît d'ailleurs la fameuse Renault 11 mise, un temps, gratuitement à la disposition de M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, qui la rachètera à l'association quelques mois plus tard. Les policiers découvrent aussi, à l'occasion de cette enquête, que le salon lyonnais spécialisé dans les soins du corps dont la publicité revient plusieurs fois par jour sur les ondes de Radio-Nostalgie appartient à M. Alberti et que ces spots sont donc diffusés sans contrepartie financière.

Toutes ces pratiques, constitutives des délits d'« *abus de biens sociaux* » ou de « *recel d'abus de biens sociaux* », accompagnés généralement des infractions complémentaires classiques, « *faux en écriture* » et « *usage de faux* », conduiront cinq personnes dans le bureau du juge d'instruction, jeudi 19 novembre (*le Monde* du 21 novembre).

C'est en examinant très méticuleusement la comptabilité de Radio-Nostalgie que les hommes du commissaire principal Mozul ont découvert le document qui les a conduit à s'intéresser à la société OPES *(voir l'article ci-contre)* et à ouvrir un nouveau chapitre de l'enquête.

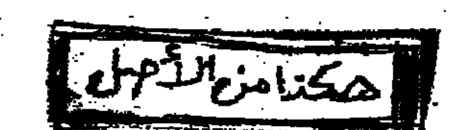
B. E.

## M. Hernu : « Des dossiers de nature à gêner certains »

M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, a déclaré à Lyon qu'il était « *certain de l'honnêteté de M. Deschamps* » et que si celui-ci devait être inculpé « *c'est qu'on viserait autre chose* ». Interrogé à Paris par Antenne 2, le samedi 21 novembre, l'ancien ministre de la défense a estimé qu'on lui faisait « *une sorte de procès en sorcellerie* ». « *Il y a des gens qui parlent trop,* a-t-il ajouté, *et je ne serai pas de ceux-là* », pour conclure qu'il connaissait « *des dossiers de nature à gêner un certain nombre de gens* ».

Interrogé le dimanche 22 novembre au « Grand jury RTL-*le Monde* », sur le sens qu'il donnait à cette « menace », M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a répondu : « *Je n'ai pas de conseils à donner à M. Hernu, d'autant que je pense que ses menaces ne nous* [la majorité] *concernent en rien.* (...) *Il s'agit d'une affaire interne aux dirigeants socialistes. Il y en a qui doivent se sentir concernés par ces menaces. C'est donc à eux de se retourner vers M. Hernu.* »





# Société

## ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

### « Ce que nous ne voulions pas... »

*M. Eric Beaumatin, professeur et ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, nous adresse la lettre suivante concernant la création de l'Ecole normale de Lyon.*

Il m'est difficile de laisser passer l'expression de « combat d'arrière-garde » qui désigne dans l'article intitulé « L'ouverture de l'école normale supérieure de Lyon » (*le Monde* du 19 septembre), l'opposition active des élèves et de l'ensemble des personnels durant de longues années au transfert des sections scientifiques de l'école normale supérieure de Saint-Cloud à Lyon.

Personne ne songera à contester que la décentralisation est une bonne chose, surtout lorsqu'elle porte sur des organismes de qualité comme l'était l'ENS de Saint-Cloud. Mais pourquoi donc vers une zone dont l'équipement fait plutôt penser à une recentralisation ? Elle ne pouvait plus demeurer à Saint-Cloud : fallait-il la laisser végéter pendant dix ans sous le prétexte d'un déménagement « imminent » ?

Nul, non plus, ne poussait la « ringardise » au point de rejeter l'idée que les ENS deviennent mixtes, mais cela justifiait-il de séparer les sections scientifiques des littéraires, au lieu de leur donner les moyens de développer ce potentiel pluridisciplinaire, notamment dans les activités de recherche de pointe ? Il n'y avait rien d'incongru à fusionner les concours, voire les écoles, de Fontenay et de Saint-Cloud, mais aucune autorité, à l'époque, n'a voulu se compromettre à garantir que cela n'irait pas de pair avec *une réduction des potentiels scientifiques et de recherche*. Personne ne trouvait saugrenu de repenser et réformer, s'il y avait lieu, les missions et le fonctionnement des ENS, mais ces projets, sous tous les gouvernements, ont été conçus hors de toute concertation avec les personnes concernées (...).

Et il y a sans doute d'excellentes raisons à cela. « *Sponsorisation* » de la bibliothèque, privatisation de la restauration, de l'entretien et de la surveillance à l'école, financement de deux chaires par des « entreprises locales », stages, contrats de recherche... Le redéploiement des capitaux industriels européens a besoin dans la région d'éléments de qualité pour les laboratoires privés, qui ne tarderont pas à accueillir dans leur giron des élèves formés à grands frais par un Etat incapable, ensuite, de leur permettre d'exercer leur talent dans de bonnes conditions. S'il n'y a pas de recherche fondamentale sans recherche appliquée, la « nécessaire symbiose avec le monde de l'entreprise » que réclament, selon vous, les responsables locaux, cache en fait pudiquement une réalité plus grave : la captation, par la libre entreprise triomphante, des potentiels d'enseignement et de recherche grâce au désengagement (quand ce n'est pas la complicité) de l'Etat et au détriment du service public.

C'est de tout cela que nous ne voulions pas.

## MÉDECINE

Sous le nom de MM1

### Un nouveau médicament contre le SIDA serait expérimenté au Zaïre

*KINSHASA*
*de notre envoyée spéciale*

Deux chercheurs, le professeur Lurhuma, quarante-cinq ans, zaïrois diplômé de l'université catholique de Louvain, immunologue, et le professeur Ahmed Shafik, égyptien, professeur de chirurgie à l'université du Caire, proctologue et gastro-entérologue, proposent un nouveau traitement du SIDA. Les résultats d'une expérimentation faite avec un médicament préparé au départ au Caire, le MM1, ont été présentés le samedi 21 novembre à Kinshasa au cours d'une conférence de presse.

L'équipe égypto-zaïroise a suivi l'évolution de la maladie pendant six mois et demi chez trente-neuf patients contaminés, tous zaïrois. Deux groupes étaient étudiés. Le premier, dit « témoin », de vingt personnes, a été soumis au traitement habituel. Le second, composé de douze hommes et sept femmes dont l'âge variait de dix-huit à cinquante et un ans, tous atteints du SIDA, a bénéficié d'une cure de MM1, et de divers soins complémentaires. Cette cure comportait une série d'injections intramusculaires : dix au rythme d'une tous les deux jours, puis dix au rythme d'une fois par semaine.

Aujourd'hui l'état de douze membres de ce groupe se serait amélioré : reprise de poids, pour certains d'entre eux, retour à une activité professionnelle. Deux autres patients ont quitté l'hôpital sans donner de nouvelles ultérieures, cinq sont décédés dont deux pour des motifs, précise l'équipe, autres que le SIDA. Les patients du groupes « témoin » sont, eux, tous décédés.

Des examens biologiques effectués avant et après la cure traduisent une amélioration certaine, selon l'équipe. En particulier le taux des lymphocytes T4 a été « normalisé ». La cure de MM1 n'aurait entraîné aucun effet secondaire majeur.

Selon ses inventeurs, le MM1 est *un agent antiviral. Il restaure l'immunité déprimée, et il est atoxique*. Trois propriétés, affirment les chercheurs, que le MM1 possède simultanément, contrairement aux autres médicaments testés actuellement.

Il est à noter que l'équipe a présenté ses travaux au grand public sans les avoir préalablement portés à la connaissance de la communauté scientifique. Cette dernière, pour apprécier le bien-fondé de la découverte égypto-zaïroise, a besoin de plusieurs éclaircissements : la nature (chimique ou végétale) du produit, et sa composition ; une description précise de l'état des patients avant la cure ; des résultats complets ; un plus grand nombre d'expériences observées sur une durée plus longue.

DANIÈLE ROUARD.

## REPÈRES

### Education

#### Des enseignants *dans la rue*

Plusieurs milliers d'enseignants – 8 000 selon la police et 30 000 selon les organisateurs – ont défilé, dimanche 22 novembre à Paris, pour la revalorisation de leurs salaires et de leur profession, à l'appel de cinq syndicats de la FEN (SNES, SNEP, SNETAP, SNPEN et SNESup) et d'une trentaine de sections départementales du SNI-PEGC dirigées par la tendance Unité et Action de la FEN, où militent les communistes.

Les manifestants, qui ont marché sous la pluie entre la Sorbonne et le ministère des finances, s'étaient réunis sur le thème : *« Vivent les profs, vivent les jeunes ! »* Brandissant pancartes, banderoles et ballons multicolores, encouragés par des orchestres de jazz ambulants, ils ont réclamé une augmentation de 20 % de leurs rémunérations et l'élévation du niveau de recrutement et de formation, à hauteur de la maîtrise pour tous. Cette journée d'action intervenait peu avant les élections professionnelles dans l'éducation nationale, fixées au jeudi 3 décembre.

### Université

#### L'UNEF-SE manifestera *le 26 novembre*

L'UNEF-Solidarité étudiante a décidé, lors de son congrès réuni à Saint-Etinne, les 21 et 22 novembre, de maintenir la manifestation nationale prévue pour le jeudi 26 novembre, afin de réclamer une hausse sensible du budget de l'enseignement supérieur. Ce rassemblement précédera deux autres manifestations : l'une le 29 novembre, organisée par l'UNEF indépendante et démocratique et par SOS-Racisme ; l'autre le 5 décembre pour l'anniversaire de la mort de Malik Oussekine, décédé lors des manifestations de l'an dernier. Le président de l'UNEF-SE, Xavier Aknine, explique que *« ces trois manifestations n'ont pas le même objet et que l'expérience du mouvement de l'an dernier montre qu'il peut y avoir un effet d'entraînement »*. L'UNEF estime que le mécontentement grandit depuis la rentrée, et que, par *« une tactique insidieuse et dévastatrice, le gouvernement Chirac veut arriver aux résultats qui avaient pu être repoussés grâce aux luttes étudiantes de l'hiver dernier »*. – (*Corresp.*)

### Racisme

#### Premières réactions *au rapport Hannoun*

SOS-Racisme a accueilli *« avec plaisir »* le rapport du député RPR M. Michel Hannoun sur *« le racisme et les discriminations en France »* (*le Monde* du 21 novembre), soulignant que *« le ton de ce rapport est en rupture complète avec ce qui a été dit et fait depuis deux ans vis-à-vis des immigrés »*. Pour sa part, l'association France Plus *« félicite M. Hannoun pour sa démarche courageuse »* tandis que le MRAP a pris connaissance de ce document *« avec intérêt »*. Cependant, l'organisation de rapatriés Le Recours estime, quant à elle, que *« si le racisme doit bien être combattu, il doit l'être sous toutes ses formes, tout autant pour le crime odieux de Castres, que pour ceux commis en Corse par le FLNC ou ceux perpétrés par des organisations islamiques fondamentalistes »*. Enfin, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a déclaré le 22 novembre au « Grand Jury RTL-*le Monde* » : « Ce rapport a le mérite d'exister. Il servira de base aux réflexions du gouvernement. Cela ne veut pas dire que toutes les réflexions ou les idées de M. Hannoun deviendront pour autant la charte du gouvernement. »

### Religions

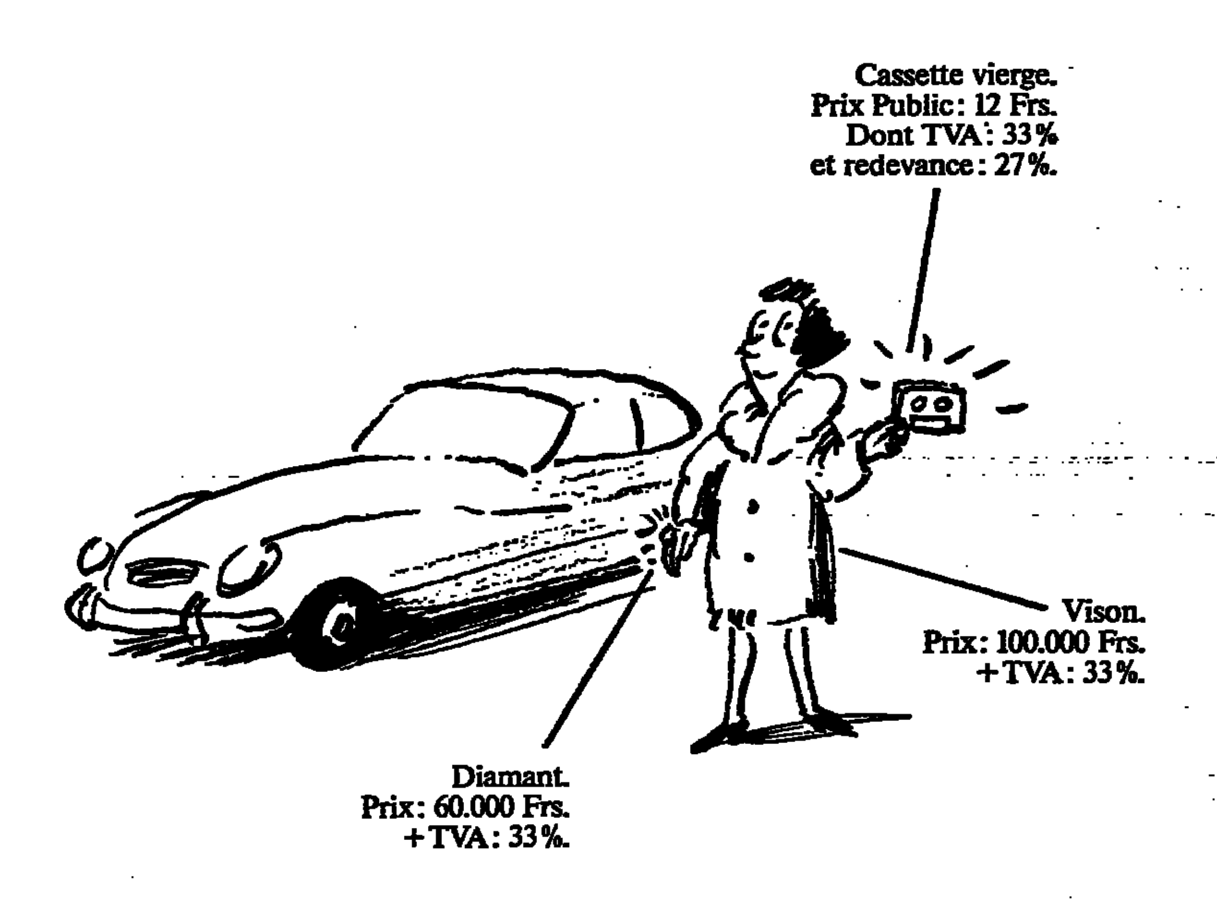
#### Des victimes d'Henry VIII béatifiées à Rome

Jean-Paul II a béatifié à Rome, le dimanche 22 novembre, quatre-vingt-cinq martyrs anglais et écossais, victimes aux seizième et dix-huitième siècles d'Henry VIII et de ses successeurs. Ayant aidé des prêtres catholiques à rentrer clandestinement en Angleterre, ils avaient tous été pendus, égorgés ou éventrés. Vingt mille fidèles, dont trois mille anglicans et catholiques, venus de Grande-Bretagne, ont assisté à la messe. La pape avait voulu en faire une cérémonie de réconciliation. Le cardinal Hume, archevêque de Westminster, et le primat anglican, Robert Runcie, qui s'était fait représenter à Rome, ont publié une déclaration commune : *« Nous avons appris à voir les anciennes querelles et divisions sous un jour nouveau et avec un désir commun de refermer les vieilles blessures. »*





# ABSURDE




Enregistrer du rock, du classique ou du reggae est devenu un acte culturel quotidien pour des millions de Français. Mais ces amoureux de Bach ou de Madonna ignorent généralement que les cassettes vierges qu'ils utilisent sont considérées comme des objets de luxe.

Comme un vison ou un diamant: la TVA à 33%!

Cette situation est injuste et absurde au moment où les principes de meilleure diffusion de la culture et d'égalité sont à l'ordre du jour.

Cette situation ne répond à aucune logique vis-à-vis du consommateur au moment où la TVA des cassettes pré-enregistrées va passer au taux normal de 18,6%!

Cette situation porte finalement atteinte à la liberté de culture en grevant le prix d'un bien culturel de base d'un taux de TVA aussi élevé.

Cela mérite réflexion. Non?

D'autant que le niveau élevé de la redevance imposée au consommateur pour "copie privée", ajoutée au taux de TVA, crée des écarts importants entre la France et l'Europe: à qualité égale, une cassette qui coûte 12 francs au consommateur français revient de 25 à 30% moins cher en Grande-Bretagne ou en RFA.

Trop c'est trop.

**SYNDICAT NATIONAL DES SUPPORTS MAGNÉTIQUES**

**AGFA - BASF - FUJI - JVC - SONY - TDK - 3M**

Donnez-nous, vous aussi, votre opinion. L'ensemble des milliers de réponses reçues seront communiquées aussitôt à Monsieur Balladur, Ministre de l'Economie et à Monsieur Léotard, Ministre de la Culture.

☐ Une cassette vierge est d'abord un bien de luxe. Son taux de TVA actuel est justifié.

☐ Une cassette vierge est d'abord un bien culturel. Son taux de TVA doit être aligné à 18,6%.

(Rayez la case correspondant à votre opinion.)

Nom

Prénom

Adresse

Merci de renvoyer ce bon au Syndical National des supports magnétiques: 5 bis r. Jacquemont, 75017 Paris.

A Paris, Lyon et Marseille

## Des dispensaires pour les brutes domestiques

**Le 30 novembre à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon, sera ouvert un « centre d'accueil pour les hommes violents ». Dans ce singulier dispensaire comme il n'en existe aucun autre en Europe, les « cogneurs » font enfin trouver à qui parler. Une équipe de psychologues et de travailleurs sociaux s'est préparée à cette tâche délicate : recevoir les confidences de ceux qui, dans le secret de leur foyer, frappent leurs épouses, leurs compagnes et parfois leurs enfants.**

*Pour échapper aux corrections,* la victime finit souvent par faire ses valises. Elle se réfugie chez des amis, auprès de parents ou dans l'un de ces foyers pour femmes battues qui se sont multipliés ces dernières années. L'homme reste seul et ne sait plus que faire pour tenter de reconstruire son ménage. Personne jusqu'ici ne l'aidait à analyser son comportement et à retrouver son équilibre.

La violence à domicile est un sujet tabou et par conséquent fort mal connu. Tant qu'il n'y a pas de plainte, la police s'interdit de *franchir le mur de la vie privée.* Quant à l'entourage, son attitude oscille de l'indifférence au ricanement gêné. En France, les autorités enregistrent annuellement vingt mille cas de femmes battues, chiffre qui, *selon les* assistantes sociales, serait très au-dessous de la vérité. En effet, un sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif de couples américains a révélé que, là-bas, 28 % d'entre eux échangent des horions au moins une fois au cours de leur vie. Au Québec (6 millions d'habitants), les femmes battues seraient au nombre *de trois cent mille. L'an* dernier, quarante-six épouses y ont été tuées par leur compagnon au cours d'un de ces pugilats dramatiques.

C'est précisément au Canada que les centres pour hommes violents sont nés. Ils ont été lancés il y a six ans par un psychologue, M. Robert Philippe, qui a réussi à convaincre les autorités de leur efficacité.

L'expérience canadienne a attiré l'attention d'un certain nombre de psychologues français, notamment de M. Claude Mastre-Moulas, quarante-sept ans, enseignant à Paris. Avec un groupe de travailleurs sociaux, il a créé l'an dernier une « association pour la prévention de la violence *en privé » qui se propose d'ouvrir* un centre à Clichy dès les premiers jours de 1988. Celui-ci a reçu du ministère des Affaires sociales, de la délégation à la condition féminine et du secrétariat *aux droits de l'homme* une triple subvention dont le total se monte à 200 000 F.

A Villeurbanne, l'initiative vient d'une équipe animée par M. Daniel Welzer-Lang mais, on ne sait pourquoi, elle ne bénéficie pour l'instant d'aucune aide publique. Un troisième centre devrait avoir pignon *sur rue à Marseille* au cours du premier trimestre de 1988. D'autres associations sont en gestation à Bordeaux, Saint-Étienne, Strasbourg et Rouen.

Les dispensaires débuteront modestement. D'abord une permanence téléphonique pour recevoir *les appels et une consultation* ouverte durant quelques heures par semaine. Les violents y seront reçus par des hommes et des femmes qui se sont préparés à ce dialogue au cours d'un stage animé par *le spécialiste* canadien Robert Philippe. Après quelques heures d'entretien, les psychologues proposeront à leurs interlocuteurs de se joindre à un « groupe de parole » d'une quinzaine de personnes au cours d'un cycle de quatorze séances hebdomadaires (au prix de 100 F la séance). *« Il ne s'agit ni de punir, ni de guérir, ni même de rabibocher des couples,* explique M. Mastre-Moulas, *mais de permettre au violent de trouver lui-même en toute clarté la solution de son problème. »* A plus long terme, les psychologues espèrent *amener les ex-cogneurs à devenir* à leur tour — comme on le constate chez les alcooliques repentis — des « *secouristes de la violence* ».

MARC AMBROISE-RENDU.

**RELIGIONS**

A Saint-Nicolas du Chardonnet

## Rendez-vous manqué entre le cardinal Gagnon et les intégristes

**« Visiteur apostolique » délégué par le pape auprès de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X de Mgr Lefebvre, le cardinal canadien Edouard Gagnon a rencontré, le dimanche 22 novembre à Paris, les responsables de la paroisse de Saint-Nicolas du Chardonnet et du Centre Henri et André-Charlier, dont M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national. Il avait en revanche refusé d'assister à la messe dans l'église de Saint-Nicolas, occupée depuis dix ans par des intégristes. Le cardinal Gagnon doit encore se rendre à Flavigny (Côte-d'Or) et au monastère du Barroux (Vaucluse).**

Ils étaient tous là, les fidèles de Saint-Nicolas du Chardonnet : les jeunes femmes en mantille noire et foulard Hermès, les enfants en manteau bleu marine, sages comme des images pieuses, les hommes, jeunes et vieux, à genoux en prière ou feuilletant un missel.

Appareils de photos à la main, certains avaient fait le voyage de province pour montrer au cardinal venu de Rome que *« les traditionalistes sont une force »*. Tous étaient radieux. *« Un cardinal à Saint-Nicolas, c'est extraordinaire,* dit une mère de famille venue de Vienne (Isère). *Enfin, Rome accepte de voir ce que nous sommes. On va pouvoir rentrer dans le sein de l'Eglise et garder notre liturgie. »*

Tous les regards étaient vissés sur un trône de drap de couleur pourpre, celle des cardinaux, au milieu du chœur où venait d'entrer le cortège des célébrants, précédé d'une litanie d'enfants de chœur, les joues aussi rouges que la soutane. En ce jour de Sainte Cécile, patronne des musiciens, les orgues ronflaient de plaisir.

Mais l'*Introït* et le *Gloria* étaient passés et le trône restait désespérément vide. Le bruissement des soutanes noires et des surplis blancs, faisant le va-et-vient entre le chœur et la sacristie, n'annonçait rien de bon. Après l'Evangile chanté en latin, l'abbé Laguérie bondissait au micro et, en guise d'homélie, exprimait son *« immense douleur »* et sa colère.

Le cardinal Gagnon ne viendrait pas. Le trône avait été préparé depuis dix jours, mais il était devenu *« le trône de la désolation ». « Tous les fils sont au rendez-vous,* dit le curé de Saint-Nicolas, *mais le père est absent. »* Il cite Saint-Paul : *« On nous traite d'imposteurs et pourtant nous sommes dans la vérité. »* Il rappelle la visite avortée du précédent délégué de Rome, M. Jean Guitton, en 1977. *« Déjà, on nous avait envoyé un entremetteur* (sic), *qui avait interrogé en ces termes Mgr Ducaud-Bourget : « Pouvez-vous m'assurer qu'en venant à Saint-Nicolas, je ne commets pas un petit péché véniel ? »*

La tension monte dans l'assistance. *« J'espère qu'un jour on pourra voir ici des évêques et de la pourpre,* ajoute le jeune curé. *« Nous pensons à notre évêque Mgr Lefebvre. Lui au moins est toujours fidèle au rendez-vous. »* Et il achève sa philippique par le souhait que la mission du cardinal Gagnon ne soit plus entravée par *« les embûches des évêques français ».*

Des pleurs secouent certains fidèles. *« C'est un manque de charité »*, commente l'un deux. *« Une injustice,* ajoute un autre, *qui se perpétue contre les prêtres de Saint-Nicolas. »* Collaborateur du cardinal Gagnon, Mgr Camillo Peri, un Luxembourgeois, prend à son tour le micro, se dit frappé par la foule des fidèles et par leur tristesse, mais aussi assuré que la mission du cardinal-visiteur n'était pas compromise. Astucieusement, il ajoute : *« Votre présence témoigne de votre attachement à l'Eglise catholique et à la personne du Saint-Père que vous êtes venus vénérer à travers le cardinal Gagnon. »*

### Mgr Lustiger fait un geste

*Le cardinal envoyé par Rome* aurait été indisposé par le bruit fait autour de sa visite en France. Sa présence à la messe de Saint-Nicolas avait été annoncée le dimanche précédent par le curé de la paroisse. Le cardinal Gagnon pouvait-il cautionner ainsi l'histoire de cette église occupée depuis dix ans malgré toutes les actions introduites par l'archevêché de Paris ?

Qui plus est, le hasard avait voulu que la même matinée, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, fasse lui-même un geste de conciliation envers les traditionalistes. Il a célébré pour la première fois la messe dans l'ancien rite préconciliaire à Saint-Eugène (neuvième arrondissement), seule église parisienne bénéficiaire de l'indult de Rome du 3 octobre 1984, qui autorise la messe selon le rite de saint Pie-V à condition qu'elle soit célébrée par des prêtres en communion avec leur évêque. Respectant la stricte consigne de discrétion donnée par Rome sur la mission du cardinal Gagnon, l'archevêque de Paris s'est refusé à tout commentaire sur l'incident de Saint-Nicolas du Chardonnet.

Même si la mission d'information du cardinal Gagnon auprès des communautés traditionalistes de France, d'Allemagne et de Suisse n'est pas compromise par le rendez-vous manqué de Saint-Nicolas du Chardonnet, la vérité oblige à dire qu'elle a mal commencé...

HENRI TINCQ.

**DÉFENSE**

## L'annuaire « Flottes de combat 1988 » juge préoccupante la situation de la marine française

L'annuaire *Flotte de combat 1988,* qui vient de paraître, quafifie de *« grave »* et de *« fort préoccupante »* la situation de la flotte de surface française. *« Les constructions neuves, en cours ou inscrites à la programmation militaire, ne permettent pas de remplacer les bâtiments qui doivent être radiés en raison de leur âge »*, écrit l'auteur de l'annuaire, M. Jean Labayle-Couhat, de l'académie de marine, qui fait autorité.

Cet ouvrage, richement illustré, recense, tous les deux ans, la composition des marines de guerre dans le monde. Avec un tonnage global de l'ordre de 300 000 tonnes, la marine française demeure la quatrième marine de guerre dans le monde, loin derrière les Etats-Unis (4 200 000 tonnes), l'Union soviétique (3 540 000 tonnes), la Grande-Bretagne (590 000 tonnes), et devant le Japon (228 000 tonnes et l'Allemagne fédérale (170 000 tonnes).

Pour M. Labayle-Couhat, la force sous-marine soviétique est *« énorme »* puisqu'elle représente, à elle seule, plus de la moitié du tonnage de la flotte. Pour les Etats-Unis, la marine est devenue l'élément-clé de la politique militaire et donc de la politique étrangère.

Assistant à la présentation à la presse de cet annuaire, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Bernard Louzeau, a tenu à souligner que, quelque modeste que soit sa taille, la marine de guerre française est investie de la lourde responsabilité de près de 85 % du potentiel nucléaire de la France, avec ses sous-marins nucléaires lance-missiles balistiques et ses avions Super-Etendard, porteurs d'une arme nucléaire préstratégique, à bord des porte-avions français.

★ *Flottes de combat 1988,* de Jean Labayle-Couhat et Bernard Prezelin, Editions maritimes et d'outre-mer, *936 pages, 620 F.*





# Sports

## JUDO : les championnats du monde

# Le club des « Orléans »

**Véritable marathon de judo, les championnats du monde, qui réunissaient pour la première fois à Essen (RFA) les tournois masculin et féminin, du 19 au 22 novembre, ont été marqués par la domination japonaise (12 médailles, 4 titres), le déclin soviétique (3 médailles, 1 titre) et la réussite française (7 médailles, 2 titres).**

**Collectivement, les hommes, avec Canu (or), Alexandre (argent) et Roux (bronze) sont en progrès par rapport aux derniers championnats du monde (1 médaille), tandis que les femmes, avec Arnaud (or), Deydier (argent), Brun (bronze) et Paque (bronze), sont en recul (7 médailles dont 2 titres).**

**Individuellement chez les hommes, ce sont le Japonais Yamamoto et l'Américain Swain, champions respectifs des 65 kg et 71 kg, qui ont été les plus brillants, avec le Coréen Kim en 60 kg. Chez les femmes, ce sont surtout les malheurs de la Belge Berghmans, battue en finale des 72 kg et des toutes catégories, et de l'Anglaise Briggs, triple championne du monde des 48 kg, victime d'une fracture à la cheville, qui ont ému l'assistance.**

*ESSEN*
*de notre envoyé spécial*

Est-ce une simple coïncidence ? Quatre des sept médaillés français aux championnats du monde de judo sont licenciés à l'US Orléans : Fabien Canu et Catherine Arnaud, vainqueurs en 86 kilos et 56 kilos, Marc Alexandre, finaliste en 71 kilos, et Dominique Brun, troisième en 51 kilos. Une rapide enquête montre que le hasard n'y est pas pour grand-chose. Ce résultat est inscrit noir sur blanc dans la charte du club : *« L'US Orléans a pour ambition d'être la première en France. »*

Mais l'appartenance à un club a-t-elle la moindre importance quand tous les candidats potentiels à l'équipe de France sont regroupés à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) par la Fédération française de judo ? Fabien Canu et Catherine Arnaud répondent en substance la même chose : quand ils sont arrivés de leur province, la Normandie pour le premier, l'Aquitaine pour la seconde, à l'âge de dix-huit ans, des « écuries parisiennes » leur ont proposé quelques avantages financiers de l'ordre de 800 francs à 1 000 francs par mois, qu'ils ont refusé.

Ils avaient besoin de trouver un club fort pour les soutenir en même temps que l'ambiance familiale de province. *« A l'INSEP, il y a une centaine de types sur le tapis tous les jours. Même si les entraîneurs les connaissent bien individuellement, ils n'ont pas le temps de s'occuper de chacun. C'est l'usine, c'est très impersonnel. On a besoin de trouver une identité, de travailler par affinité,* explique Fabien Canu. Cela veut dire qu'il consacre au moins deux jours par mois à son club, qu'il passe une semaine par an aux sports d'hiver avec ses camarades du Loiret et que deux fois par an il les retrouve pour faire le bilan et fixer les objectifs de la saison. A Orléans même, il trouve avec Yves Delvingt, ancien champion d'Europe, un conseiller sensible qui se projette entièrement dans la réussite de ses protégés.

Puisque manifestement ce n'est pas l'argent qui attire les champions à Orléans, qu'est-ce que c'est ? Assurément une force logistique pour réussir : 900 mètres carrés de tapis, un sauna, cinq entraîneurs permanents, des moyens vidéo, deux médecins, trois kinésithérapeutes, et, dernièrement, un ordinateur.

Mais il y a aussi un état d'esprit particulier. « *Ils sont tous bien propres,* dit Jean-Luc Rougé, le directeur technique national, pour traduire ce climat particulier. *Les loubards ne sont pas le genre de la maison.* » Pour être admis dans le giron, il faut être coopté. De la sorte, les conflits d'ambition sont évités entre les champions.

### Négocier ferme

Avec de telles références, on pourrait penser que l'US Orléans, forte de quelque six cents membres et de trois champions d'Europe, ne connaît pas de difficultés grâce à un budget annuel de l'ordre de 500 000 F. En fait, le club a failli disparaître deux fois pour raisons financières. La première en 1977, lorsque son fondateur et inspirateur, Jean Le Sanquer, dut abandonner à court de ressources et se résoudre à prendre un poste de conseiller technique régional ; la seconde en 1986, lorsque la municipalité d'Orléans rechigna pour verser des subventions.

*« Le club était finaliste de la Coupe d'Europe, mais la municipalité n'avait pas assez d'argent pour nous aider à l'organiser, parce que tout partait pour le football, qui, lui, n'avait pas de résultats »*, remarque Guy Delvingt, le cadet de la famille,devenu entraîneur national de l'équipe féminine. Il a fallu négocier ferme. Finalement, la mairie de Jacques Douffiagues a versé pour chaque concours privé la moitié de la somme en subvention. C'est ainsi que, pour survivre, le club est entré dans l'ère du *sponsoring*.

Désormais, un groupe d'entreprises régionales est intéressé par la valorisation de l'image de l'US Orléans et de ses champions. Ces patrons ont fondé une association qui réunit des fonds pour le développement d'opérations particulières. La prochaine finale de la Coupe d'Europe des clubs doit être, début décembre, l'occasion d'une grande opération de marketing. Effet boule de neige : le département du Loiret et la région Centre votent à leur tour des subventions au club.

Le président de l'US Orléans, Gérard Gainier, ancien champion d'Europe junior formé à Orléans, est comme les frères Delvingt, très attaché à cette définition de club qui gagne. Plus du tiers des membres sont impliqués dans la compétition, alors que les sections haut niveau et espoirs ne représentent que le sixième des effectifs.

Mais une telle activité n'est-elle pas contradictoire avec l'action de la fédération ? *« Pour schématiser,* répond Fabien Canu, *l'action du club et celle de la fédération rentrent chacune pour un tiers dans ma réussite, le dernier tiers m'appartenant vraiment »*. La complémentarité semble donc jouer parfaitement entre tous les étages de la maison judo. Ce sont les plus performants à tous les niveaux qui réussissent le mieux. En tout cas, les Orléanais ont les meilleures références.

ALAIN GIRAUDO.

## BOXE : le championnat du monde

# Angulo, ambition limitée

**L'Américain Virgil Hill n'a pas éprouvé de grandes difficultés pour conserver son titre de champion du monde des mi-lourds, version World Boxing Association (WBA), en battant largement aux points, en douze reprises, le Français Rufino Angulo, samedi 21 novembre, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris.**

Hill, vingt-trois, originaire du Missouri (vingt victoires dont onze avant la limite en vingt combats), a conduit le match à sa guise. Ne prenant jamais de risques inutiles, mais marquant des points aux moments opportuns grâce à un gauche meurtrier. Seules quelques séries du Français l'ont mis un peu en difficulté, lors de la huitième reprise, mais cela n'a été que feu de paille.

La seule satisfaction du Bordelais est d'être, à trente et un ans, l'un des rares adversaires de l'Américain à avoir atteint la limite du combat. Un constat positif qui incite Angulo à défier — ambition plus raisonnable — le champion d'Europe de la catégorie, le Britannique Tom Collins.

## TENNIS : le Masters féminin

# Graf sonne la relève

**Le Masters 1987 a consacré la nouvelle génération du tennis féminin avec la victoire en finale de Steffi Graf, dix-huit ans, sur Gabriela Sabatini, dix-sept ans, battue 4-6, 6-4, 6-0, 6-4, dimanche 22 novembre au Madison Square Garden de New-York. Le succès de l'Allemande de l'Ouest, classée numéro un mondial grâce à ses onze victoires en treize tournois (soixante-quinze matches gagnés sur soixante-dix-sept) cette année, ne constitue certes pas une surprise. Au cours de ses dix confrontations précédentes avec son habituelle partenaire de double, Steffi Graf avait d'ailleurs toujours triomphé.**

La surprise est plutôt venue de la présence en finale de Gabriela Sabatini, victorieuse en quart de finale de Martina Navratilova, tenante du titre et championne de Wimbledon et de Flushing-Meadow. Après l'élimination au premier tour de l'Américaine Chris Evert par l'Allemande de l'Ouest Sylvia Hanika, les « moins de vingt ans » semblent bien décidées à assurer enfin la relève. Avec les 125 000 dollars gagnés au Masters, Steffi Graf est devenue la deuxième tenniswoman millionnaire en dollars (1 063 785 dollars) sur une année. Seule Martina Navratilova, qui a dépassé les 12 millions de dollars dans sa carrière, avait fait mieux au cours des quatre dernières saisons.

## SKI : la Coupe du monde

# Un PDG pour l'entreprise « France »

**Le coup d'envoi de la Coupe du monde de ski alpin va être donné jeudi 26 novembre, à Sestrières (Italie). Les équipes de France débutent cette saison — marquée en février par les Jeux olympiques d'hiver à Calgary — avec les mêmes skieurs que l'an passé. L'encadrement, lui, a changé. Au mois de juin, Jean-Pierre Puthod a été nommé directeur technique national du ski français. Un jeune patron formé au management international tente de faire tomber des médailles dans l'escarcelle France.**

Depuis les piètres résultats de l'équipe de France à Crans-Montana, lors des championnats du monde de janvier dernier, le ministère de la jeunesse et des sports était à la recherche d'un sauveur. Une sorte d'oiseau rare capable de motiver les skieurs et surtout de préparer la relève pour les Jeux olympiques d'Albertville, en 1992. Tâche difficile pour M. Gilles Bouihaguet, le directeur des sports, chargé de dénicher l'homme suffisamment jeune et dynamique pour redresser une entreprise en péril.

Cette notion d'entreprise appliquée à l'équipe de France a orienté les recherches du directeur vers le monde de la gestion. Coïncidence ou coup de chance, c'est lors d'une discussion avec un ancien directeur de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) que le nom de Jean-Pierre Puthod lui fut proposé. L'ancien élève du campus de Jouy-en-Josas (Yvelines) avait laissé s'exprimer sa passion du ski pendant ses études. Le descendeur lauréat de la Coupe de France, connaissait le monde des courses et n'hésitait pas à prendre part aux débats qui secouaient déjà la fédération dans les années 70. Un montagnard doublé d'un diplômé de grande école, voilà que se dessinait un profil séduisant.

### Au mieux des compétences

Et l'homme a accepté la mission. Par goût du défi et par fidélité à son sport préféré, il a dit oui lorsque le ministre lui a proposé de devenir directeur technique national du ski. A trente-cinq ans, Jean-Pierre Puthod a accepté de s'éloigner quelque peu du bord de la route du col des Aravis, où il dirigeait la pépinière familiale. Il a abandonné ses jeunes sapins, ainsi que la société de service informatique qu'il venait de créer par passion de l'innovation. L'ancien skieur universitaire, médaille d'argent aux Universiades de 1972 et 1976, s'est jeté avec fougue dans sa nouvelle mission.

Le grand jeune homme au sourire enjôleur se doutait que l'entreprise qu'on lui confiait était délicate. Ses premières missions exploratoires lui révélèrent un tableau plutôt sombre. Mais, lorsque l'on a envie que *« le ski redevienne en France un sport important, à l'image de ce qu'il a pu être »*, on se lance dans le combat.

Avec sa voix douce, Jean-Pierre Puthod a su être ferme. Il a modifié l'organigramme des entraîneurs, nommant Gilles Mazzega, responsable de l'équipe féminine et Roland Francey — l'ancien patron — responsable de celle des garçons. Pour l'étudiant formé aux techniques de gestion du personnel, il s'agissait d'*« utiliser les personnes au mieux de leurs compétences »*. Pas de coup de patte à son prédécesseur donc, mais une façon habile de bien montrer qui détient les leviers de commande.

En ce qui concerne la composition des équipes, il s'est contenté de confirmer le choix des sélections de coureurs. Les visages connus de Catherine Quittet ou de Didier Bouvet et de leurs compagnons seront donc au rendez-vous de Sestrières. Des coureurs à peine plus jeunes que lui et avec qui il estime avoir établi de bons contacts, *« ce qui n'empêche pas la fermeté, parce que je ne suis pas laxiste »*. Des sportifs auxquels il a demandé d'améliorer encore leur préparation physique. Selon lui, il y a toujours des efforts à faire dans ce domaine ainsi que dans celui de la préparation psychologique de l'élite. *« Il faut redonner confiance aux coureurs,* précise-t-il. *L'état d'esprit qui règne dans les équipes doit changer. Avec leurs qualités, nos skieurs doivent se dire qu'ils peuvent réussir dans de grands moments. »*

Après quatre mois de fonctions, Jean-Pierre Puthod a toutefois réussi à imprimer son empreinte. Par petites touches, l'homme, formé aux techniques du management moderne, commence à introduire ses méthodes. Il passe une convention avec le département de l'image de l'Ecole des Gobelins, afin de mieux visionner les évolutions des skieurs et de corriger des positions. Il n'hésite pas non plus à envoyer quelques athlètes suivre un stage sur les techniques de communication organisé par l'agence Image et stratégie. L'ancien étudiant en marketing sait que ses skieurs doivent être à l'aise aussi devant un micro ou une caméra.

### Réflexe commercial

Face aux fournisseurs de matériel de l'équipe de France, souvent critiqués, Jean-Pierre Puthod se contente de remarquer que les contrats sont valables jusqu'en juin 1988. Il se refuse à avancer une politique avant cette date, laissant toutefois la porte ouverte aux skis étrangers si jamais il s'avérait que ces derniers sont nettement plus performants. Réflexe commercial qui doit inciter les entreprises françaises à se montrer compétitives.

Aux skieurs qui vont se lancer dans le grand cirque blanc, Jean-Pierre Puthod demande de réussir très vite *« à bien se classer »*. Quelques *« petits coups »* seraient bienvenus pour remonter le prestige de son entreprise. *« Des signes encourageants »* faciliteraient la tâche de celui qui s'est fixé pour objectif de préparer l'équipe qui disputera les Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

SERGE BOLLOCH.

## *Les résultats*

### *Athlétisme*

**CHAMPIONNAT DU MONDE DES 15 KM SUR ROUTE**

*La Norvégienne Ingrid Kristiansen a enlevé avec beaucoup de facilité la cinquième édition du championnat du monde des 15 km sur route, samedi 21 novembre à Monaco, devant la Canadienne Nancy Rooks-Tinari et l'Italienne Maria Curatolo.*

*En 47 min 16 s 50, Kristiansen a largement amélioré la meilleure performance mondiale de tous les temps sur cette distance, que détenait sa compatriote Grete Waitz en 47 min 33 s depuis 1984.*

### *Basket-ball*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
**Première division**
*(Treizième journée)*

| | |
|---|---|
| Antibes bat *Nantes | 80-75 |
| Caen bat *Vichy | 78-63 |
| *RCF Paris bat Saint-Etienne | 96-80 |
| Mulhouse bat *Reims | 93-80 |
| Limoges bat *Avignon | 100-93 |
| Cholet bat *Monaco | 88-82 |
| Lorient bat *Tours | 102-82 |
| *Villeurbanne et Orthez | 78-78 |

Classement. — 1. Cholet, 37 pts ; 2. Limoges, 35 pts ; 3. Nantes, 33 pts ; 4. Orthez, 32 pts ; 5. Monaco, 31 pts ; 6. Villeurbanne, 30 pts.

### *Golf*

**COUPE DU MONDE PAR ÉQUIPES**

*Le Pays de Galles à remporté samedi 21 novembre la Coupe du monde de golf, dotée de 750 000 dollars de prix, à Kapalua (Hawaii) devant l'Ecosse et les Etats-Unis.*

### *Football*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
**Première division**
*(Vingtième journée)*

| | |
|---|---|
| *Lille b. Nice | 1-0 |
| *Paris-SG b. Montpellier | 2-1 |
| Le Havre b. *Niort | 2-1 |
| *Monaco b. Lens | 3-0 |
| *Cannes b. Marseille | 1-0 |
| *Bordeaux et Auxerre | 0-0 |
| *Toulon b. Metz | 1-0 |
| *Brest et Nantes | 0-0 |
| *Laval b. Toulouse | 1-0 |
| Matra Racing b. *St-Etienne | 2-0 |

Classement. — 1. Monaco, 30 pts ; 2. Bordeaux, 26 pts ; 3. Matra Racing, 25 pts ; 4. Nantes, 23 pts ; 5. Cannes, St-Etienne, 22 pts ; 7. Marseille, Auxerre, 21 pts ; 9. Montpellier, Toulon, Metz, 20 pts ; 12. Niort, 19 pts ; 13. Laval, Lille, 18 pts ; 15. Paris-SG, Nice, Toulouse, Lens, 17 pts ; 19. Le Havre, 13 pts ; 20. Brest, 12 pts.

**Deuxième division**
*(Dix-neuvième journée)*

**Groupe A**

| | |
|---|---|
| *Montceau b. Le Puy | 1-0 |
| *Alès b. Tours | 2-1 |
| *Lyon b. Bastia | 3-0 |
| Dijon b. *Istres | 2-1 |
| Nîmes b. *Ajaccio | 2-1 |
| *Grenoble b. Martigues | 3-1 |
| *Orléans b. Sète | 3-1 |
| *Gueugnon b. Cuiseaux-L. | 2-0 |
| Sochaux b. *Châtellerault | 4-0 |

Classement. — 1. Sochaux, 33 pts ; 2. Lyon, 26 pts ; 3. Montceau, Nîmes, 24 pts.

**Groupe B**

| | |
|---|---|
| *Reims b. St-Dizier | 2-1 |
| *Beauvais b. Abbeville | 1-0 |
| *Angers b. Dunkerque | 3-1 |
| *Rennes et Nancy | 0-0 |
| *Caen et Guimper | 0-0 |
| *Mulhouse et Strasbourg | 0-0 |
| *Valenciennes et Rouen | 2-2 |
| La Roche b. *Entente MF 77 | 1-0 |
| *Lorient b. Guingamp | 3-1 |

Classement. — 1. Strasbourg, 30 pts ; 2. Caen, 26 ; 3. Rouen, 25.

### *Hippisme*

**LA BREEDER'S CUP**

*Miesque, une pouliche de trois ans entraînée en France, s'est imposée de cinq longueurs dans le Breeder's Cup Mile (Gr.1 — 1 000 000 dollars — 1 600 mètres gazon) samedi 21 novembre sur l'hippodrome d'HollywoodPark à Los Angeles (Californie). Cette pouliche montée par Freddy Head appartient à l'armateur grec Stavros Niarchos et est entraînée par François Boutin.*

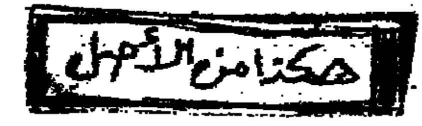
### *Rugby*

**CHALLENGE DU MANOIR**
*(Huitièmes de finale)*

| | |
|---|---|
| Montferrand b. Mont-de-Marsan | 15- 3 |
| Toulon b. Brive | 26-10 |
| Toulouse b. Le Creusot | 41- 6 |
| Béziers b. Agen | 18-12 |
| Biarritz b. Lourdes | 15- 7 |
| Grenoble b. Bayonne | 12- 9 |
| Racing b. Narbonne ... apr. prol. | 19-16 |
| Dax b. Bourgoin ... apr. prol. | 13- 9 |

Les quarts de finale : Stade Toulousain - Biarritz ; Racing CF - Toulon ; Béziers - Grenoble ; Dax - Montferrand.





**MUSIQUES**

*Les Rencontres contemporaines de Metz*

# Du paradis à l'enfer

*Une Coréenne, un Cubain, Nono, Kagel, Huber et Zygmunt Krauze ont illustré les Rencontres internationales de musique de Metz, qui offraient par ailleurs trop de partitions bonnes pour les oubliettes.*

En trois jours, nous avons connu à Metz tout ce que l'on peut attendre d'un Festival de musique contemporaine, du meilleur au pire.

Le meilleur, d'abord, grâce à un concert superbe, vendredi, de l'Orchestre du Südwestfunk de Baden-Baden, ce qui se fait de mieux en la matière avec l'Ensemble Intercontemporain, sous la direction de Michael Gielen. *Nim*, de Younghi Pagh-Paan, une Coréenne de quarante-deux ans, s'inspire d'un *Poème d'amour à la terre*, écrit au cours d'une insurrection populaire de son pays, qui s'acheva par un massacre en 1980. L'opulence de ce beau tumulte à l'orientale fait penser à Isang Yun, fleuve imposant dominé par une puissante percussion, des accents déchirants des cuivres. Cette musique de la terre, épaisse, meurtrie, secouée par des soubresauts tragiques, piétinée rageusement, prend bientôt une dimension cosmique, survolée par une sérénité lumineuse et comme un sourire bouddhique, dominant « l'histoire des larmes brûlantes ».

Une œuvre de Luigi Nono de 1984, dédiée *A Carlo Scarpa architecte*, suspendait ensuite dans les airs des sons très légers et raffinés : frappés de contrebasse, touches de flûte, de triangle, de trombone, trémolos graves des cordes, trois coups de timbales achevés par des cloches, etc., séparés par des silences qui prolongeaient cette contemplation de plus en plus profonde, où la musique semblait nous adresser quelques signes rares et parfaits comme un jardin zen.

*Ein Brief*, de Mauricio Kagel, *« scène de concert pour mezzo et orchestre »*, traite au contraire un sujet très réaliste, une « lettre d'amour », mais comme une « romance sans paroles » chantée, qui englobe ainsi maintes significations indécises : déclaration, passion, rupture, adieu ? Avec une habileté diabolique, le musicien enchaîne les climats dramatiques, sanglotants, hésitants, sereins, jusqu'à la cassure finale, tandis que plane la voix captivante de Klara Czordas. Un « must » de Kagel...

Révélation majeure de ce concert, le Cubain George Lopez (1955), fixé aux Etats-Unis, a conçu son *Paysage avec calvaire* dans les mornes étendues des North Cascades de l'Ouest américain. Paysage tout intériorisé, fait de « presque rien » (comme les instantanés quasi photographiques de Luc Ferrari), murmures de bois avec des lignes frémissantes de marimba, éclosions lointaines, création en attente, rumeurs qui se forment, s'organisent et se dissolvent. Des roulements sourds, parfois des bruits indistincts de civilisation, des vents graves qui se lèvent et se perdent, de mystérieux tambourinages. Une impression de musique confuse, comme au début de *la Valse* ou du *Concerto pour la main gauche*, de Ravel, mais qui jamais n'éclate au grand jour. Il ne se passe rien de précis et pourtant l'on est sans cesse atteint par cette gamme d'effets orchestraux extrêmement déliés et originaux, sans cesse renouvelés, qui nous emmènent en pays lointains, tout au fond de l'inconscient collectif.

Ce même vendredi, à l'église Notre-Dame, le Chœur du Bach-Verein et l'Ensemble Köln donnaient la première française des *Cantiones de circulo gyrante* de Klaus Huber (1924) sur un poème d'Heinrich Böll, qui évoque la cathédrale de Cologne gisant dans le champ de ruines de la dernière guerre, après l'apocalypse nazie. Le texte est enveloppé par des chœurs qui jaillissent de toutes parts (chantant en latin de vieux textes visionnaires d'Hildegard von Bingen) et des instruments solistes placés en différents points de l'église ; mais leurs interventions, pour belles et harmonieuses qu'elles soient, paraissent surtout décoratives en regard de la force terrible du poème de Böll, déclamé par un proférateur exceptionnel, Theophil Maier, et contrepointé par une contreabasse très expessionniste.

### Comme dans un film de Cocteau

Pour se reposer de ces émotions, on allait au Palais des sports entendre tout à loisir *la Rivière souterraine* de Zygmunt Krauze, diffusée en continu dans un labyrinthe composé de sept petits polygones avec autant de sources sonores différentes. En passant de l'un à l'autre, on croisait des promeneurs silencieux, qui semblaient surgir d'un miroir comme dans un film de Cocteau. Et les musiques se mélangeaient pour composer des architectures fluctuantes de sons instrumentaux (piano, accordéon, violoncelle, guitare, clarinette, etc.), synthétisés et électroniques. Une musique de jets d'eau et de reflets, toujours ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, un bain sonore inclinant au rêve et à la méditation, calme et consonnant. Beaucoup de jeunes, débarquant par classes entières, semblaient en éprouver le charme.

On allait déchanter samedi. Du concert de l'Orchestre Philharmonique de Liège, dirigé par Pierre Bartholomée, n'émergeaient que *Mosaïques, concerto pour percussion*, de Guy Reibel, joué par Jean-Pierre Drouet, œuvre pleine d'idées astucieuses, mais trop délayées, et *Time and again*, de Tristan Murail, aux belles sonorités mystérieuses de science-fiction. Mais *Deltas*, de Francis Miroglio, n'était, comme souvent, que pavé de bonnes intentions, et les *Monodias e Interludios*, de l'Equatorien Mesias Maiguashca, s'efforçaient bien vainement d'imiter la musique électronique avec les instruments d'un orchestre normal.

Le soir, ce fut pire, au Temple Neuf, grâce à des œuvres totalement nulles de Juan Allende Blin, Griffith Rose et John Cage. Ce dernier donna un triste spectacle dimanche, lors d'une « rencontre » organisée pour fêter ses soixante-quinze ans. Le visage tiré, les joues pendantes, sans barbe, un sourire stéréotypé dans la bouche ouverte, le vieux clown tenta sans conviction un happening minable : *« Maintenant, vous allez faire de la musique avec les chaises »* ; après un quart d'heure de chahut, il ne savait plus que faire, demanda à *« écouter le silence »*, puis commanda d'ouvrir les portes et alla inspecter les offices du buffet de la gare. Au bout de quarante minutes, Claude Lefebvre tenta de sauver la situation en lui posant des questions, auxquelles il répondit par des blagues insipides... On aurait voulu jeter le manteau de Noé sur cet homme qui, tout de même, a joué un si grand rôle dans la musique de notre siècle.

JACQUES LONCHAMPT.

## La semaine du mélomane

Régulièrement réveillés par ses retours tardifs, les voisins de palier du mélomane, avant de porter plainte, vont faire constater par huissier ses sorties de la semaine.

Lundi, au grand auditorium de la Maison de la radio, où l'Orchestre national interprètera *Metaboles*, de Dutilleux, *Visages mycéniens*, de Charles Chaynes, *Offertorium*, pour violon et orchestre (soliste : Gidon Kremer), de Sofia Goubaïdoulina et les *Symphonies d'instruments à vent*, de Strasvinski, à 20 h 30 (tél. : 42-30-15-16).

Mardi, salle Gaveau, où la violoniste Eva Graubin et le pianiste Roberto Bravo joueront des sonates de Ravel, Brahms et Franck, 21 heures (tél. : 45-63-20-30).

Mercredi, au Théâtre des Champs-Elysées, pour entendre un programme Mozart par l'Orchestre de chambre de Pologne : deux symphonies (numéro 29 et numéro 36), *Linz* et deux concertos (numéro 9 et numéro 20), avec Elisabeth Leonskia, à 20 h 30 (tél. : 42-30-15-16).

Jeudi, au Théâtre des Champs-Elysées, où Teresa Berganza chantera des pages de *Rinaldo*, de Haendel, et de *l'Italienne à Alger*, de Rossini, accompagnée par l'Orchestre Symphonia Varsovia (direction Alberto Zedda), à 20 h 30 (tél. : 47-23-47-77).

Vendredi, à Carnegie Small (210, rue de Belleville), où les musiques d'Espagne pour le piano, la voix, la guitare ou les cordes ont élu domicile jusqu'à mercredi, de Falla à Halffter, de Borodine à Debussy et de Boccherini à Gottschalk (tél. : 45-23-03-90).

Samedi, au grand auditorium de Radio-France, où le NOP interprètera l'ouverture de *Sémiramis*, de Rossini, la *Symphonie n° 5*, de Tchaïkovski, et le *Concerto n° 2*, de Rachmaninov (soliste : Rafaël Orozco), sous la direction de Luis-Garcia-Navaro, à 20 h 30 (tél. : 42-30-36-15).

G. C.

*« Le Pont des soupirs », au Théâtre de Paris*

# Offenbach à Venise

*Tandis que les agences de voyages tentent de persuader leurs clients que l'hiver est encore la meilleure saison pour visiter Venise, le Théâtre de Paris propose pour un prix nettement inférieur, une soirée dans la Cité des Doges.*

Voici donc *le Pont des soupirs*, musique d'Offenbach, livret de Ludovic Halevy et Hector Crémieux, adaptation de Jean-Michel Ribes. Les décors de Patrick Dutertre créent si bien l'illusion que le spectateur se croit vraiment transporté au bord du Grand Canal.

Sans être véridique, l'intrigue de cet opéra-bouffe, créé en 1861, reste fort vraisemblable : le doge Cornarino, qui commandait une expédition contre les Turcs, a préféré prendre la fuite au lieu de vaincre, et de ramener une belle captive aux yeux pers. *Il est vrai qu'il est marié* ; mais, pendant son absence, sa femme se laisse courtiser de bon gré par le page Amoroso et, à son corps défendant, par l'ignoble Malatromba. De retour à Venise, incognito, *Cornarino découvre que sa* tête le démange et, surtout, qu'elle est mise à prix pour désertion devant l'ennemi.

On ne dira pas la suite, car l'histoire commence là ; elle est assez amusante, au fond, pour qu'on laisse au spectateur le plaisir de la découvrir. La partition d'Offenbach, dont la verve ne s'exerce pas, comme parfois, au détriment de la qualité musicale, contient quelques refrains mémorables, des ensembles un peu travaillés et au moins deux jolies romances, curieusement confiées au méchant Malatromba. Pierre Catala (certains soirs) les chante avec un art et une fraîcheur réconfortante.

*Maurice Sieyès (Cornarino) et* Yves Bisson (Cascadetto) sont excellents, eux aussi ; les interprètes de « Caterina et d'Amoroso » « tournent » *d'un soir sur l'autre, mais*, à en juger par ceux que nous avons entendus, et surtout par la belle tenue générale des rôles secondaires, on doit conclure que la distribution n'a pas été réunie à la légère. Un *comédien, Philippe Khorsand, remporte* en outre un franc succès dans un rôle en or, celui du président du conseil des Dix.

La mise en scène de Jean-Michel Ribes joue le jeu de l'opéra-bouffe, sans forcer la note ; on s'amuse sans arrière-pensée et l'on peut y venir en famille. Les musiciens, entassés dans une fosse exiguë, dirigés tour à tour par John Burdekin et Amaury du Clozel, mettent plus d'ardeur à cette tâche que leurs illustres confrères des théâtres nationaux dans les mêmes occasions. Souhaitons que cela dure jusqu'à la fin des représentations, qui ne devraient pas s'achever avant la mi-janvier.

GÉRARD CONDÉ.

★ Théâtre de Paris, 20 h 30.

*Le premier concours européen de piano*

# Le culot, l'idéal et l'ECU

*Le premier concours européen de piano vient d'avoir lieu à Luxembourg. Il a été conçu et organisé par un jeune pianiste qui a réussi à convaincre les politiques et les mécènes.*

Un jeune Lorrain de vingt-six ans, Didier Cahen, vient de vivre une aventure incroyable, qu'il avait pourtant entièrement programmée. Pianiste, diplômé de Sciences-Po, membre des Communautés européennes, il s'était mis en tête il y a deux ans de créer un concours de piano qui soit à la fois une aide aux jeunes artistes et une manifestation de conscience européenne.

Armé d'idéal et de culot, il alla frapper à toutes les portes, obtint l'accord de lord Plumb, président du Parlement, de M. Jacques Delors président de la Commission des Communautés, du président Giscard d'Estaing et du chancelier Schmidt, et, de fil en aiguille, mit tout le monde de son côté.

Bon européen, Didier Cahen décidait que les différentes épreuves auraient lieu dans les trois capitales, Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg, et seraient associées à une promotion de l'ECU, idée géniale grâce à laquelle les institutions communautaires offrirent un premier grand prix fort respectable (7 500 ECU, soit 52 500 francs français) ; ce que voyant, de grandes banques, Saint-Gobain, les principales firmes d'informatique ainsi que la *SACEM et Air France firent tomber* aussi quelque 20 000 ECU dans l'escarcelle des concurrents.

C'est ainsi qu'avec la structure la plus légère qui soit, fondée sur l'enthousiasme d'un groupe de jeunes, ce qui n'allait pas sans risques, la finale du premier concours européen de piano a eu lieu les 18 et 19 novembre à Luxembourg, en présence de la grande duchesse, avec l'Orchestre de RTL, et sous les yeux de millions de téléspectateurs européens, y compris extra-communautaires puisque l'URSS, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie la transmettaient en direct.

Dernière chance pour Didier Cahen : ce concours, qui suscitait plus de scepticisme chez les artistes que chez les politiques en raison de la multiplicité des compétitions internationales, a révélé quelques excellents lauréats. Un Italien de dix-sept ans, Fancesco Cipolletta, à la technique étincelante, fit merveille dans le *Deuxième Concerto* de Rachmaninov. Dans le *Concerto* de Marcel Mercier (compositeur lorrain, maître de Didier Cahen), morceau imposé où ses camarades parurent quelque peu besogneux, il sut établir un lien personnel entre des épisodes curieusement disparates, où l'on côtoyait Bartok et Messiaen, Prokofiev et Ravel, avec des bouffées de romantisme, en un discours par ailleurs spontané et vivant.

Tandis que le jury de la critique musicale lui décernait son prix sans partage, le jury officiel le couronnait ex aequo avec un grand Anglais de vingt-huit ans, Christopher Oakden, virtuose confirmé, mais au style assez monocorde et sans imagination dans le *Troisième Concerto* de Prokofiev. Je ne serais pas étonné que son compatriote Ian Fountain, aussi grand que lui (2 mètres), dix-huit ans, malgré son quatrième prix, ne vienne à le dépasser si son jeu très fin s'affermit davantage et s'il domine un certain narcissisme.

L'honneur de la France était défendu par une jeune fille de vingt-quatre ans, d'origine japonaise, Mariko Kaneda (troisième prix), vive, spontanée, dévorant le *Deuxième Concerto* de Saint-Saëns comme une cavale à travers l'espace, mais qui devra soigner davantage son phrasé et son toucher expressifs.

Les concurrents étaient accompagnés fort honorablement par l'Orchestre de RTL, sous la direction de Jacques Mercier dans la superbe salle du Conservatoire de Luxembourg, où deux mille élèves de toutes nationalités forment eux aussi une communauté européenne de la musique.

J. L.



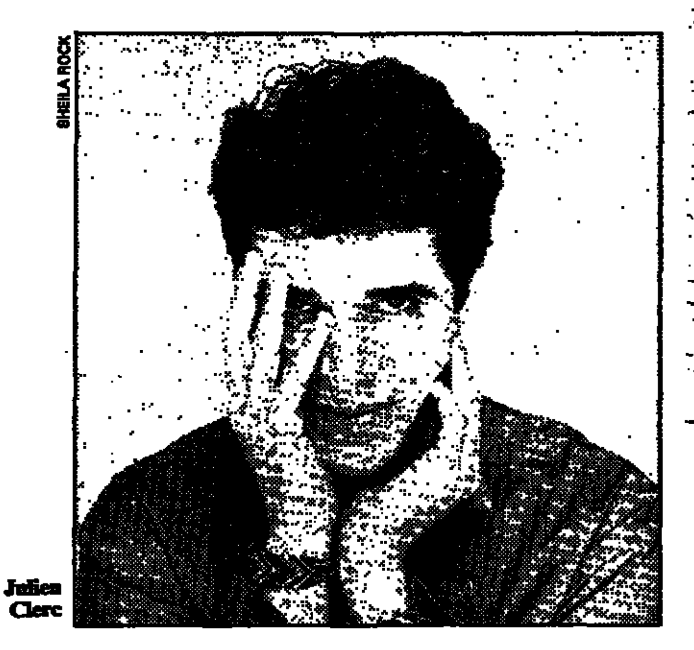
*La TVA baisse le 1er décembre*

# Nouveau visage de l'industrie musicale

*Les professionnels de la musique ont obtenu du ministère des finances la baisse de la TVA à la veille des fêtes de fin d'année. Un changement parmi d'autres dans un secteur en pleine transformation.*

Cheval de bataille de l'industrie musicale pendant dix-sept ans, la baisse de la TVA sur les disques et les cassettes prendra effet un mois plus tôt que prévu, soit à compter du 1er décembre prochain, et passera donc de 33,3 % au taux moyen de 18,6 %.

Cette bouffée d'oxygène juste avant la période des fêtes de fin d'année va être annoncée par une campagne de promotion sans précédent des firmes discographiques, notamment sur les chaînes de télévision.



Julien Clerc

La baisse du taux de la TVA devrait relancer les ventes dans un marché en mutation : en 1986, 49 745 718 exemplaires de 45 tours simples ont été vendus, soit 13,6 % de moins qu'en 1985 ; 26 820 123 albums microsillons ont été achetés par le public, soit 16,3 % de moins que l'année précédente ; 20 906 225 cassettes son, soit une légère augmentation de 0,9 %, et 6 225 041 compacts, soit une progression de 166,4 %.

L'année qui s'achève rend l'espoir aux métiers de la musique. Le bureau de liaison interprofessionnel de la musique (le BLIM) avait publié à l'automne 1986 une plate-forme en six points que son président, Jean-Loup Tournier, avait qualifiée de *« SMIG de nos professions »*. Un an après, la presque totalité de ce programme a été réalisée : outre l'allègement de la fiscalité avec l'abaissement de la TVA et l'harmonisation à 2,10 % des taxes frappant les spectacles français et étrangers, l'amélioration des conditions de la diffusion de la musique par les radios et les télévisions publiques et privées, enfin l'application des dispositions législatives en faveur de la copie privée et de la rémunération équitable des artistes et des producteurs.

La France est l'un des derniers pays à avoir pris — avec la loi Lang du 3 juillet 1985 — des dispositions légales concernant le droit d'utilisation du travail enregistré des artistes. Tous les utilisateurs de phonogrammes paieront à présent une rémunération en plus de celle des auteurs aux artistes et producteurs.

La rémunération vient d'être négociée entre les utilisateurs et les artistes-producteurs. La société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes (ADAMI) a créé avec les producteurs une société civile (le SPRE) chargée de percevoir la *« rémunération équitable »*. De son côté, la société de perception et de distribution des droits des artistes musiciens (SPEDIDAM) aura compétence exclusive pour recevoir et répartir les rémunérations dont les bénéficiaires sont des artistes interprètes (par exemple musiciens accompagnateurs), dont les noms ne figurent pas sur l'étiquette ou au générique.

La loi prévoit que *« le quart des redevances pour la copie privée et la moitié des sommes irrépartissables de la rémunération équitable »* doivent être affectées à des actions pour la création, la diffusion et la formation, en partie à travers la Fondation pour l'aide à la création et à la diffusion musicale et sonore financée par les sociétés de perception et de répartition des auteurs, compositeurs et producteurs.

La baisse de la TVA, accompagnée de mesures d'accompagnement, pourrait faciliter aussi dans les prochaines semaines la naissance d'un fonds d'intervention pour la distribution à l'intention des disquaires-détaillants singulièrement sinistrés par la crise.

### Les paroliers minoritaires

Côté SACEM, les revenus des auteurs et compositeurs continuent à refléter les transformations de l'industrie musicale comme le changement opéré il y a déjà quelques années parmi les plus forts « toucheurs » de droits.

Il y a douze ans, parmi les vingt premiers « toucheurs », il y avait beaucoup d'auteurs, quelques compositeurs et un certain nombre d'auteurs et compositeurs-interprètes.

Les paroliers non seulement ont régressé mais sont devenus minoritaires (quatre seulement dans les vingt premiers en 1986), cinq compositeurs de films (parmi lesquels Georges Delerue et Maurice Jarre) sont dans le peloton de tête car leur musique s'exporte dans le monde entier, les auteurs-compositeurs ne sont plus les mêmes : ils se nomment à présent Renaud, Michel Berger, Jean-Jacques Goldman, Serge Gainsbourg et huit créateurs décédés sont bien « placés » dans le hit-parade : Daniel Balavoine, Fauré, Milhaud, Poulenc, Prokofieff, Ravel, Stravinski et Saint-Saëns.

Quarante-huit membres de la SACEM ont perçu en 1986 plus de 1 million de francs de droits, quatre-vingt-un plus de 500 000 F et, au bas du tableau, douze mille trois cent cinquante-sept moins de 4 000 F.

CLAUDE FLÉOUTER.

## La répartition des droits d'auteurs SACEM

| | NOMBRE d'ayants droit en 1983 | NOMBRE d'ayants droit en 1986 |
|---|---|---|
| Moins de 4 000 F | 15785 | 12 357 |
| De 4 000 à 44 000 F | 4 868 | 3 974 |
| De 44 000 à 75 000 F | 574 | 312 |
| De 75 000 à 125 000 F | 378 | 277 |
| De 125 000 à 300 000 F | 481 | 289 |
| Plus de 300 000 F | 497 | 233 |
| Total des ayants droit | 21583 | 17442 |

# Culture

**CINÉMA**

*« Zegen », d'Imamura*

## La solution de survie

*Shohei Imamura aime les gens qui ne laissent pas de nom, mais qui savent composer avec leur destin. A tout prix. L'important, c'est de survivre.*

*Zegen*, de Shohei Imamura – présenté au dernier Festival de Cannes – ou « Comment et par quelles incroyables aventures un pauvre Japonais débarquant clandestinement à Hongkong survit, et devient un important personnage, proxénète reconnu et honoré ». Un vrai roman picaresque, inspiré par la biographie d'un *Zegen*, en français : marchand de femmes.

Le film commence vers 1894. Le héros, qui s'appelle Muraoka, traverse des moments très agités dans l'histoire du Japon : la guerre avec la Chine, puis avec la Russie. Enrôlé par un officier fanatique, il s'en va espionner l'ennemi qui campe en Mandchourie. Là il rencontre une payse, prostituée. Elle lui donne de l'argent pour qu'il le remette à sa famille. Mais, l'occasion faisant le larron, il s'en sert pour racheter sa propre femme, laquelle s'est mise en maison à Singapour pendant son absence. Quelque temps plus tard, il rachète d'autres prostituées séquestrées par des pirates.

Ainsi commence la fortune de Muraoka, le mac qui voulut nationaliser les bordels. Mais, en 1919, la prostitution est interdite. Ruiné, mais toujours patriote, le Zegen s'emploie à repeupler le Japon. Et le film s'achève le 8 décembre 1941, le jour où l'armée nippone drapeau en tête débarque en Malaisie : *« Laissez-moi donc m'occuper des femmes »*, propose aux soldats l'infatigable héros.

Les héros des films de Shohei Imamura obéissent à une morale bien particulière, dictée par la nécessité de survivre, d'attraper le bonheur là où il se trouve au moment où c'est possible, parce que ce n'est pas souvent... des petites gens, des putes, des zonards, des débrouillards. Et parfois une mère qui va orgueilleusement mourir dans la montagne *(la Ballade de Narayama)*, un assassin obsessionnel *(La vengeance est à moi)*. Ici dans *Zegen*, c'est le rire qui domine. Shohei Imamura porte sur ses personnages et leurs aventures un regard complice et railleur.

Entre Svejk et Mère Courage – avec un petit quelque chose de Galy Gaïe, le protagoniste de *Homme pour homme*, – Muraoka aurait pu inspirer Brecht pour une de ses grandes farces épiques. Mais Shohei Imamura nie toute influence. *« J'espère*, dit-il, *n'être influencé par personne. Je me suis intéressé à ce personnage, comme à tous les autres, à cause de ses relations avec la société dans laquelle il vit, au moment où il vit, cette période où le Japon s'est ouvert et modernisé, bien que, personnellement, j'ai des doutes sur la manière dont la modernisation s'est effectuée. Je ne suis pas historien et je n'aime pas la science de l'histoire, dans la mesure où elle ne permet pas d'aborder les destins individuels. Non pas le destin des hommes célèbres.*

*» J'ai envie de connaître les gens qui ne laissent pas de noms, mais plongent dans leur époque. Je m'intéresse à leur âme, à leur façon de vivre, à leur ombre portée sur le monde qui les entoure. C'est le thème de tous mes films, et mon point faible c'est que je vois l'identité sociale de l'individu plus sa psychologie. Mes personnages ne sont pas abstraits, je ne le crois pas. D'ailleurs, je les tire d'une réalité que j'ai vécue ou que j'ai étudiéeattentivement. En général, je suis attiré par les périodes de transition. J'avais dix-huit ans à la fin de la guerre et j'ai vu le monde changer radicalement. J'ai découvert une certaine liberté. Dans les relations familiales et surtout dans les universités. Je me suis dit que perdre la guerre est formidable, c'est la liberté. Vive la défaite !*

### « Les petits truands »

*» J'ai mené l'existence des petits truands et je suis devenu cinéaste. J'avais une responsabilité : raconter des histoires, l'histoire. J'ai voulu revenir à ce qui est japonais. Ma vision de l'histoire est une quête du Japon. Dans des films comme* la Ballade de Narayama *qui se passent à une époque pré-moderne. J'essaie de montrer des mentalités dominées par l'irrationnel. Si tant est que l'on puisse définir la mentalité occidentale qui a amené Hiroshima comme celle de la raison. Mais c'est celle de l'efficacité : quand on veut la fin, on prend les moyens.*

*» Je crois à une troisième solution, celle que de façon instinctive appliquent les femmes, Orin, la mère dans* Narayama, *ou les prostituées dans Zegen. Elles ne se révoltent pas contre leur sort, mais elles sont très fortes, car elles savent lutter. Il y a eu le temps où l'être humain était écrasé par la nature et le temps où il a cru pouvoir la dominer. Les femmes ont davantage de sens pratique. Elles acceptent la part d'irrationnel de la vie, n'adhèrent pas aux logiques outrancières, leur système de valeurs leur permet de vivre n'importe où où elles trouvent à manger. Elles sont commme les graines de pissenlit, se laissent aller au vent et se développent là où elles atterrissent, alors que les hommes ont besoin de s'insérer dans un cadre défini, de connaître les coordonnées du lieu où ils se trouvent. Sinon ils se sentent angoissés, castrés à la limite.*

*» Plus que les hommes, les femmes ont le sens de la liberté et savent s'en servir. Les hommes s'enferment dans des prisons. Ma prison à moi ? C'est le cinéma, plus le Japon. Mais je suis quelqu'un qui cherche une solution. La troisième solution. »*

COLETTE GODARD.

● **RECTIFICATIF.** – Le titre original du film de Volker Schlöndorff n'est pas *Gathering of an Old Man*, mais bien entendu *Gathering of Old Men*.






# Communication

**Les difficultés financières de « Libération »**

## La rédaction veut éviter les licenciements et garantir l'indépendance du quotidien

**Pour la première fois depuis 1981, les ventes du quotidien *Libération* stagnent. Les déboires de *Lyon-Libération* et ceux de la télématique aggraveront sans doute le déficit du journal. Pour le tirer de ce mauvais pas et sauvegarder son indépendance, un plan de redressement doit être présenté le jeudi 26 novembre par M. Jean-Louis Péninou, directeur général.**

*Libération* sort d'un rêve. Celui qu'avait conçu pour lui son directeur-gérant, Serge July, en janvier dernier, subit de plein fouet le choc de la réalité. Dans une lettre ouverte au personnel du quotidien, le directeur de *Libération* se félicitait alors des ventes réalisées par son journal depuis la relance opérée en mai 1981. Fort des 165 539 exemplaires vendus en moyenne l'année dernière (soit 19,5 % de plus qu'en 1985), Serge July tablait sereinement sur *« un horizon de 200 000 exemplaires pour fin 1987, premier trimestre 1988 »*. Mais cette *« nouvelle frontière »* devra sans doute être repoussée. En effet, pour la première fois depuis 1981, la vente de *Libération* stagne. Si la diffusion en province et à l'étranger est peu ou prou similaire à celle de 1986, les ventes à Paris ont enregistré, de janvier à octobre de cette année, une baisse de 1,86 % (55 044 exemplaires en moyenne selon les NMPP). Ce fléchissement s'ajoute aux déboires de *Lyon-Libération* et à la période de vaches maigres dans laquelle est entrée l'activité télématique.

Au bout d'un an d'existence et en dépit d'une restructuration menée tambour battant en février dernier, qui a conduit au départ de 17 des 51 qalariés lyonnais, *Lyon-Libération* ne parvient pas à décoller. Sa diffusion moyenne est d'environ 10 000 exemplaires quand il lui en faudrait 16 000 pour parvenir à l'équlibre. Son déficit, en fin d'année, est estimé à plus de 8,5 millions de francs. La télématique n'est pas mieux lotie. Après avoir dégagé 7 millions de francs de bénéfices en 1985, et 2 millions en 1986 (*Libération* s'est renfloué grâce à elle), ses écrans sont passés du gris au rouge. Ses pertes seraient au minimum de 2 millions de francs, du fait de l'érosion du volume des consultations. Ainsi, en août dernier par exemple, le *nombre* d'heures de connexion était de 31 276 contre 42 897 en août 1986. La direction du titre a demandé sept licenciements parmi la vingtaine de salariés.

Ce n'est pas tout. Le nouveau siège du quotidien, situé près de la place de la République à Paris, était destiné à symboliser *« le rêve quotidien de* Libération », selon l'expression de Serge July. Mais l'installation en août dernier sur cinq niveaux largement éclairés, tapissés de moquettes et de parois vitrées, *débouchant sur* une *terrasse* aux allures de *deck* de paquebot et équipée d'une antenne satellite, a nécessité d'importants investissements. Comme l'informatisation de la rédaction dont s'est doté *Libération*, pionnier parmi les quotidiens nationaux en ce domaine. Même si *Libération* peut étaler sur quatre ans ses dépenses – quinze millions de francs pour le déménagement, dix pour l'informatisation – elles grèvent aussi ses comptes. La croissance et la diversification de l'entreprise (création de Télélibération, de l'agence Vu, de *Lyon-Libération*) ont amené, en outre, l'embauche de 80 personnes supplémentaires depuis 1985, portant ainsi l'ensemble du personnel à 500 personnes. En 1987, le déficit global de *Libération* sera vraisemblablement de 15 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 380 millions.

### Une trentaine de personnes menacées ?

La situation serait délicate si le quotidien ne bénéficiait du secours des actionnaires extérieurs. L'augmentation de capital de 15 millions de francs, votée cet été (*le Monde* du 5 juin) et ratifiée fin octobre, a été souscrite par les chaussures André, Perrier, Chargeurs SA et BSN, sous la houlette du PDG de cette dernière société, M. Antoine Riboud. Elle vient donc à point. Mais après avoir épongé son déficit, *Libération* devra assainir sa situation, s'il souhaite procéder à une nouvelle augmentation de capital (en 1988 ou en 1989), voire s'introduire au second marché boursier. Et surtout, s'il entend conserver son indépendance et ne pas se livrer pieds et poings liés à son actionnariat extérieur. En effet, celui-ci, dans le cadre du changement de statut de *Libération* de SARL en SA, détiendra 32 % des parts et frôlera la minorité de blocage (33 %), 68 % du capital demeurant entre les mains du personnel.

C'est dans cette optique qu'un plan de redressement doit être présenté, le jeudi 26 novembre, à la direction et au conseil de surveillance par le nouveau directeur général, Jean-Louis Péninou. Ce plan prévoirait une trentaine de licenciements au moins, essentiellement au sein de la rédaction (200 journalistes), à Paris et à Lyon. Ils pourraient toucher faiblement l'administration mais devraient épargner la fabrication, protégée par un accord d'entreprise.

Dans l'attente, ces derniers jours, *Libération* ressemblait à une ruche inquiète. *« Les rédacteurs sont anxieux*, indique ce journaliste du service économie, *certains sont persuadés qu'il existe déjà une liste noire »*. La personnalité de Jean-Louis Péninou alimente de nombreuses supputations.

### Crise morale

Cet ancien dirigeant de l'UNEF des années 1960, qui fut aux côtés de Serge July lors des débuts de *Libération* avant de devenir chef du service étranger du *Matin de Paris*, puis de revenir à ses premières amours, n'est guère en odeur de sainteté au sein de la rédaction. Sa candidature à la présidence de la société des rédacteurs, avant l'été, s'est d'ailleurs soldée par un échec : une trentaine de voix sur cent votants. Enfin, sa nomination au poste de directeur général à la place de Jean-Pierre Van Lede, démissionnaire (*le Monde* du 3 novembre) est considérée par certains comme *« un coup de force »* de la direction.

*« On vante ses talents de gestionnaire*, indique ce journaliste du service social, *car il a réussi le déménagement de la rue Christiani à la République, en faisant en sorte que le journal paraisse. Il n'est pourtant pas parvenu à louer nos anciens locaux ; de ce fait, nous payons actuellement deux loyers ! »* D'autres journalistes refusent les procès d'intention. *« Nous n'avons rien contre X ou Y*, souligne Michel Samson, gérant de la société des rédacteurs et membre du conseil de surveillance, le parlement de *Libération, nous jugerons sur pièces »*. A l'issue de la présentation du plan de redressement de Jean-Louis Péninou, le conseil de surveillance devra en effet entériner ou refuser sa nomination.

Mais il existe d'autres causes au malaise. Pendant le printemps dernier, le journal a dû digérer plusieurs conflits surgis entre rédacteurs et direction. Ainsi Laurent Gally, l'auteur de *l'Agent noir, une taupe dans l'affaire Abdallah*, a quitté le journal à la suite d'une mésentente avec les responsables du quotidien. Ce furent ensuite les épisodes du roman-document fictif de 22 lycéens lyonnais cautionné par Jean-Marcel Bouguereau, alors directeur adjoint de la rédaction qui dut reconnaître ensuite qu'il avait été trompé. Enfin, il y eut la fameuse *« affaire du courrier »* publiant des lettres révisionnistes aussitôt suivie de la publication d'une photo de danse du ventre en face de la mosquée de Paris. Des dérapage auquels Serge July et Dominique Pouchin, rédacteur en chef qui mit un temps sa démission en balance, tentèrent de remédier en instituant une « direction extraordinaire provisoire » (DEP). Formée de Serge July, de Dominique Pouchin, de Marc Kravetz (chef du service étranger, ancien des *Cahiers de Mai* et de l'UNEF où il fit la connaissance de Jean-Louis Péninou), de Jean-Michel Helvig (chef du service politique) et de Jean-Pierre Delacroix (chef du service sports et ancien gérant de la société des rédacteurs), cette DEP, mise en place fin juin pour trois mois, entamera *bientôt son sixième mois.*

Chargée de la *« mise au point d'une charte, d'une organisation* (organigramme, cahier des charges, procédure), *d'un règlement intérieur et de mesures salariales »*, la DEP a fourni, mi-octobre, un rapport fixant les objectifs et les principes de *Libération*. Il a reçu un accueil mitigé au sein de l'entreprise. Certains membres de la rédaction s'inquiètent. « Libération *devient une entreprise comme les autres ; elle se normalise »*, fulmine ce rédacteur. Le *« devoir de* réserve » (assorti de sa référence au code pénal) qui figure dans le rapport et qui est exigé de *« chaque collaborateur de* Libération » à propos des projets de l'entreprise fait sourire certains et en incite d'autres à la prudence verbale.

Mais c'est surtout la « réaffectation » des postes au sein de la rédaction qui, à la veille du plan de redressement, suscite les inquiétudes. Le rapport de la direction indique en effet, que plusieurs journalistes se verront proposer deux postes : en cas de refus, *« la question de l'appartenance des intéressés à l'entreprise ferait l'objet d'une négociation cas par cas »*. *« Cela ressemble furieusement à une invitation au départ »*, ironise un délégué syndical. *« Notre position est difficile*, reconnaît M. Jean-Pierre Delacroix, membre de la DEP. *Notre rôle concerne la relance, pas la gestion. Tout est à l'étude : chiffres, modalités de la relance. » « Notre objectif*, souligne pour sa part Thierry Philippon, membre du conseil de surveillance, *est d'accepter le moins de licenciements possible et, le cas échéant, pas du tout. La surveillance des retards, une meilleure répartition des journalistes peut faire gagner de l'argent. »* Cela n'a pas empêché la société des rédacteurs de s'émouvoir dernièrement du manque de « transparence » de la direction provisoire, depuis son *« auto proclamation »*.

Crise financière, crise morale. Cependant, à *Libération*, l'unanimité se fait autour de la défense et l'illustration du quotidien, *« économiquement sain, mais mal géré »*. Chacun est conscient du nouveau cap que doit franchir l'entreprise avant sa transformation en groupe de presse.

Pour éviter des licenciements et pour maintenir l'indépendance vis-à-vis des actionnaires extérieurs, certains journalistes se disent prêts à accepter une réduction des salaires – déjà modestes –, d'autres, à faire appel aux lecteurs. Il reste à connaître la position des deux syndicats de *Libération*, la CGT et la CFDT (une trentaine d'adhérents pour la première, plus d'une quarantaine pour la seconde créée avant l'été), face à d'éventuels licenciements.

YVES-MARIE LABÉ.

● **TV-Sat 1 : le panneau solaire toujours récalcitrant.** – Ce n'est, en principe, pas avant la fin de cette semaine que le sort du satellite de télévision allemand TV- Sat 1, lancé par Ariane dans la nuit du 20 au 21 novembre, sera connu. L'un des deux panneaux solaires géants qui l'alimentent en énergie ne s'est toujours pas déployé. L'origine du mal – ressort grippé ? – n'est toujour pas connue. Mais les responsables de la mission espèrent remédier à la situation en secouant un peu fort le satellite ou en le faisant tourner sur lui-même pour engendrer une force centrifuge suffisante pour débloquer le système de déploiement. Dans le passé, ce type de manœuvre a souvent réussi, comme ce fut le cas, par exemple, pour un satellite de télécommunications Arabsat.

● **Michel Polac réclame des dommages et intérêts à TF 1.** – L'ancien animateur de « Droit de réponse », qui avait été licencié en septembre dernier *« pour faute professionnelle grave »*, a engagé un procès contre TF 1. Estimant avoir été diffamé, il réclame de trois à cinq millions de francs de dommages et intérêts. La première audience du procès aura lieu mercredi 25 novembre.

:ation

es licenciement
ce du quotidien

# Spectacles

## théâtre

### SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

UNE LUNE POUR LES DÉSHÉRITÉS. Gemier (42-27-81-15), 20 h 30 (19).

KLEIST. Chatillon. Théâtre (46-57-22-11), 21 h (24).

LA VENUS A LA FOURRURE. Cartoucherie. Tempête (43-74-94-07), 20 h 30 (24).

L'ECLIPSE DE LA BALLE. Ivry. Théâtre (46-72-37-43), 20 h 30 (24).

MAISON DE POUPÉE. Aubervilliers. Théâtre (48-33-16-16), 21 h (24).

LE TRADUCTEUR CLEPTOMANE. Lutetia (45-48-74-28), 20 h 45 (24).

LA QUESTION. Stains. Studio théâtre (48-21-61-05), 21 h (25).

ATALANTE (46-06-11-90) : le Prince et le Marchand, 20 h30.

BATACLAN (47-00-30-12). Match d'improvisation, 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34) : Iphigénie, 19 h 30. Relâche jeudi.

CIRQUE D'HIVER (FNAC) : On achève bien les chevaux : jusqu'au 3 janvier. ■ 20 h 30, 17 h dim. Relâche (dim. soir, lun.)

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69) : Barouf à Chioggia. La Galerie : jusqu'au 28 novembre. ■ 20 h 30, 14 h 30 mar. Relâche (dim., lun.). Bérénice. La Resserre. ■ 20 h 30, 15 h mer. Relâche (dim., lun.)

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : ■ 21 h, 15 h 30 dim. Relâche (dim. soir, mer.)

COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15) : ■ 20 h 30, La poudre aux yeux, Monsieur de Pourceaugnac.

DAUNOU (42-61-69-14) : Monsieur Masure, 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99) : la Cantatrice chauve, 19 h 30. La Leçon, 20 h 30. Lettre d'une inconnue, 21 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09) : Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! 20 h 15. Carmen Cru, 22 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34) : Contes bariolés, suivi du Chant du cygne. Théâtre noir, 20 h Parlons-en comme d'un créateur à un autre. Théâtre noir : 21 h 30. Le Petit Prince. Théâtre rouge : 20 h. Un riche, trois pauvres. Théâtre rouge, 21 h 15.

LYCÉE FÉNELON (46-07-91-51) : la Visita (spectacle en italien), 20 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09) : les Pieds dans l'eau, 21 h ; 18 h.

MARAIS (42-78-03-53) : En famille, on s'arrange toujours, 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41) : Kean, 20 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) : La Madeleine Proust à Paris, 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Rencontres du Palais Royal : Ravel et les sortilèges de son temps, 20 h 30.

STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01) : la Faim, 20 h 45.

TAI THÉATRE (42-78-10-79) : L'Ecume des jours ★, salle I, 20 h 30. Huis clos ★, salle II, 22 h.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-88) : 20 h 30, les Evadés.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) : le Quatuor « Violons dingues » 19 h. Sylvie Joly, 21 h.

*Les ballets*

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-14-04). Ballet du théâtre Kirov de Leningrad : 20 h 30 (première), le Corsaire, chor. de M. Petipa, mus. de Adām, Pugni, Delibes, Drigo et Oldenbourgski. 300 F, 220 F, 160 F et 100 F. FNAC et agences.

*Les concerts*

ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (47-42-67-27), 20 h 30 : Shirley Verret. Œuvres de Purcell, Schumann, Menotti, Barber, Diamond, Guion et negro spirituals (arrangements de H. Johnson). 250 F et 150 F.

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE, 20 h 30 : dir. Myung Whun Chung, avec G. Kremer (violon). Œuvres de Chaynes, Gubaguline, Bério et Dutilleux. 110 F.

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL, 20 h 30 : Charles Dutoit et A.-S. Mutter. Œuvres de Morel, Tchaïkowski et Stravinski.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37), 20 h 30 : Jorge Bolet (piano). Œuvres de Chopin et Debussy. De 30 F à 250 F. – Mar. 20 h 30 : François-René Duchable (piano). De 35 F à 210 F.

## Lundi 23 novembre

## cinéma

*La cinémathèque*

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Le Dernier Empereur (1987, v.o.s.t.f.), de Bernardo Bertolucci, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

Triomphe (1924), de Cecil Blount De Mille, 15 h ; le Lit d'or (1924), de Cecil Blount De Mille, 17 h 15 ; l'Education sentimentale (1962), d'Alexandre Astruc, 19 h 30.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommage à Pierre Braunberger : Van Gogh, d'Alain Resnais, 14 h 30 ; la Cavale (1971), de Michel Mitrani, 14 h 30 ; les Maîtres fous (1955), de Jean Rouch, 17 h 30 ; la Punition (1962), de Jean Rouch, 17 h 30 ; Les voisins n'aiment pas la musique (1970), de Jacques Fansten, 20 h 30 ; De l'amour (1964), de Jean Aurel, 20 h 30.

*Les exclusivités*

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odeon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA BAMBA (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BOIRE ET DÉBOIRES (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA BONNE (**) (It.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxévilles, 9e (47-70-72-86).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

COMÉDIE ! (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

EVIL DEAD 2 (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA FAMILLE (It.-Fr., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FUCKING FERNAND (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JOHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE (Fr.-Autr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MISSION (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NADINE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC *Gobelins, 13e (43-36-23-44)* ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'OEIL AU BEURRE NOIR (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secretan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

PÊCHEURS DE REQUINS (Mex., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PHOTO (Gr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

RADIO DAYS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE REPENTIR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

SI TU VAS A RIO... TU MEURS (Fr.-Brés.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SICILIEN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

SUPERMAN IV (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

*Les grandes reprises*

BAMBI (A., v.f.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CLAUDINE A L'ÉCOLE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

L'ENFER DE LA VIOLENCE (**) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ET TOUT LE MONDE RIAIT... (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HANTISE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HIGHLANDER (Brit., v.f.) : Maxévilles, 9e (47-70-72-86).

LES INCONNUS DANS LA MAISON (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

INFERNO (**) (It., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA LUNA (*) (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

OVER THE TOP (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA POISON (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

LE ROMAN DE MILDRED PIERCE (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

SANS PITIÉ (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE SILENCE DE LA MER (Fr.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

LE TRÉSOR DE SAN-LUCAS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

### LES FILMS NOUVEAUX

LE BAYOU. Film américain de Andreï Konchalovsky, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

COLÈRE EN LOUISIANE. Film américain de Volker Schlöndorff, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

HOUSE II. Film américain de Ethan Wiley, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES NOCES BARBARES. (*) Film belgo-français de Marion Hänsel : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

NOCES EN GALILÉE. Film franco-belgo-palestinien de Michel Khleifi, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES NOUVEAUX TRICHEURS. Film français de Michael Schock : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

WHO'S THAT GIRL ? Film américain de James Foley, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

ZEGEN. (*) Film japonais de Shohei Imamura, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

## PARIS EN VISITES

MARDI 24 NOVEMBRE

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Les chefs-d'œuvre du Prado », 10 h30, entrée du Petit Palais (Arts et curiosités).

« La Renaissance : architecture, décors, mobiliers », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Meubles et objets d'art du dix-huitième siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston Churchill.

« Collections du Musée d'art moderne de la Ville de Paris », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson.

« Hôtels du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Boteau).

« De la place des Vosges aux hôtels de Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Le siège du Parti communiste », 14 h 30, métro Colonel-Fabien (Michèle Pohyer).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« La gare Saint-Lazare, complexité du poste d'aiguillage » (film), 14 h 30, dans la gare, cour de Rome, devant le monument aux morts (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

## CONFÉRENCES

Petit auditorium du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « Les paysages de Seurat », par Eric Darragon.

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Assyriens, Babyloniens et Perses » (Arcus).

Salles des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Syrie au deuxième et premier millénaire, Ugarit » (Odette Boucher).

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 20 h 30 : « Construction du système nerveux », par Nicole Le Douarin (soirée présentée par l'INSERM).

Centre paroissial, 64, avenue Théophile-Gautier, 20 h 30 : « L'attachement à Dieu selon la tradition juive et la tradition chrétienne », dialogue entre le rabbin Daniel Farhi et le Frère Pierre Lenhardt, Notre-Dame de Sion de Jérusalem (Chrétiens et juifs de France).

# Radio-télévision

**Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.**

## Lundi 23 novembre

### TF 1

**20.30 Cinéma : Un shérif à New-York.** Film américain de Donald Siegel (1968). Avec Clint Eastwood, Lee J. Cobb, Susan Clark, Tisha Sterling. **22.20 Magazine : Médiations.** De François de Closets, Richard Michelet, Jean-Marie Perthuis. Sur le thème « L'échec scolaire, ennemi public n° 1 ». **23.20 Journal et Bourse. 23.35 Permission de minuit.**

### A 2

**20.30 Série : Sentiments.** La lettre perdue, de Jean-Louis Bertucelli. Avec Michel Galabru, *Eva Darlan, Patachou,* Jean-François Stévenin. ▶ **22.05 Documentaire : L'Amérique noire.** De Nicole Bernheim. 1re partie : Le nouveau Sud. **23.05 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.25 Informations : 24 heures sur l'A 2. 23.55 Série : Brigade criminelle** (rediff.).

### FR 3

**20.35 Feuilleton : Holocauste** (rediff.). De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, Blanche Baker, Meryl Streep. 1er épisode. **23.00 Journal. 23.30 Musiques, musique.** *Partita pour violon en mi majeur,* de Bach, par Yehudi Menuhin.

### CANAL PLUS

**20.30 Cinéma : Krull** □ Film anglais de Peter Yates (1983). Avec Ken Marshall, Lysette Anthony, Freddie Jones, Francesca Annis, Alun Armstrong. **22.25 Flash d'informations. 22.30 Magazine : Canal foot.** Présenté par Pierre Sled. **23.00 Les KO de Canal Plus . 0.00 Football américain. 0.55 Cinéma : Cours privé ■■** Film français de Pierre Granier-Deferre (1986). Avec Elisabeth Bourgine, Michel Aumont, Xavier Deluc, *Sylvia Zerbib, Emmanuelle Seigner.* **2.25 Série : Les monstres.**

### LA 5

**20.30 Cinéma : la Meilleure façon de marcher ■■** Film français de Claude Miller (1975). Avec Patrick Dewaere, Patrick Bouchitey, Christine Pascal, Claude Piéplu, Michel Blanc. **22.10 Série : Matlock.** Le détenu. **22.55 Série : Nero Wolfe.** Le secret des poupées. **23.45 Série : Max la menace** (rediff.). **0.15 Série : Les chevaliers du ciel. 0.40 Feuilleton : Le temps des copains. 1.05 Les cinq dernières minutes.** La grande truanderie (rediff.).

### M 6

**20.30 Cinéma à la carte : 1er choix : Poker d'as pour Django** □ Film franco-italien de Roberto Montero (1967). Avec Maurice Poli, Jacques Herlin, Gabriella Giorcelli, Gérard Herter. **2e choix : Mélodie en sous-sol ■** Film français de Henri Verneuil (1962). Avec Jean Gabin, Alain Delon, Viviane Romance, Maurice Biraud, George Wilson. **22.00 ou 22.35 Série : Brigade de nuit. 22.50 ou 23.25 Journal. 23.00 ou 23.35 Météo. 23.05 ou 23.40 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Invités : Patrice Chéreau, Laurent Mallet, Michel Duchaussoy. **23.50 ou 0.25 25 images seconde. 0.20 ou 0.55 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.**

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Le grand débat.** La France malade de la Sécurité sociale (2e partie). **21.30 Dramatique :** Je l'appellerai mon fils, de Jean Paget. **22.40 La nuit sur un plateau.** Le peintre et le livre. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Renseignements sur Apollon.** Concert (en direct du Grand Auditorium) : Symphonie d'instruments à vent de Stravinski ; Offertorium pour violon et orchestre, de Goubaidulina ; Visages mycéniens, de Chaynes ; Métaboles, de Dutilleux, par l'Orchestre national de France, dir. Mishi Inoue ; sol. : Gidon Kremer, violon. **22.30 Feuilleton :** de l'opus 1 à l'opus 145. **23.07** Concerto en sol, de Ravel. **23.30** Symphonie en sol mineur K 550, de Mozart. **23.55** La plainte des héros, Marche hongroise, Doux secret de Nietzsche. **0.00 Musique de chambre.**

## Mardi 24 novembre

### TF 1

**14.45 Variétés : La chance aux chansons.** Emission de Pascal Sevran. Avec Lona Rita, Henri Genès, Eliane Varon, Rousseau (imitateur), pour un hommage à Fernand Raynaud. **15.15 Téléfilm : Les dames à la licorne.** De Lazare Iglesis, d'après le roman de René Barjavel et Olenka de Veer. Avec Ivan Desny, Alexandra Stewart, Manuel Bonnet (2e partie). **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Super Diamond. Belouis Some, Claude Barzotti. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.28 Tapis vert. 20.30 Ciné-star : Trois hommes à abattre ■** Film français de Jacques Deray (1980). Avec Alain Delon, Dalila di Lazzaro, Pierre Dux, Michel Auclair, Simone Renant. *Un roman de Jean-Patrick Manchette,* le Petit Bleu de la côte Ouest, *a été ajusté au mythe d'Alain Delon tel que celui-ci l'a créé. Joueur de poker, héros solitaire embarqué dans une vilaine affaire pour avoir recueilli un blessé sur la route, l'acteur, viril, décidé, passe à l'attaque et fonce à mort, à violence que-veux-tu.* **22.15 Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Invités : Michel Serrault et Wadeck Stanczak. **23.15 Journal. 23.30 La Bourse. 23.33 Permission de minuit.**

### A 2

**13.45 Série : Les rues de San-Francisco.** La mauvaise graine. **14.35 Magazine : Domicile A2.** De Liliane Bordoni, présenté par Marc Bessou. Avec Guy Béart, Etienne Auberger, Kazero. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **16.40 Flash d'informations. 16.45 Feuilleton : Rue Carnot. 17.15 Récré A2.** Récré à l'Opéra : Falstaff, de Verdi ; Bogus ; Y'en a qui ; Bleue comme une orange. **17.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Jean-Pierre Kalfon, Alain Bashung. Sabine Paturel, Eric Canovas. **18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Un amour tourmenteur. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** Un grain peut en cacher un autre. **20.00 Journal. 20.30 Mardi cinéma : Rouge baiser ■■** Film français de Véra Belmont (1985). Avec Charlotte Valandrey, Lambert Wilson, Marthe Keller, Günter Lamprecht, Laurent Terzieff. *Dans les années 50, une adolescente, fille d'une juive polonaise établie en France et mariée à un ébéniste, milite aux Jeunesses communistes et s'éprend d'un photographe de Paris-Match. Une chronique autobiographique animée par le romantisme de la mémoire, la nostalgie d'un amour, la lucidité à l'égard du stalinisme. Film émouvant, très bien joué par Charlote Valandrey et Marthe Keller, qui fait revivre la mère de Véra Belmont, à laquelle le film est dédié.* **22.25 Les jeux de Mardi cinéma.** Présentés par Jacques Rouland, Daniel Ceccaldi et Ghislaine Otteinheimer. Invités : Guy Marchand, Elisabeth Bourgine, Marie Trintignant, Andréa Ferréol. **23.30 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.00 Série : Brigade criminelle** (rediff.).

### FR 3

**15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Les dossiers noirs.** Le mystère Howard Hughes. **16.00 Documentaire : Histoire de la photographie.** La couleur. **17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites. 17.30 Dessin animé : Croc-note show.** La flûte. **17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Feuilleton : Mister T.** Les gâteaux à présage. 18.30 Feuilleton : Studio folies (2e épisode). Drôle de rire. Avec Patrice Laffont, Jacques Morel, Marie-Laure Spieri. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** L'oreille. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.30 INC.** Minitel consommateurs. **20.35 Feuilleton : Holocauste.** De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, James Woods, Meryl Streep (2e épisode). Le chemin de Babi Yar. **22.20 Journal. 22.45 Magazine : Décibels.** Avec The in Mates, Rocco and The Rays, Daniel Darc, Solo et Squatt, Ausweiss et Puppa Leslie, The Stranglers. **23.30 Espace francophone.** Magazine *de Dominique Gallet.*

### CANAL PLUS

▶ **Magazine : direct.** Présenté par Philippe Risoli. Invités : Maxime Le Forestier, Bernard Pivot. **14.00 Cinéma : Cours privé ■■** Film français de Pierre Granier-Deferre (1986). Avec Elizabeth Bourgine, Michel Aumont, Xavier Deluc, Sylvia Zerbib, Emmanuelle Seigner. **15.40 Bandes annonces cinéma dans les salles. 16.05 Cinéma : Star Trek III. A la recherche de Spock** □ Film américain de Leonard Nimoy (1984). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, Kelly de Forest. **17.45 Série : Les monstres. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Mytho-Folies.** Avec Michel Galabru. **18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Star-quizz.** Invités : Valérie Mairesse, Stéphane Caristan, Julie. ***19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.*** *Invité :* Philippe Noiret. **20.30 Cinéma : le Flic de Beverly-Hills ■** Film américain de Martin Best (1984). Avec Eddie Murphy, Judge Reinhold, John Ashton, Lisa Eilbacher, Ronny Cox, Steven Berkoff. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : les Frères Pétard** □ Film français d'Hervé Palud (1986). Avec Gérard Lanvin, Jacques Villeret, Josiane Balasko. **23.45 Cinéma : Jour de fête ■■■** Film français de Jacques Tati (1947-1949). Avec Jacques Tati, Guy Decomble, Paul Frankeur, Sandy Relli. **1.00 Cinéma : le Roi David ■** Film américain de Bruce Beresford (1985). Avec Richard Gere, Edward Woodward, Alice Krige.

### LA 5

**15.20 Série : La grande vallée.** La rue des ombres. **16.30 Série : Max la menace. 16.55 Dessin animé :** Le magicien d'Oz. L'horrible jeu des devinettes. **17.20 Dessin animé : Charlotte.** Voyage difficile. **17.45 Dessin animé : Emi magique.** Une décision difficile à prendre. **18.10 Série : Riptide.** Permission exceptionnelle. **19.00 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : American College** □ *Film américain de John Landis (1978).* Avec Thomas Hulce, Stephen Furst, M. Metcalf, Donald Sutherland, J. Vernon. *Rentrée scolaire en 1962, au campus d'une université de l'Oregon. Un naïf et un gros joufflu font leur apprentissage de la vie chez les étudiants. Un de ces « films de collège » typiquement américains, qui se veulent humoristiques et nous paraissent très nunuches.* **22.20 Série : Spenser.** Mort d'une légende. **23.10 Série : Baretta.** Quand il faut payer. **0.00 Série : Max la menace** (rediff.). **0.30 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Les cinq dernières minutes.** Le goût du pain (rediff.).

### M 6

**14.30 Série : Marcus Welby.** A chacun sa vie. **15.20 25 images seconde.** Savoir dénombrer les idées visuelles contenues dans un clip. **15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Hawaï police d'Etat.** Le dragon noir. **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Il m'aime oui ou non (1re partie). **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Le dilemme de Cécile. **19.30 Série : Daktari.** Judy en péril. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : le Gendarme à New-York ■** Film français de Jean Girault (1964). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Christian Marin, Jean Lefèvre, Geneviève Grad. *La brigade de gendarmerie de Saint-Tropez va représenter la France au congrès international de police à New-York. La fille de Cruchot a suivi, en passagère clandestine. Ça y est, toute la série repasse. No comment !* **22.05 Série : Maîtres et valets.** Le témoin (rediff.). **22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Tennis.** Virginia Slims championships (tournoi féminin qui s'est déroulé au Madison Square Garden de New-York du 16 au 22 novembre). **0.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Invités : M. Pinchon, Dominique Lavanant, Philippe de Rothschild. **0.55 Musique : Boulevard des clips. *1.40* Clip des clips.**

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Archipel médecine.** La contraception. **21.30 Les groupes de presse et l'avenir des médias. 22.40 Nuits magnétiques.** Les nuits de Moscou (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) :** Les Hébrides, ouverture op. 26, de Mendelssohn ; *Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur* par le Nouvel Orchestre philarmonique, dir. Paolo Olmi. **23.07 Club d'archives.** Le Mozart des années 30 : *Les premiers enregistrements de Stravinski ;* L'actualité des rééditions.

## Audience TV du 22 novembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

*Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers*

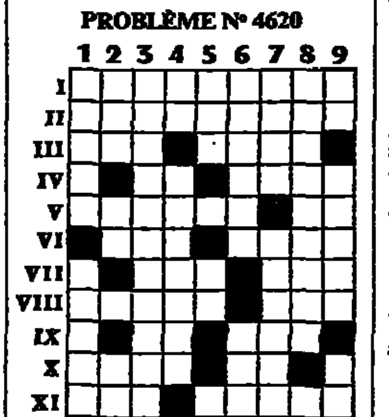
| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 55.7 | 7 sur 7<br>24.1 | Stade 2<br>11.3 | Strindberg<br>1.5 | Les anges se...<br>5.4 | Kojak<br>4.4 | Oncle Bill<br>5.9 |
| 19 h 45 | 60.6 | 7 sur 7<br>24.6 | Maguy<br>21.7 | Strindberg<br>2.5 | Ça cartoon<br>3.4 | Kojak<br>4.3 | Daktari<br>3.9 |
| 20 h 16 | 70.9 | Journal<br>23.1 | Journal<br>17.2 | Benny Hill<br>13.5 | Ça cartoon<br>4.4 | Journal<br>2.5 | Daktari<br>3.9 |
| 20 h 55 | 69.5 | Femmes pers.<br>31.0 | Raison perdue<br>18.2 | Embarqu. imm.<br>3.3 | Carmen<br>3.2 | Don Camillo<br>7.9 | Vengeance iéop.<br>6.9 |
| 22 h 08 | 63.1 | Femmes pers.<br>31.0 | Raison perdue<br>15.8 | Journal<br>3.4 | Carmen<br>2.5 | Don Camillo<br>9.4 | Drôles de dames<br>2.5 |
| 22 h 44 | 35.5 | Sirocco<br>9.9 | Musiques cœur<br>4.4 | Cinéma minuit<br>8.4 | Carmen<br>2.0 | Shérif et orph...<br>5.4 | Drôles de dames<br>6.9 |

*Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.*

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4620**



### HORIZONTALEMENT

I. Grave quand il est au travail. – II. Qui peut facilement tourner. – III. Roi. Est parfois traité de coquin. – IV. Distrait des Chinois. Donné pour nourrir. – V. Le symbole de l'amour fidèle. Petit bout de femme. – VI. Pièce. Grande, se transforme souvent en coqueluche. – VII. Baie du Japon. Ne conserve pas. – VIII. A une odeur d'anis. N'est donc pas comme de l'argent. – IX. A moitié fini. Figure biblique. – X. Une partie de l'office. Vieille ville. – XI. La rage avant Pasteur. Quand il est nu, on ne se fait pas de cheveux.

### VERTICALEMENT

1. Peut être favorisé par la discipline. Comme un bouquet pour le chef. – 2. S'imposait autrefois. Fut envoyée paître. Est parfois sur les dents. – 3. N'aime pas entendre rire *quand elle est en train de jouer.* – 4. Il en faut quatre pour faire un cent. Une trilogie dramatique. – 5. Maison de campagne. Interjection. – 6. Prouvent qu'il y a du relâchement. Pas aléatoire. – 7. Pays. Donnera un coup de main. – 8. Adressé avant de procéder à l'expédition. – 9. Deuxième d'une série. Dieu. Quand il est nouveau, est pesé en livres.

**Solution du problème n° 4619**

*Horizontalement*

I. Prêteurs. Bouffi. – II. Eudes. Aigris. Lô. – III. Ide. Tâte. Oléron. – IV. Nenni. Sud. Rôti. – V. Entame. Ès. Usé. – VI. Te. Ingénuité. – VII. Custodes. In. – VIII. Ur. Anon. Sereine. – IX. Ienisseï. Sel. – X. Or. Sens. Fer. – XI. Lacéré. Ripuaire. – XII. Ede. Irritation. – XIII. Risle. Ota. Léo. – XIV. Se. Animatrice. – XV. Unisson. Etisie.

*Verticalement*

1. Peine. Cuillers. – 2. Rudenture. Adieu ! – 3. Edentés. Noces. – 4. Te. Na. Taire. Lai. – 5. Estimions. Riens. – 6. Endosser. Is. – 7. Rat. Gênée. Remo. – 8. Siestes. INRI. An. – 9. Sitôt. – 10. Brodeuses. Pâtre. – 11. Oil. Si. Réfutait. – 12. User. Tael. Al. Ci. – 13. Roue. Fioles. – 14. Flots. Interne. – 15. Ionienne. Ré. Oie.

GUY BROUTY.

● **Vins de prestige pour Curie.** – La troisième vente aux enchères de vins de prestige organisée au profit de l'Institut Curie se tiendra le 25 novembre, à partir de 19 heures, au palais des Papes d'Avignon. Une vidéotransmission permettra aux amateurs d'enchérir sur les lots depuis Paris (à la Conciergerie, 1, quai de l'Horloge). Parmi les lots prestigieux qui seront proposés, on note la présence de vins du dix-neuvième siècle récoltés avant l'épidémie de phylloxera.

★ Renseignements : Institut Curie, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris. Tél. : 43-29-44-44.



## MÉTÉOROLOGIE

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 novembre à 0 h TU et le mardi 24 novembre à 24 h TU.**

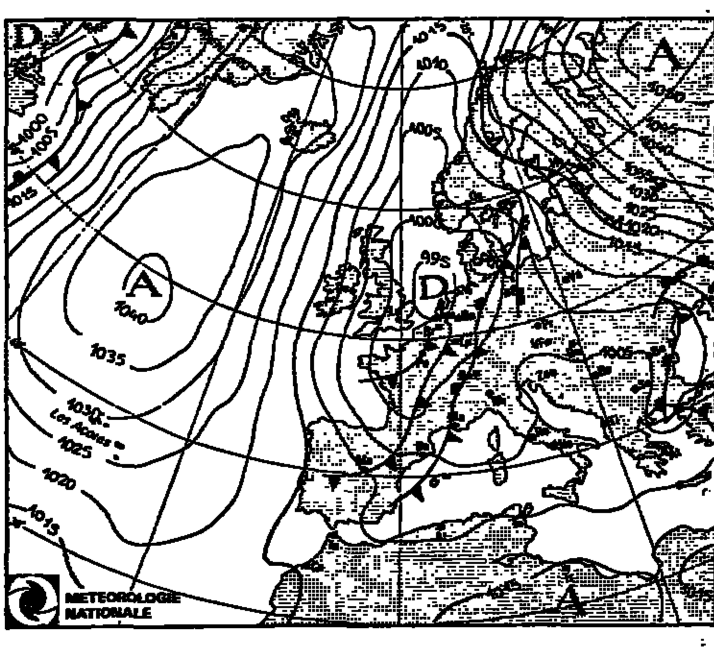
La vaste dépression centrée actuellement sur la France ne se décalera que lentement vers l'est. Elle maintiendra sur notre pays un temps humide et frais, avec des précipitations sur à peu près toutes les régions et de la neige à basse altitude.

Mardi : nuages et précipitations sur l'ensemble du pays. Ciel couvert ou nombreux nuages, avec de la pluie continue ou des averses, aucune région n'échappera à ce temps très maussade. Il neigera en montagne jusqu'à basse altitude : 300 mètres sur les Pyrénées, 600 à 800 mètres sur le Massif Central, les Vosges et le Jura, et 1000 à 1200 mètres sur les Alpes et la Corse.

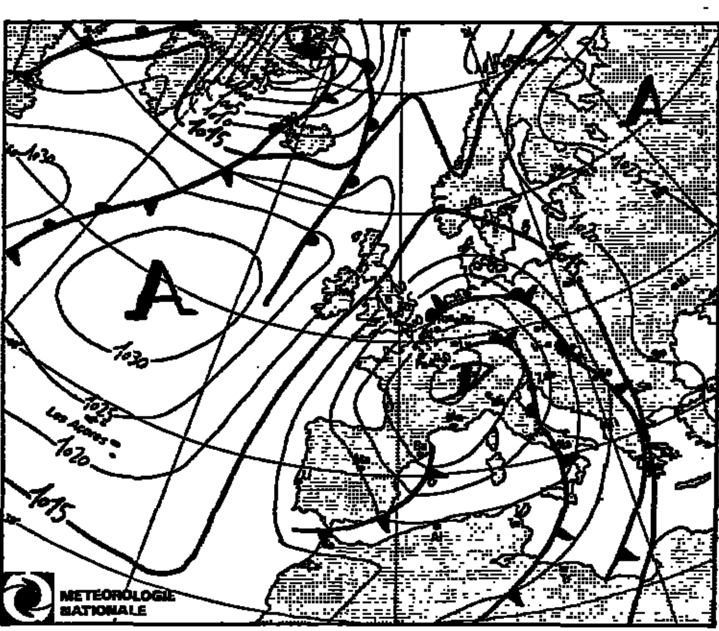
Les températures minimales seront de 2 à 3 degrés sur la plupart des régions, n'atteignant 6 à 8 degrés que sur le pourtour méditerranéen. Les maxima seront généralement compris entre 4 et 7 degrés, et 10 à 12 degrés sur le littoral de la Méditerranée.

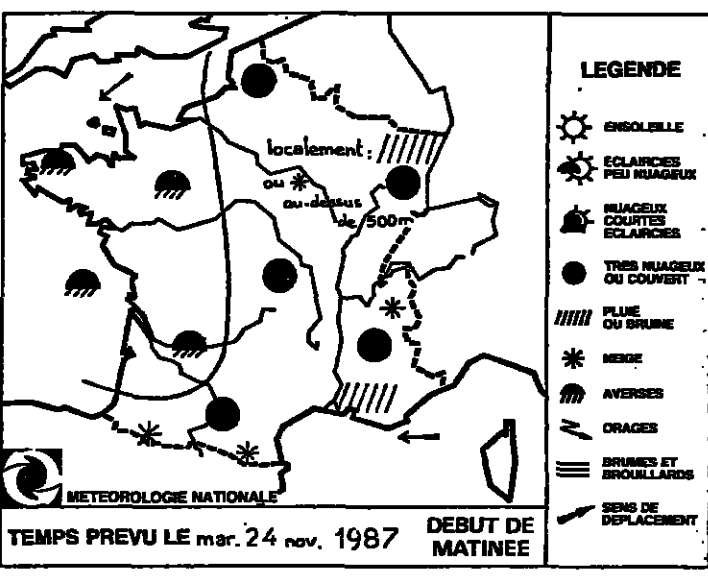
Une violente tramontane soufflera à partir de la nuit de lundi à mardi, tandis qu'un vent de nord-est, très fort également, sévira sur toutes les régions littorales de la Manche. Il sera de nord-est modéré sur la moitié nord et variable faible plus au sud.

**SITUATION LE 23 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU**




**PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE A 0 HEURE TU**




TEMPS PREVU LE mar. 24 nov. 1987 DEBUT DE MATINEE

**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé**

Valeurs extrêmes relevées entre le 22-11 à 6 heures TU et le 23-11-1987 à 6 heures TU — le 23-11-1987

| FRANCE | max | min | temps |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 17 | 8 | P |
| BIARRITZ | 12 | 9 | O |
| BORDEAUX | 11 | 8 | P |
| BOURGES | 7 | 5 | P |
| BREST | 10 | 4 | A |
| CAEN | 9 | 4 | P |
| CHERBOURG | 9 | 4 | A |
| CLERMONT-FERR. | 7 | 5 | C |
| DIJON | 6 | 4 | P |
| GRENOBLE St-M-H | 6 | 1 | B |
| LILLE | 8 | 4 | C |
| LIMOGES | 5 | 3 | P |
| LYON | 6 | 4 | P |
| MARSEILLE-MAR. | 10 | 2 | N |
| NANCY | 5 | 5 | P |
| NANTES | 11 | 3 | N |
| NICE | 15 | 8 | P |
| PARIS-MONTS. | 9 | 5 | N |
| PAU | 9 | 7 | A |
| PERPIGNAN | 12 | 8 | P |
| RENNES | 10 | 3 | A |
| ST-ÉTIENNE | 5 | 4 | P |
| STRASBOURG | 6 | 3 | P |
| TOURS | 8 | 5 | P |
| TOULOUSE | 9 | 8 | P |
| POINTE-À-P. | 30 | 23 | O |

| ÉTRANGER | max | min | temps |
|---|---|---|---|
| ALGER | 18 | 11 | C |
| AMSTERDAM | 10 | 3 | P |
| ATHÈNES | 17 | 9 | D |
| BANGKOK | 33 | 26 | N |
| BARCELONE | 12 | 5 | N |
| BELGRADE | 5 | 1 | D |
| BERLIN | 6 | 5 | C |
| BRUXELLES | 8 | 5 | P |
| LE CAIRE | 17 | 13 | D |
| COPENHAGUE | 7 | 4 | A |
| DAKAR | 29 | 24 | N |
| DELHI | 30 | 10 | D |
| DJERBA | 18 | 9 | N |
| GENÈVE | 5 | 3 | P |
| HONGKONG | 23 | 18 | P |
| ISTANBUL | 16 | 7 | P |
| JÉRUSALEM | 19 | 8 | D |
| LISBONNE | 16 | 13 | C |
| LONDRES | 9 | 3 | A |
| LOS ANGELES | 21 | 10 | D |
| LUXEMBOURG | 5 | 3 | A |
| MADRID | 11 | 4 | B |
| MARRAKECH | 22 | 11 | N |
| MEXICO | 24 | 10 | B |
| MILAN | 12 | 5 | P |
| MONTRÉAL | −2 | −9 | D |
| MOSCOU | −15 | −18 | * |
| NAIROBI | 28 | 16 | A |
| NEW-YORK | 2 | −7 | D |
| OSLO | 3 | 2 | * |
| PALMA-DE-MAJ. | 16 | 6 | C |
| PÉKIN | 4 | 0 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 28 | 22 | C |
| ROME | 14 | 5 | P |
| SINGAPOUR | 32 | 23 | C |
| STOCKHOLM | 4 | 2 | P |
| SYDNEY | – | – | – |
| TOKYO | 17 | 8 | C |
| TUNIS | 17 | 10 | N |
| VARSOVIE | 3 | −1 | * |
| VENISE | 11 | 3 | C |
| VIENNE | 8 | 3 | N |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

# Informations « services »

## Du 26 novembre au 6 décembre

### La Braderie de Paris sera... au Bourget

Après la porte de Versailles l'autre hiver et le CNIT au printemps de cette année, la Braderie de Paris s'installera au Bourget du 26 novembre au 6 décembre. Artisans — notamment des verriers — fabricants de prêt-à-porter, spécialistes de l'habitat, de la décoration, de l'électroménager, avec des incursions dans la haute-fidélité, la vidéo et la télévision, quelque sept cents exposants seront sur place.

Pour la première fois, en outre, la société Eco System, qui importe au nom et pour le compte de ses clients des véhicules neufs des pays de la CEE (des voitures aussi bien étrangères que... françaises), sera présente.

*« Le but d'Eco System*, selon son fondateur, J.-C. Rouves, *est d'ouvrir aux consommateurs français la possibilité de profiter des avantages que procure le Marché commun sans avoir à supporter les inconvénients liés à la procédure d'importation. »* Autre argument : les prix de vente pratiqués sont inférieurs de 7 % à 13 %. C'est en tant que prestataire de service et avec, sur son stand, plusieurs modèles de véhicules dûment vendus que la société se présentera. On se doute que les activités d'Eco System sont diversement appréciées par les nombreux professionels de l'automobile. A ce titre, la présentation publique que la Braderie de Paris offre à cette *société ne manquera pas d'intérêt.*

### Etats généraux du troisième âge

*Du 25 au 29 novembre se tiendront* à Mâcon (Saône-et-Loire) plusieurs manifestations consacrées aux personnes âgées. Des groupes d'amateurs « troisième âge » y donneront un festival de théâtre, d'autres participeront à des épreuves sportives pour les plus de cinquante ans. Des colloques réuniront, d'une part, les journalistes européens spécialistes des « seniors », d'autre part, les personnels soignants des maisons de retraite, et enfin des chefs d'entreprise sur « L'avenir du régime des retraites ». Les journées « L'âge dans tous ses états » seront clôturées par M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés.

★ **Inscriptions : 95, rue Rambuteau, 71000 Mâcon, Tél. : 85-38-08-38.**

### EN BREF

● **Pétrole arabe.** — Un séminaire sur le « pétrole arabe » est organisé, les 23 et 24 novembre, à Paris, par la chambre de commerce franco-arabe et le Centre arabe d'études pétrolières. Les débats, qui porteront notamment sur les prix du brut, les perspectives de l'OPEP et la guerre du Golfe, seront animés par plusieurs personnalités du monde arabe et de spécialistes du pétrole, dont M. Belkacem Nabi, ministre algérien de l'énergie ; le Dr Youssef Bel-Abbès, ambassadeur du Maroc ; le Dr Abdulrazak Al Hashimi, ambassadeur d'Irak ; M. Abdelatif El Hamad, directeur du Fonds arabe de développement économique et social ; M. Michel Jobert, ancien ministre ; M. Pierre Desprairies, président d'honneur de l'Institut français du pétrole ; M. Bernard Polge de Combret, directeur à Elf-Aquitaine.

★ **Chambre de commerce franco-arabe, 93, rue Lauriston, 75116 Paris, *tél. : (1) 45-53-20-12, poste 157.***

● **Métro insolite.** — Une des célèbres rames vertes « Sprague » du métro sortira de sa retraite dans la soirée du samedi 5 décembre pour une promenade insolite dans la capitale. Le voyage s'effectuera, sans changement, de la gare du Nord à... la gare du Nord, *via* La Courneuve, l'Etoile, le Père-Lachaise et la place d'Italie, en utilisant, pour passer d'une ligne à l'autre, les raccordements mystérieux que les voyageurs n'empruntent jamais. Un bar sera installé à bord du train. Le parcours sera commenté et comportera plusieurs arrêts-photo. Départ vers 19 h 30, retour vers minuit.

★ ***180 F par personne.* Inscriptions et chèques avant le 30 novembre auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.**

## CAMPUS



### Une école pour repreneurs d'entreprise

CINQUANTE cinq pour cent des chefs d'entreprise ont plus de cinquante ans. Dans les dix prochaines années, cinquante pour cent environ des entreprises devront donc changer de « patron ». Cette situation n'est pas sans risques lorsque l'on sait que près d'un tiers d'entre elles déposent leur bilan, ou connaissent d'importantes difficultés, dans les trois ans qui suivent la reprise.

Créée en mars, à Laval, par la chambre de commerce et d'industrie, l'Ecole des managers a pour but de faciliter « la passation des pouvoirs » au sein de l'entreprise, et d'aider les « repreneurs » à être opérationnels dès leur prise de fonction. Il ne s'agit pas de délivrer un diplôme de plus mais de donner au nouveau dirigeant une formation adaptée à la société qu'il vient de reprendre en main.

L'école accueille, par promotion de quinze personnes, des hommes et des femmes qui seront bientôt chefs d'entreprise, soit parce qu'ils prendront la succession familiale, soit parce qu'ils se sont rendus acquéreurs d'une société. La formation est répartie sur dix-huit mois. Les deux premiers mois sont réservés à un enseignement commun à tout futur « patron ». Les six mois suivants, ils se partagent entre l'école et leur future entreprise. Une fois en place, le nouveau patron bénéficiera d'un suivi de l'école durant dix mois. Trois sessions sont programmées en 1988, en février, mai et octobre.

★ Ecole des managers, chambre de commerce et d'industrie de Laval et de la Mayenne, 12, rue de Verdun, BP 706, 53002 Laval Cedex.

J. P.

### Droit de la mer à Brest

Le Centre de droit et d'économie de la mer et la Société *française pour le droit de l'environnement* organisent les jeudi 26 et le vendredi 27 novembre, à l'université de Brest, leur congrès annuel sur le thème *« développements récents du droit de l'environnement marin ».* Différents spécialistes interviendront notamment sur les thèmes de la réglementation internationale et sur *« les instruments de réparation et de répression ».*

★ *Centre de droit et d'économie de la mer, faculté de droit de Brest,* BP 331-29273 Brest Cedex. Tél. : 98-44-33-03.

### HEC + X = Cosmos

Les élèves d'HEC et de l'Ecole polytechnique s'associent pour lancer Cosmos. Une longue nuit qui se déroulera le vendredi 11 décembre, à Palaiseau, sur le campus de Polytechnique. Concerts, défilé de mode, cinéma et discothèque géante animeront cette soirée qui débutera à 22 heures. Tél. : 60-19-40-50 ou 39-56-71-42.

### Sup de Co Nantes s'étend

L'Ecole supérieure de commerce de *Nantes a lancé « un important programme d'extention et d'équipement »* pour se préparer aux échéances européennes de 1992. Elle a invité les proviseurs de lycées, les responsables de relations humaines de grandes entreprises et des parents d'élèves pour l'inauguration de ses nouveaux locaux qui lui permettront d'accueillir désormais des promotions de 140 étudiants.

★ ESC, 8, route de la Jonelière, BP 72, 44003 Nantes Cedex. Tél. : 40-29-44-55.

## Échecs



CHAMPIONNAT DU MONDE

SÉVILLE 1987

### Quinzième partie : nulle

### A « mal élevé » mal élevé et demi...

Samedi 21 novembre, théâtre Lope de Vega, à Séville. Sur la scène, l'échiquier, les deux fauteuils et l'arbitre du match, M. Gjissen. Pas de Kasparov, pas de Karpov. Dans la salle, les spectateurs sont venus pour la reprise de la quinzième partie, ajournée vendredi. 16 h 30 : M. Gjissen n'ouvre pas l'enveloppe contenant le coup de Karpov (on saura plus tard que c'était 43-Fç7) mais n'annonce pas non plus que la partie est nulle. Vingt minutes, irréelles, s'écoulent, et Kasparov, blue-jean et chemise sans cravate, arrive dans la salle de presse.

Le champion du monde fait alors savoir que Karpov a bien proposé la nullité mais qu'il refuse maintenant de signer la feuille de match. Il ajoute, mystérieux et ravi : *« S'il a fallu quinze heures à Karpov pour se décider à offrir la n llité, je peux bien prendre trois heures pour l'accepter. »* Là-dessus, il va signer la feuille de match et rentre chez lui.

Arrive alors Karpov. Furieux, le challenger donne la clé de l'imbroglio : *« Samedi matin, j'ai fait savoir à l'arbitre que je proposais la nullité. Il a téléphoné à Kasparov. On lui a répondu qu'il faisait une promenade. J'ai accepté d'attendre. Quand M. Gjissen a rappelé on lui a dit que Kasparov faisait une petite sieste et qu'il répondrait plus tard. J'ai trouvé que c'était un comportement incorrect et j'ai dit à l'arbitre que je retirais mon offre. »*

Bien entendu, Karpov savait parfaitement que le règlement lui interdisait de rétracter son offre (Kasparov avait bien du s'y plier lors de la dixième partie) et il signa, à son tour, la feuille de match sans saisir le comité d'appel. Kasparov, qui l'avait traité de « mal élevé » vendredi (*le Monde* daté 22-23 novembre), lui a bien rendu son impolitesse.

Score : 8-7 en faveur du champion du monde. Seizième partie, le lundi 23 novembre.

*B. de C.*



# Le Carnet du Monde

### Naissances

— Philippe SERRES, Joëlle MANGIN-SERRES et Marie-Charlotte, ont le plaisir d'annoncer la naissance de

**Anne-Pauline,**

Domont, le 18 novembre 1987.

### Décès

— Mme Nathalie Ageorges et Alexandre,
Mme Henriette Ageorges,
Mme Nicole Gavezzotti,
Danièle et François Butet et leurs enfants,
Charles Ageorges et sa fille,
Hélène et Jean-Marie Vieillard et leurs enfants,
Richard Ageorges et ses enfants,
Cécile et Michel Ageorges-Maignan et leur fille,
M. et Mme Berthelet et leurs enfants,
Et tous ses nombreux amis,
*ont la douleur d'annoncer le décès du*

**docteur Pierre AGEORGES,**

le jeudi 19 novembre 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 novembre, à 14 heures, en l'église de Roches, (près de Châtelus-Malvaleix, Creuse).

Sans fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

424, rue du Coudresceau,
45170 Saint-Lye-la-Forêt.

— Le personnel
Et les administrateurs de l'Association mieux prescrire et de l'*Union nationale* des associations de Formation médicale continue (Unaformec),
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 19 novembre 1987, du

**docteur Pierre AGEORGES,**
directeur de la rédaction de la revue *Prescrire*,
président de l'Association Mieux prescrire,
président délégué de l'Unaformec.

Ils invitent tous ses amis à se rassembler, sans fleurs ni couronnes, le mardi 24 novembre, à 14 heures, en l'église de Roches, 23270 (près de Châtelus-Malvaleix, Creuse), pour exprimer leur estime et leur affection.

(*Le Monde* du 22 novembre.)

— Saint-Gervais-d'Auvergne (Puy-de-Dôme).

Mme Jean Bouchet,
M. Pierre-Jean Bouchet,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean BOUCHET,**

leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 19 novembre dans la plus stricte intimité, à Saint-Gervais-d'Auvergne (Puy-de-Dôme).

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Jacques et Marianne GARSON, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leurs fils chéris

**Laurent et Jérôme.**

De la part de
Mme S. Garson,
M. et Mme Jean Huberty,
Me Paul Garson et Mme,
M. et Mme Bernard Huberty,
M. et Mme François Huberty,
M. et Mme Gabriel Teboul,
Ainsi que les familles parentes et alliées.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 novembre 1987, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet.

51, rue de Passy,
75016 Paris.

— M. et Mme Claude Goudet,
M. et Mme Jean-Pierre Goudet,
M. et Mme Jacques Goudet
ses enfants,
Valérie et Régis,
Catherine et Antoine,
Dorothée, Matthieu, Jérôme, Laurent, Hélène, Muriel,
ses petits-enfants,
Olivier,
son arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Fulcran GOUDET,**

survenu le 16 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 19 novembre, dans l'intimité familiale.

2, rue d'Italie,
94300 Vincennes.
16, rue de Bellevue,
77210 Avon.
26 Hartfield Road,
Chessington Surrey,
KT 92 PW (Grande-Bretagne).

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

**M. Pierre HENRY,**
ingénieur des Arts et métiers.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 novembre 1987, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82 rue Raymond-du-Temple, 94300 Vincennes.

De la part de
Mme Marcel Henry
Et Mme Georges Auger,
sa mère et sa belle-mère,
M. et Mme Xavier Hauduroy,
Mlle Catherine Henry,
ses enfants,

3, rue de Belfort,
94300 Vincennes.

— M. Bernard Labesse,
son père,
Ses frères et sœur,
Gilles Wacogne,
ont la douleur de faire part du décès de

**Catherine LABESSE,**

survenu le 16 novembre 1987.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 25 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris, son inhumation aura lieu le même jour, à 14 h 30, à Colline-Beaumont, 62600 Berk.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Dieu a rappelé à lui

**Mme Pierre LAVAULT,**
née Anne-Marie Gachet.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 novembre 1987, à 11 heures, en l'église de Montréal (Yonne).

De la part de
M. Pierre Lavault.
56, rue Fondary,
75015 Paris.

— Mme Marcel Seydoux,
M. et Mme Hubert Seydoux,
Olivier, Gabrielle et Geneviève,
M. et Mme Lionel Seydoux,
Nicolas et Pierre,
Mlle Evelyne Seydoux,
M. Brieuc Seydoux,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Marcel SEYDOUX,**

survenu le 20 novembre 1987, à Meudon.

Le service religieux aura lieu au temple de Meudon-Bellevue, 14, rue du Bassin, le mardi 24 novembre, à 11 heures.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le vendredi 27 novembre, à 14 h 30, salle 308, entrée : 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L, M. Evangelos Prontzas : « La monétarisation et la différenciation des cultures en Thessalie (1881-1912) ».

— Université Paris-I, le vendredi 27 novembre, à 15 h 30, salle C 22 04 au centre Pierre-Mendès-France, M. André Zylberberg : « L'économie mathématique en France au temps de Walras (1870-1914) ».

— Ecoles des hautes études en sciences sociales, le samedi 28 novembre, à 14 heures, amphithéâtre de gestion, M. Christian Jacob : « Géographie et culture en Grèce ancienne. Essai de lecture de *la Description de la terre habitée* de Denys d'Alexandrie ».

— Université Paris-I, le samedi 28 novembre, à 9 heures, salle 402, institut de géographie, 191, rue Saint-Jacques, M. Maurice Taillet : « Potentialités de Jannay-Clan (Vienne). Evolution comparative ».

— Université Paris-IV, le samedi 28 novembre, à 10 heures, amphi Ouest, centre universitaire du *Grand Palais*, perron Alexandre-III, M. Frédéric Billet : « Les organes politiques au sein des forces armées soviétiques ».

— Université Paris-I, le samedi 28 novembre, à 14 heures, amphithéâtre Turgot, Mme Nicole Lamître, née Moncourier : « Paroisses du Rouergue flamboyant. Le clergé et les paroisses du diocèse de Rodez (1417-1563) ».

— Université Paris-IV, le samedi 28 novembre, à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3e étage, Mme *Bernadette Bricout* : « Le peuple et la culture populaire dans le *Trésor des contes* d'Henri Pourrat ».

— Université Paris-X-Nanterre, le samedi 28 novembre, à 14 h 30, musée de l'Homme, salle de cours, 3e étage, M. Yvan Acker : « Subversion et utopie chez J.-L. Godard, d'après *Pierrot le Fou* : l'entre et l'ailleurs ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 21 novembre 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 9 novembre 1987 portant classement au titre des sites de l'ascenseur à bâteaux des Fontinettes, à Arques (Pas-de-Calais).

● Du 4 novembre 1987 portant fixation des caractéristiques techniques des liaisons spécialisées à large bande de fréquence de qualité radiophonique.

UNE LISTE

● D'admissibilité au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1987).

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 22 novembre 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 2 novembre 1987 fixant les listes de classement au concours 1987 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de Cachan (sections A 1, A 2, A 3 et D 1, D 2 et D 3) (1er et 2e concours).

**CARNET DU MONDE**

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ............ 69 F
Abonnés (avec justificatif) .... 60 F
Communications diverses .... 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Rens. : 42-47-95-03.

JEU GAGNANT N° 55 — LOTO SPORTIF

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 22 Nov. 1987

LOTO N° 46 — TIRAGE DU SAMEDI 21 NOVEMBRE 1987

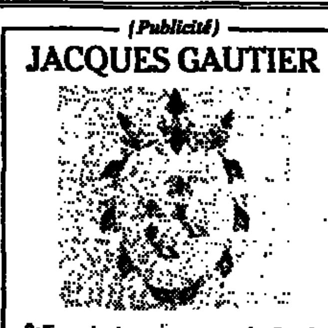
15 16 18 31 47 49 — 9

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1
MERCREDI 25 NOVEMBRE 1987 A 20 H 35
ET SAMEDI 28 NOVEMBRE 1987 A 20 H 35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

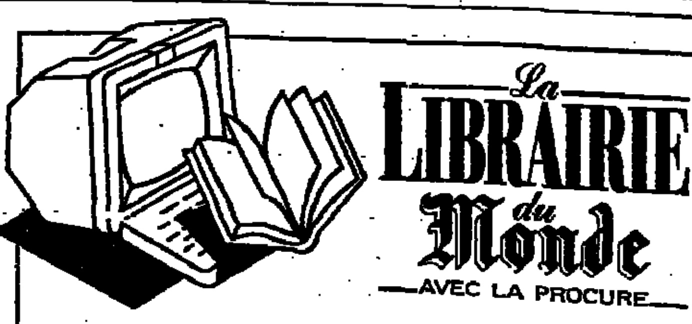
| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE |
|---|---|---|
| 6 BONS N°s | 2 | 3 121 530,00 F |
| 5 BONS N°s + complémentaire | 28 | 122 900,00 F |
| 5 BONS N°s | 1 004 | 11 130,00 F |
| 4 BONS N°s | 67 262 | 170,00 F |
| 3 BONS N°s | 1 504 137 | 11,00 F |

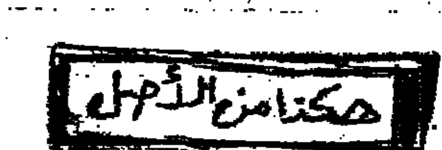
BONUS DU SAMEDI 154 198 — 11,00 x 2 : 22,00 F














# Le Monde CADRES

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

## Juriste chez Schlumberger

Schlumberger

Schlumberger recherche un

**JEUNE JURISTE INTERNATIONAL**

Ayant une formation 3e cycle universitaire et/ou un diplôme juridique étranger équivalent, vous avez acquis un début d'expérience en droit des affaires ou en droit du commerce international.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous souhaitez donner une dimension *internationale à votre carrière. Vous* seconderez dans un premier temps, à Paris, le Directeur Juridique du Groupe et participerez à ce titre à diverses missions nécessaires à votre formation, avant de prendre, à moyen terme, un poste opérationnel dans l'une des Sociétés du Groupe, en France ou à l'étranger.

Le goût de l'initiative et des responsabilités ainsi que la faculté de communiquer, vous permettront de vous intégrer comme membre à part entière dans une équipe de gestion.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité indispensable dans un groupe international sont les garants de votre réussite au sein de Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (*lettre manuscrite, C.V. et photo*) *sous* référence SLJ/5294 à

SCHLUMBERGER LIMITED
Département du Personnel
42, rue Saint-Dominique
75340 PARIS CEDEX 07

AD'COM.

## GROUPE SEMENCIER INTERNATIONAL

Leader dans son secteur, recherche pour faire face au développement de ses activités en France son

# Directeur Général France

Ce poste de haut niveau, basé en région parisienne conviendrait à un homme jeune et ambitieux capable de prendre en main le développement d'une société semencière dynamique (70 personnes, CA 150 millions de F) à très fort potentiel de croissance.

**De formation agronomique supérieure,** il assurera l'interface entre le marché, la production et les services de recherche et développement.

Homme de communication, il entretiendra des contacts étroits avec les autres sociétés du groupe.

**Une solide expérience du marché semencier,** une grande disponibilité (déplacements fréquents en France et à l'étranger) ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont les trois atouts dont disposera cette personne pour réussir à développer la dynamique de croissance de la société.

Merci d'envoyer votre C.V. à notre conseil : M. FAUCONNIER
40, rue Paul Valéry - 75116 PARIS.

PLURIAL

## jeune avocat H/F

CABINET D'AVOCAT D'AFFAIRES — LYON

Notre Cabinet, implanté à Lyon, est **un des tout premiers Cabinets d'Avocats français,** hors Paris. Nous pratiquons uniquement **le droit des affaires.** Notre activité se partage également entre le **juridique et le judiciaire.**

La **synergie** qui en découle, la **compétence** de notre équipe, la **qualité** et la **précision** de nos analyses et de nos conseils, les **résultats** que nous obtenons sont très appréciés de nos clients.

Pour être en mesure de poursuivre notre **développement,** nous recherchons un nouveau collaborateur. Une expérience d'avocat civiliste vous a **familiarisé avec la procédure** et vous a donné une **bonne aisance à la barre ;** vous êtes intéressé par le droit des affaires ; votre rigueur, votre sens de l'analyse vous permettent d'être **concis et efficace, vos qualités relationnelles** sont reconnues et vous aimez **travailler en équipe.**

Nos clients internationaux apprécieront votre **maîtrise de la langue anglaise.**

**Votre réussite pourra déboucher sur une association.**

Si vous êtes intéressé à développer votre carrière **dans une région qui offre une qualité de vie** appréciée, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. XB38 à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN
11, rue Victor Hugo, 69002 LYON
2, rue Louis David, 75016 PARIS.

Organisation et Publicité

## Schindler

*ROUX COMBALUZIER SCHINDLER* est la filiale de SCHINDLER, 2ème groupe mondial d'ascenseurs. Avec un effectif de 2500 personnes et un chiffre d'affaires de 1 milliard, nous sommes le second ascensoriste en France, partout présent, y compris dans les grands ouvrages (Pyramide du Louvre, métro de Lille, Ministère des Finances...).

Pour renforcer nos équipes de chantiers, nous recherchons des :

### *INGENIEURS TRAVAUX*

Ils suivent les grandes affaires et coordonnent les opérations entre les différents acteurs des chantiers (maîtres d'œuvre, commerciaux, monteurs...).

Environ 30 ans, une formation d'Ingénieur ELECTRO-MECANICIEN, vous avez une expérience dans le Second Œuvre (chauffage, ventilation).

Vous êtes diplomate, pragmatique, adaptable, tout en sachant vendre efficacement vos idées.

Dans notre Société, vous trouverez de réelles opportunités d'évolution rapide.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la réf. 3350 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

SOURCE/2

## • Chef de produit

### *un véritable marketing opérationnel... un tremplin pour l'avenir*

Une importante filiale d'un Groupe Alimentaire Français de premier plan, marques connues de renommée internationale, aborde une nouvelle phase de développement et recherche un **Chef de produit motivé et créatif** qui participe à la réussite des nouveaux objectifs de sa Direction Marketing.

**Son profil :** HEC, ESSEC, ESCP... il devra disposer d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans acquise dans les produits de grande consommation au sein d'un groupe performant (alimentaire de préférence).

***Sa mission :*** *Intégré dans une structure légère et dynamique, il participera :*

- à la définition des axes de développement des marques dont il aura la charge,
- au positionnement et à la mise en œuvre sur le terrain des nouveaux produits,
- à la gestion du budget publicitaire et promotionnel de ses produits.

Poste intéressant, fortement responsabilisé, qui s'inscrit dans le cadre d'une politique générale fondamentalement prospective et innovatrice.

Poste à Paris — référence 47 A 834-7 M

***Même société offre à un***

## • Débutant HEC, ESSEC, ESCP...

### *un parcours prometteur en marketing*

Assistant chef de produit, le titulaire du poste sera associé à des actions variées qui utilisent l'ensemble des techniques publipromotionnelles.

Une option et des stages dans la branche marketing de produits de grande consommation, la bonne pratique de l'anglais, une ouverture aux autres vous permettront d'être associé à un marketing très opérationnel et aux relations internationales qu'impliquent les produits concernés.

Poste à Paris — référence 47 A 835-7 M

De larges perspectives d'avenir existent dans la société et le groupe pour des candidats créatifs et rigoureux, capables d'amener une véritable contribution personnelle.

Ecrire en précisant la référence · Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

## Futur responsable du service qualité automobile

PPG BOUSSOIS

**BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial,** recherche un Ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, ayant 5 ans d'expérience industrielle méthodes ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série, **pour succéder à son Responsable du service qualité automobile** lors de son départ en retraite dans deux ans.

Dans un premier temps, il sera chargé d'élaborer et de développer les méthodes en termes de suivi qualité et de contrôle des procédés de fabrication.

Dans un deuxième temps, en tant que chef de service, il aura la responsabilité complète de la conception et de la mise en œuvre du programme qualité.

Cette fonction charnière entre Production et Clients, se situe dans le contexte du contrôle total de la qualité. Elle implique d'être en relation étroite et suivie avec les constructeurs automobiles dès la mise au point des nouveaux produits et d'avoir un rôle moteur d'animateur et de formateur auprès *de l'ensemble du personnel des usines.*

Ce poste peut être basé à Paris ou à l'usine de BOUSSOIS dans le Nord.

Ecrire sous réf. 47 A 819 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

## Chef du service juridique

### France et international

Une importante société industrielle, 2000 personnes, ayant des activités, des implantations et des actionnaires internationaux, rattachée à un groupe français de tout premier plan, recherche son Chef de Service Juridique.

Il assumera la responsabilité de l'ensemble des problèmes juridiques de la société : droit des sociétés, droit contractuel, propriété industrielle, immobilier, assurance, contentieux, acquisitions, cessions...

La réussite dans ces fonctions importantes implique :

- une formation juridique supérieure - droit des affaires ;
- au minimum, cinq ans d'expérience dans un service juridique d'entreprise internationale ou en cabinet ;
- de parler et rédiger en anglais ;
- de bonnes connaissances en allemand (au minimum lecture courante).

Réelles possibilités de développement de carrière dans le Groupe.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 47 A 833 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

---

Etablissement bancaire
recherche pour renforcer Service Financier

**ANCIEN ELEVE DE GRANDES ECOLES**
***avec expérience bancaire***

• 30 ans environ.

*Adresser C.V., photo et prétentions à*
*Crédit Municipal de Paris Service du Personnel*
*55, rue des Francs Bourgeois 75004 Paris.*

---

**Revue spécialisée en AUDIO/VIDÉO**

recherche

**COLLABORATEUR(TRICE)**

sachant rédiger avec CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES.

Emploi stable.

Réponse sous le nº 7 073, **LE MONDE PUBLICITÉ,**
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.










*Le Monde*, **point de rencontre des grandes ambitions.**




# MENSIA CONSEIL

**Jeune société de conseil implantée à Paris (quartier Opéra)**

recrute

Dans le cadre du développement de notre activité ORGANISATION ET STRATÉGIE.

## 2 CONSULTANTS

**Etudes supérieures, 2 ans d'expérience.**

Vous avez les qualités suivantes :

- Une sûreté et une rapidité de diagnostic ;
- Une forte rigueur intellectuelle alliée à un sens critique aigu ;
- Une culture économique et littéraire solide, et vous ne craignez pas que nous le vérifions ensemble.

Nous vous proposons de participer à des missions d'audit de fonctionnement, d'audit stratégique et à la mise en œuvre concrète des plans de mutation élaborés avec nos clients.

Si en plus vous aimez frotter votre intelligence à celle d'autrui dans le cadre d'un travail en équipe, si vous manifestez une forte plasticité intellectuelle qui vous amène à préférer la méthode aux méthodologies, si votre assurance personnelle garantit la modestie indispensable à une « éthique du service », nous serions très heureux de vous associer rapidement au choix *et à la mise en œuvre de notre stratégie au service des organismes et des sociétés qui nous* auront choisis et que nous aurons choisis. réf. A.

Dans le cadre du développement de notre activité SYSTÈMES D'INFORMATION.

## UN CONSULTANT

**grande école, avec une première expérience**

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs.

Vous avez acquis une expérience d'un ou deux ans dans le domaine de la conception d'outils de gestion.

Vous serez dans un avenir proche responsable de missions d'audit de fonctionnement, de conduite d'équipes fonction*nelles, de diagnostics de procé*dures et de systèmes de gestion.

Vous avez obligatoirement un sens aigu du pragmatisme, vous êtes clair et fiable. réf. B.

Dans le cadre d'un projet de développement d'un système intelligent de simulation économique et financière (basé sur les techniques des systèmes experts, dynamique des systèmes et recherche opérationnelle).

## UN ARCHITECTE CONCEPTEUR

**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

Ingénieur grande école, option informatique (Ensimag, ECP...), vous concevez et développez des logiciels, depuis un à deux ans.

Votre passion pour l'informatique vous a permis d'acquérir une très grande culture technique (IA, génie logiciel algorithmique, systèmes d'exploitation, langages).

Vous participerez activement à la conception de systèmes de gestion et de pilotage de la nouvelle génération intégrant les techniques de l'intelligence artificielle.

Vous serez moteur dans leur réalisation et leur intégration dans les systèmes d'information des entreprises. réf. C.

*Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec c.v. et photo sous le n° 8 161,* LE MONDE PUBLICITÉ, *en précisant la réf. du poste, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.*

---

JEUNE SOCIETE EN COMMUNICATION AUDIOVISUELLE EN PLEINE CROISSANCE recherche son

# *Responsable de réseau commercial*

Conviendrait à un homme de 30 ans, disponible, d'excellente présentation. Une expérience des affaires commerciales, de la gestion avec connaissance de la distribution et du contrôle des stocks.

Sa mission : construire, animer et coordonner l'action d'un réseau de vendeurs (10 à 12), *assurer la logistique en amont et en aval de* la vente.

Confirmé par une expérience professionnelle, il aura une grande aptitude du travail en équipe.

Poste à pourvoir sur Paris.

*Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions* à : TECHNIMAGE - Service du Personnel 19, rue Péclet, 75739 PARIS Cedex 15.

CONTESSE

---

Gestion des carrières cadres

# SPECIALISTE DES POLITIQUES DE REMUNERATION

La nouvelle équipe de direction des ressources humaines de ce groupe industriel français (35000 personnes), de notoriété internationale, a pour objectif prioritaire d'améliorer la gestion prévisionnelle en définissant et en mettant en place des systèmes et outils performants.

Cette organisation nécessite la création d'un poste qui couvre l'un des aspects importants de la gestion des carrières des cadres (7000) : conception, proposition et mise en œuvre de politiques de rémunération adaptées et dynamiques.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience professionnelle significative dans ce domaine. Intégré dans une structure légère (10 personnes), il travaille de façon autonome au sein d'une équipe jeune et motivée. Les perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du Groupe sont multiples et variées.

*Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunéra*tion actuelle sous référence M 4/863 S à :

**EGOR S.A.**
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

# CHARGE DU RECRUTEMENT DES INGENIEURS ET CADRES

DANS

**UNE IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE APPARTENANT A UN GRAND GROUPE**

**Votre mission :** Vous assurez la sélection des candidats et la *conduite des entretiens* pour recruter des Ingénieurs et Cadres de haut niveau, dans une entreprise d'électronique de pointe. Vous participez à leur intégration et leur suivi.

Vous intervenez dans la mise en œuvre d'un important projet d'évolution des méthodes de management.

**Votre profil :** Diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur, université...), vous justifiez d'une solide expérience du recrutement dans l'industrie (5 ans).

Le poste est situé en proche banlieue sud de Paris, et doit être pourvu rapidement.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation et prétentions sous référence 92101/LM à *HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.*

---

# RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION




La Société PAUL PREDAULT (C.A plus de 500 millions) est "leader" national dans le domaine des jambons supérieurs. Elle se développe à un rythme important grâce à une politique marketing qui s'appuie sur la qualité de ses produits et sur un outil de production maîtrisé et performant.

Rattaché à la direction de la logistique industrielle, le titulaire du poste anime une équipe de 3 personnes. Dans un premier temps, il sera responsable du suivi et du contrôle des états et des tableaux de gestion de production selon des procédures qui sont définies : rendement, matière et main d'œuvre, stock produits semi-finis et finis. Dans un deuxième temps, il participera au développement de nouveaux systèmes et d'outils (informatique industrielle) afin de mettre en place une gestion de production "automatisée" qui incluera l'ensemble des données du process industriel · planning, ordonnancement, lancement...

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un candidat (28 minimum) possédant une formation adaptée (BTS, DUT... gestion) et ayant acquis déjà une expérience dans le domaine : gestion industrielle, comptabilité analytique, méthodes. Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement au sein de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 6/114 BU à :

**EGOR PROMOTION**
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

# CONSULTANT EN RECRUTEMENT,




De formation supérieure Ecole de Commerce, Sciences Po. (option personnel) ou Psycho, vous avez acquis une première expérience de recrutement - 2 à 3 ans - au sein d'une entreprise ou d'un cabinet. Vous intégrerez l'équipe de consultants de la Direction des Ressources Humaines rattachée à la Holding de notre important Groupe financier. La fonction que vous occuperez vous permettra de prendre très vite la responsabilité d'opérations complètes de recrutement pour nos filiales. Votre intervention sera très opérationnelle. Elle comportera un rôle de conseil interne reconnu auprès de nos interlocuteurs : Secrétariats Généraux, hiérarchies... Vous traiterez également les problèmes de mobilité interne, d'orientation de personnel...

Un solide esprit d'équipe, une bonne maturité relationnelle renforceront les qualités professionnelles que vous avez déjà développées. Une première rencontre avec notre Conseil vous permettra de mieux comprendre qui nous sommes et les perspectives de carrière que nous pouvons offrir.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 913/M. Une totale discrétion vous est assurée.

**JFD conseil** 8, rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS.

CURRICULUM CSNCR

---

Le développement de nos activités de marchés nous amène à rechercher pour notre *Direction Financière et de la Trésorie* un(e)

# PREVISIONNISTE CONSEIL

**(SALLE DES MARCHÉS)**

Vous participerez au développement des outils de prévision existants ainsi qu'au suivi de l'évolution des principales devises et principaux taux d'intérêt. Vous assurerez également une fonction d'information et de conseil auprès des opérateurs de la salle des marchés, des exploitants et de notre clientèle d'entreprises.

*Vous avez une solide formation en économie internationale et en statistique ou économétrie* (DESS, DEA, Doctorat Sciences Eco, ENSAE, Ingénieur Economiste...). Votre première expérience (2-3 ans) au sein d'une banque, d'une société de conseil ou d'un organisme international vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des **TECHNIQUES DE PREVISION.**

Très proche des marchés, vous avez un esprit de décision, du goût pour le travail en équipe, un très bon contact humain et d'excellentes capacités rédactionnelles. Vous maîtrisez la langue anglaise et l'outil informatique.

Adressez lettre de candidature et C.V. à B.F.C.E. - Département du Personnel - 21, Boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

**BFCE** Banque Francaise du Commerce Extérieur

Organisation et Publicité

---

*futurs*

# CADRES

*dirigeants*

Jeunes diplômés de haut niveau, vous aimez prendre des risques ?

Prenez-les avec nous : couvrir le risque, c'est notre métier depuis plus de 100 ans.

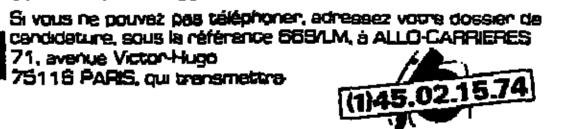
Nous sommes une grande compagnie d'assurances, au 12e rang européen (1986 - C.A. : 23 milliards de francs). L'innovation et l'expansion sont deux mots clés au sein de notre groupe. Vous savez, comme nous, que pour accéder au monde de l'assurance, il faut une formation initiale *de bon niveau.*

Pour continuer notre développement, nous cherchons de jeunes diplômés énergiques, volontaires et ambitieux pour les former et qu'ils deviennent nos dirigeants de *demain.*

Vous avez un BAC + 4, soit une maîtrise universitaire, soit un diplôme d'une école de commerce, de gestion... et vous avez de très bonnes notions d'anglais. Notre pro*gramme de formation est à la mesure de vos aspirations.*

Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIERES** au **45.02.15.74** du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 669).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 669/LM, à ALLO-CARRIERES 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.




MEDIA PA

---




La société de *Services de Propriété* Industrielle du Groupe CGE

S O S P I
recherche

pour son Département Marques et Modèles

## Un(e) collaborateur(trice)

## JURISTE (DESS)

Expérience minimale dans le domaine 3 ans.

Anglais indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à :
SOSPI
14-16, rue de la B[illegible]me. 75008 Paris.

---

*Paris*

Société du Secteur de Haute Technologie à Vocation Internationale recherche

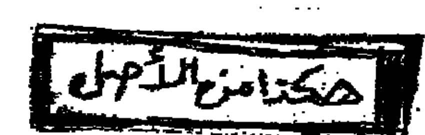
# *Juriste d'Entreprise*

Diplômé de l'Université
Maîtrise en Droit des Affaires au minimum.
Il aura acquis une première expérience professionnelle de 3 ou 4 ans.
Il devra parler l'anglais et rédiger dans cette langue.

Ses qualités :
La rigueur morale et professionnelle
L'imagination et le dynamisme
Le sens du travail en équipe

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 5402 M à l'agence Dessein 15 rue du Louvre, 75001 Paris qui transmettra.

DESSEIN



## RECHERCHE - DEVELOPPEMENT MATIERES PLASTIQUES TECHNIQUES

Une grande société chimique, filiale d'un très grand groupe, leader européen dans plusieurs de ses activités, offre deux postes dans l'un de ses laboratoires situé en Normandie.

### • Ingénieur synthèse macromolécules

Ingénieur docteur ou Docteur 3ᵉ cycle (*ayant débuté une thèse dans ce domaine*), *il pourra* être débutant ou avoir 1 à 3 ans d'expérience. Il sera à même d'animer une équipe et de travailler en relation avec les pilotes, la fabrication, les services de mise en œuvre des matériaux.

### • Ingénieur mise en œuvre des matières plastiques

Mines, AM, INSA... ayant effectué un doctorat ou ayant 3 ans d'expérience professionnelle dans la transformation des matières plastiques. Il aura de bonnes connaissances en mécanique, *matériaux, calcul scientifique et si possible en CAO* et *CPAO.* référence *47 A 837-7 M*

Ces deux postes impliquent la connaissance de l'anglais et couvrent de réelles et larges possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

PUBLIPANEL

---

## Lafarge Coppee

*"L'univers des matériaux" L'avenir des biotechnologies*

**Un des leaders de l'Industrie Française (ciment, matériaux, biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), recherche pour son Groupe Opérationnel : PLATRES (Société PLATRES LAFARGE et ses filiales françaises et étrangères), 1500 personnes, 2 milliards de CA, son**

## Responsable juridique

Rattaché au Directeur Financier, il aura en charge l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe.

Ce poste très enrichissant par sa polyvalence, conviendrait à un juriste d'entreprise diplômé d'études supérieures, et disposant de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans une entreprise internationale.
• *Anglais indispensable, connaissance de l'italien souhaitée.*
• Une formation complémentaire dans le domaine de la gestion (type IAE) ne peut qu'augmenter les possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe LAFARGE COPPEE.

Poste : *proximité Avignon.*

Ecrire sous référence 47 A 838 - 7 M - Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

PUBLIPANEL

---

## Risques techniques Secteur pétrochimique

Multinationale française (4,5 milliards de CA), notre société a pour vocation de prendre des engagements financiers sur des entreprises du monde entier. L'importance des risques couverts implique l'intervention d'experts qui évaluent la qualité de ces risques et effectuent des diagnostics techniques.
Poursuivant notre développement, nous recherchons un

## Jeune ingénieur

Etude et suivi de dossiers, négociations commerciales avec des partenaires principalement à l'étranger impliquent que vous parliez parfaitement anglais.
Ingénieur diplômé de Grande Ecole, la trentaine, vous avez une expérience professionnelle en exploitation, maintenance de grandes installations ou en ingénierie. Vous êtes peut être dans le secteur assurance. Nous vous apprendrons bien sûr les spécificités de notre métier... ceci vous permettra d'aborder de nouvelles techniques d'analyse intellectuellement passionnantes.
*Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. 2227 M* (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe), 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



**BERNARD JULHIET**
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

SOURCES

---

ETABLISSEMENT DE CREDIT DE 1ER PLAN

recherche

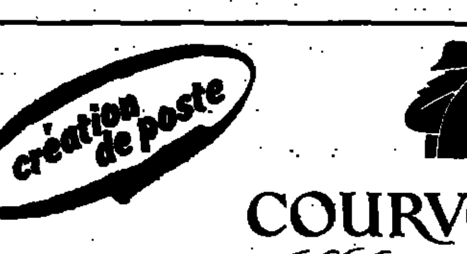



Vous avez :
- *un DEA ou un DESS de Droit privé*
- 5 à 10 ans d'expérience acquise au sein de l'Administration des Impôts, d'un Cabinet juridique et fiscal important ou d'une banque.

Vous devrez, au sein de notre service fiscal :
- *intervenir en tant que conseil auprès des différents* responsables de notre établissement et de nos filiales.
- proposer, pour les dossiers qui vous seront confiés, les solutions fiscales les mieux adaptées.

Votre rémunération sera fonction de la valeur de votre expérience. Vous adresserez votre lettre man. accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo, en indiquant vos prétentions à **PUBLIVAL/1167** - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

---




COURVOISIER
*Le Cognac de Napoléon*



## RESPONSABLE ETUDES DE MARCHÉ

SUD-OUEST

COURVOISIER - (800 millions de C.A. - 93 % à l'exportation) - recherche pour étoffer une équipe dynamique son Responsable Etudes de Marché.

Vous serez chargé de la collecte, du traitement et de l'analyse des données (statistiques de ventes, parts de marché de la société et de la concurrence, activités publi-promotionnelles, études de consommation, etc...) relatives à l'ensemble des marchés (environ 160) où sont commercialisées nos marques.

Agé de 28 à 35 ans, de formation Ecoles de Commerce (ou équivalent), parfaitement bilingue Français/Anglais, vous possédez une expérience tant au niveau des études quantitatives que qualitatives.

Si vous voulez nous rejoindre, adressez *lettre* manuscrite, c.v. *et photo* au Directeur des Relations Humaines, COURVOISIER S.A., 2 place du Château, 16200 Jarnac.

AXIAL

---

**Fermentation - Purification - Ultrafiltration**
**Nous investissons très fort dans la Biochimie... Et vous ?**

## ADJOINT DE PRODUCTION

Etablissement de Développement et de Production d'un leader de la Chimie pharmaceutique, l'une des voies de notre expansion passe par la Biochimie. Nous investissons beaucoup en Recherche et passons actuellement en phase de Production. Nos outils existent ou se mettent en place, nos process également.

D'abord Bras Droit du Responsable du Département Biochimie, vous lui apporterez votre concours pour tous les problèmes techniques, y compris la GPAO. Votre réussite dans cette première mission vous conduira assez rapidement vers une affectation opérationnelle.

Ingénieur, 4 à 5 ans d'expérience dans une Industrie utilisant des techniques similaires vous ont donné les bases nécessaires et convaincu de l'avenir des biotechnologies avancées.

Poste basé en Provence.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la réf. O/BI/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.



**Raymond Poulain Consultants**
*74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS*

MEDIA BL

---

## COMMUNICATION par CÂBLE

### COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT

Opérateur français, leader des services de communication par câble, filiale de Caisse des Dépôts Développement (C3D), société nouvelle en pleine expansion sur un marché d'avenir, recherche à pourvoir pour ses services centraux, le poste de :

### RESPONSABLE VENTE / MARKETING

**MISSION**

- définir et animer la politique de vente des services :
  - définition de la programmation
  - études de la tarification
  - animation de la force de vente
- définir et mettre en œuvre les actions nationales de marketing
- conseiller et aider les sociétés locales à mettre en œuvre leurs propres actions de marketing et vente des services.

**PROFIL SOUHAITE**

- formation supérieure (HEC ou équivalent)
- expérience approfondie de la mise en marché de produits "grand public" (produits culturels en particulier) et de l'animation de force de vente.
- âge : minimum 35 ans.

**Poste à pourvoir en 88 - REMUNERATION selon QUALIFICATION**

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à G. MISSONNIER, COMMUNICATION-DEVELOPPEMENT, 4 place R. Dautry, PARIS 15ᵉ, qui examinera les candidatures.

---

## LE DÉPARTEMENT DU DOUBS

recrute

POUR SA DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES, PAR VOIE DE DÉTACHEMENT :

## UN RESPONSABLE DE SERVICE chargé de :

- Organisation, méthode, } des services administratifs
- *Analyse de gestion,* } des services administratifs
- Contrôle et gestion des établissements sociaux et médico-sociaux.

**Profil recherché :**
- Niveau bac + 4 ;
- Si possible expérience professionnelle.

**Peuvent faire acte de candidature :**
- Les inspecteurs des affaires sanitaires et sociales et de la fonction publique territoriale ;
- Les attachés de l'Etat et de la fonction publique territoriale.

**Dossier de candidature :**
Le dossier de candidature comportant :
- Une demande écrite sur papier libre, précisant les motivations du choix de ce poste ;
- Un curriculum vitae détaillé relatant la formation acquise et la carrière du candidat ;
- Des photocopies de l'arrêté de nomination dans le grade et du dernier arrêté de promotion d'échelon, devra être adressé avant le 25 novembre 1987 à :

Madame le Directeur des Actions sociales du Doubs
18, rue de la Préfecture, 25043 BESANÇON CEDEX
Tél. : 81-82-80-33

---

## Pour la Gironde

recherche

## ATTACHÉS COMMERCIAUX EN PUBLICITÉ

pour nouveaux quotidiens
journal Bordeaux matin.

Tél. 56-44-54-08.

---

## Consultant

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant.

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, 27 rue Taitbout 75009 Paris, sous référence 6151, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

---

*Nous sommes un groupe international de tout premier plan parmi les constructeurs mondiaux d'équipements pour véhicules.*

*Nous recherchons pour notre filiale française*

## JURISTE

## *(DEA droit des affaires ou droit des sociétés)*

*Sous la direction du Responsable des Affaires Juridiques, il sera chargé d'assurer le conseil et l'assistance des filiales du Groupe, principalement en matière de droit des sociétés (préparation des Conseils, Assemblées, fusion, augmentation de capital) et de propriété industrielle.*

*Le candidat retenu possédera une expérience d'environ 5 ans en Cabinet ou dans l'industrie ainsi que de solides connaissances en fiscalité.*

*La maîtrise de l'italien sera un atout supplémentaire.*

*Poste situé en proche banlieue ouest.*

*Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions...) sous référence 9921 à* ***PARFRANCE ANNONCES*** *4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.*

*Membre du SNPAC*









# Le Monde CADRES

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

## unigrains

### Participer au développement des industries céréalières

Nous sommes une société financière d'intervention et de développement dans le domaine agro-alimentaire. Nous vous proposons d'être notre **responsable du secteur des Industries céréalières.** Vous serez chargé d'analyser en permanence l'évolution du secteur, de proposer, préparer et suivre, sur les plans techniques, économiques et financiers, les interventions menées dans les entreprises notamment de meunerie, panification et malterie. Diplômé *de l'enseignement supérieur :* **Agro, Agri, IAA ou HEC, ESSEC... ou Université,** vous possédez une bonne culture en **économie et en gestion.** Vous avez acquis une expérience professionnelle d'une dizaine d'années soit à un poste de responsabilité (membre d'une équipe de Direction, de contrôle de gestion...) dans une entreprise industrielle ou commerciale de taille moyenne, soit aux services études/développement/engagement d'une entreprise, d'un organisme professionnel ou financier. Vous avez une certaine connaissance de l'agro-alimentaire. L'activité, basée à Paris, mais comportant de fréquents déplacements (deux jours/semaine) peut convenir à une personne soucieuse d'apporter une contribution personnelle et de qualité à l'évolution des industries céréalières.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et salaire souhaité à Claudine FERRY-CLEMENT qui étudiera votre candidature en toute discrétion, sous réf. 3107/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

CURRICULUM — MEMBRE DE SYNTEC

## L'INSPECTION GENERALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP,... vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intrégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquérerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaire pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'*exercice de responsabilités* dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence JH 15
Banque Indosuez
Service recrutement, carrières,
9, rue Louis Murat
75371 Paris Cédex 08



BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

## BANQUE HERVET

### JURISTE EXPERIMENTE

Afin d'instruire et de suivre les procédures judiciaires des dossiers contentieux, particuliers et entreprises, la Direction des Affaires Juridiques de la Banque recherche un JURISTE EXPERIMENTE.

Votre formation, maîtrise de droit privé, votre expérience de 3 à 5 ans dans une formation similaire ainsi que de bonnes connaissances du droit bancaire, des voies d'exécution et des procédures collectives vous permettront rapidement de prendre en charge la responsabilité de dossiers.

Rigueur, analyse mais aussi des qualités relationnelles sont indispensables *pour mener à bien les différentes missions qui vous seront* confiées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M/45/J à Marie-Dominique LE LEVREUR - BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127 avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

ADICOM

**PRO. DE L'EXECUTION**
*EN REGIE, SUPPORT OU AGENCE...*

**HAVAS**
**annonces classées** (PARIS 2e)
**1er REGISSEUR DE PETITES ANNONCES EN FRANCE,**
54 journaux régionaux, nationaux et internationaux, 100 millions de C.A.
recherche son :

## CHEF D'EXECUTION H/F

*Il (ou elle) dirigera une équipe de 10 personnes sous l'autorité du Directeur Commercial. Outre le management, la coordination et le suivi d'une excellente exécution, le candidat devra faire preuve d'un esprit très relationnel et commercial. En conséquence, sa disponibilité et son dynamisme seront appréciés.*

*Votre esprit d'analyse capable d'améliorer encore nos prestations vous conduiront à vous associer aux projets marketing ou techniques de la Direction d'HAVAS annonces classées.*

Agé(e) d'au moins 28 ans, vous serez, si possible, diplômé de l'enseignement supérieur et posséderez une expérience de responsable au minimum de 3 ans dans le secteur de l'exécution publicitaire ou du média-planning.

*Le poste est à pourvoir rapidement.*

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à :
M. Daniel ROBIN, Directeur Général, HAVAS annonces classées,
référence C.E., 159, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
La confidentialité des candidatures est garantie.

## TOULOUSE

L'un des premiers groupes industriels français, dans un secteur de technologie de pointe, recherche le chef du service

### Ressources Humaines et Formation

Rattaché au Directeur des Affaires Sociales et responsable d'un service de 35 personnes, il conduit une politique dynamique dans les trois axes que comporte sa mission :

- gestion des effectifs, des carrières et des emplois : à partir des besoins qualitatifs et quantitatifs des hiérarchies, il innove dans la création et la mise en place d'outils performants.
- accueil : il suit l'intégration des nouveaux embauchés, l'affectation et le déroulement des stages, la gestion du « 1 % logement ».
- formation : il supervise l'équipe chargée de la définition du plan de formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra faire la preuve d'un professionnalisme acquis dans une grande entreprise au sein d'un service similaire.

Merci d'adresser dossier complet, photo et rémunération actuelle sous référence 021/1/M.

nicole maury * dominique sperté conseil — 1, place Wilson 31000 Toulouse

Un des plus importants groupes industriels français, très implanté internationalement, recherche des

## Responsables juridiques filiales

Agés d'environ 30 ans, ils posséderont une bonne expérience internationale en matière de négociation de contrats et de propriété industrielle afin de pouvoir prendre en charge la responsabilité juridique de filiales ou de divisions dont la plus importante atteint 2 milliards de chiffre d'affaires et emploie 3000 personnes.

Dynamisme et sens du contact obligatoire. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 9907 à
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

## Valeo

**L'Equipement Automobile**
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
27 500 personnes, C.A. 12,1 Milliards de Francs dont 46 % réalisés à l'étranger.
recherche, pour son activité **Essuyage**

un jeune INGENIEUR diplômé Grande Ecole (ou ESC) ayant une expérience de **deux ans en milieu industriel** dans le

### contrôle de gestion

Votre pratique de la comptabilité analytique, des prix de revient ainsi que des études de rentabilité vous permet d'être rapidement opérationnel en tant qu'Adjoint au Contrôleur de Gestion d'un important établissement de production et d'assumer ensuite des responsabilites plus larges. Le Groupe vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Pour ce poste **basé en région Centre-Ouest** notre Conseil Giovanna MOULY vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V. et lettre manuscrite) sous référence 705 à :

SCA Perspectives
59, rue de Chateaudun
75009 PARIS

SCA Perspectives

Organisation et Publicité

Groupe industriel multinational
C.A. : 15 milliards de francs

recherche

## AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

Diplômés de l'enseignement supérieur à orientation financière et de gestion (HEC, ESC...) et ayant acquis une expérience de trois années minimum dans des services de gestion financière, comptable, informatique, ou dans un *service d'audit d'une société multinationale industrielle*, afin de participer, au sein d'une équipe nouvellement créée, à diverses missions d'audit opérationnel et financier.

Outre leur compétence technique, ces futurs collaborateurs devront faire preuve d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation et de mobilité.

L'anglais courant lu, parlé et écrit est indispensable : une seconde langue serait appréciée.

Le poste basé à Paris, implique de fréquents déplacements.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions, sous nº 8179, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

**Groupe international - 3000 personnes (BTP) recrute**

## CADRE JURIDIQUE/ASSURANCE

Titulaire d'une maîtrise de droit ou DESS/DEA à dominante juridique, vous disposez d'une expérience d'environ 5 ans des problèmes de contentieux et d'assurance, en entreprise ou en cabinet d'expert.

Vous traiterez, au sein de notre service juridique, les expertises, dossiers de sinistres, garanties décennales, etc, en liaison constante avec les directions opérationnelles.

Une connaissance des Bâtiments Travaux Publics ou du droit de la construction (formation, stages ou expérience) serait un atout important.

Le sens de l'organisation, la ténacité et le goût des contacts multiples sont des qualités essentielles pour ce poste situé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre + CV sous référence DJNF à
SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
Qui transmettra en toute confidentialité

## Groupe Expansion

recherche

### assistante trésorerie-finances

Elle sera chargée de préparer la consolidation des comptes des différentes sociétés du groupe en *collectant l'information, en contrôlant sa cohérence* et en suivant le programme de consolidation. Elle devra constituer et mettre à jour une base de données financières sur micro-ordinateur. Enfin, elle assistera le responsable de la trésorerie.

Ce poste conviendrait à une jeune diplômée d'études comptables ou financières (IUT, ESC...) éventuellement débutante et intéressée par une activité d'analyse.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo) s/Réf. ASS.M sont à adresser à :
GROUPE EXPANSION, Nicole JULHIET
2, rue Béranger, 75139 PARIS Cedex 3.

Vous êtes Nº 2 d'un service commercial d'une entreprise industrielle.

Vous avez l'ambition de devenir Nº 1 c'est-à-dire :

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous souffrez de structures lourdes, étouffantes et démobilisantes,

Nous vous offrons autonomie et responsabilité.

Nous sommes une équipe motivée avec de nombreux projets d'avenir.

Prenez contact avec nous en envoyant C.V., photo et prétentions s/réf. 9002 à
**VALENS CONSEIL** - 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.

**A bientôt, notre avenir est devant nous.**

**PARIS**

En bonne place dans la profession et en forte croissance (+ 50% en 86, + 60% en 87) Jean Claude MAURICE est un Groupe de Conseil et Services en ressources humaines (recherche, organisation, animation, communication). Pour accompagner ce développement nous recherchons un

## Consultant confirmé

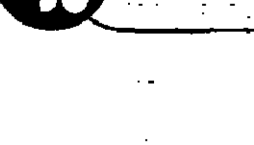
Pour vous assurer une importante et rapide évolution, nous vous faisons bénéficier de la synergie des diverses activités, de moyens informatiques évolués, de moyens télématiques originaux, d'un service spécifique d'approche directe, de moyens documentaires, d'implantations régionales, d'actions coordonnées de développement.

Diplômé d'une grande Ecole, vous souhaitez valoriser une expérience déjà confirmée de Conseil et/ou de Recrutement.

Autonome, vous vous êtes attaché un réseau relationnel à mettre au service de votre activité. Ambitieux, vous pouvez réaliser au sein de notre équipe votre projet de partenariat.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. B 1790 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.

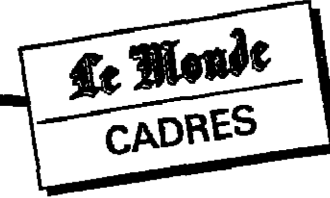




**Jean-Claude Maurice S.A.**
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

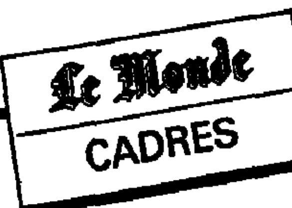






# Le Monde CADRES

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.







Le Monde

CADRES

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

**BAGAGERIE - MAROQUINERIE DE LUXE**

# ANIMATEUR FORMATEUR HF

***Réseau International de Boutiques***

L'expansion de notre réseau (près de 100 boutiques et points de vente dans le monde), son éclatement géographique nous amène à rechercher celui ou celle qui saura :

- dans un souci de performance et d'image, élaborer les programmes de formation destinés aux personnels des boutiques (techniques de vente, gestion commerciale, merchandising, connaissance des produits), ainsi que les pédagogies et supports adaptés ;
- les mettre en œuvre à travers des actions de Formation et d'Animation assurées, soit en direct, soit à travers les relais nécessaires (pays lointains...) ;
- valider la formation auprès du Personnel de Vente et des Responsables de Boutiques pour y apporter les aménagements nécessaires et souhaités.

Nous désirons rencontrer pour ce poste, un candidat qui, non seulement justifie d'une réelle compétence en matière de Formation, mais qui possède aussi l'expérience, le sens de la distribution et de la vente au détail.

Anglais indispensable, une autre langue serait un plus.

Merci d'envoyer votre candidature, sous référence 502.PA.009 M, à notre Conseil, qui vous documentera avant de vous rencontrer en toute confidentialité.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

PARIS 42 85 16 53 ■ LYON 78 39 07 16 ■ MULHOUSE 89 33 26 26

---

**PARACELSUS KLINIK FRANCE**

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 50 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 5 500 lits.

cherche
pour ses implantations dans la région parisienne

# UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre c.v. à l'adresse suivante :
PARACELSUS KLINIK FRANCE S.A.R.L
à l'attention du Dr U. SCHLEWING PDG
19-21, av. du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY.

---

# DIRECTEUR DES EXPLOITATIONS

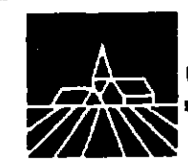
**NOUS SOMMES LE PREMIER GROUPE DE SANTE FRANÇAIS et nous vous demanderons de mettre en place et assurer le contrôle de gestion et d'être le superviseur de nos centres de profit "cliniques".**

Vous avez une formation supérieure financière et économique et/ou médicale, vous possédez un sens relationnel reconnu.
Le fait de bien connaître l'hospitalisation privée serait un atout majeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3758 à Lévi-Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

---



**GROUPAMA**

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES
SAMDA SORAVIE

LA CAISSE REGIONALE DU NORD, A **LILLE**.
NOUS AVONS UN MARCHE, DES PRODUITS, UNE FORCE DE VENTE.
NOUS CREONS ET OFFRONS LE POSTE DE **MARKETING DE LA DISTRIBUTION** DE NOS PRODUITS, POUR UN :

# Jeune Sup de Co HF

Chargé de développer nos moyens de distribution, de concevoir et mettre en place les actions de nos Commerciaux-Conseils.
Le candidat recherché est un créatif, doublé d'un gestionnaire.
*Il a le sens du contact, le goût de l'animation et du travail en équipe.*
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous référence 720 M, à :

**Corinne Van Loey** 39, rue Amiral Mouchez 75013 PARIS

---

·Ecrire avec c.v. + photo ·à : IFTIM, 11, place d'Aquitaine, B.P. 475, 94152 Rungis Cedex.

**ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL**

Implanté dans le Sud-Ouest. Désirant développer ses structures.

RECHERCHE

## des formateurs en :

Gestion de personnel, économie gest. de product., communicat., gestion de l'expatriation, droit social et techniques de vente.

Ecrire avec c.v. détaillé et lettre manuscrite à C. PILLET 38, rue de Berri, 75008 PARIS.

---

**INTERNATIONAL DATA CORPORATION**
Société internationale de conseil et d'études de marché spécialisée dans les technologies de l'information et des télécommunications.

recherche

## JEUNES CONSULTANTS(ES)

Vous avez :
- UNe première exp. professionnelle en entreprise ou dans le conseil ;
- Le sens du travail en équipe ;
- Une forte aptitude à communiquer ;
- Anglais indispensable.

Merci d'adr. votre c.v. en indiq. votre niv. de rémunérat. actuelle à : IDC France, 12 av. George-V, 75008 Paris.

---

Hay Management Consultants

**HAY STRATEGIE & ORGANISATION**

activité en plein développement au sein de HAY FRANCE recherche un

# *Consultant expérimenté*

de formation supérieure (X, HEC, Sciences Po,...) complétée par une expérience professionnelle (au moins 7 ans) dans les domaines planification stratégique/management général/organisation.

*Le salaire sera très motivant pour un candidat autonome*, performant et capable de s'intégrer à une équipe dynamique et ambitieuse quant à la qualité de ses prestations.

Adresser C.V. et lettre manuscrite (avec photo), sous référence 870134, à Robert LE LANN.

Sonia Lipszyc
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

MEDIA PA

---

**F.F.P**
CONSEIL

# LE NOUVEAU PARTENAIRE DE LA DISTRIBUTION

*Fort de 20 ans d'experience dans la grande distribution,*

MAURICE FARCY

crée un cabinet conseil essentiellement oriente vers ce secteur et ses partenaires :
● conseil operationnel, ● recrutement, ● formation.

F.F.P. CONSEIL – 10, RUE BEZOUT 75014 PARIS – TEL. : 40 47 00 97

UNANIMI

---

**Société de prêt à porter de luxe** de réputation internationale recherche son :

# *RESPONSABLE ADMINISTRATIF*

Ses fonctions lui feront prendre en charge :
- la gestion du personnel,
- l'établissement et le suivi des contrats,
- le contentieux,
- le secrétariat général.

Basé à Paris, le poste comportera de fréquents déplacements de courte durée.

Le candidat idéal, âgé de 25 à 30 ans, sera titulaire d'un diplôme d'études supérieures juridiques (licence, maîtrise) et possèdera une expérience d'au moins deux ans dans la fonction personnel et le droit immobilier.

Il sera doté de bonnes qualités relationnelles et aura une réelle capacité d'autonomie.

Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative.

Envoyer C.V. + photo + prétentions s/réf. **10204**, qui seront transmis par :

Pierre Lichau
PUBLICITE DE RECRUTEMENT
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

---

**LA MUTUALITE FRANÇAISE**

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES de sa DIRECTION PREVOYANCE

# JURISTE H/F

SON PROFIL : titulaire d'une formation juridique de haut niveau en Droit privé (diplôme de 3ème cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DESS ou Institut des Assurances).
Expérience minimum de 5 à 10 ans au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui vous a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle,...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANÇAISE,
Division des Relations Sociales,
56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.




CONTESSE

---






**Pour la future « autorité de Bourse »...**
**Vers un corps d'inspecteurs...**

La profession boursière, ce sont aujourd'hui : 6 000 personnes dans les charges d'agents de change à Paris et en province, ainsi que 600 personnes dans les services de la Chambre Syndicale (la future Société des Bourses françaises). Etant données la diversification des marchés financiers et la profonde mutation de la place financière française, les missions et les rôles de chacun évoluent. Pour faire face à cette « nouvelle donne », la Chambre Syndicale entend faire évoluer son Service Contrôle vers un véritable

# Corps d'inspecteurs

qui aura pour mission d'effectuer des audits externes des sociétés de Bourse pour préparer les décisions des autorités du marché. Ce corps d'inspecteurs devra s'assurer du bon respect des règles de fonctionnement des marchés (déontologie et réglementation professionnelles) ainsi que de la qualité de la gestion économique et financière de ces sociétés au regard des risques financiers courus par elles, compte tenu de leurs engagements pris sur les différents marchés.
Aussi recherchons-nous des CHEFS de MISSIONS des grands réseaux bancaires, ou des managers de cabinets d'audit anglo-saxons. Une double formation (scientifique + gestion) serait particulièrement appréciée. Venez en parler avec nous. A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence V/CI/LM.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

---




**Jeunes DUT, voulez-vous être...**
**dans le vent ?..**

Les bons marins savent bien que les vents tournent et que le « grain » passe. Le MONEP permet d'anticiper les *fluctuations de la bourse et de rectifier le cap. Notre Société, la SCMC*, gère ce nouveau marché des options négociables de la Bourse de Paris.
Vous êtes un battant et le monde de la finance vous attire. *Nous vous proposons une formation spécifique sur* ce nouveau produit. Nous attendons

# 1 chef de groupe

qui assurera l'organisation et la surveillance des options sur le MONEP. Un profil plutôt commercial, où l'autorité, le sang-froid, la rapidité et l'efficacité sont essentiels. (Réf. V/GR/LM)

# 3 assistants chefs de groupe

qui assisteront le Chef de Groupe dans le suivi du marché et des cotations. (Réf. V/AGR/LM)

Pour le poste de Chef de groupe, nous souhaiterions que vous ayez une première expérience professionnelle, à caractère commercial à dominante financière, si possible, et une formation « Techniques de Commercialisation ». Pour les Assistants, une formation type BAC G2 est attendue. A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence choisie.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

---

JEUNE BAC + 4

## SI VOUS REVEZ DE REFAIRE L'ORGANISATION...




Situé en Normandie près de ROUEN, nous sommes un des plus importants établissements (1 250 personnes) du Groupe LEGRAND, leader sur le marché de l'appareillage électrique.

Nous vous proposons, en tant que *CHEF DE PROJET EN ORGANISATION*, un objectif à la mesure de vos ambitions : améliorer la performance de nos services administratifs.

Rattaché à notre Responsable Organisation/Informatique, vous serez chargé : - d'animer des groupes de créativité - d'analyser notre activité administrative (structure, procédures) - et de promouvoir des techniques nouvelles (bureautique, vidéotex, etc.).

Tout ceci vous amènera naturellement à participer à l'élaboration puis à la mise en œuvre de notre plan de qualité administrative.

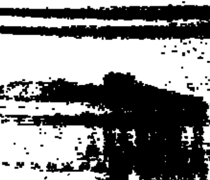
Cette *nouvelle mission*, nous la proposons à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur *minimum* BAC + 4 (ESC, Ecole d'Ingénieurs, Université), auquel nous apporterons une méthode basée sur une démarche participative et une formation sanctionnée par un mastère en organisation.

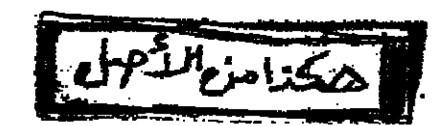
Si déjà « repenser » l'organisation d'une importante structure administrative (250 personnes) vous attire, alors s'ouvriront les portes d'un groupe de 12 500 personnes...

Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. Alain DUVAL - Service du Personnel - LEGRAND NORMANDIE - Rue Paul-Nouel - 76770 MALAUNAY.

**legrand**

MEDIA PA








*Le Monde,* **point de rencontre des grandes ambitions.**

sdr sodero

La SDR de l'Ouest, établissement financier régional, spécialisé dans les financements à terme des Entreprises, recherche pour son siège social situé à Nantes, un

# JURISTE D'AFFAIRES

Il assurera la mise en place, la formalisation, le suivi des contrats de prêt et les opérations de crédit bail immobilier des PME, au sein d'un service de 8 personnes. Titulaire d'une maîtrise en droit privé, il a acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans un établissement financier réalisant du crédit bail immobilier.

*Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, sous référence 2330 M, à :*

**BR conseil**
9, boulevard Gabriel Guist'hau - 44000 NANTES.

---

BORDEAUX, ÉTABLISSEMENT PUBLIC A VOCATION ÉCONOMIQUE recrute son

# RESPONSABLE DE LA FORMATION

Les candidat(e)s de formation supérieure (Université - Grande Ecole) auront environ 30 ans et devront présenter une première **expérience réussie dans la formation professionnelle continue**, en organisme ou en entreprise.

- **Dynamique, imaginatif,** tourné vers la **réflexion,** il participera au **développement** de l'établissement, auprès du Secrétaire Général.
- Doué pour les **relations** humaines, il assurera avec efficience les contacts avec ses **partenaires habituels** que sont le **Conseil Régional,** les **administrations** et les **organismes** concernés par la formation.

Adresser lettre manuscrite et CV + photo à
JACQUES PETITEAU CONSEIL
28, rue Lecocq 33000 BORDEAUX
*Confidentialité des candidatures garantie.*

P.A. Service

---

Du commercial au recrutement - NANTES

# CONSULTANT

Avec 60 consultants effectuent plus de 3200 recherches chaque année, le Groupe EGOR se place, en France, au premier rang des Cabinets conseil en recrutement. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Nantes, réunissant déjà une dizaine de collaborateurs, un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PMI et PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en relations humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en Entreprise ou dans la prestation de services, au sens large du terme, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des atouts importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M GM/EOA, à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME

Le département des Landes connaît un formidable essor touristique. Afin de répondre aux nouvelles exigences liées à ce développement et pour relever les défis actuels de ce secteur économique, le COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME (association loi 1901), recherche

# DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

**A la fois homme de contact et gestionnaire,** vous connaissez l'évolution des impératifs du Tourisme et vous possédez l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies dynamiques.

**Vous serez chargé de concevoir, d'organiser et d'animer la politique touristique du département.**

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie dans une fonction de direction en rapport direct avec le Tourisme.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable. Des connaissances en allemand seraient un atout supplémentaire.

Le poste est basé à MONT-DE-MARSAN.

Merci d'adresser une lettre de motivation, CV, photo, en précisant la rémunération actuelle, à : M. Jean-Yves MONTUS, Président du Comité Départemental du Tourisme. Hôtel du Département - B.P. 259. Rue Victor-Hugo, 40000 MONT-DE-MARSAN.

P.A. Service

---

CABINET LIBÉRAL

offre poste

## chargé d'études fiscales et d'études juridiques

- Compétence
- Sens du contact
- Expérience

Ecr. pour compt. inform. : FGA 16, r. Centrale 79000 Niort.

---

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES
Paris-8e,
spécialisé
en droit des sociétés
recherche

## JURISTE

25/30 ans,
titulaire d'une maîtrise de droit des affaires et d'un DESS de droit des affaires, ayant une expérience professionnelle minimum de 2 ans en droit des sociétés acquise en cabinet. Pratique de l'anglais appréciée.
Poste à pourvoir
DÉBUT JANVIER 1988.
Adresser lettre manuscrite, c.v., prét. et photo à : E.C.F.J., Service du Personnel, 49 *bis*, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS.

---

# Consultant en systèmes d'information et organisation informatique

Diplômé d'une grande école **-X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC-** vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Nous vous proposons une fonction autonome et l'accession rapide au management d'équipe. Après une période de formation, nous vous confierons tout ou partie de la réalisation d'études et de conseil en organisation informatique et systèmes d'information. C'est un domaine où notre société occupe une place de premier plan auprès de grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous permettent d'envisager une diversification de notre clientèle et des perspectives d'évolution de carrière motivantes pour nos consultants.

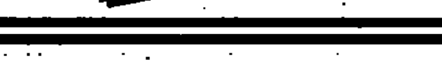
*Merci d'adresser votre candidature sous référence C/115.87/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.*




LEVI-TOURNAY/ASSCOM

---



SCMC - MONEP

## La Bourse, c'est votre métier... ou votre passion...

C'est dans la tempête que l'on reconnaît les bons marins et vous voyez au-delà d'un coup de tabac ! Vous êtes dans un milieu vivant qui bouge et vous passionne, vous souhaitez élargir vos compétences en matière boursière. Le Directeur Général de la SCMC, filiale de la Compagnie des Agents de Change, ayant la responsabilité de la gestion et de la surveillance du nouveau marché des options négociables de la Bourse de Paris, le MONEP (créé en septembre 87), souhaite s'adjoindre un

# Responsable département Bourse

Directement en prise avec le marché, votre rôle : l'organiser, le gérer, surveiller la régularité des opérations et encadrer une équipe motivée (15 personnes), jeune et dynamique.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et avez plusieurs années d'expérience en matière de techniques boursières, venez nous rejoindre. A bientôt pour en parler avec vous.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/RDB/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

---




## Jeunes ESC, Dauphine, ... de l'audit externe, ou de l'inspection bancaire...

Vous êtes un Jeune Auditeur dans un Cabinet Anglo-saxon (cf. les Big Eight) ou Inspecteur au sein d'un Grand Réseau Bancaire. Nous vous offrons l'opportunité, à PARIS, de rejoindre notre

# Département contrôle

dans lequel vous aurez l'occasion de contrôler les négociations effectuées sur le marché des Options Négociables de la Bourse de Paris, le MONEP, en liaison étroite avec l'ensemble des Adhérents, Charges d'Agents de Change, Banques... Votre mission ? Veiller à l'application de la règlementation par une analyse et un audit des opérations qui se traitent sur ce Marché, évaluer les risques encourus par les divers intervenants, et vous assurer de la régularité des écritures comptables enregistrant les positions des uns et des autres. Un rôle essentiel où vos qualités de diagnostic, d'entregent ainsi que vos capacités rédactionnelles doivent vous permettre de réussir. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/TRO/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

---




**Filiale d'un important groupe immobilier,** notre Société compte parmi les premières dans le domaine de la gestion et de l'administration d'immeubles.

*"Notre groupe représente à la fois la tradition, l'expérience, et la solidité, mais également le dynamisme et une foi inébranlable dans l'avenir de l'immobilier de qualité".*

Ces mots de notre Président sont notre message à l'

# ADJOINT DE DIRECTION

que nous recherchons.

**Responsable du Service copropriété,** il assure d'une part, **et personnellement,** la gestion d'un portefeuille en copropriété de façon globale (technique, juridique, comptable, conseils syndicaux, assemblées générales...), et d'autre part supervise 2 gestionnaires responsables de leur propre portefeuille.

Il possède des **connaissances juridiques et comptables sérieuses,** une expérience réussie dans un domaine similaire, mais également des qualités relationnelles, un sens commercial développé, et une très grande disponibilité.

Au-delà de ce poste, l'importance de notre groupe assure un développement de carrière privilégié à un candidat de valeur.

*Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV,* **photo,** *prétentions)*
*sous la réf. 483 à : Pierre LICHAU*
*12, rue du Président Carnot*
*69002 LYON, qui transmettra.*

---

# BUDGET ET STRATEGIE

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et pouvez faire valoir une expérience de 3 ou 4 ans acquise dans un établissement financier ou bancaire, au sein d'un cabinet d'audit ou dans le service contrôle de gestion d'une grande entreprise.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration, et au suivi des budgets de la banque, et de conseiller les unités opérationnelles dans leurs choix stratégique.

Cette première affectation vous ouvrira de nombreuses opportunités en France et dans le réseau international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, manuscrite + CV + photo) sous la réf. BS 13 à

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

---




**EUROCARD FRANCE S.A.**

**Société Financière Internationale, filiale du Crédit Agricole et du Crédit Mutuel recherche**

# "JUNIOR" HEC - ESSEC - ESC

votre mission : Promouvoir notre politique commerciale auprès des banques (fréquents déplacements en province).

votre profil : Vous avez un tempérament affirmé de vendeur, nous vous offrons de mettre en pratique vos connaissances des techniques du marketing.
Vous connaissez la micro-informatique et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à :

**EUROCARD FRANCE - Direction du Personnel**
**16, rue Lecourbe - 75015 PARIS.**







# UNIVERS DE LA GESTION

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

## Assurer le secrétariat général d'une jeune société en expansion...

... C'est l'opportunité que nous proposons à un généraliste de formation supérieure en gestion ayant su, au delà de ses compétences financières, s'ouvrir au management des hommes ainsi qu'aux différentes fonctions de l'entreprise.

Très jeune société en France, filiale de groupes importants, notre vocation est d'offrir un ensemble de prestations novatrices et performantes dans le domaine des transactions interbancaires. Notre savoir-faire nous assure de larges perspectives d'évolution.

Le Manager que nous recherchons assure l'ensemble des fonctions administratives et financières : gestion, fiscalité, administration du Personnel. D'une manière plus large, il assiste le PDG dans l'ensemble de ses tâches : organisation et animation des équipes, mise en place des procédures internes, représentation de la société à l'extérieur notamment vis-à-vis des clients (grandes banques).

Nous vous voyons, à 35 ans environ, de personnalité ouverte et affirmée, maîtrisant l'anglais et l'outil informatique. La connaissance du milieu bancaire peut être utile, mais n'est pas *indispensable. Enfin, n'oublions pas vos qualités relationnelles et d'animation qui pourront* s'exprimer pleinement au sein d'une équipe jeune et enthousiaste, dans un domaine en constante évolution.

**TEG**, notre conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 704.11, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG, Ressources Humaines, 113 rue de l'Université 75007 PARIS.



DESSEIN

## Prendre en main la Direction Financière, puis la faire évoluer...

### Banlieue Ouest de Paris

C'est le challenge que vous propose la filiale française en plein essor (60 MF - 60 personnes) d'un des leaders internationaux de l'informatique.

Bras droit du Directeur Général pour la France et la Belgique, interlocuteur permanent de l'international, vous prendrez en charge en toute autonomie, la direction des services financier, comptabilité, administration des ventes comprenant une dizaine de personnes. Au delà de la supervision des opérations comptables, du reporting, de la fiscalité, de l'administration du personnel, *vous assurez personnellement le processus de contrôle de gestion* (plans et budgets) et l'optimisation du cash. Vous serez le garant de nos procédures.

A 30/35 ans environ, de formation supérieure (finances - comptabilité), vous apportez une solide expérience professionnelle de la gestion dans un environnement anglo-saxon, ainsi que la souplesse et la fermeté nécessaires pour vous imposer.

*La maîtrise de l'anglais est nécessaire.*
A la rémunération motivante s'ajoute une voiture de fonction.

**TEG**, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 70611, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG, Ressources Humaines 113 rue de l'Université 75007 PARIS



DESSEIN

Duquesne Purina



## Mission de Conseil Opérationnel pour Jeunes Financiers

Faire de la gestion et de la finance sur le terrain, être en contact avec les réalités quotidiennes tout en s'appuyant sur une technique solide : telle est l'opportunité que vous offre **Duquesne Purina** (1 milliard de CA, 8 usines, 550 personnes en France), filiale du groupe américain Ralston Purina.

Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une Direction Régionale, responsable de la gestion des risques clients d'une division. Vous assisterez nos concessionnaires dans leurs problèmes de gestion et de financement et nos commerciaux dans *le choix de leurs stratégies de développement.*

Nous recherchons des candidats de formation supérieure (ESC ou maîtrise + DECS), ayant de préférence une première expérience de gestion. Qualités de contact, mobilité, disponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

*Des postes seront proposés dans plusieurs régions.*

**TEG**, notre Conseil vous remercie d'adresser sous la référence M 70511, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG Ressources Humaines 113 rue de l'Université 75007 PARIS.



DESSEIN

# sofinarex

**Société Fiduciaire Nationale de Révision et d'Expertise Comptable**

recrute

**EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMES**
**COMMISSAIRES AUX COMPTES**
**STAGIAIRES AUTORISES**

pour des postes de

**DIRECTEURS REGIONAUX**
**CHEFS DE BUREAUX**
**CHEFS DE GROUPE**

**Expérience Groupe Fiduciaire appréciée**

Les postes sont à pourvoir dans les grandes métropoles régionales et plus particulièrement à
AMIENS - ANGERS - BESANÇON - BEZIERS
BIARRITZ - BORDEAUX - CANNES
CHALONS SUR MARNE
CLERMONT-FERRAND - DIJON
GRENOBLE - LILLE - LIMOGES - LYON
AIX - MARSEILLE - MONTPELLIER
MULHOUSE - NANCY - ORLEANS - PARIS
EST ET PARIS OUEST - POITIERS - RENNES
ROUEN - ST QUENTIN - STRASBOURG
TOULOUSE - TOURS.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à :
SOFINAREX - 20, place de l'Iris
LA DEFENSE - 92411 COURBEVOIE Cedex.

Pierre Lichau

Le Monde CADRES

## Banque privée

A TAILLE HUMAINE FILIALE D'UN GRAND GROUPE
8e arrondissement

recherche un

## ATTACHÉ DE CLIENTÈLE

**Agé de 30/35 ans environ, doté d'une très bonne culture générale, vous avez développé au cours des 3 à 5 dernières années auprès d'une banque ou d'une compagnie d'assurances une clientèle de particuliers de haut niveau et vous justifiez de très bons résultats.**

**Restant dans ce métier que vous aimez, vous recherchez une occasion d'accélérer votre carrière.**

**Nous sommes un établissement bien placé pour le conseil et la gestion de patrimoine, et pouvons vous donner cette opportunité.**

**Vous développerez votre propre fonds de commerce par apport de nouveaux clients dont vous assurerez le suivi (conseil et vente de produits financiers).**

**Les perspectives de carrière sont à proportion, pour un homme de caractère.**

**Classification (III à V) et rémunération (+ ou – 200 000 F) seront fonction de l'expérience acquise.**

***Dynamisme, sens de l'écoute, excellent contact, sens du risque, loyauté et esprit d'équipe sont les qualités que nous privilégierons.***

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et photo) à M. NEUMAIER, 3, rue Marbeau, 75116 Paris, sous la réf. 907 M

Filiale française d'un des leaders mondiaux de la micro-informatique professionnelle, nous avons réalisé en 1987, un CA de 240 MF, suivi d'une croissance de 30% et dépasse tous nos objectifs professionnels.

Pour maîtriser cette évolution et étoffer notre structure, nous créons le poste de

## Controller France

Aux côtés du Directeur Général France et en liaison avec le Directeur Financier Europe, vous assurez le suivi des résultats de la société, la gestion du «Cash and Credit» et l'élaboration du reporting.

Dans ce contexte fortement informatisé, vous serez assisté dans votre mission par le Chef Comptable et son équipe (5 personnes) ainsi que le responsable du recouvrement et son assistant.

Une priorité sera accordée aux candidats possédant une expérience confirmée des méthodes anglo-saxonnes et du recouvrement (5 ans minimum). Une formation supérieure de gestion, la maîtrise de l'anglais et une pratique aisée de l'outil informatique sont indispensables.

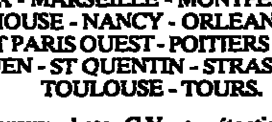
Une personnalité qui s'impose et ayant le goût du contact seront des atouts complémentaires. Ce poste est évolutif pour un candidat de valeur.

**TEG**, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous réf. M 702 11 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG Ressources Humaines 113 rue de l'Université 75007 PARIS



DESSEIN







GROUPE SPÉCIALISÉ EN INFORMATIQUE ET COMMUNICATION
recherche, pour accompagner son développement,

## RESPONSABLE FINANCIER

Rendant compte directement au Président, il aura pour mission :

- *Dans un premier temps,*
  - Le montage et la négociation de dossiers de financement à moyen et long terme.
  - La réalisation d'études financières nécessitées par les objectifs de croissance externe.
- Dans un second temps,
  - La mise en œuvre d'un contrôle de gestion des activités du Groupe.
  - L'assistance auprès des filiales sur des projets d'investissement ou de financement.

Ce poste doit évoluer, pour un candidat de valeur, *vers celui de Directeur Financier du Groupe.*

De formation supérieure, âgé au minimum de 30 ans, il aura une solide expérience d'analyse financière dans le secteur des Services, acquise dans la Banque ou à la Direction Financière d'un groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à *SAINT-HONORÉ CONSEIL*, sous réf. ATYA, 47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

SAINT HONORE CONSEIL
*Groupe Edmond de Rothschild*

DESSEIN

## Marketing international agro-alimentaire

Nous recherchons

## le directeur de notre département fruits et légumes

**MISSION :**
Il sera chargé de la communication en faveur des fruits et légumes en France et à l'étranger, avec l'assistance de deux responsables marketing.

**PROFIL :**
– Homme (ou femme) de marketing, il aura une solide expérience de chef de groupe dans le secteur agro-alimentaire (annonceur ou agence).
– Animateur, rassembleur, négociateur, il sera doué d'une forte autorité naturelle.

Adr. lettre manus., c.v., photo et prét. s/nº 8 174 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

RECHERCHE

**collaborateur commercial**

diplôme IUT (technique de commercialisation) ou équivalent.

Env. c.v., photo et prétentions à FFSPN, 57, rue Cuvier, 75231 PARIS Cedex 05.

**IFTIM**
en liaison avec l'ANPE

recherche

**- Ses futurs enseignants**

Dans les domaines : logistique et sécurité.

**- Ses chargés de relat. avec les entreprises.**

Les candidates et candidats (dégagés des O.M.), âgés prioritairement de moins de 25 ans, posséderont le permis VL et seront obligatoirement titulaires d'un diplôme BAC + 2 dans l'une des spécialités suivantes :

– Transport et logistique ;
– Hygiène et sécurité ;
– Technique de communication.

Ils seront définitivement recrutés à l'issue d'un stage de formation rémunéré de 10 semaines.

**poste disponobles dans toute la France**

camif

*Notre métier : La Vente Par Correspondance.*
*Nos moyens : des Catalogues et des Magasins.*
*Notre dimension : 1 380 salariés pour un C.A. de 3,5 milliards. Nos partenaires : plus de 900 000 Clients-Sociétaires et 5 500 fournisseurs. Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite.*
*Le défi coopératif dans la distribution d'aujourd'hui.*

*Recherchons pour notre Direction Financière*

## CONTROLEUR DE GESTION HF CONFIRME

*Directement rattaché au Directeur Financier et animant une équipe de 4 personnes, il sera responsable de la gestion des coûts analytiques et budgétaires de l'Entreprise. Il développera les outils informatiques, assurera la diffusion des informations dans les différents services et réalisera des analyses de gestion spécifiques.*

## CHARGES D'ETUDES HF

*Ces fonctions s'adressent à de jeunes Collaborateurs capables d'assurer des analyses de gestion, des études de rentabilité et de participer au suivi analytique et prévisionnel des principaux secteurs de l'entreprise.*

*Tous ces emplois s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (E.S.C., D.E.C.S.) ayant une excellente maîtrise des mécanismes comptables, de bonnes connaissances en informatique et les qualités de l'homme de communication. Une expérience professionnelle en entreprise ou cabinet est recherchée.*

*Ces postes sont à pourvoir à NIORT, ville où les secteurs tertiaires et informatiques sont en expansion. Adressez C.V. + photo + prétentions à la Direction du Personnel Trévins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.*

Pierre Lichau

## BANQUE PRIVEE 8e

## CADRE D'EXPLOITATION

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous prenez en charge une partie de notre fonds de commerce *PME - PMI et assurez le développement.* Nous souhaitons recruter un cadre d'environ 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte ayant une expérience de 2 à 5 ans d'exploitation en clientèle PME-PMI. Dynamique, sens du risque, esprit d'équipe et goût marqué de la prospection commerciale sont les qualités que nous privilégions. Salaire de l'ordre de 180-200.000 F. Libre rapidement si possible.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1211 (lettre manuscrite, CV, photo) à

François MICHAU Conseil BANQUE . FINANCE
53, Bd d'Angleterre
78110 LE VESINET.

LIN-TOURNAY/ASSCOM

## AGENCE DE PUBLICITÉ

PARIS-17e

recherche

**COMPTABLE**

âge moyen 25/30 ans

Le poste s'adressent à un(e) candidat(e) possédant 3 à 5 années d'expérience de la comptabilité générale acquise impérativement en P.M.E.

Adresser c.v. + photo à l'attention de Josiane GUEYFIER, CLM/BBDO, 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.

PROMOTEUR IMMOBILIER LOISIRS
recherche
pour Savoie

**RESPONSABLE D'AGENCE.**

Fonctions techniques, administratives et commerciales. Formation Bac + 2 + quelques *années expérience immobilière.* Adr. candidat. manuscrite + c.v. s/nº 1 220 MPA, 69298 Lyon Cedex 02.

ÉCOLE RECHERCHE ENSEIGNANT VACATAIRE
en anglais, pour remplacement 4 h/semaine.
Envoyer c.v., photo et prét. APS, 1, r. Choiseul, PARIS-2e.

Cabinet Conseil-Formation
recherche

**1 FORMATEUR**

30/40 ans. Spécialisé en management participatif et/ou marketing vente. Vécu d'entreprise et expérience formation en cabinet. Sens commercial. Esprit d'équipe.

Env. c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
PROSPECTIVE ACTION,
121, rue St-Lazare, PARIS-8e.

Impte association rurale U.N.A.A.D.M.R.
*recherche*

**JURISTE**

EN DROIT SOCIAL
ayant soit une bonne formation 3e cycle en droit social soit une *première expérience de conseil* en entreprise ou un cabinet chargé de gérer les fonds de la formation professionnelle et de conseiller les adhérents. Env. lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au :

Directeur général
U.N.A.A.D.M.R.,
184 A, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS.

INSTITUT DE FORMATION
recherche pour participer à son développement

**FORMATEUR CONSULTANTS H./F.**

SA MISSION :
- Concevoir et organiser des actions ;
- Animer des formations ;
- Commercialiser des projets d'intervention.

NOTRE PARTENAIRE IDÉAL
- Sens inné des relations ;
- *Capacité d'adaptation à des rythmes variés ;*
- Epanouissement pers. au sein d'une petite équipe ;
- Formation supérieure technique ou de gestion et de management.

Expér. opérationn. 5 à 8 ans.

Merci d'adr. c.v., photo, lettre manus. à Y. OZANNE, INITIATIVES, 58-60, av. de la Grande-Armée, 75017 PARIS. S/réf. 87-11-LM.

**Sté d'intérim spécialisée dans secteur bancaire**
recherche
**CLASSES V, VI, VII, VIII.**

Env. c.v. + photo à BANK SERVICES, 71, rue de Dunkerque, 75009 Paris (ne pas se prés.).

GROUPE DE MUTUELLES
en expansion recherche

**ATTACHÉ CCIAL**

pour son secteur prévoyance individuelle en région parisienne. De formation supérieure il sera chargé de développer leres garanties de capitalisation. Salaire et avantages sociaux intéressants. Env. c.v. et lettre manuscrite à Centrale d'Annonces, 121 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

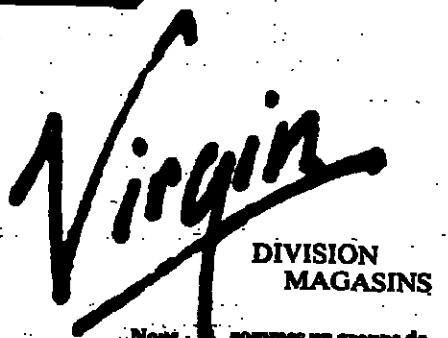
Société allemande

recherche un

**INGÉNIEUR TECHNICO CCIAL**

pour région Est
- Très b. connaiss. en servitudes nucléaires indisp. ;
- *Allemand courant exigé.*

Ecr. à M. IVANKOVIC Max-Born, Str. 4 68000 Mannheim.




DIVISION MAGASINS

**Nous sommes un groupe de communication multimédia qui comporte notamment une chaîne de 100 magasins en Grande Bretagne réalisant 1 milliard de francs de Chiffre d'Affaires.**

**Nous créons notre premier magasin en France à Paris sur une surface de 3000 m² consacrée à l'ensemble des supports musicaux (disques, cassettes, compact disques et vidéocassettes) dans tous les styles (variétés, jazz, classique...).**

**Nous recherchons aujourd'hui des responsables, hommes ou femmes, pour participer à notre développement.**

## Responsable Administratif Junior

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sera responsable du recrutement, des définitions de fonctions, de la détermination des systèmes de motivation, de la rémunération du personnel,...
D'une manière générale, il organisera le planning de travail et s'assurera de la bonne marche du magasin.
Le candidat aura une formation supérieure DUT (Gestion du personnel) ou BAC + 4, complétée par une expérience similaire de 2 à 3 ans dans la fonction.
Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + rémunération + tél à **Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris,** sous réf. 1079 IP/LM.

## Chef Comptable

Rattaché au Directeur du magasin, il sera responsable de la mise en place et du suivi des procédures comptables, de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, de la paye et des déclarations fiscales. Il aura à encadrer une équipe de 5 à 6 personnes.
Jeune et motivé, le candidat devra justifier d'une première expérience, si possible dans la grande distribution. De bonnes notions en anglais sont souhaitées.
Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter **Michel Guinot** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + rémunération actuelle + tél à **Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V - 75008 Paris,** sous réf : 1000 MG/LM.

## Contrôleur de Gestion Junior

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sera responsable de la mise en place, du suivi, et du contrôle : des budgets et de l'analyse des écarts, des tableaux de bord et des procédures informatiques de gestion.
Diplomé d'une grande Ecole de Commerce, possédant 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en contrôle de gestion, le candidat très motivé par la distribution aura un excellent niveau d'anglais.
Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + Rémunération + tél à **Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris,** sous réf. 1078 IP/LM.



Michael Page Finance

**Spécialiste en recrutement financier**
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM




## Gestionnaire tout terrain pour 9 filiales étrangères !

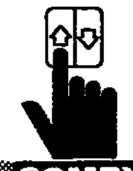
Distributeurs des produits hors de France (dont USA et JAPON), nos 9 filiales (180 personnes) ont hissé **SOMFY** au premier rang mondial sur son marché des systèmes de commande électrique et automatique pour manœuvre de stores, volets roulants... (400 millions de CA dont 70 % à l'étranger).
Les activités de conception et de fabrication tout comme la holding dont elles dépendent, sont situées en Haute-Savoie (400 personnes).

### CONTRÔLEUR DE GESTION A L'INTERNATIONAL

Rattaché à notre Président, vous déterminerez, puis mettrez en place dans chacune de ces filiales, les meilleurs moyens d'optimiser leur efficacité et leur rentabilité. L'harmonisation des procédures budgétaires, que vous aurez conçues, fera partie de votre mission, mais il vous faudra avant tout élaborer et mettre en place les solutions optima en matière d'organisation, de gestion ou de management.

Ce poste s'adresse donc à un homme disponible (fréquents déplacements à l'étranger) mais aussi capable d'effectuer chacune de ses missions avec autonomie et forte **implication personnelle.** Nous attacherons également beaucoup d'importance aux grandes qualités relationnelles qui vous permettront de valoriser avec efficacité vos compétences (type ESC).
3-4 ans de **gestion d'un centre de profit** à l'étranger ou une expérience des **réseaux de distribution industriels internationaux** serait un atout important. Bien entendu vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise peut-être même aussi la langue allemande.

Nous vous remercions donc d'adresser votre candidature (CV détaillé, lettre, photo et salaire actuel) au service du personnel de SOMFY, sous référence CGI, BP 152, 74300 Cluses.




Nous sommes la filiale française d'une multinationale européenne.

Avec un chiffre d'affaires de 1.100 MF et 40% du marché, nous avons une position de leader. Nous recherchons notre

## Responsable Comptabilité Générale

**Oise** **240 - 260 KF**

Il aura pour principales responsabilités la comptabilité générale jusqu'au bilan, l'établissement des déclarations fiscales ainci que l'élaboration du reporting.
Véritable **Manager**, il sera capable d'organiser son équipe et de faire évoluer le système comptable et informatique.
Pour gérer nos importants volumes d'opérations, le candidat aura l'expérience de la grande entreprise ( 10 années minimum ) et sera titulaire du DECS. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est nécessaire.
Contacter **Paul Mercier** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + lettre manuscrite + N° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Comptabilité,** ***19, avenue George V - 75008 Paris*** *sous réf 254 PMM*

Michael Page Comptabilité

**Spécialiste en recrutement comptable**
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

ADICOM

## Contrôleur de gestion

Nous sommes une société industrielle (400 personnes) fabriquant et distribuant des produits de haute technologie leaders sur leurs marchés.
Sous l'autorité du directeur administratif et financier, le contrôleur de gestion que nous recherchons sera chargé de : mettre en place un système de gestion performant (outil de comptabilité analytique, procédures de gestion et informatisation), de préparer le budget, d'analyser les écarts par rapport aux prévisions.
Diplômé d'une école supérieure de gestion vous avez une expérience confirmée de ce type de fonction (3 à 5 ans) acquise dans un contexte industriel et une bonne pratique de l'outil informatique.
Votre performance sera un facteur déterminant pour une évolution rapide dans notre société ou dans le grand groupe industriel dont nous sommes la filiale.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.117.87/M à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



Critère

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

IMPORTANT CABINET D'AUDIT PARISIEN
*recherche un*

## ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Il contribuera à :

- la mise en place des outils de gestion
- l'établissement des budgets
- le développement des tableaux de bord
- l'analyse des écarts et la définition des mesures correctives.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, le candidat aura acquis une première expérience de contrôle de gestion (3 à 5 ans).

*Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 69722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra.*

ETABLISSEMENT DE CREDIT
recherche

## Directeur d'Agence

**Paris** **Réf : FB 77 MO**

Rattaché à la Direction des Agences, ses principales responsabilités comprennent :
- L'encadrement et l'animation d'une Agence employant une dizaine de personnes.
- La gestion des dépôts et le suivi des opérations pour le compte des clients particuliers et institutionnels de l'Etablissement.
- Le développement des relations commerciales et la promotion des services financiers auprès de la clientèle.
Doté d'une bonne formation commerciale ou technique de banque et d'une expérience d'au moins cinq ans de direction d'agence, vous souhaitez valoriser vos qualités de manager en participant à l'expansion d'un Etablissement dynamique.
Contacter **Frédéric Foucard** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer un curriculum vitae + n° de téléphone + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 avenue George V - 75008 Paris,** en mentionnant la référence.

Michael Page Banking

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
**Spécialiste en recrutement bancaire**

ADICOM

Etablissement financier de premier plan
recherche

## ANALYSTE FINANCIER

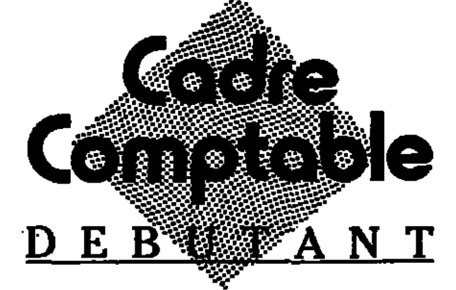
Intégré dans une équipe de 10 analystes financiers travaillant de manière sectorisée, *il aura la responsabilité du secteur* «hautes technologies» (aéronautique, électronique, etc).

Il suivra et réalisera des analyses sur les valeurs cotées de ce secteur économique.

Pour ce poste qui exige autant de rigueur que de curiosité intellectuelle, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles d'Ingénieurs,...) *ayant si possible 2 années d'expérience professionnelle* dans le tertiaire financier ou dans le secteur aéronautique.

Ecrire avec CV, photo et prét. sous réf. 32417 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE




**Titulaire du DECS,**
un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.

Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés).
Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de filiales.

Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co, Maîtrise) serait appréciée.

Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6130) 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une PME en forte croissance fabricant de bijouterie

à la recherche de son

## CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du directeur financier

— Vous serez responsable de l'unité comptabilité générale.
— Vous animerez son équipe.
— Vous analyserez et formaliserez les procédures.
— Vous serez responsable des états financiers et de la fiscalité courante.

— Vous avez environ 35 ans.
— Vous possédez un DECS complet et 3 ans au moins d'expérience dans la fonction.
— Vous avez des talents d'organisateur et vous savez communiquer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée sous n° 8 182 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7°.






*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

# CHEF DE SERVICE - AUDIT COMPTABLE

## DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

De formation grande Ecole de Commerce ou Universitaire, vous possédez un très bon niveau de formation comptable (DECS minimum). Familier des comptabilités anglo-saxonnes, vous avez, de plus, de bonnes connaissances en fiscalité.

Pour des déplacements fréquents dans nos filiales françaises et étrangères, vous êtes disponible et vous maîtrisez la langue anglaise. Une expérience de quelques années en révision comptable dans un cabinet d'expertise serait un atout supplémentaire vous permettant de réussir dans ce poste et d'évoluer, à terme, au sein du Groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce poste est basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à **P.M. LABINAL** - Ch. LEFRANCOIS - Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales - BP 218 - 78051 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX.

CONTESSE




# RANK XEROX

## *Jeune potentiel Direction Finance optimisez vos capacités en contrôle de gestion*

Au sein du Service Chiffre d'Affaires de la Direction Planning et Contrôle de Gestion, nous vous confierons dans un premier temps les prévisions du Chiffre d'Affaires Vente de la Société dans le cadre de l'élaboration des plans à court et moyen terme.

Vous proposerez à la Direction Générale les plans d'action découlant de l'analyse des écarts et des tendances.

Vous négocierez avec la Direction Marketing pour optimiser la croissance du Chiffre d'Affaires.

Diplômé Grande Ecole, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience.
Autonome et rigoureux, vous prenez des initiatives et aimez les contacts.
Vous avez le goût des outils informatiques et cherchez toujours à les améliorer.

Vos preuves faites dans ce poste, une évolution vous sera offerte au sein du groupe.

*Merci d'adresser votre candidature avec CV* sous réf. G.LM.19 à Hélène Lautredou - RANK XEROX - Direction des Ressources Humaines - 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

média-system

# Juste à temps !

**EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE RENOMMÉ, nous repensons totalement notre organisation dans une philosophie de flux tendus ; le directeur de notre usine (500 p. dans l'Oise) qui investit 50 MF dans notre outil de production, cherche son**

## responsable de la gestion de production

Ingénieur avec une première expérience de la fabrication ou diplômé d'une grande école de gestion ayant participé à une belle action d'organisation industrielle, vous arrivez à la trentaine et ambitionnez de diriger une opération d'envergure.

**Venez régler nos approvisionnements, organiser une collaboration efficace avec nos 70 fournisseurs en Europe, créer avec nos informaticiens une GPAO moderne, bâtir et exploiter notre système de programmation des fabrications, organiser nos stocks et nos transports. Anglais indispensable.**

Ecrivez à notre consultant, J.P. DOURY (réf. 5133 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

*MEMBRE DE SYNTEC*

# CONTROLEUR DE GESTION

## GESTION INDUSTRIELLE - ORDONNANCEMENT/LANCEMENT - APPROS

Prestigieuse marque de maroquinerie/bagagerie de luxe, notre notoriété mondiale est à l'image de notre développement exceptionnel.

**Au sein d'un centre de production regroupant 3 Unités, nous créons, en Vallée du Rhône, le poste de "Contrôleur de Gestion".**

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, de Commerce, de Gestion, vous avez complété votre formation par un DECS. A 38 ans environ, votre expérience s'est élargie en ayant abordé ces problèmes en production, ordonnancement/lancement et appros. L'utilisation de la micro-informatique vous est familière. Nous sommes équipés en IBM XT et pratiquons Framework II ainsi que DBase III Plus.

Nous offrons une réelle opportunité pour un Collaborateur de valeur, qui saura s'imposer par ses compétences, son professionnalisme, la qualité de ses contacts et par sa forte personnalité.

Cette offre doit retenir votre intérêt, pour en savoir plus, adressez votre candidature, sous référence 203.PA.007 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer en toute confidentialité.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

PARIS 42 85 15 53 ■ LYON 78 93 87 18 ■ MULHOUSE 89 32 26 26

Grande Banque
PARIS recherche

# GÉRANT DE PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ

4/5 ans d'expérience.
Anglais courant.




**Secteur bancaire** **Lyon**

# Jeune auditeur : compétences comptables et qualités de contact pour mission de contrôle et d'organisation

Grande banque régionale, nous vous proposons d'intégrer notre Direction de la Comptabilité.

Formé à notre environnement, vous assurez le contrôle d'opérations comptables spécifiques au milieu bancaire. *Vous intervenez dans l'élaboration de notre projet d'organisation* en participant à la mise en place d'un progiciel de comptabilité générale et analytique.

Diplômé d'une grande école de gestion + DECS ou équivalent, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans en Cabinet ou au sein d'une Direction Comptable et Financière.

Au-delà des compétences comptables indispensables, vos qualités relationnelles et votre diplomatie vous permettront *d'animer, convaincre et former les équipes qui vous* entourent.

Ce poste, à pourvoir au Siège à Lyon, s'adresse à un tempérament ouvert et dynamique qui saura évoluer vers d'autres responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature, à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous réf. 206 M, à Michèle GOMEZ.

ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX.

ALGOE

Groupe industriel en biens d'équipement
n° 1 mondial dans son secteur recherche

# CONTROLEUR DE GESTION

Ce spécialiste confirmé, issu d'une école supérieure de comptabilité ou équivalent, aura une excellente connaissance de son métier (comptabilité analytique, générale, systèmes de gestion informatisés) et une expérience minimum de 3 ans.

Il contrôle, analyse, détecte, chiffre, compare, présente régulièrement un état, participe aux bilans mensuels et annuels, propose des solutions efficaces pour une meilleure performance.
Allemand exigé, Anglais apprécié.
Lieu de travail : CHATEAUROUX.

**Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. G/CG à M. GINISTY, STUDIS, 91, avenue de la République, 75011 PARIS**

# *DIRECTEUR FINANCIER* Marseille
## *FINANCIER & INFORMATIQUE*

Important groupe de sociétés du secteur du logement social – 20 000 logements gérés – ayant son siège à Marseille, recherche son directeur adjoint responsable des services comptables, financier et informatique.

Directement impliqué dans le développement des sociétés du groupe il devra posséder :

- Une solide formation de base de type ESC, ESSEC, plus DECS, ainsi qu'une bonne connaissance du droit des sociétés ;
- Une expérience significative de la fonction ;
- Une large ouverture d'esprit fondée sur l'analyse et la créativité, au service de l'amélioration, de la performance et du devenir.

Adresser c.v., lettre manuscrite, plus rémunération actuelle, à EUROSUD N° 4 117, 248, av. Roger-Salengro, 13344 Marseille C. 15.

Nous sommes un important groupe français prestataire de services.
Pour assister le Directeur Comptable et Financier, nous créons la fonction de :

# *DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT* *400 KF MARSEILLE*

Ce collaborateur direct sera chargé d'organiser la gestion centralisée des opérations comptables et financières de nos Sociétés, avec l'appui d'un solide outil informatique.

**Mission :** • Assistance, contrôle et suivi des services administratifs et financiers du siège : Comptabilités, Trésorerie, Consolidation, Actions Juridiques. • Coordination et animation des équipes (70 personnes).
• Analyses, prévisions et propositions dans un souci constant d'optimiser les performances du système.

**Profil :** De formation supérieure, vous disposez d'une excellente pratique des techniques financières, comptables et fiscales, exercées dans un poste similaire.

Adaptabilité, sens de l'organisation et des relations humaines sont indispensables pour évoluer rapidement *parmi nous.*

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

RC RARO CONSEILS

Merci d'adresser dossier de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 211 M. 90, rue de Rome 13006 MARSEILLE. Confidentialité assurée.

Jonathan

Grande banque de dépôts à Paris recherche
dans le cadre de la création d'un département change

# *Cambiste confirmé*

Ayant une connaissance approfondie du comptant et du terme ainsi que des instruments de gestion de trésorerie devises.

# *Cambiste clientèle*

Dont les compétences techniques et les qualités relationnelles sont des atouts pour le suivi de la clientèle de la banque.

*L'intégration des candidats dans une structure nouvelle* leur permettra de participer au développement de l'activité internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2589 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

wagons-lits
La Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour son département aéroport à **ORLY** un

# RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

Avec l'aide de son équipe, il aura pour mission :

- la conduite du projet de décentralisation de la comptabilité et de son traitement informatique
- la supervision de la comptabilité de 4 établissements en succursales (200 millions CA)

Une formation supérieure comptable (type DECS) est nécessaire, ainsi *qu'une* expérience *confirmée* de 3 ans minimum dans des fonctions similaires.

Connaissance informatique nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à EUREST - Service Recrutement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

DESSEIN

# GROUPE BLA

Expertise comptable - commissariat - *conseil - informatique, recherche*

# INTERVENANTS

Niveau N2 - N3.
Ecole de Commerce ou équivalent.

Envoyer C.V. à D. LANGMANTIL
13/15, rue Buffon - 75005 PARIS.

Pierre Lichau

*MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT*

Nous sommes un important organisme de retraite par capitalisation, et créons le poste d'

# *Adjoint au Responsable du Service Retraites*

## *Formation Scientifique*

### *Paris*

A 25/30 ans environ, titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées, avec si possible un complément de formation en gestion, expérimenté depuis 2/3 ans, vous présentez un profil idéal pour :

- encadrer et animer une équipe de 20 personnes
- organiser la mise en place de nouvelles procédures informatiques

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à Catherine LASRY sous réf. M 8967 à **CNPG Ressources Humaines**, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS qui l'étudiera en toute confidentialité.

DESSEIN





# UNIVERS DE LA GESTION

*Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.

## Strafor

groupe Steelcase Strafor

regroupe l'ensemble de ses ACTIVITES MOBILIER BOIS en une

**division européenne**

(300 personnes - CA 300 MF - 3 établissements industriels) et recherche un

## contrôleur de gestion

Il jouera un rôle actif auprès du DIRECTEUR GENERAL de cette nouvelle Division ayant de forts objectifs de développement au niveau international et bénéficiant d'investissements importants sur le plan des équipements. Il assurera la mise en place d'outils de gestion dans chaque unité industrielle. Il coordonnera l'action des Contrôleurs de Gestion usines et supervisera en parallèle le Service de Gestion Administrative et du personnel.

Cette création de poste nécessite sens de l'anticipation et de la décision, rigueur et esprit d'initiative et s'adresse à un DIPLOME GRANDE ECOLE DE GESTION, de 30 ans environ, possédant 3 à 5 ans d'expérience du Contrôle de Gestion industriel et ayant une bonne pratique de l'anglais.

Localisation : région de Chartres.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3414 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

## A 30 ans prenez la barre d'un centre de distribution

GERVAIS DANONE

Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1er producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

### Diplômés d'Etudes Supérieures

Diplôme ESC, universitaire ou ingénieur en poche, vous avez fait d'emblée le choix d'intégrer une petite structure responsabilisante, donnant libre cours à vos initiatives et à votre personnalité. Aujourd'hui la trentaine, vous avez acquis une expérience de 3-5 ans de la gestion et de l'animation d'une PME ou d'un centre de profit. La compétition quotidienne pour les délais, les résultats, pour maintenir un niveau élevé de motivation de vos équipes, de satisfaction de vos clients... vous avez appris.

Aujourd'hui, être le n° 2 ne vous suffit plus.

La structure Distribution de GERVAIS-DANONE FRANCE, vous propose le challenge de la direction d'un de ses centres de distribution.

Votre mission : distribuer nos produits aux meilleures conditions de coût et de qualité de service, dans le cadre d'un budget défini. Vous serez responsable d'un CA de plusieurs centaines de millions de francs.

Vos moyens : un établissement de 30 à 60 personnes à diriger, des installations adaptées, une gestion de stocks performante.

Vous intégrerez une équipe de professionnels de la distribution mobilisés autour de la valorisation de notre image de qualité du service et des produits.

Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait donner de la valeur aux talents.




Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 62 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## LE BRAS DROIT DU DIRECTEUR FINANCIER DANS UN GRAND GROUPE DE PRESSE

La rapidité du développement d'un important groupe de presse magazine français conduit son directeur financier à rechercher son assistant.

Plus particulièrement chargé du contrôle budgétaire, il devra établir des tableaux de bord par revue et par société afin de suivre la rentabilité, réaliser les budgets annuels et les estimations financières de chaque magazine.

Votre diplôme d'école de commerce en poche, titulaire d'un DECS ou équivalent, l'idéal serait que vous vous soyez familiarisé avec cette fonction dans la presse.

Vous n'êtes pas avare de votre temps, vous êtes imaginatif et avez toujours été attiré par le travail en petite équipe.

La réussite de nos derniers lancements et les nombreux projets que nous avons en train vous permettront sans doute de progresser avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (curriculum vitae, lettre manuscrite, photo) sous la référence M 380 à Marc SCHORESTEHE, Alliance RH, 124 bis av. de Villiers, 75017 PARIS.

**alliance RH**

124 BIS, AVENUE DE VILLIERS - 75017 PARIS.

## bioMérieux

Produits et réactifs de laboratoire

Première société française de réactifs pour le diagnostic biologique, recherche pour l'une de ses filiales basée à Florence, un

## contrôleur de gestion

Sa mission consistera à développer au sein de cette société nouvellement acquise un outil de gestion performant (comptabilité analytique, contrôle budgétaire).

Il travaillera en étroite liaison avec le Directeur Administratif local et sera rattaché fonctionnellement à la Direction Financière du Groupe, dont il sera le correspondant.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent), il a acquis une première expérience du contrôle de gestion en milieu industriel, il est familier avec l'environnement informatique et parle couramment l'italien.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.C. ALERINI - BioMérieux Chemin de l'Orme - MARCY l'ETOILE 69752 CHARBONNIERES Cedex.

Pierre Lichau

## Animer contrôler organiser 5 centres de profit

un challenge pour un "controller"

Notre filiale (500 personnes) est organisée en 5 centres de profit répartis nationalement. Le poste que nous créons à Paris s'adresse à un homme de ± 35 ans, issu de l'enseignement supérieur (sup de co, sciences po, ESSEC, DECS) justifiant de 5 années d'expérience au moins.

Homme de terrain, mobile et disponible, doué de talents relationnels, vous aurez à animer des comptables décentralisés, à assurer le reporting mensuel de la filiale et à normer les organisations administratives.

Nous avons confié la recherche à I.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS à qui nous vous prions d'adresser lettre + CV + photo + rémunération s/réf. 5202 M à l'attention de Guy BRENGARD.

IPPA

## En selle !




Solidement implantée depuis 100 ans dans le monde du sport hippique, notre société de 170 personnes (650 MF de CA) s'est lancée depuis quelques années dans une importante mutation pour faire coller au mieux ses prestations et l'évolution des goûts du public. Elle recherche pour renforcer son potentiel d'évolution un

## Jeune contrôleur de gestion

Il sera chargé principalement de concevoir un système de contrôle de gestion, d'organiser les circuits des informations, de suivre la trésorerie et les placements financiers. De formation supérieure, type ESC, vous n'êtes pas insensible aux activités de loisirs et vous recherchez, après une première expérience de 2 à 3 ans, un poste où votre potentiel pourra être valorisé rapidement. Votre capacité d'analyse, votre goût de la gestion et vos connaissances en micro-informatique seront vos meilleurs atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à Dominique de VERNEUIL, ARCHE CONSEIL, sous référence 571.

média-system

68, rue Duquesne




69006 LYON

## STÉ INTERNATIONALE DE HAUTE TECHNOLOGIE

(30 km de RENNES)

recherche

## ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER

Mission :
- Comptabilité générale, déclarations sociales et fiscales.
- Mise en place de la comptabilité analytique dans le cadre d'une GPAO.
- Participation au suivi des filiales étrangères.

Profil :
- Formation supérieure : MSTCF, cursus Expertise comptable, ESC + DECS.
- Connaissance comptabilité anglo-saxonne et consolidation appréciée.
- Utilisation informatique de gestion.
- Expérience 3 ans minimum.
- Anglais lu et écrit.

Ecrire n° 8149 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

## Construisez avec nous la banque de demain !

## ORGANISATEUR

Nous sommes une grande banque régionale implantée dans l'Est de la France. Déterminés à relever les défis de la banque de demain, grâce à nos structures et notre potentiel technique et humain, nous désirons renforcer notre service organisation et recherchons un jeune organisateur.

Opérationnel rapidement, il prendra en charge des projets dans le cadre de la refonte du système d'information. En relation avec les différents services et le département informatique, il analysera l'existant, prendra en compte la transformation des besoins et mettra en forme les procédures et les circuits de traitement des informations.

Nous recherchons un organisateur pragmatique ayant une formation scientifique supérieure (Bac + 4, école d'ingénieur) ou une formation commerciale supérieure. Sa ténacité, son sens de l'analyse, son esprit de synthèse, ses capacités d'écoute et son autonomie seront déterminants. Agé de 28 à 35 ans, il aura une première expérience de 3 à 4 ans dans ce domaine.

Nous lui proposons un travail passionnant dans un environnement jeune et dynamique. La fonction est évolutive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 41/2032 A à :

**EGOR BANQUES & SERVICES**

19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

## BANQUE PRIVEE

## chef de service comptable

HF

Dans le cadre d'un important développement de ses activités, nous recherchons le responsable de notre service comptable.

Sous l'autorité d'un Sous-Directeur, vous animerez une équipe de 3 personnes et prendrez en charge :
- l'organisation des procédures comptables,
- l'ensemble des opérations comptables : bilan, comptes de résultats, déclarations aux administrations.

Vous avez obligatoirement une expérience de la comptabilité bancaire acquise, si possible, après une formation supérieure.

Une expérience des nouveaux instruments financiers, de la consolidation des bilans et de la micro-informatique serait un plus.

Votre rémunération sera motivante.

Lieu de travail : Paris 9e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 5083/LM, à

MÉDIA PA

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## LE MATIF :

### Troisième place mondiale, bientôt la deuxième

pour son contrat notionnel

Ce succès est dû notamment à une très bonne maîtrise des nouvelles technologies financières développées par la CCIFP, Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris.

La CCIFP assure toutes les opérations d'administration de contrôle et de garantie des contrats négociés sur le MATIF. Avec des cadres jeunes et bien formés, un effectif qui double tous les six mois, un état d'esprit résolument novateur, la CCIFP, assurée de la pérennité, nourrit de fortes ambitions tant nationales qu'internationales.

Le département "Contrôle" crée 3 postes de :

## Jeunes CONTROLEURS

Chez les adhérents (banques, agents de change...), vous vérifiez le respect des règles en vigueur, évaluez les risques pris par les intervenants à l'égard du marché, assistez le service MATIF de l'adhérent... Chaque vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport.

Diplômé de l'enseignement supérieur

### hec, iep, sup de co...

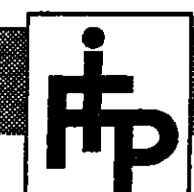
vous souhaitez démarrer votre carrière en participant au fantastique développement des marchés financiers.

La rigueur, le sens du détail, le goût pour l'analyse, l'esprit de synthèse, mais aussi les qualités de contact et de diplomatie sont nécessaires pour réussir.

Une formation vous sera assurée et l'évolution de votre carrière pourra être rapide.

Faites-nous part de vos motivations en adressant votre dossier de candidature sous référence M/190 à

ornicar 3, av. Bertie Albrecht 75008 Paris




## INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour sa Direction Financière, située à Rueil-Malmaison (92) un

## CADRE COMPTABLE

rattaché directement au Directeur Financier

Il est chargé

- de la supervision de l'ensemble des travaux du Département Comptabilité/Finances, de l'arrêté des comptes ainsi que de l'établissement des documents de synthèse et des déclarations fiscales.
- de l'organisation du Département, de l'actualisation, en liaison avec la Direction Informatique, des pratiques et procédures.

**Une formation D.E.C.S. nouveau cursus ou équivalent est exigée.**

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 32436 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

## Importante société textile

recherche

## JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour sa filiale allemande proche de FRANCFORT

- Formation : école de commerce ou de gestion.
- Parfaitement bilingue.
- Poste à pourvoir en RFA. Libre rapidement.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous le n° 8 129 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.







# UNIVERS DE LA GESTION

## CHEF COMPTABLE

*Très grande agence de publicité internationale, nous avons les premiers mondialisé nos activités. Cotés à New York, Londres et Paris nous comptons les plus prestigieux budgets.*

*C'est donc un chef comptable qui ne ressemble pas à un chef comptable que nous recherchons. En effet, il a plus l'allure d'un «marketing man», tant sur le plan de l'apparence que de la personnalité, mais n'en demeure pas moins rigoureux dans la tenue des chiffres.*

*Titulaire du DECS complet, doté de 6 ans d'expérience environ, de bonnes connaissances en fiscalité, il va de main de maître assumer les responsabilités suivantes : comptabilité française, reporting auprès des actionnaires, consolidation des comptes...*

*Il parle de préférence anglais et sera suivi et aidé dans sa mission par une adjointe et 5 collaborateurs.*

*Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous référence 584 M à notre Conseil.*

***SODERHU***
***22 rue Saint Augustin***
***75002 PARIS***




DESSEIN

### *IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE*

20.000 personnes, C.A. supérieur à 10 Milliards de francs, située en proche banlieue parisienne, recherche :

## JURISTE
## DROIT FRANÇAIS
### DEA ou DESS en DROIT DES AFFAIRES

Vous êtes un spécialiste en Droit Français des Affaires, et si possible, en Droit de l'Informatique. Vous avez une expérience réussie de plusieurs années au sein d'un service juridique d'entreprise.

De bonnes connaissances en anglais seront appréciées.

En collaboration avec les ingénieurs et avocats, vous serez chargé de l'analyse juridique, des négociations d'affaires et du contentieux.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 3029 à JONCTION 32, Avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

*Jonction*

## Valorisez votre 1ere expérience en contrôle de gestion industriel

Avec 6 sites industriels en France et une implantation internationale, plus de 3000 personnes, nous occupons pour notre secteur d'activité une place de tout premier ordre dans le monde.

Contrôleur de Gestion Adjoint, vous serez plus particulièrement responsable du contrôle de gestion des usines et du reporting mensuel de la société. Ce poste basé au siège (Paris Ouest) nécessite de courts déplacements en province.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce doté d'un fort potentiel et vous avez une première expérience réussie du contrôle de gestion en unité industrielle.

Venez rejoindre notre groupe...

Envoyer votre CV, lettre de candidature, salaire actuel et photo à Nicole COUESPEL, 22 rue du Bouloi, 75001 PARIS. Discrétion assurée.

DESSEIN

# DEMANDES D'EMPLOIS

## Trader obligataire

CHERCHE

écrans reuters terminal fininfo
*platine téléphone.*

Ecrire s/ nº 8 180, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

**DIRIGEANT EXPÉRIENCE POLYVALENTE**
Double nation. Suisse/Française, 53 ans, 40 ans Afrique, Etats-Unis. Position internationale direction multi-secteurs commerciaux, serv. Bilingue français/anglais, recherche position/missions assistance exécutive personne morale ou privée. Situation géographique indifférente. Voyages appréciés. Prétentions raisonnables plus avant. fonction. Examen proposit. temps plein ou partiel. Écrire M 18-115389, PUBLICITAS, CH-1211 Genève 3.

*Ecrivain 32 ans cherche emploi* si vous aimez les livres. Tél. : 42-22-11-39.

H. 35 ans, 15 ans exp. EXPERT COMPTABLE, ch. poste entrep. ou cab. Cl. Sarazin, 59, bd Soult, Paris-12e.

Aisance, rigueur, souplesse, autonomie. J.F. 26 ans, tril. angl., all., notion ital. Lic. de langues étrangères appliquées aux affaires, 3 ans d'expérience traductrice indép. (lit. et techn.) + expér. (intérimaire) d'assistante dans plusieurs sociétés internationales (secrétariat-lectures, corrections, rédactions de rapports-interviews). Etudie toutes propositions. Ecrire sous nº 6 999 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

J.H. 22 ans, libéré O.M. possédant
**DUT TRANSPORT-LOGISTIQUE**
+ BAC G2 cherche emploi. Jean-Claude DECLERCQ, 37, rue Gabrielle-Josserand, 93500 PANTIN. *Tél. : 48-45-14-82.*

J.F. 27 a. de nationalité allemande, diplôme universitaire, parle couramment français, anglais, russe, italien, tchèque. Expérience : presse, média. Rech. emploi : organisation internat., culture, information. *Tél. : 48-05-58-44.*

F. Juriste DESS, droit construct. et immobilier, 1re exp. prof. recherche poste. Etudierait toutes propositions. Ecrire sous nº 8 181 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

H. 38 a, diplôme de l'institut national des techniques éco., DECS complet, certificat sup. de relations éco. internat. + 15 ans d'exp. dont 5 ans auprès d'un important cabinet parisien d'audit. 5 ans responsable au sein d'une direction financière et comptable d'un groupe international. Libre de suite. Etudierait toutes propositions. Ecrire sous nº 8 173 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Secrétaire BTS 29 ans, 6 ans d'exp. T. Texte, disp. pour trav. intéress. Paris. 39-68-54-65.

J.H. (serv. nati. accompli) cadre de réserve DIPLOMÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN DROIT DES AFFAIRES ET FISCALITÉ
Ayant expérience :
- St. en administ. fiscale.
- Collab. en cab. de conseil.
- Assistance en notariat des affaires.

CHERCHE EMPLOI
Préf. S.-O., Midi-Pyr. Libre début 1988. ÉT. TTES PROPOSITIONS. *Ecrire sous nº 8 177* LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Dipl. grande école, retraité, serait intéressé par tous travaux rédaction ou synthèse. Ecrire sous nº 8 178 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

HEC.JF, 36 ans, anglais, allemand, connaiss. micro-informatique, 12 ans d'expérience : gestion financière et administrative, trésorerie, relations avec les banques, assurances, procédures export, contrôle des coûts. Cherche poste à responsabilités. Tél : 47-50-11-87.

H. de form. univ. ch. pl. ASSISTANT
**DOCUMENTALISTE**
Ecrire sous le nº 1749, Le Monde Publicité, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Diplômée de muséologie de l'Ecole du Louvre + titul. d'une maîtrise d'histoire ancienne, ch. emploi chez antiquaire. Tél. 43-70-75-19 ap. 19 h.

Secrét. sténo-opér. saisie 15 ans exp., libre de suite, recherche place stable. Paris ou proche banlieue. Préférence publicité ou presse. Tél. : 43-40-95-05 HB ou soir.

**10 ans. d'exp. profess. dans l'audiovisuel**
**RÉALISAT./CADREUR MONTEUR**
tous formats, films, pub./TV disponible pour travail free lance. Ecrire sous nº 8 187 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

H. 32 ans cherche stage en entreprise dans le cadre d'une formation d'adjoint contrôleur de gestion. M. P. GROC, 16, rue Archereau, Paris-19e. Tél. : 42-09-18-22.

### secretaires

NRJ recrute une
**SECRÉT. ASSISTANTE**
- 25 ans environ.
- BAC + 2.
- Minim. 2 ans d'expér.
- Très organisée.
- Méthodique.
- Angl. cour. indispensable.
- Grande disponibilité.

Env. c.v. + photo + lettre manuscrite + prétentions à NRJ, Direction du Personnel, 39, av. d'Iéna, 75016 Paris.

### représentation offres

Rech. pour France REPRÉSENTANTS(ES) et agents ocieux introduits loisirs nautiques. Ecr. Havas 123618, 83400 Hyères.

Maison de commerce bien établie av. siège en Suisse romande ch. pour diversification
**représentation de produits, év. représentation générale**
de préférence dans l'industrie du bâtiment ou branches parentes. Prendre contact sous chiffre 05- 115.332 Publicitas, CH-3001 Berne.

### capitaux propositions commerciales

Cessions de parts en SARL Boutique 150 m² sur 3 niveaux, rue Saint-Honoré, Paris-1er, 1 300 000 + 5.600 F/m. c.c. *42-60-63-66 ent. 10 h/19 h.*

# L'IMMOBILIER

### appartements ventes

*1er arrdt*

LES HALLES/STE-OPPORTUNE bel imm. ravalé, surfaces à rénover : 40-80 ou 160 m² en duplex 15 à 17 000 F le m², 45-44-98-07 . 42-50-04-28.

*4e arrdt*

QUAI DES CÉLESTINS, haut de gamme, vue s/Seine, 4-5 p., 3 bns, 3 w-c, 156m², park. 4 300 000 F. 43-35-18-36.

ST-MARCEL, p. de t., 2 p., entr., cuis., bns, w.-c, calme, 36 m². 595 000. 43-35-18-36.

*5e arrdt*

PLACE JUSSIEU, petit studio, belle hauteur ss/plafond, refait à neuf, salle de bains, cuisinette. 320.000 F. François FAURE 45-67-95-17.

*6e arrdt*

SAINT-MICHEL, ATELIER. CHARME, TT CFT, CALME. Px 625 000 F, 43-20-73-37.

*12e arrdt*

**NATION** très rare, luxueux 4/5 pièces + 185 m² terrasse de plain-pied, style Penthouse. **COGEFIM 43-47-57-07.**

*13e arrdt*

**MAISON 90 m²**
Prox. Montsouris cité florale, sol., charme, verd., 3 niv., 1 850 000, 45-46-26-25.

*15e arrdt*

**Mº PASTEUR**
Imm. récent, tt. cft, 5e étage, liv., s. à manger, 2 chbres, cuis., office, 2 bns, 2 wc, dres. *115 m² + balc. parking dble. T. mat. 45-44-21-97.*

PRÈS PARC GEORGES-BRASSENS Part. à part. vend appt refait à neuf, entrée, 3 p., cuis., s.-de-b., w.c. séparés, calme, immeuble récent, cave, parking. 1 300 000 F. Tél. : *42-47-96-36 (le matin)* ou 43-21-56-39.

*16e arrdt*

**AVENUE FOCH**
*Appt récept., tr. gd stdg, 260 m², ét. él., 47-47-92-59.*

**POINCARÉ/LONGCHAMP**
75 m² imm. gd standing, gd living, 1 ch., s. de bains marbre, *cuis. éq.,* 2 280 000 F.

**EXCEPTIONNEL**
PLEIN CIEL VUE SUR TOUT PARIS 2 p., 40 m² + 78 m² terrasse + parking, 2 100 000 F. C.E.G.I. 47-20-10-72.

*17e arrdt*

**PTE-MAILLOT**
PALAIS DES CONGRÈS PARTICULIER VEND Très beau 2/3 pièces, 88 m², tout confort, standing, 5e étage ascenseur, soleil, calme. Libre. Hab. principale mai 1988. PRIX : 2 200 000 F. Chambre de service possible. TÉL. : 42-93-01-58.

**PEREIRE**
60 m² liv., 2 ch. s/rue et cour, chf. ind. gaz 1 200 000F. C.E.G.I. 47-20-10-72.

*91 - Essonne*

LES ULIS (91) Appt. 3 p., 70 m², entrée, séj. 2 chbres, c. équip., wc, s.d.b. balcon, parking souterrain, 370 000 F. T. 69-28-15-11.

*92 Hauts-de-Seine*

3 min RER VAL-FLEURY R.-de-ch., imm. 1930 3 p. tt cft à rénover, 550 000 F. U.I.U. — 46-38-65-68.

SÉLECTION DOLÉAC BOULOGNE, QUAI GALLO 96 m², balc. 7 m², 2e ét., imm. 1961, stdg, prestat., vue s/Seine, dble liv. 44m², 2 ch., cuis. éq., tt cft, park., cave. 1 950 000. 42-33-12-29.

*Etranger*

A vendre et à louer appts et villas zone Costa-del-Sol Oriental, Terrasol calle La Cruz, 48, Nerja (Malaga), Espagne. 19-34-52-521550, 521538.

### appartements achats

Ach. cpt studio, 2/3 p. Paris même à rénover LEROY 29, bd Voltaire, 47-00-57-52 urgt.

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

**M.G.N.**
33e ANNÉE, recherche APPTS PARIS même à rénover. SOLUTION RAPIDE CHEZ VOTRE NOTAIRE.
**43-87-71-55.**

### locations non meublées offres

*Région parisienne*

**MASSY ESSONNE**
Importante société loue SANS COMMISSION dans immeubles 4 étages bon confort 4 PIÈCES 90 m² + loggias loyer 3 340 F, charges 1 065 F 5 PIÈCES 105 m² + loggias loyer 3 925 F, charges 1 277 F. S'adresser au gardien de 9 à 14 heures 1, av. Nationale à Massy ou tél. pour rendez-vous au 69-20-48-91 et 69-20-48-92.

### locations non meublées demandes

*Paris*

**INTERNATIONAL SERVICE**
*recherche pour SA CLIENTÈLE* DE QUALITÉ, 4, 5, 6 pièces et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDING. I.S.I. 45-26-18-95.

**RÉSIDENCE CITY**
rech. pour PDG stés multinationales, *banques,* ambassades APPTS DE TRÈS GRAND STANDING. Vides ou meublés et MAISONS OUEST PARIS.
**TÉL. : 45-27-12-19.**

**EMBASSY SERVICE**
8, avenue de Messine, 75008 PARIS recherche APPTS DE GDE CLASSE Belles réceptions avec minimum 3 chambres.
**TÉL. : (1) 45-62-78-99.**

URGENT. Etudiante cherche studette (s. de bains, w.-c. compris), 800 F à 1 500 F c.c. Tél. : 42-87-54-49.

**UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE**
Location - Vente - Gestion 5, r. Berryer, 75008 PARIS. Rech. appts vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti.
**42-89-12-52.**

*Jeune couple cherche* STUDIO A PARIS ou proche banlieue. A louer, px maximum 2 000 F. Tél. : 43-35-22-63.

### locations meublées offres

*Paris*

Bel appt meublé 5 pièces disponible de suite. Tél. : (16) 75-25-50-18.

### pavillons

MAUREPAS (entre VERSAILLES et RAMBOUILLET), *luxueuse villa gd liv. 60 m²,* cheminée, 5 ch. + 3 bains, garage 2 voitures, jardin 1 250 m², état impeccable, à saisir, 1 350 000 F (facilité), exclusif MONAL 30-50-28-15.

MARNES-LA-COQUETTE IDÉALE POUR CÉLIBATAIRE ou COUPLE SANS ENFANT. Part. vd petite maison style atelier d'artiste, vaste séjour double avec grande cheminée + ch. en mezzanine + bureau ou 2e ch. en véranda + cuisine équipée + dressing + salle de bains + garage sur beau jardin fleuri et arboré 300 m², très calme, dans verdure, 10 min de Paris. Décoration neuve (tenture murale), rideaux, vitraux et meubles ARTDÉCO offerts en prime, 1 350 000 F à débattre vue urgence. Visites sur r.-vs sam 21 nov. Tél. 46-37-65-78 ou 47-41-51-72 av. 21 h. AG. et CURIEUX s'abstenir SVP.

**A VENDRE COLOMIERS**
(banlieue Toulouse) Pavillon F 4 + gar. + jardin. Quart. calme pr. centre ville. Libre février 1988. PRIX : 500 000 F. Tél. : 61-78-26-47.

### propriétés

**Costa Blanca Espagne**
Vivez au soleil même l'hiver au milieu des orangers près de la mer, vue panoramique. Pavillon avec jard. 190 000 F. Villa 3 p. piscine + terr. 368 000 F (*) (* clés en main, prix TTC) VENEZ VISITER NOTRE
**GRANDE EXPOSITION**
au KISS, 26 rue des Lombards, Paris 4e, les 21, 22 et 23 novembre 87, un cocktail à la sangria vous est offert. QUESADA & QUESADA TEL. : (1) 43-63-54-54. CRÉDIT TOTAL POSSIBLE.

Belle Ppté de caractère ancienne FERME XVIIIe, 8 pces bns, wc, dépend. s/13 000 m². 420 000 F (16) 86-74-06-12 ou ap. 20 h (16) 38-31-48-74.

### viagers

**F. CRUZ 42-66-19-00**
8, r. La Boétie. Particuliers votre dossier viager. Estimation gratuite, 49 ans d'expérience. Garantie financ. 3 000 000 F.

### immobilier information

**POUR VENDRE**
De particulier à particulier sur la France et l'étranger Maison — Appt — Propriété Terrain — Commerce. INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876 5, r. Greffulhe, 75008 Paris. APPEL GRATUIT.
**05-07-09-11.**

### locaux commerciaux

*Ventes*

**ST-MAUR CENTRE**
Bur. 300 m² en r.-de-ch. sur 350 m², ter. 1 400 000 F.
**THUMAL 48-83-12-11**

### bureaux

*Locations*

**17e, 150 m² BUREAUX**
refait neuf, 12 000 F/mois. 46-33-25-48.

**SIÈGE SOCIAL**
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées : 47-23-55-47. Nation : 43-41-81-81.

Votre adresse commerciale ou
**SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
**CONSTITUTION STÉS**
Prix compét. Délais rapides.
**ASPAC 42-93-60-50 +**

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
**43-55-17-50**

Domiciliation depuis 80 F/ms. PARIS-1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitution SARL, 1.500 F H.T. INTER DOM, tél. 43-40-31-45.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE**
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/m².
**CIDES, 47-20-41-08.**

**DOMICILIATIONS**
Forum des Halles - Bureaux Constitution de sociétés Télex - Secrétariat. ACCESS 40-26-15-12.

DOMICILIATION 8e *Burx., Télex/Secrét.,* Tél.
**AGECO 42-94-95-28.**

### fonds de commerce

*Ventes*

Bail commercial à céder électronique alarme, informatique boutique Paris-14e 40 m². Bail neuf, loyer 2 300 F par mois, reprise 100 000 F à débattre. Tél. : 45-42-78-78.

Mº HALLES, emplact nº 1, gros passage, cess. de bail, 2 niv. 190 m², appt 190 m², poss. ts commerces, sauf RESTAURANT. Loyer 65 000 F/trim. 2.150 000. 42-33-12-29.




# FORMATION PROFESSIONNELLE







créé par ... et GROUPE IGS

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant exercé des responsabilités opérationnelles d'encadrement pendant 5 à 10 ans, vous souhaitez : • évoluer dans la fonction personnel en entreprise • devenir partenaire en cabinet conseil • ou créer votre propre cabinet.

Les experts de l'ISCOR, Directeurs de Cabinets et Consultants confirmés, ont conçu et animent pour vous le cycle de formation au métier de Consultant en Recrutement : 300 heures d'enseignement compatibles avec l'activité professionnelle, 200 heures de stage opérationnel. **Prochaine session début 88.**

Informations complémentaires et dossiers de candidature auprès de Marie PERRAGUIN ou Nadia AMGHAR - ISCOR - Institut Supérieur du Consultant en Recrutement et en Ressources Humaines

11, rue des Chasseurs - 75017 PARIS - Tél. (16-1) 47 63 83 68.

HAVAS CONTACT




## ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
*COURS DU SOIR*
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS • VIE DES AFFAIRES •

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PLURIAL

## L'ANGLAIS dans un HOTEL

Pension complète dans notre hôtel (ou avec une famille anglaise).
Face à la mer. Londres à 100 km.
Leçons en groupes, moyenne 8 étudiants.
A partir de £ 20 par jour, pension et leçons.

**20 % RÉDUCTION** pour un séjour de 90 jours ou plus.

Ouvert toute l'année. Pas de limite d'âge. Cours spéciaux Noël, Pâques, etc.

Ecr. à Regency School of English, Ramsgate, Kent, England, 843-59-12-12. ou Mme Bouillon, 4, rue de la Persévérance, 95000 Eaubonne, (1) 39-59-26-33.

Le Monde
ECONOMIE

LA LUTTE CONTRE LE TABAC

# Les planteurs existent aussi

*Près de vingt mille agriculteurs tirent de l'herbe à Nicot la moitié de leurs ressources.*

EN France, dix-huit mille petits exploitants vivent encore peu ou prou de la culture du tabac. *« C'est une production stabilisatrice du revenu familial. 80 % des exploitations retirent de cette plante 40 % à 60 % de leurs ressources brutes »*, explique M. Michel Jarrige, secrétaire délégué de l'UNITAB (Union internationale des planteurs de tabac) et directeur de la Fédération nationale des planteurs de tabac.

Sous toutes les latitudes, le tabac est une culture de zone pauvre ou défavorisée. On le trouve au sud des Etats-Unis, de l'Italie ou de l'Espagne. Dans l'Hexagone, 60 % des 15 000 hectares plantés en différentes variétés (tabac noir, virginie, burley) se situent en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées. Des régions où le revenu agricole est inférieur de 25 % à la moyenne nationale. L'Alsace, le Sud-Est (Isère), le Centre (Val de Loire) et quelques terres du Nord complètent le panorama tabacole.

La lutte contre l'herbe à Nicot – du nom du diplomate qui, au seizième siècle, introduisit en France cette plante américaine – intéresse directement les planteurs. *« Il serait suicidaire et malhonnête de nier les effets négatifs sur la santé de l'excès de tabac*, souligne M. Jarrige. *Mais les campagnes ont été mal faites. Jusqu'ici, dans tous les pays du monde, ces grands battages ont favorisé le recul de la consommation chez les plus de cinquante ans, alors qu'elle progressait dans des proportions fantastiques chez les jeunes. »*

Si les planteurs de tabac, à la demande du ministère de l'agriculture, ont participé à l'élaboration du rapport Hirsh sur le tabagisme, ils sont loin d'en partager les conclusions. *« Nous sommes très mécontents. Les problèmes ont été abordés avec des* a priori. *Ainsi le postulat est que notre secteur, dont le chiffre d'affaires atteint 1 milliard de francs, va disparaître, indépendamment des campagnes anti-tabac. »*

Quant à la reconversion, à peine évoquée dans le document remis à Mme Michèle Barzach, ministre de la santé, elle fait sourire le directeur des planteurs. *« Tout se passe comme si la vie de dix-huit mille familles puisant une part substantielle de leur revenu dans le tabac était secondaire. Imaginons de remplacer cette culture en Lot-et-Garonne par la tomate, dont le mode et le revenu d'exploitation sont comparables. Si on ajoute 1 500 hectares de tomates dans ce département, à raison de 40 tonnes de rendement par hectare, le marché de Marmande risque de ne pas s'en remettre. Il en ira de même dans le Sarladais, si on plante des fraises à la place du tabac. »*

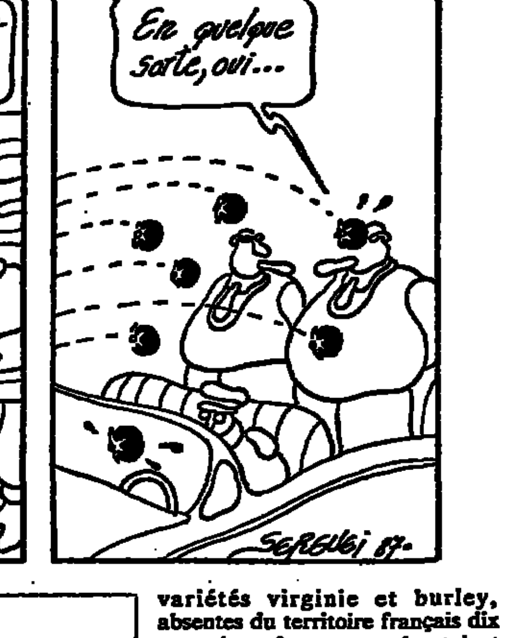
Une décennie après la loi Veil, le nouvel assaut des pouvoirs publics contre le tabagisme déstabilise un milieu agricole déjà très affaibli. En 1978, les planteurs cultivaient 22 000 hectares de tabac noir, dont 95 % de la récolte étaient achetés par la SEITA. Mais les goûts ont changé : les consommateurs français et européens préfèrent les variétés américaines (mélange de virginie et de burley).

Les membres de l'UNITAB (CEE, Autriche, Suisse et Chypre) ont dû rapidement s'adapter à cet engouement pour les tabacs blonds, que les utilisateurs tiennent, à tort, pour moins nocifs. En 1986, le tabac noir ne couvrait plus que 9 500 hectares. Les variétés virginie et burley, absentes du territoire français dix ans plus tôt, en représentaient 5 000. En huit ans, 7 000 hectares environ et autant de planteurs ont disparu.










Le tabac reste pourtant une culture largement déficitaire, dans l'Hexagone comme en Europe. La France produit moins de la moitié de sa consommation ; la récolte communautaire satisfait à peine 40 % des besoins de l'industrie de la CEE. Les freins à l'expansion de la plante à fumer sont en réalité économiques.

Depuis 1970, le tabac fait l'objet à Bruxelles d'un règlement *« portant organisation commune de marché »*. En vertu de ce texte, les manufactures européennes sont incitées par le versement d'une prime à acheter le tabac produit sur le Vieux Continent. Cette rallonge est censée combler la différence entre le prix de revient « rendu Europe » des variétés étrangères comparables et le « prix d'objectif » garanti au planteur de la CEE, qui doit lui assurer un revenu décent.

Malheureusement, un tel système (baptisé *deficiency payment*) coûte très cher : en 1983-1984, Bruxelles a dépensé 763 milliards d'ECU, soit 4,6 % du budget du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), au titre du soutien au marché du tabac. L'an passé, l'addition s'est élevée à 1 milliard d'ECU environ (6,9 milliards de francs).

En contrepartie, la Communauté a accepté de n'opérer aucun prélèvement (taxe) sur les variétés étrangères qui pénètrent sur son territoire. Cette perméabilité des frontières fait la part belle au tabac américain, en même temps qu'elle consacre un manque à gagner non négligeable pour les finances des Douze.

*« Changeons ce système qui est exclusivement dépensier*, propose M. Jarrige. *Mais comment convaincre les Etats-Unis de modifier les règles générales du GATT ? »* Consciente de l'obstacle, la Commission de Bruxelles s'oriente dans une autre direction : plafonner le montant des aides consacrées au tabac à leur niveau actuel, quel que soit le volume de production. Concrètement, cette politique de stabilisateurs budgétaires (que la CEE envisage pour la plupart des productions agricoles) risque d'enfermer les planteurs dans un système de quotas.

### Au profit du fumeur

La menace est d'autant plus lourde que la grande majorité des exploitations tabacoles pratiquent aussi l'élevage laitier, dont l'offre est « sous surveillance » depuis 1983. *« On nous reproche de coûter 5 % de la PAC* [politique agricole commune], *alors que la valeur ajoutée du tabac dans l'économie agricole européenne est de l'ordre de 0,5 %*, admet M. Jarrige. *Mais il y a une opposition entre la politique structurelle de Bruxelles, qui incite à développer les cultures déficitaires, et sa politique budgétaire, qui ne peut pas les payer. »*

Certains experts sont conscients des distorsions de l'actuel système de prime, qui dissocie le prix du tabac payé au planteur de celui de la cigarette : si le premier est doublé, le deuxième augmente de 6 % seulement (1). Autrement dit, c'est le contribuable européen qui, par le jeu de la prime versée à la manufacture, encourage un bas prix de la cigarette au profit du fumeur...

Les choix de Bruxelles et les attaques contre le tabac conjuguent leurs effets au moment où les membres de l'UNITAB subissent les dérèglements du marché international.

ERIC FOTTORINO.

*(Lire la suite page 36.)*

(1) Une cigarette contient en moyenne 0,8 gramme de tabac. Le prix du tabac – prime incluse – représente 6 % du prix de la cigarette.

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

# Un impossible équilibre ?

par JEAN PISANI-FERRY (*)

IL aura donc fallu que le spectre de la dépression revienne hanter le monde pour que, au terme de quatre semaines de « sommet », un compromis incomplet soit trouvé entre le président Reagan et les négociateurs du Congrès sur les voies d'une réduction du déficit budgétaire américain.

Trente milliards de dollars en 1988, 46 milliards en 1989 : les montants de réduction annoncés ne sont négligeables ni en comparaison du PIB, dont ils représentent respectivement 0,6 % et 0,9 %, ni au regard du trou du budget, 148 milliards en 1987.

Il n'est pas certain, cependant, que les réductions effectives soient à la hauteur de ces chiffres. Quand bien même cela serait le cas, il reste à expliquer qu'il ait fallu tant de drames et tant d'efforts pour avancer dans la résolution d'un problème qui était devenu, aux yeux de beaucoup d'observateurs, le problème central de l'économie mondiale.

Le déficit budgétaire américain n'est pas exceptionnel par son niveau : en proportion du PIB, il ne dépasse guère que d'un point celui du Japon. Le niveau de la dette publique n'est pas non plus particulièrement alarmant : 45 % du PIB, soit moins qu'au Japon, et deux fois moins qu'en Italie ou en Belgique. Mais il est source de graves déséquilibres en raison du comportement des agents privés américains : la faiblesse constante de leur épargne ne permet pas que l'Etat soit fortement déficitaire.

Seul un appel permanent à l'épargne étrangère permet ainsi de maintenir le déséquilibre présent des finances publiques. Or après l'avoir fait avec enthousiasme durant plusieurs années, poussant ainsi le dollar vers le haut, les investisseurs étrangers se sont, depuis un an environ, montrés de plus en plus réticents à acquérir des titres américains. C'est pour cette raison qu'il est devenu impératif de ramener le déficit à des proportions plus acceptables.

Les éléments de ce diagnostic sont connus, et les partenaires des Américains ont quelque mal à comprendre qu'à un problème aussi clairement identifié il n'ait pas été porté remède plus tôt. Mais, aux Etats-Unis, peut-être plus encore qu'ailleurs, la politique budgétaire résulte d'un jeu de forces et de contraintes internes dans lesquelles les considérations internationales tiennent peu de place.

Le déficit actuel des comptes fédéraux est une création de M. Reagan. Auparavant, le solde du budget fédéral connaissait des fluctuations importantes et pouvait être fortement déficitaire au cours des récessions, mais il demeurait en moyenne proche de l'équilibre. Depuis 1981, il s'est, en revanche, créé ce que l'on appelle un déficit de plein emploi, c'est-à-dire un déficit qui ne doit rien à la conjoncture : après cinq ans d'expansion, et indépendamment même du récent choc boursier, on ne pouvait guère attendre du cycle qu'il améliore la situation des finances publiques.

### Une certaine indifférence

Les origines du problème sont claires : voulant rompre avec la tradition d'austérité qui faisait des républicains les *« collecteurs d'impôt du Welfare State »*, et les rendait impopulaires, le président Reagan inaugura son mandat par une baisse des prélèvements sur les ménages et les entreprises. Celle-ci devait, selon les plus convaincus des *« économistes de l'offre »*, se financer elle-même en stimulant la croissance.

Les responsables budgétaires comptaient plus sérieusement et plus classiquement sur l'alourdissement automatique de la fiscalité par l'inflation, dans un système où les tranches de l'impôt sur le revenu n'étaient pas indexées. Parallèlement, le nouveau président affichait l'ambition de freiner les dépenses civiles ; le vote d'emblée des allégements fiscaux *(tax cuts)* devait permettre, en plaçant le Congrès devant ses responsabilités, d'obtenir du législatif des coupes dans les programmes fédéraux.

Ce plan témoignait d'une certaine indifférence aux risques de déficit. Il s'avéra rapidement que ces risques étaient réels. L'ironie a tout d'abord voulu que l'administration Reagan ait été victime du plus grand succès économique de son mandat : joignant ses effets à ceux de la récession de 1982, la désinflation, beaucoup plus rapide que prévu, prive en effet le gouvernement fédéral des recettes sur lesquelles comptait le budget.

L'indexation des tranches du barème, en 1985, acheva de transformer les allègements fiscaux en acquis permanent pour les ménages. La réforme fiscale de 1986, qui fut, en définitive, l'œuvre commune du président et des démocrates du Congrès, consolida enfin cet acquis en transférant aux ménages une partie du bénéfice que les allègements de 1981 avaient apporté aux entreprises.

Ce verrouillage des recettes fut progressivement complété par celui des grands programmes de dépense : le système fédéral de retraites (la Social Security) et divers autres programmes ayant rapidement été mis hors d'atteinte, largement d'ailleurs à l'initiative de l'administration elle-même, et les intérêts de la dette étant par nature indépendant de la volonté du législateur, il ne resta plus guère de lignes sur lesquelles économiser pour compenser l'important accroissement des dépenses de défense.

Si divers programmes d'aide sociale, de recherche ou d'urbanisme ont été sévèrement amputés, les dépenses civiles, dans leur ensemble, sont en définitive loin d'avoir subi les réductions drastiques attendues. Le freinage avait d'ailleurs déjà eu lieu : la période de hausse rapide de ces dépenses avait pris fin dès le milieu des années 70.

Le déficit du budget fédéral ne fut ainsi que la conséquence subie de choix effectués en amont. La complexité d'un processus parlementaire – dont on a pu dire qu'il était devenu à peu près incompréhensible, même pour les membres du Congrès, – rendit seulement les décisions plus difficiles encore. La caractéristique de la procédure budgétaire américaine est en effet sa grande fragmentation : les décisions de taxation et de dépense appartiennent largement à un ensemble de commissions spécialisées, et la conciliation entre leurs préoccupations et les objectifs macroéconomiques de la politique budgétaire est dans ce pays une difficulté permanente.

*(Lire la suite page 36.)*

(*) Economiste au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

# LA LUTTE CONTRE LE TABAC

## Buralistes par la force de la loi

ON les appelle, officiellement, débitants de tabac. Leur vrai nom, c'est plutôt Maurice, Raymond ou Marie-Claude, parce que ces trente-neuf mille « buralistes » que compte la France sont aussi les complices des petits matins glauques, les amis des soirées qui commencent mal. Ouverts quand personne ne l'est encore et quand personne ne l'est plus, ils sont restés parmi les derniers des commerces de « proximité ».

Vieux négoces en tout cas que ces bureaux de tabac. Sous Colbert, l'Etat, en rachetant la Compagnie des Indes occidentales, alors en fort mauvaise passe, acquiert du même coup le privilège du commerce avec les Antilles et donc celui du tabac. La Révolution met fin au triple monopole de culture, de manufacture et de vente du tabac ; mais Napoléon, en le rétablissant, organise l'administration spéciale des tabacs dans sa forme quasi définitive. Après de nombreux avatars, la vieille Régie se transforme, en 1980, en Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, la SEITA.

*Du monopole de vente au public qui leur est concédé* (par la direction générale des impôts, c'est-à-dire par le ministère des finances), les débitants de tabac tirent leur statut bien particulier. *« Nous sommes un peu commerçants, et un peu fonctionnaires »,* résume le propriétaire du Dorian, un bar-tabac du onzième arrondissement.

### Une faible remise

*Fonctionnaires, ils le sont,* jugent-ils, non sans satisfaction, lorsqu'ils doivent aller chercher à la poste leurs timbres, *s'approvisionner en vignettes,* ou, en province, délivrer les congés (droits de circulation) des grains et des alcools. Ces *« charges d'emploi » sont* d'ailleurs plus nombreuses qu'avant puisque cinq mille débitants de province jouent désormais le *rôle de correspondants* locaux des impôts, tenant les livres de la Régie et percevant les droits...

*C'est plutôt quand il leur faut* coiffer leur deuxième casquette – celle de commerçants – que les buralistes s'aigrissent. Il est vrai *que les marges, ou plutôt* la remise pratiquée, est très faible : de l'ordre de 6 % de marge nette pour le tabac, et à peine 3 % *pour les timbres. Les trois* quarts des débitants ne tirent de cette vente que 1 000 F mensuels.

On comprend mieux que le tabac ne soit perçu, la plupart du temps, que comme une activité accessoire. Certains originaux ont choisi d'annexer au tabac un magasin d'articles de pêche (quelques spécimens en Bretagne) ou, même de... pompes funèbres (le « circuit court », selon les mauvaises langues). D'une manière générale, la moitié des débits de tabac sont « humides » (c'est-à-dire couplés avec un bar) et l'autre moitié « secs » (débits-presse, quelques civettes...).

Ce sont ces derniers, bien sûr, qui ont le plus de mal à joindre les deux bouts. Même A la Civette, place du Palais-Royal (le nom est déposé), *« on ne s'en sort que sur la quantité »,* et le produit des ventes, s'il fait vivre cinq personnes, ne permet pas d'engranger de bénéfices. Depuis dix ans, la célèbre boutique – celle dont parle Casanova dans ses Mémoires et où la princesse de Chartres venait emplir sa tabatière – s'est d'ailleurs diversifiée dans les montres et les stylos.

Reste que, s'il ne se suffit pas à lui-même, le tabac est néanmoins un « bon produit d'appel », comme disent les débitants. Pratiquement insensible aux diverses campagnes antitabagiques, du moins quantitativement parlant, il incite toujours le passant à entrer et à consommer. Marcel Bleustein-Blanchet l'avait bien compris, qui a placé un débit de tabac dans chacun de ses drugstores.

### En plein repli

Reste à savoir si ces avantages réussissent à effacer les inconvénients de la vente forcée. Que feraient les débitants si on trouvait, un petit matin, du tabac en vente dans les supermarchés ?

A la Confédération des débitants de tabac de France, M. Eugène Rémilly, son président, élude la question en jugeant le cas *« peu probable ». « Edouard Leclerc souhaitait le faire. Aussi ai-je pris les devants pour mettre le réseau des bureaux de tabac à sa disposition. Il ne m'a pas répondu. Moi, je ne peux que me contenter de placer le gouvernement français devant ses responsabilités... »*

L'ancien député au Parlement européen se contente, pour l'instant, de faire pression sur le ministère du budget pour que soit définitivement interdite la vente par distributeurs automatiques devant les débits. *« N'y a-t-il pas un risque énorme dans cette trop grande liberté laissée aux adolescents d'acheter des cigarettes en toute liberté ? »*

Mais il défend aussi, bien sûr, les intérêts de sa profession. Une profession en plein repli – on comptait quarante-sept mille débitants de tabac il y a dix ans – et dont les plus lucides se disent prêts, en cas de déréglementation sauvage, à abandonner leurs activités de tabac.

ARIANE CHEMIN.

## Les planteurs existent aussi

*(Suite de la page 35.)*

En 1986, les stocks accumulés chez les producteurs s'élevaient à 7,6 millions de tonnes, soit l'équivalent de quatorze mois de consommation ! Cette pléthore, ajoutée à la baisse du dollar, a fortement pesé sur les prix.

Les Etats-Unis, qui ont laissé filer leur production, se sont retrouvés l'an passé à la tête d'un million de tonnes de tabac invendu. L'administration Reagan ayant refusé d'assurer le coût du stockage, les grands producteurs de cigarettes (Philip Morris, R.J. Reynolds) ont constitué un pool afin d'éponger le surplus. Ces firmes multinationales ont aussi stoppé leurs achats au Brésil... qui a expédié sans entrave son tabac sur la CEE, premier importateur mondial.

Les planteurs français redoutent l'intervention croissante des Etats dans le commerce du tabac. Au cours des derniers mois, l'un des plus grands fabricants ouest-allemands de cigarettes a acheté 10 000 tonnes de virginie au Japon sur la base de 1 dollar le kilo « rendu Hambourg ». Compte tenu de leurs coûts de production, les membres de l'UNITAB ne peuvent « passer » au-dessous de 3 dollars.

Les paysans nippons sont-ils plus efficaces ? Sans doute pas. Mais ils reçoivent une subvention de 10 dollars par kilo ! Même scénario en Egypte, où les planteurs français étaient récemment en passe de conclure un contrat. *« Des Américains sont arrivés. Ils ont apporté le tabac et les dollars pour payer le tabac »,* raconte M. Jarrige.

Dans ce contexte, le délégué de l'UNITAB ne peut dissimuler ses craintes. La production européenne ne représentant que 7 % de l'offre mondiale (400 000 tonnes sur 6 millions de tonnes), la tentation est grande de *l'éliminer. Les planteurs* de tabac sont, selon lui, une cible facile pour les tenants d'une agriculture « moderne » qui rêvent, en France, d'un secteur ramené à trois cent cinquante mille exploitations et d'un *« axe désertique Paris-Madrid ».*

*« Ce n'est pas notre affaire de nous prononcer sur la nocivité du tabac et sur le caractère licite ou non de sa culture. D'une graine quasi microscopique nous savons faire une plante et fournir une matière pour une industrie qui a un marché. Nous sommes partie prenante à son approvisionnement »,* affirme M. Jarrige. Au moment où l'Espagne et la Grèce (troisième exportateur mondial) prennent une position grandissante dans les échanges européens, la situation du tabac français se fragilise.

*« Si le marché le désire, nous produirons moins de nicotine dans le tabac,* conclut M. Jarrige, *il existe des techniques pour cela. »* On n'en connaît aucune, en revanche, qui permette à dix-huit mille planteurs de vivre en renonçant à leur culture. Il n'y a pas de fumée sans feu.

ERIC FOTTORINO.

### Carottes et civettes

D'où vient ce losange rouge qui signale les débits de tabac ? C'est, tout simplement, une carotte stylisée. Les rouleaux de feuilles de tabac, que l'on livre pressés et liés par une ficelle, présentent en effet une ressemblance *évidente* avec le légume bien connu...

Pour les civettes – les magasins spécialisés dans les articles et produits pour fumeurs, – les explications sont moins claires. Parce qu'on y vendait naguère des parfums, certains prétendent qu'on avait choisi pour emblème ce mammifère carnassier à cause de sa fameuse poche qui sécrète une matière odorante.

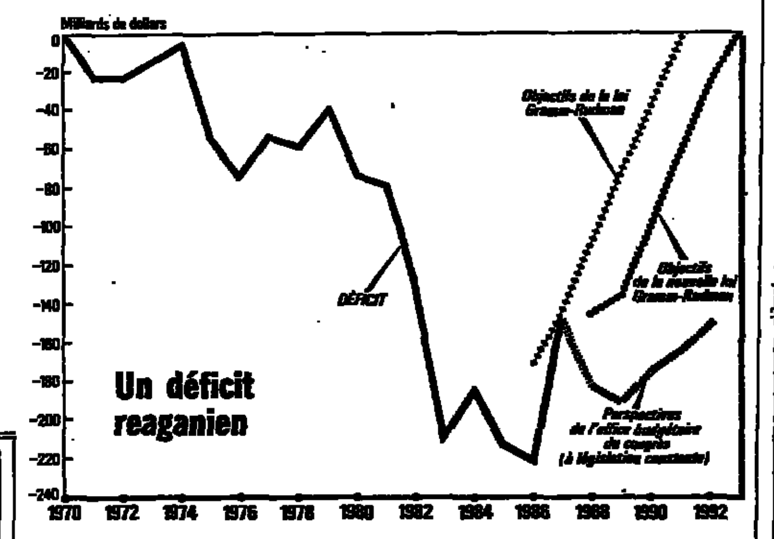
# LA RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

## Un impossible équilibre ?

*(Suite de la page 35.)*

La méthode retenue à partir de 1985 pour venir à bout du déficit consista pour les partenaires du jeu bugétaire à se faire les prisonniers volontaires d'une contrainte globale : une fois votée, la loi Gramm-Rudman-Hollings devait imposer le retour à l'équilibre en 1991 (1). *Tout projet de budget s'écartant* des objectifs fixés était promis à des coupes dont le caractère aveugle devait en principe être dissuasif. Le caractère inconstitutionnel d'un élement du dispositif initialement prévu fit cependant perdre quelque crédibilité à la menace.

En septembre dernier, le Congrès la réactiva en votant une nouvelle mouture de la loi, constitutionnelle cette fois. Mais il choisit en même temps de relâcher la contrainte en repoussant à 1993 l'objectif d'équilibre, et en évitant de fixer aux budgets préélectoraux de 1988 et 1989 des objectifs trop ambitieux : en tout état de cause, les coupes automatiques ne pourront excéder 23 milliards pour 1988 et 36 milliards pour 1989. Ce sont ces limites que l'administration et les dirigeants du Congrès ont décidé de dépasser pour répondre à l'inquiétude des marchés.




*Est-il possible que le déficit soit* effectivement fortement réduit au cours des prochaines années ? Il semblerait à première vue qu'on soit en bonne voie d'y parvenir, puisque entre 1986 et 1987 il est ramené de 220 à 148 milliards de dollars, résultat conforme à l'objectif initial. Mais cette très forte amélioration est en partie factice : selon les estimations de l'Office budgétaire du Congrès, elle résulterait en effet pour moitié environ d'effets transitoires de la réforme fiscale, qui va réduire les recettes en 1988 et 1989 après les avoir accrues cette année, de ventes d'actifs, et d'aménagements comptables.

Les projections à législation constante de l'Office indiquent dans ces conditions que, sour l'hypothèse d'une poursuite de l'expansion le déficit devrait augmenter en 1988 et d'ici 1992 se maintenir grosso-modo au niveau actuel. Bien que très en deça des objectifs de la loi, une telle évolution permettrait de le ramener à 2,5 % du PIB, contre 5 % en 1986.

Il est cependant très improbable, même si la tourmente financière actuelle ne débouche pas sur une récession, que les conditions économiques soient aussi bonne que prévu. Que la croissance des prochaines années soit réduite à 2 % l'an au lieu des 2,7 % prévus, et le déficit sera à l'année terminale, accru de 60 milliards ; que les taux d'intérêt augmentent d'un point au lieu de se maintenir au niveau actuel, et il augmentera de 20 milliards de dollars.

Rejoindre l'équilibre en 1992 nécessiterait dans ces conditions des efforts tout à fait considérables. Même le respect d'un objectif *moins ambitieux* – il n'y a d'ailleurs pas de raison économique de viser un équilibre rigoureux – impose de recourir à d'autres moyens *que des ventes d'actifs, « recettes de poche »* des coupes additionnelles dans des programmes déjà fortement amputés et un rognage marginal des budgets de la défense et de la protection sociale.

La réforme fiscale, en rendant l'impôt plus équitable et en abaissant les taux d'imposition marginaux, a objectivement préparé le terrain à un accroissement des prélèvements sur les ménages. Mais les Américains se sont à ce point convaincus de la nocivité des impôts fédéraux qu'une telle mesure passait encore récemment aux Etats-Unis comme la plus sûre recette pour une débâcle électorale.

Une chose est certaine cependant : l'instrument budgétaire est aux Etats-Unis destiné pendant de longues années à être orienté dans un sens restrictif. Comme l'usage discrétionnaire de l'instrument monétaire est parallèlement soumis à de sévères contraintes, les marges de manœuvres de la politique économique vont se trouver singulièrement réduites. Il faut souhaiter que les autres pays industriels sauront compenser cette rigidité nouvelle de leur partenaire par une flexibilité accrue.

JEAN PISANI-FERRY.

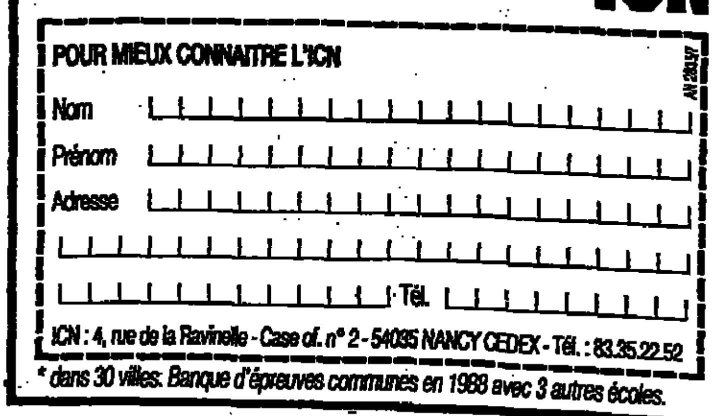
(1) « Le mistigri du déficit budgétaire américain », de Jean-Michel Charpin, (*le Monde de l'économie,* 12 août 1986).

### L'ÉVOLUTION DES DEPENSES FEDERALES

| | PART dans les dépenses (1986) | TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN (en dollars constants) | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 1969-1976 Nixon-Ford | 1977-1980 Carter | 1981-1986 Reagan |
| Ensemble | 100 | + 3,2 | + 3,5 | + 3,9 |
| Défense | 27,1 | – 4,2 | + 3 | + 6,6 |
| Dépenses civiles hors intérêts | 59,8 | + 7,4 | + 3 | + 1,7 |
| Dépenses sociales | 44,1 | + 9,5 | + 3 | + 2,2 |
| – Retraites et assurances sociales | 34,3 | + 7,7 | + 3,8 | + 3,6 |
| – Aide sociale | 7,9 | + 14,1 | + 3 | – 0,6 |
| – Chômage | 1,9 | + 18,1 | – 3,6 | – 5,6 |
| Autres dépenses | 15,7 | + 3,3 | + 3,1 | + 0,4 |
| Intérêts de la dette publique | 13,1 | + 4,5 | + 10 | + 11,4 |

*Source :* comptabilité nationale.





LA CRISE DES INVESTISSEMENTS

# Une myopie locative

par GUY G. ESCULIER (*)

A la sortie du dernier conflit mondial, c'est d'Amérique que sont venus les préceptes du « marketing » qui allaient petit à petit convaincre les Européens d'être un peu moins des ingénieurs et un peu plus des vendeurs en faisant passer les besoins du marché avant les préférences des techniciens.

Un professeur américain en renom avait lancé sa croisade sous le titre « La myopie de la commercialisation » dans un article qui fit sensation à l'époque et demeure un texte fondamental pour les Business Schools (1).

Ces dernières années, un autre type de myopie est en train d'obscurcir la vue des économistes et des gouvernants, ainsi que celle de la majeure partie des dirigeants des industries de biens d'équipement durement éprouvées par ce qu'on appelle mondialement la crise des investissements.

Cette nouvelle forme de myopie peut s'observer dans toutes les déclarations, tous les écrits, toutes les études qui se consacrent à l'analyse de cette crise et à la recherche de solutions pour en sortir.

Toutes les incitations fiscales ou financières, toutes les recommandations techniques et commerciales sont tour à tour évoquées par ceux qui traitent de la crise des investissements industriels.

## Comme pour le logement

Tout est donc dit... sauf ce qui est en train de devenir l'essentiel. Comme cela se produit chaque fois qu'une évolution majeure et fondamentale se met en marche spontanément, c'est-à-dire sans avoir été précédée par la pensée et les écrits de théoriciens, les acteurs de la scène économique restant fidèles au décor traditionnel du passé, ne se rendent pas compte de la profonde transformation en train de s'opérer dans le comportement des chefs d'entreprise qui devraient être des investisseurs, en ont de moins en moins envie, et pour cause, et sont en train de se convertir en candidats locataires. Avec une nuance majeure, c'est qu'il y a pénurie de biens d'équipement disponibles locativement.

Le fait que l'industrie, au sens moderne du mot, soit une activité qui, après tout, a moins de trois siècles d'existence, alors que l'immobilier et le logement remontent eux à la nuit des temps, explique peut-être que la location ait droit de cité pour les bâtiments beaucoup plus que pour les machines, qualifiées de « biens mobiliers » dans le jargon fiscal et financier.

Il suffit de passer en revue tout ce qui est dit et écrit sur la controverse soulevée par l'opportunité des aides à l'investissement : pas un mot sur l'investissement locatif, alors que ce concept a été et demeure l'un des leitmotivs des ministres du logement et de l'urbanisme auxquels leurs collègues ministres successifs de l'industrie gagneraient à demander des renseignements.

On pourrait en dire beaucoup sur les raisons, plus ou moins justifiées, de la réticence à investir qui tourne autour de l'accroissement des incertitudes fiscales, politiques, économiques, sociales que la mondialisation de l'économie et l'accélération médiatique de l'information contribuent à développer.

Toujours est-il que le fait est là et que le rébus à résoudre consiste à mettre au travail dans les entreprises de production des machines et des équipements que les industriels n'ont pas envie de se « mettre sur le dos » en les achetant, incertains qu'ils sont de pouvoir les faire tourner assez lontemps pour pouvoir rentabiliser la mise de fonds.

En matière de logement, il y a longtemps qu'un rébus similaire a présidé au développement de la propriété locative avec toutes sortes de formules allant du plus précaire au plus contractuel.

En matière de biens d'équipement, la première opération d'envergure, qui remonte aux années 1930, a été la commercialisation par voie locative des matériels mécanographiques des Bull, IBM et autre Remington, formule qui a été reprise par la suite pour les ordinateurs et les photocopieuses.

La seconde opération d'envergure concerne les véhicules poids-lourds industriels dont une bonne partie est utilisée sous forme locative, modalité qui s'est étendue timidement aux chariots élévateurs et qui, sous une forme spéciale, est pratiquée dans le BTP (Bâtiment et Travaux publics) pour les engins de travaux et le matériel de chantier.

Tandis que l'industrie française moribonde de la machine-outil reste complètement aveugle à toute ouverture vers la location, à de très rares exceptions près, une série d'actions récentes sont venues faire faire un pas de géant à l'activité locative des équipements : c'est l'industrie aéronautique qui en a été le théâtre au niveau de la scène internationale.

Là où le *leasing* avait été adopté depuis longtemps, est apparu ce qui est appelé pudiquement le « *leasing à fenêtre* » qui permet de mettre fin à court terme à un crédit-bail contracté à long terme sans beaucoup de préavis ni d'indemnité, ce qui revient ni plus ni moins à une location pure et simple « *à la petite semaine* ».

## Des placements financiers

En prenant sur eux de s'occuper du matériel rendu disponible par l'écourtement anticipé du crédit-bail, les constructeurs d'avions ont démontré leur clairvoyance de l'évolution vers l'économie de location que plusieurs organismes locatifs, disposant de moyens financiers très importants, se sont mis à exploiter en pratiquant l'*operating lease*.

Jusqu'à présent, contrairement à ce qui s'est passé pour le logement, il n'a jamais été question de favoriser, sinon d'aider, l'investissement locatif en biens d'équipement. La controverse sur les aides éventuelles est limitée aux achats des industriels utilisateurs, alors que des actions destinées à favoriser le développement de puissants organismes locatifs devraient permettre un bien meilleur rapport coût/efficacité pour les pouvoirs publics et pour les constructeurs de biens d'équipement. La myopie locative, comme la *marketing myopia*, finira par être une maladie identifiée puis par être l'objet de soins curatifs.

En dehors de ces considérations qui militent en faveur d'une évolution accélérée vers l'économie de location, il y a un autre aspect des choses qui vient d'être mis en lumière par la récente tornade qui secoue les milieux financiers et boursiers de tous les pays.

Il apparaît, en effet, comme l'a fort bien analysé une récente étude effectuée en RFA par l'université de Constance, qu'en période de trésoreries abondantes (en particulier grâce à la baisse de la fiscalité sur les sociétés), les entreprises, au lieu de consacrer leurs ressources à l'investissement, s'orientent de préférence vers les placements financiers, voire vers la spéculation ou vers de fructueux paradis fiscaux.

On assiste d'ailleurs à l'éclosion, dans les grands groupes de services financiers spécialisés, équipés à grand renfort de publicité, de « salles de marché » à faire pâlir d'envie les professionnels. Cette déviation de la fonction industrielle est certainement l'un des éléments qui expliquent la stagnation des investissements.

## A l'image des particuliers

A partir du moment où l'Etat, au lieu de consentir aux entreprises des avantages fiscaux qui s'avèrent ainsi l'être sans résultat pour l'investissement, réserverait ces avantages aux organismes locatifs loueurs de biens d'équipement, chacun resterait dans son rôle et exercerait son métier dans le bon sens : faire fructifier les ressources disponibles en les investissant dans l'achat de machines à louer pour les uns, bien utiliser les machines louées pour les autres, qui n'auraient plus à choisir entre l'investissement industriel et le placement financier et n'auraient plus à hésiter ou à reculer devant la décision d'investir par suite d'incertitudes et de craintes sur l'avenir à moyen terme.

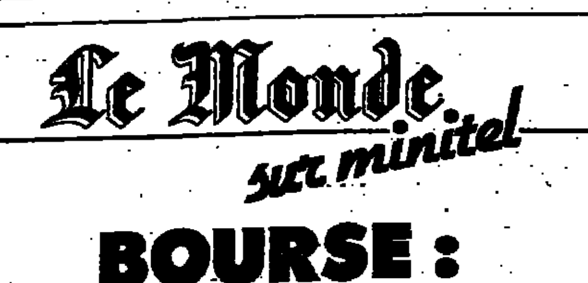
Aux particuliers qui peuvent de plus en plus tout louer (automobiles, outillage, skis, vêtements, tableaux, etc.) viendront de plus en plus s'ajouter les industriels dont l'envie d'être propriétaire passe après celle d'avoir la jouissance des biens.

L'économie mondiale moderne évolue inexorablement vers l'économie de location. Souhaitons que la France, terre traditionnelle de la propriété, ne soit pas la dernière à s'organiser pour répondre aux aspirations locatives des industriels.

(*) Ingénieur-conseil.

(1) Th. Levitt (Harvard Business Review).








# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

All these Notes have been sold. This announcement appears as a matter of record only.



## Republic of Finland

FF 700,000,000
Floating Rate Notes due 1994

Issue Price of the Notes: par

Crédit Commercial de France

BNP Capital Markets Limited • Caisse des Dépôts et Consignations
Generale Bank • Morgan & Cie S.A.

Arab Banking Corporation (ABC) Paris Branch • Bank of Tokyo Capital Markets Group
Bankers Trust International Limited • Banque Bruxelles Lambert S.A.
Banque Générale du Luxembourg S.A. • Banque Indosuez
Banque Internationale à Luxembourg S.A. • Banque Paribas Capital Markets Limited
Citicorp Investment Bank Limited • County NatWest Limited
Crédit Agricole • Crédit Industriel et Commercial de Paris
Crédit Lyonnais • Crédit du Nord
Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft
IBJ International Limited • Istituto Bancario San Paolo di Torino
Kansallis Banking Group • Manufacturers Hanover Limited
Postipankki • Privatbanken A/S
Société Générale • Swiss Bank Corporation International Limited
Union Bank of Finland Ltd. • Westdeutsche Landesbank Girozentrale

New Issue • October 22, 1987

## *La chronique de Paul Fabra*

# Les illusions jamais perdues

IL y eut d'abord ceux qui estimaient que le plein-emploi, ou le quasi-plein-emploi, était un acquis définitif de notre époque. Ils constituaient, moins de quinze ans en arrière, la très grande majorité des spécialistes, professionnellement reconnus ou autopromus, de l'économie. La très petite minorité d'entre eux qui osaient soulever l'hypothèse d'un retour au chômage massif qu'on avait connu « avant guerre » (entre 10 % et 25 % selon les pays) n'étaient pas pris au sérieux. C'est que leurs alarmes étaient particulièrement insupportables. A supposer qu'elles se vérifiassent, c'est elles qui *remettraient en question le sérieux des* bienheureuses certitudes alors très largement partagées.

Ces croyances rassurantes trouvaient leur justification dans la doctrine enseignée sous le nom de « science économique » dans toutes les universités de l'Occident. Plus naïvement, elles s'exprimaient sous la forme d'un double postulat : il est impossible qu'on voie réapparaître un grand nombre de chômeurs, car *« les gouvernements ne le permettraient pas »* (sous-entendu : ils sont capables de s'y opposer) ; les gouvernements en question seront d'autant plus contraints à prendre les contre-mesures supposées efficaces que l'opinion publique — suprême argument ! — *« ne tolérerait pas »* leur passivité dans ce domaine.

Telle était la conviction des hommes politiques eux-mêmes dont les déclarations, sauf rares exceptions, ne sont en général que le reflet des préjugés ambiants. En janvier 1971, alors qu'approchaient à grands pas les premières tempêtes monétaires et financières qui allaient conduire (trois ans plus tard) à la première grosse récession de l'après-guerre, Georges Pompidou déclarait qu'il allait *« choisir » (sic)* pour le VIe Plan un taux de croissance *« aux approches de 6 % »*, assurant qu'*« on pourrait l'atteindre dans une situation de l'emploi convenable »*, *ce qui pouvait vouloir dire à l'époque* : sans tension excessive sur le marché de la main-d'œuvre. Cette année-là, le gouvernement poussait les gens privés d'un travail à s'inscrire à l'ANPE ; selon les experts du Plan, le « clignotant » du chômage devait s'allumer quand le chiffre des inscrits dépasserait trois cent vingt mille.

Il ne faudrait pas croire que les illusions entretenues par les plus hautes autorités sur la pérennité d'un boom économique de plus en plus poussif, précaire, fondement d'une sorte de droit à *l'emploi*, furent sans conséquences. Elles contribuèrent à encourager maints chefs d'entreprise à chercher la solution de tous leurs problèmes dans une course indéfinie à l'augmentation du chiffre d'affaires. D'où le surendettement et l'engagement d'investissements peu rentables qui devaient par la suite se révéler de lourds handicaps quand la conjoncture se retourna sous l'influence, précisément, de ces deux facteurs.

Cependant le ralentissement très net de la croissance, après son arrêt brutal en 1975, et la montée inexorable du chômage à partir de ce moment-là n'allaient pas ouvrir les yeux sur les réalités d'une situation de plus en plus dangereuse. *L'idée était profondément ancrée que les* prix et les salaires ne pouvaient que continuer de monter. Plus encore que la religion du chiffre d'affaires, l'illusion de l'inflation éternelle qui lui est, du reste, liée devait manifester sa nocivité, tant en ce qui concerne la gestion des entreprises que celle des budgets familiaux.

NI les dirigeants des affaires, grandes ou petites, ni les ménages ne furent aidés, là non plus, à se méfier du piège qui allait se refermer sur eux. *Tout un climat s'installa pendant les* années 70, et au tout début des années 80, pour cacher les inévitables conséquences de toute inflation prolongée.

On crut au contraire, au mépris de la logique et des enseignements d'une expérience historique constante (mais qui se préoccupait encore de raisonnement et d'histoire ?), que le mouvement ne pouvait avoir qu'une seule direction. C'est ainsi que tous les services d'études de toutes les grandes banques du monde *établissaient leurs prévisions sur l'hypo*thèse jamais discutée que le prix du pétrole ne pouvait que s'élever. D'où les prêts sans compter au Mexique ou au Nigéria.

Les divergences d'opinion ne portaient que sur le rythme de l'inévitable revalorisation. Il y avait ceux qui pensaient qu'on arriverait au cours de 40 dollars le baril avant 1990 et ceux qui estimaient qu'on y arriverait un peu plus tard. On expliquait cela, vaguement, par la toute-puissance des petits potentats du Golfe et par la « rareté » du produit, *sans jamais s'aviser*, rareté ou pas, que dans l'immédiat les coups de force de l'OPEP étaient rendus possibles par une vague d'inflation sans précédent dans le monde. En son absence, il eût été hors de question que le client du « cartel » puisse trouver les moyens de paiement nécessaires pour satisfaire ses exigences.

Quand, ignorant ces belles courbes ascendantes établies par les experts, les prix du pétrole vinrent à s'effondrer — d'environ 70 % pendant les trois premiers mois de 1986, — les meilleurs esprits, dont un ancien président de la République française célèbre pour ses prévisions économiques et financières (il annonça pour la énième fois avant les élections de mars 1986 que, *sauf en France*, la crise était finie), virent dans ce phénomène la promesse d'une « manne ». Mieux encore : la baisse du pétrole devait être, par elle-même, un puissant facteur de diminution de l'inflation.

Typique illustration du pseudo-raisonnement statistique *pour qui le mode* de calcul de l'indice des prix est promu au rang de principe de causalité : la chute du prix du pétrole se répercute sur l'indice, elle est donc une cause de diminution de l'inflation. L'enchaînement des faits indique qu'on se trouve là en présence d'une curieuse inversion des facteurs. Au moment où les cours du pétrole se sont écroulés, le mouvement de désinflation était déjà bien engagé dans le monde. Cet écroulement n'en était qu'une spectaculaire manifestation. A peine plus spectaculaire du reste que la chute antérieure de certaines autres matières premières (l'existence du cartel n'avait que retardé l'échéance).

La brutalité et la généralité des baisses intervenues auraient dû mettre sur la voie : on était bel et bien entré (entre *1980 et 1983, selon les pays) dans un* nouveau cycle caractérisé par le déclenchement de puissantes pressions déflationnistes. Pour comprendre pourquoi le mot n'est pratiquement jamais prononcé, ni la chose évoquée, il faut se rappeler que tous les efforts intellectuels déployés depuis un demi-siècle par les économistes (à commencer par leur chef de file, John Maynard Keynes) ont consisté à exorciser le spectre de la grande dépression des années 30. La réapparition de phénomènes de déflation est une grande *défaite. On préfère la nier que reconnaître* la réalité.

Ce formidable tour de passe-passe n'est possible, malgré l'évidence des faits — effondrement successif ou simultané de *toutes* les valeurs artificiellement gonflées : dollar, franc, pétrole, argent-métal, flotte de commerce, créances sur le Mexique et le Brésil, titres de la Bourse en attendant certains biens immobiliers et les œuvres d'art (y compris les tableaux de Modigliani) — que parce que les méthodes de la pensée économique contemporaine aboutissent presque inévitablement à rigidifier et à tronquer le sens des concepts.

Au contraire des économistes contemporains, les plus grands économistes de la génération précédente auraient vu dans *l'inflation et la déflation les deux faces* d'un même phénomène (rien à voir ici avec la « dialectique » marxiste qui n'a jamais servi, en économie pas plus qu'ailleurs, à poser ni à résoudre les problèmes). Si on s'avise que l'inflation a toujours pour origine une expansion débridée du crédit, on ne s'étonnera pas que sa destination normale est de déboucher sur la déflation. Qui dit inflation de crédits sous toutes ses formes sous-entend accumulation indéfinie de l'endettement. Il arrive toujours un jour où des débiteurs surchargés ne peuvent plus payer. C'est le retournement. Ceux qui comptaient sur des entrées d'argent sont frustrés à cause de la défaillance, totale ou partielle, des emprunteurs.

CE qui est particulièrement vexant pour la théorie économique moderne, c'est que son remède contre le retour d'une grande dépression consistait, soit ouvertement *(voir en particulier les écrits du Prix Nobel 1987 de sciences économiques Robert Solow)*, soit, plus hypocritement, à considérer une inflation « modérée » comme le moindre mal. Mais l'inflation n'est pas un monstre qui se laisse facilement apprivoiser. Tôt ou tard, selon que l'accumulation de l'endettement est rapide ou lente, elle engendre la déflation.

Le retournement devient inéluctable au grand dam des entreprises, des ménages et des Trésors publics, à partir du moment où l'accumulation des dettes dégrade tellement les conditions générales du crédit que les taux d'intérêt s'élèvent. Quand, *par suite du ralentissement de l'activité* économique concomitant de la course générale à la liquidité (pour simplifier, disons : on liquide les stocks pour payer son banquier), la hausse des prix se ralentit et, *dans les secteurs les plus exposés (voir ci-dessus)*, fait place à des baisses, le niveau des taux d'intérêt demeure élevé.

IL y a à ce maintien une raison très forte, à *laquelle ne semblent* pas penser ceux qui *s'étonnent* de voir *« les taux réels ne pas suivre le mouvement de désinflation »*. Ils ne la suivent pas parce que, précisément, cette désinflation a d'abord pour conséquence d'affaiblir un peu *plus* la situation des débiteurs qui ne peuvent plus compter sur les hausses de prix et de salaires pour alléger le poids de leurs dettes. La valeur moyenne de leur « signature » se détériore, les nouveaux crédits qu'on leur consent sont plus chers.
Le phénomène est très net aux Etats-Unis, où, depuis 1985 — début de la chute du dollar, qui n'est pas autre chose qu'une dévalorisation des créances libellées en cette monnaie, — on voit les « notations » *(rating)* conférées par les *agences spécialisées* à la qualité de la signature des grands emprunteurs rétrograder. En France, les choses sont moins visibles mais l'occultation des phénomènes ne les fait pas disparaître.

Que penser des prévisions de ceux qui, aujourd'hui, veulent faire croire que la plus violente crise boursière de tous les temps, loin d'accentuer dangereusement la déflation, ne devrait avoir que peu d'effet sur l'économie « réelle » ? S'agirait-il, dans leur esprit, tout bien pesé, d'une nouvelle manne dans la mesure où l'économie financière, dégonflée, *cesserait de sucer* le sang des vrais producteurs de biens et services ? Sur une période de dix ans, tel sera peut-être l'effet ultime de la chute. Mais d'ici là ?

Les optimistes d'aujourd'hui *s'appuient, faut-il le faire remarquer*, sur les mêmes schémas d'analyse qui, tour à tour, ont abouti à des conclusions erronées sur la pérennité du plein-emploi, la durabilité de l'inflation et son corollaire le maintien *ad vitam aeternam* de taux d'intérêt favorables aux emprunteurs, l'impossibilité « à notre époque » de la déflation. Il était également impossible, selon eux, qu'à notre époque un 1929 boursier ait lieu. Comme il s'est tout de même produit, ce sont les conséquences qui leur paraissent maintenant *« impossibles »*. *Puissent-ils, pour la première fois,* avoir raison !

UNE COMPÉTITION ENTRE L'EUROPE ET LE JAPON

# La maîtrise du téléviseur du futur

***Mis sur orbite par Ariane, TV-SAT 1 sera le premier satellite à utiliser le nouveau standard européen de télévision.***

APRÈS le son « lasérisé », l'image. Le progrès technologique dans le domaine de la télévision ne se concrétisera pas sans conflit. Déjà, l'avènement de la couleur, au début des années 60 aux Etats-Unis, à la fin en Europe, avait opposé violemment les procédés américain (NTSC), allemand (PAL) et français (SECAM).

Le monde de la vidéo a été divisé en trois grandes zones : l'une composée de l'Amérique du Nord, d'une partie de l'Amérique du Sud (Chili, Bolivie, Pérou, Equateur, Venezuela, Surinam) et du Japon, où le NTSC règne sans partage; une autre constituée de la RFA, de la Grande-Bretagne, du Benelux, des pays scandinaves, de la Suisse, de l'Espagne, du Portugal, du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, convertis au PAL; enfin, la troisième, plus restreinte, regroupe la France, la Grèce, l'Italie, l'URSS et les pays de l'Est, tous ralliés au SECAM.

La coexistence des trois systèmes est ruineuse pour tout le monde. Les industriels sont incapables d'allonger vraiment leurs séries de fabrication pour faire des économies d'échelle, et les consommateurs paient un surcoût estimé à 20 ou 30%. De plus, cette guerre n'a fait aucun vainqueur : chaque camp garde un standard de très médiocre qualité (des trois, le NTSC est le plus mauvais) comparé au cinéma (sept fois plus de détails), technologiquement dépassé et sans avenir.

Ni le PAL ni le SECAM, encore moins le NTSC ne peuvent vraiment s'adapter aux nouveaux moyens de transmission que sont les satellites (à cause du manque de puissance « embarquée », les émissions sont encore à la merci des perturbations atmosphériques) ou les câbles (la multiplication des programmes et l'ouverture de plusieurs voies pour le son rendent leur utilisation très difficile). Plus aucun ingénieur ne songe depuis longtemps à rajeunir l'un des trois standards dans le cadre des perfectionnements prévus : image hi-fi au début des années 90; passage à la télévision haute définition (TVHD) et au « grand écran » vers 1996; numérisation complète des matériels de traitement de l'image à la fin du siècle en vue d'améliorer encore la qualité vidéo et de favoriser la miniaturisation.

### Programme commun

L'Europe doit trouver autre chose, si possible dans le cadre d'un programme commun, pour redonner du souffle à une industrie de la télévision mise à mal ces dix dernières années, tant par la conjoncture que par la concurrence japonaise.

Au pays du Soleil-Levant, la TVHD commencera à fonctionner en 1988 sur le procédé mis au point depuis près de dix ans par la puissante chaîne NHK (Nippon Hoso Kyokaï). Les fabricants nippons déploient des efforts énormes pour imposer leur norme. Ils ont mis dans leur camp les producteurs américains de programmes.

Les groupes français Thomson et néerlandais Philips ont compris l'intérêt d'unir leurs efforts pour contrer l'offensive nippone. Ainsi est né, un peu dans la précipitation, le D2 Mac Paquet, qui est désormais adopté par la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas (*le Monde* daté 30-31 août). Le satellite allemand TV-SAT sera le premier à fonctionner suivant ce procédé pour diffuser les émissions des chaînes germaniques.

Par rapport à son rival japonais, le standard européen possède d'incontestables avantages, étant notamment compatible avec le parc existant de téléviseurs. Toutefois, pour capter les émissions venues du ciel, les particuliers devront munir leurs installations des équipements adéquats, soit une dépense de 5 000 à 6 000 francs (antenne, démodulateur, recepteur et décodeur).

En brassant, avec des variantes, les signaux suivant un mode fréquentiel, les trois standards actuels engendrent des phénomènes d'interférences à l'origine de nombreux défauts, notamment du papillotement, du scintillement des lignes, des effets de flamme ou de l'impression d'escalier mobile. Le D2 Mac Paquet les efface, utilisant, lui, la technique du multiplexage analogique des composants — d'où le mot Mac.

Les signaux sont envoyés par rafales — d'où le nom de Paquet, — les couleurs sont mieux séparées et les *images plus nettes*. Le son numérisé gagne en qualité, les ingénieurs ayant choisi, pour son codage, la technologie peu ordinaire du duo-binaire — d'où D2 : il s'agit d'une astuce électronique qui permet de réduire de moitié environ la plage occupée par les signaux, d'où la possibilité de doublage en plusieurs langues, de sous-titrage, etc.

En outre, le nouveau standard est évolutif, ouvrant la voie à la télévision hi-fi. Une image vidéo complète se compose de 520 625 points; en fait, l'image (standards PAL, SECAM) offerte au téléspectateur contient à peine plus de 275 000 points (180 000 pour NTSC), ce qui est très loin des 2 millions de points fournis par le cinéma 70 mm. Le D2 Mac Paquet garantit 80 000 points de plus pour le SECAM et le PAL (50 000 pour le NTSC). La télévision hi-fi permettra de passer de 355 000 à 460 000 points.

Cette télévision devrait entrer en scène vers le milieu de la prochaine décennie. Il s'agit d'un procédé consistant à doubler le balayage de trame à la réception, améliorant de façon saisissante la qualité de l'image. Ce traitement électronique spécial donnera en principe ses lettres de noblesse au grand écran (1 mètre de *diagonale*). Il préparera la venue de la vraie télévision à haute définition, attendue trois ou quatre ans avant la fin du siècle. Ses images seront alors superbes : avec une *définition de 1 250 lignes, leur résolution* effective sera de 1,6 million de points, c'est-à-dire très voisine de celle du cinéma.

### Victoire incomplète

Toutefois, le nouveau standard n'a pas encore remporté une victoire complète. Lors d'une réunion intérimaire à Genève, du 2 au 8 novembre, le CCIR (Comité consultatif internation des radiocommunications) a reconnu officiellement le D2 Mac Paquet. C'est un succès pour le standard européen ; mais ce dernier ne sera définitivement adopté que lors de la prochaine session plénière du CCIR, en 1990.

L'éventualité est hautement probable, car la majorité, c'est-à-dire la plupart des pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie (Chine *comprise*), l'Australie et tous les pays de l'Est se sont prononcés en faveur du nouveau standard européen. Tous savent pertinemment que le franchissement des diverses étapes devant conduire à la TVHD est à peu près impossible dans un laps de temps aussi court (dix ans) sans recourir au D2 Mac Paquet, conçu, de plus, en suivant la norme de télévision numérique adoptée en 1982 par le même CCIR.

Le système japonais suppose, lui, le changement radical de tous les matériels existants (studio, émission, réception, etc.), ce qui est irréalisable sur le terrain. Incompatible, il est aussi difficilement adaptable, étant fait pour fonctionner sur un réseau électrique de 60 hertz et occupant, même compressé, un trop large canal pour les bandes de fréquence européennes. Son bon *emploi dépend de l'arrivée des* satellites émettant dans les hyperfréquences, ce qui n'est pas pour demain, compte tenu des problèmes de propagation atmosphériques.

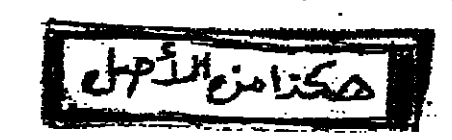
L'enjeu est cependant bien trop important pour croire un seul instant que les Japonais vont abandonner, d'autant que, malgré ses défauts, leur procédé est d'excellente qualité. Quelle que soit la voie empruntée, dans les quinze à vingt ans à venir, le parc mondial des téléviseurs (600 millions d'appareils) sera presque entièrement renouvelé. Aussi, décidés à se tailler la part du lion, les Japonais vont-ils déclencher un véritable tir de barrage. *« Au pis, il y aura deux standards,* dit-on chez Sony. *Nous croyons toutefois avoir encore des chances de gagner. »* Ce seront probablement les Etats-Unis qui feront la décision.

Dans cette compétition, l'Europe, avec Thomson, vient de marquer un sérieux point. Avec son rachat de la division produits grand public de General Electric, le groupe français capte en même temps 20 % du marché américain des téléviseurs. Grâce aux 12 % déjà détenus par Philips, les deux *groupes partenaires* sont en mesure de négocier l'entrée outre-Atlantique du D2 Mac Paquet.

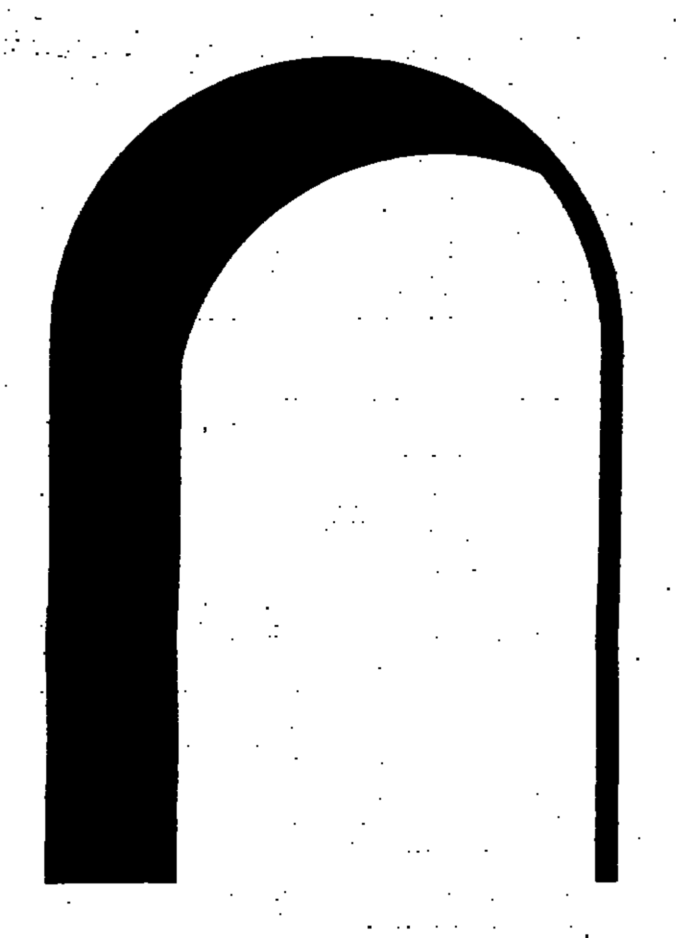
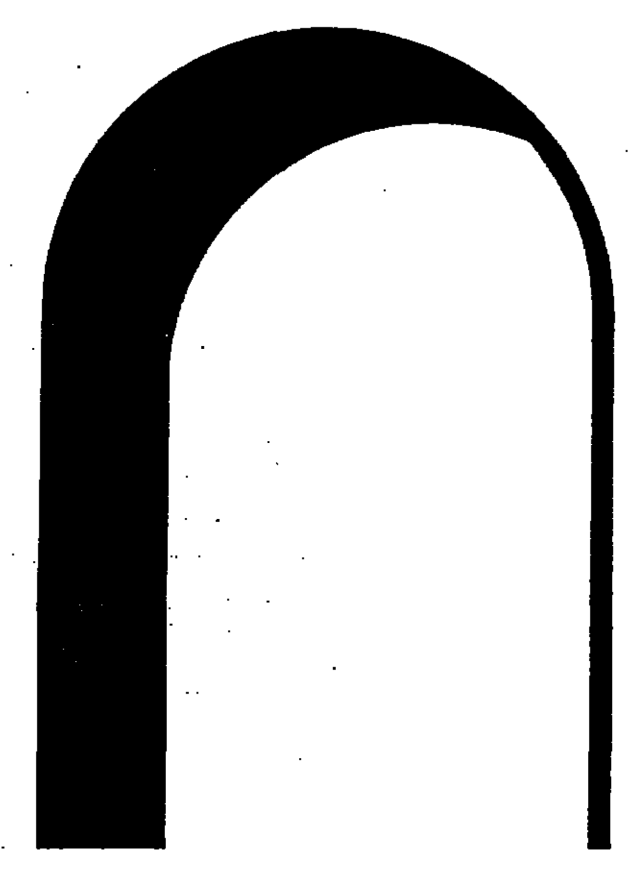
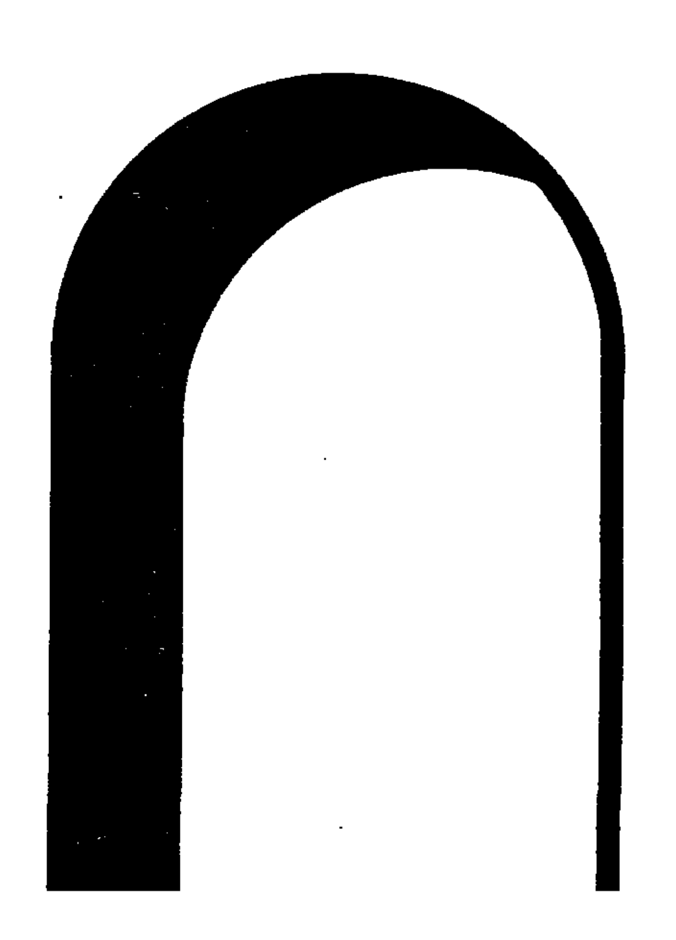
En outre, les compagnies américaines de télédistribution par câble semblent vouloir se rallier au *standard* européen qui leur permettra d'offrir immédiatement un nouveau service à leur clientèle sans changer de récepteur. Pour peu que Philips parvienne à convaincre Sony, son complice dans l'aventure du disque compact, de changer de camp, la partie serait gagnée. Cependant, à la veille du lancement d'Ariane, Européens et Japonais ont décidé de mettre *en place*, début 1988, un groupe de travail pour tenter d'harmoniser les technologies.

ANDRÉ DESSOT.





# Le moment est venu de construire le pont.

Aujourd'hui, même les systèmes informatiques les plus évolués ont encore leurs limites. Leur conception même les rend incompatibles avec d'autres systèmes. En raison des contraintes qu'ils imposent, ils n'offrent que des solutions provisoires, incomplètes et fermées comme les systèmes eux-mêmes.

A la différence d'autres constructeurs, Olivetti-Logabax n'est pas animé par la volonté d'enfermer les utilisateurs dans une architecture système.

C'est pour cela qu'Olivetti présente aujourd'hui le Pont. Une architecture conçue pour qu'un système puisse fonctionner avec d'autres systèmes. Et personne n'est mieux placé qu'Olivetti pour créer une telle architecture. Parce qu'Olivetti ne dépend pas de technologies "maison" imposant des politiques restrictives aux utilisateurs.

L'offre Olivetti comporte bien sûr une gamme complète de minis et de superminis performants et totalement intégrés. Mais plus important encore, l'architecture sur laquelle s'appuient ces produits est entièrement ouverte. Ouverte aux autres systèmes, ouverte à la croissance, ouverte aux progrès technologiques futurs.

Cette architecture peut évoluer avec vos besoins et vous permet d'assurer la pérennité de vos équipements et technologies déjà en place.

Elle apporte des outils de développement et un choix de solutions aux entreprises de toutes tailles. C'est le pont indispensable dans le monde informatique. Le Pont qui relie le passé au présent, le présent au futur.

## Olivetti Open System Architecture : la solution Olivetti.

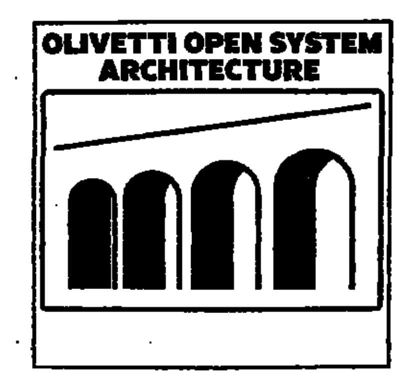
L'Architecture Système Ouverte est construite autour de la famille d'ordinateurs LSX 3000, une ligne totalement intégrée de minis et de superminis pouvant relier de deux à deux cents utilisateurs. Olivetti a fondé cette famille sur un système d'exploitation basé sur le standard UNIX System V et aux normes X/OPEN : ses ordinateurs reçoivent une multitude de logiciels d'application répondant aux besoins les plus variés et les plus complexes.

La communication inter-systèmes est réalisée par une gamme de produits Olinet répondant aux normes ISO/OSI. Avec une totale connexion à l'environnement MS-DOS et aux bases de données de l'entreprise, où qu'elles soient.

Si vous voulez savoir comment construire ce pont qui relie les hommes et les différents départements de l'entreprise, adressez votre carte de visite à Olivetti-Logabax - Direction de la Communication 91, rue du Faubourg-St-Honoré 75008 PARIS.

## Le Groupe Olivetti-Logabax en France.

- Un chiffre d'affaires de plus de 2,5 milliards de francs.
- 2 000 collaborateurs directs dont plus de 1 000 spécialistes de support et de maintenance.
- 500 points de vente et d'assistance répartis sur tout le territoire dont plus de 250 spécialisés en informatique et en applications.
- Plus de 200 000 heures de formation annuelles.
- Une base installée de plus de 100 000 micro-ordinateurs, 8 000 mini-ordinateurs et 100 000 périphériques.




UNIX est une marque déposée de AT & T BELL LABORATORIES.
MS-DOS est une marque déposée de MICROSOFT INC.

**olivetti-logabax**

# Economie

## SOMMAIRE



La campagne des élections prud'homales

## M. Maire s'en prend aux juges, aux patrons et au gouvernement

*LILLE*
*de notre envoyé spécial*

Plus de deux mille personnes ont assisté, le samedi 21 novembre, au palais des congrès de Lille, à un meeting de M. Edmond Maire pour la campagne des élections prud'homales du 9 décembre. Après Longwy, Lyon, et avant Strasbourg et Nantes, le secrétaire général de la CFDT avait choisi d'encourager la région Nord-Pas-de-Calais, qui présentera 1089 candidats cédétistes aux vingt-trois conseils de prud'hommes. En 1982, avec 22,11 %, le score de cette région était inférieur à la moyenne nationale (23,5 %) mais, aux élections de 1986 dans les comités d'entreprise, la CFDT y a progressé de deux points contre 0,2 au niveau national.

Voulant donner une dimension symbolique à ce meeting, l'Union régionale CFDT a mis en avant *« l'esprit d'équipe »*. Plusieurs personnalités locales ont défilé sur la scène du palais des congrès pour témoigner aux côtés d'un Edmond Maire condamné à une figuration inutile, de cet « esprit d'équipe » : M. Matrau, adjoint aux sports de M. Mauroy et un des responsables du Football Club de Lille, le professeur Moriamez, de l'université de Valenciennes, Bernard Langlois – ex-journaliste d'A 2 privé de son émission « Résistances », – des représentants de SOS-Racisme, etc.

Même M. Jean-Claude Casadesus, directeur de l'Orchestre national de Lille, qui a l'habitude de donner des concerts dans les usines, est venu expliquer comment *« la musique peut contribuer à l'humanisation »* de l'entreprise.

Pendant plus d'une heure, M. Maire, chaleureusement applaudi à plusieurs reprises, a abordé les thèmes habituels de la CFDT, en affirmant d'emblée que *« le syndicalisme n'est ni mort ni moribond »*. Commentant le jugement du tribunal de Bobigny, déclarant illicite le préavis de grève des pilotes d'Air Inter (voir ci-contre), il a jugé que cette propension des juges à se prononcer sur le caractère raisonnable ou non des revendications était *« le fait le plus grave qui se soit produit depuis longtemps dans l'histoire des relations sociales de ce pays »* : « *Si*, a-t-il affirmé, *on leur avait donné le droit, depuis un siècle, de pouvoir apprécier les revendications, nous serions toujours un pays sous-développé, où il y aurait eu une révolution, sans qu'on puisse savoir ce qu'elle aurait donné.* »

### Le dirigisme populiste

M. Maire s'en est également pris vivement aux chefs d'entreprise qui répriment les syndicalistes dans l'idée de profiter de l'affaiblissement des syndicats : *« S'il y a un type de délinquance qui n'est pas suffisamment réprimé, c'est bien la délinquance sociale d'origine patronale. »*. Prenant de nouveau la défense des immigrés, M. Maire a fustigé *« les porteurs de haine du Front national »*. Il a jugé *« positives »* les propositions du rapport Hannoun sur le racisme, en ajoutant qu'il faudrait *« pousser encore plus fort pour les transformer en décisions gouvernementales »*.

Le secrétaire général de la CFDT a attaqué la politique du gouvernement en faisant ressortir *« les dégâts du libéralisme économique »*. Il a critiqué une politique fiscale qui *« favorise les hauts revenus »*. Faisant allusion à la répartition des noyaux durs des entreprises privatisées par M. Balladur, il a ajouté : *« Le libéralisme sait se doubler de dirigisme quand les intérêts privés les plus importants sont en question. »* M. Balladur a aussi été la cible de l'ironie de M. Maire à propos de sa sollicitude pour le capital des petits porteurs : *« On n'est plus dans le capitalisme populaire ; nous allons tout droit vers le dirigisme populiste. »*

M. Maire a également profité de ce meeting pour souligner les possibilités de « renouveau » du syndicalisme. L'idée de la campagne cédétiste, *« pour que chacun gagne »*, est de faire en sorte, pour M. Maire, que *« toute l'équipe et chacun de ses membres gagnent »*. *« Nous refusons d'être un syndicat groupe de pression des salariés les mieux placés. Nous refusons de n'être que l'équipe de ceux qui ont un statut ou un emploi. L'équipe CFDT joue pour que personne ne soit hors jeu (...). Le 9 décembre, on verra quel syndicalisme va être dominant pour l'avenir. »* Un lâcher de ballons multicolores a marqué la fin du meeting les cédétistes lillois étant persuadés que, pour eux, le matin du 10 décembre, au lendemain de ces élections, sera « souriant ».

MICHEL NOBLECOURT.

Nouvelle intervention des juges

## Le tribunal de Bobigny déclare illicite la grève des navigants d'Air Inter

Il n'y aura pas de grève des navigants d'Air Inter le mardi 24 novembre : le tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), comme l'avait fait celui de Créteil (Val-de-Marne) le 30 juillet dernier (*Le Monde* du 1er Août), a ordonné en référé la suspension du préavis de grève déposé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC). Ceux-ci demandaient que les futurs Airbus A-320 d'Air Inter soient, au moins pour une période transitoire, pilotés à trois et non à deux, comme cela est prévu et comme cela se passe dans la plupart des compagnies aériennes, en s'engageant à améliorer leur productivité.

Selon le tribunal, *« les syndicats envisagent d'exercer leur droit de grève d'une manière abusive et de créer un trouble illicite qu'il convient de faire cesser »*. Pour lui, l'exploitation technologique et les raisons économiques permettent de commencer l'exploitation de l'A-320 avec deux pilotes. D'autre part, il estime que *« le trouble invoqué par Air Inter n'est pas contestable »*. Il a rejeté l'intervention de principe de la CFDT, qui portait sur la liberté d'exercice de la grève.

Les deux syndicats vont faire appel du jugement. Quant à la direction d'Air Inter, elle affirme sa BI « volonté de poursuivre les conversations entamées sur l'avenir des mécaniciens navigants et sur les garanties sociales qui leur sont offertes ».

Les juges s'étant prononcés à Bobigny comme à Créteil sur le contenu des revendications et non sur les conditions d'exercice de la grève, leur décision a soulevé les mêmes protestations des syndicats (sauf la CGC) – et pas seulement ceux qui étaient concernés – pour des raisons de principe.

C'est M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, qui a été le plus violent. Notant que la CFDT ne soutenait pas la revendication du SNPL et du SNOMAC, il a réaffirmé : *« Ce n'est pas aux juges à estimer si une revendication est déraisonnable ou pas. »* Pour lui, *« la barre de la liberté tout court est franchie »*. Rappelant un arrêt de la Cour de cassation du 4 juillet 1986 (1), il a réclamé un *« contrôle de la constitutionnalité »* de ses décisions et lancé un appel au premier ministre et au président de la République. FO et la CGT, considérant le jugement comme *« extrêmement grave »* ont exprimé des points de vues analogues : *« C'est bien de l'exercice du droit de grève qu'il s'agit »*, a déclaré M. André Bergeron, et la fédération des transports CGT, considérant le jugement comme *« extrêmement grave »*, a annoncé qu'*« une riposte s'impose »*.

De son côté, le Parti socialiste demande au gouvernement et au garde des sceaux de *« prendre toutes les mesures de droit permettant de faire respecter la Constitution »*.

(1) La cour avait jugé abusif un mot d'ordre de grève, les syndicats demandant à plusieurs compagnies aériennes de maintenir le pilotage à deux pendant vingt ans, engagement *« déraisonnable »*.

Selon un sondage

## 54 % des salariés du secteur public pensent que leur statut n'en fait pas des privilégiés

**« On entend dire parfois que les salariés du secteur public *bénéficient*, en dehors de la rémunération proprement dite, d'un statut plus avantageux que les salariés du secteur privé. Vous-même, êtes-vous, ou non, d'accord avec cette opinion ? »**

| | ENSEMBLE |
|---|---|
| D'accord | 41 % |
| Pas d'accord | 54 % |
| Ne se prononce pas | 5 % |
| | 100 % |

60 % des salariés du secteur *public ne sont pas ou peu satisfaits* de leur rémunération actuelle (39 % de satisfaits), selon un sondage réalisé par IPSOS du 14 au 27 octobre auprès de mille salariés du secteur public à l'occasion d'un colloque sur Les fonctionnaires et l'argent, organisé le lundi 23 novembre par le Crédit social des fonctionnaires. Ce pourcentage d'insatisfaction monte à 66 % chez le personnel des services sociaux et de santé, à 71 % chez le personnel de l'équipement, 77 % chez les professeurs et chercheurs, 78 % chez les instituteurs et 85 % chez les postiers. En revanche, les militaires et les policiers sont majoritairement satisfaits.

73 % des salariés du secteur public interrogés (chaque sous-échantillon étant représentatif du public considéré : postiers, instituteurs, etc.) estiment qu'ils sont plutôt moins bien rémunérés que les salariés du secteur privé ayant des responsabilités similaires.

54 % des personnes interrogées *considèrent que leur statut n'est pas* plus avantageux que les salariés du secteur privé (pourcentages qui montent à 65 % pour les militaires et les policiers et à 66 % pour le personnel des services sociaux et de santé).

Interrogés sur l'éventualité d'une privatisation de leur entreprise publique, 41 % estiment que leur situation statutaire serait inchangée, 28 % qu'elle serait détériorée et 22 % qu'elle serait améliorée : les pourcentages d'opinions négatives (situation détériorée) montent à 52 % chez les postiers et à 53 % chez les électriciens et gaziers.

Les salariés interrogés ont une estimation de leur possibilité d'épargne mensuelle qui montre une faible capacité à épargner : elle est de 0 % pour 30 %, de 1 % à 10 % de leur rémunération mensuelle pour 22 % et de 11 % à 15 % pour 31 %. 48 % jugent la période actuelle défavorable pour emprunter (44 % favorable). 51 % pensent qu'ils emprunteront plutôt moins dans les années à venir. Il est vrai qu'ils sont endettés en moyenne de 98 000 F (seuls 30 % n'ayant aucune dette).

**« Pour chacune des possibilités suivantes d'épargner ou de placer de l'argent, dites-moi si vous l'avez ou non utilisée depuis l'automne dernier ? »**

**« Et pour chacune des possibilités suivantes d'épargner ou de placer de l'argent, dites-moi si vous pensez ou non l'utiliser dans l'année à venir ? »**

| | ENSEMBLE | | RAPPEL ENSEMBLE (1) des Français, juillet 1987 | |
|---|---|---|---|---|
| | L'ont utilisée l'année dernière % | Pensent l'utiliser l'année prochaine % | L'ont utilisée l'année dernière % | Pensent l'utiliser l'année prochaine % |
| Livret de caisse d'épargne | 45 | 48 | 51 | 47 |
| Plan d'épargne-logement ou compte épargne-logement | 39 | 39 | 22 | 20 |
| Actions | 24 | 20 | 13 | 14 |
| SIVAV ou FCP (Fonds communs de placement) | 20 | 24 | 12 | 10 |
| CODEVI | 16 | 18 | 15 | 13 |
| Emprunts d'Etat ou obligations | 13 | 11 | 5 | 4 |
| Bons de capitalisation | 3 | 4 | 2 | 2 |
| Or | 1 | 6 | 1 | 1 |

*(Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples.)*

(1) Sondage réalisé du 18 juin au 8 juillet 1987 auprès d'un échantillon de 1799 *personnes représentatives, selon la méthode des quotas*, de la population française âgée de dix-huit ans et plus. Publié par *le Monde* le 5 août 1987.

CONCOURS

## LE MONDE DU VIN
## LE COURRIER DU CONCOURS

**La réplique de M. Pierre Coste à M. Michel Bettane**

A la suite de la publication de l'article de M. Michel Bettane intitulé « Attention œnologite aiguë » (*le Monde* du 31 octobre), nous avons reçu une réplique de M. Pierre Coste. Nous publions aujourd'hui la première partie du texte de M. Coste, la seconde sera publiéedans *le Monde* du 25 novembre.

Il convient de féliciter M. Bettane de la passion qu'il exprime pour le vin complet ; ses arômes éclatants et complexes flattent notre odorat ; il caresse notre palais de ses riches saveurs ; il doit étancher notre soif, et non l'aviver. Et quand sa classe et sa réussite sont indiscutables, il captive notre esprit : Michel Bettane a grandement raison de désavouer les vins ennuyeux qu'on ne manque pas de rencontrer sur sa route.

Pourtant, je le crains, cette sainte colère l'amène à se méprendre sur quelques principes fondamentaux de la connaissance du vin. Faut-il en déduire que ces propos sur *« l'œnologite aiguë »* traduisent seulement son désir d'écrire un provoquant *morceau* de bravoure ?

Il faut être privé de goût, d'odorat et de mémoire pou oublier l'axiome fondamental de l'amateur, qu'il soit ou non professionnel : seul un médiocre vin commun, un aramon de plaine par exemple, présente des odeurs uniquement « vineuses ». Elles sont déjà éloignées et sensiblement plus intenses que celles du grain ou du moût de raisin frais (exception faite des cépages aromatiques, muscat ou sauvignon par exemple). Tout dégustateur un peu averti sait aussi qu'un cépage noble, adapté au sol noble qui le nourrit, donne une palette aromatique, certes variée, mais objectivement assez constante dans un terroir donné. Restons dans mon domaine bordelais. Le cabernet sauvignon sur les graves de Pauillac et Saint-Julien se manifeste par des parfums résineux, fruités et balsamiques : résine de cèdre, encens, menthe, cassis, café, cacao. Il est tout autre à Pessac, tout autre à Léognan. Le merlot sur sol argilo-calcaire se décèle souvent par des parfums de truffe et de venaison. Le sémillon concentré par Botrytis à Sauternes et Barsac évoque l'ambre, les résines fines, les peaux d'agrumes, la prune reine-claude. Je ne cite que quelques noms d'une liste heureusement interminable, car l'intensité, la richesse et la complexité des parfums croissent avec la qualité du sol.

*C'est précisément sur ces* constantes que se base la notion française d'appellation d'origine. Quant aux classements qui s'établissent à l'intérieur des grands terroirs, il ne font que consacrer la décision de l'ultime juge : le consommateur qui accepte de donner le plus grand prix *aux plus grands vins (...)*.

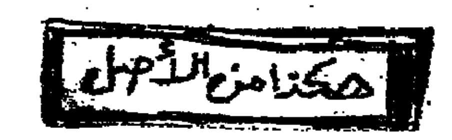
## ERRATUM
### à la question 44 du CONCOURS LE MONDE DU VIN

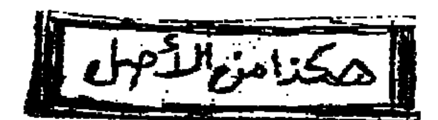
Il fallait lire : « ... Un médecin du roi dans un traité de médecine et d'histoire **médicale**... » et non d'histoire médiévale...

Cette question est parue dans *le Monde* du 10 novembre daté 11 novembre 1987











# Économie

Le congrès de la CSMF

## La sérénité inquiète

Existe-t-il une sérénité inquiète ? C'est pourtant ainsi que l'on peut qualifier le climat dans lequel s'est tenu le deuxième congrès national de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la plus importante organisation de praticiens libéraux (douze mille adhérents environ) du vendredi 20 au dimanche 22 novembre : les résultats obtenus en 1987 ne masquent pas les inquiétudes et les tiraillements internes de la profession.

La sérénité des responsables de la CSMF repose sur quelques avantages tangibles obtenus des caisses nationales d'assurance-maladie et du gouvernement en 1987. D'abord le relèvement important, de l'ordre de 13 % en moyenne, des tarifs de consultation des généralistes et des spécialistes. L'accroc dans le contrat provoqué par le ministère de l'économie et des finances – un report de trois mois du deuxième relèvement accordé aux généralistes – peut être oublié : les négociations, qui ont commencé le 18 novembre avec les caisses d'assurance-maladie, laissent prévoir une augmentation de 10 francs du tarif de la visite au domicile du malade pour le début 1988, ce qui n'est pas négligeable (1), et continuent la remise à niveau des honoraires médicaux.

D'autre part, à l'issue de discussions parfois assez laborieuses, la CSMF a eu gain de cause sur la façon de distinguer en pratique les soins prévus pour les maladies longue durée remboursées à 100 % et les autres affections.

Enfin, caisse d'assurance-maladie et syndicats médicaux se sont mis d'accord sur le démarrage immédiat des six expériences de participation des médecins libéraux aux interventions d'urgence : ce sera la première tranche des quinze expériences prévues dans l'accord signé le 16 décembre 1986. Le gouvernement, de son côté, va publier, dans quelques jours, trois décrets sur l'organisation générale des urgences. Il a accordé aussi certains avantages fiscaux réclamés depuis longtemps par les syndicats médicaux (2) et vient d'exonérer de la TVA les cliniques privées.

M. Alain Juppé, ministre du budget, est venu rappeler ces avantages, ainsi que les autres allégements, dont les médecins, comme d'autres contribuables, ont bénéficié cette année et bénéficieront en 1988. Même si la CSMF est loin d'avoir obtenu tout ce qu'elle souhaitait, le bilan n'est pas négligeable. De leur côté, le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie peuvent se féliciter du succès du « plan de rationalisation gouvernemental » et des actions de modération des dépenses menées par les caisses. Comme l'a rappelé, devant les congressistes, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, la croissance des dépenses d'assurance-maladie est revenue, en francs constants de 7,1 % à la fin de janvier 1987 à moins de 1,5 % à la fin d'octobre, et les refus des dispositions réglementaires ont été « marginaux ».

Ces gains de part et d'autre ont détendu le climat et ont donné de la crédibilité aux bonnes paroles prodiguées au congrès par trois ministres, MM. Séguin et Juppé et Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargée de la santé et de la famille, période pré-électorale oblige.

### Tiraillements

M. Séguin, en particulier, n'a pas mesuré les éloges, les remerciements et les promesses. Eloge obligé de la médecine libérale à laquelle le ministre s'est dit *« viscéralement attaché »*, comme la compatibilité entre le système libéral et de la protection sociale généralisée. Remerciements pour la participation de la CSMF aux états généraux et surtout pour *« la contribution et la compréhension »* des médecins généralistes au plan Séguin : *« Le succès du plan dépendait de vous... vous avez pleinement tenu vos engagements. Je suis ici pour vous en donner publiquement acte, pour vous exprimer ma gratitude et pour rendre hommage à l'ensemble des médecins libéraux. »* Promesse enfin de réduire encore les promotions d'étudiants en médecins au-delà des quatre mille cents prévus pour 1988-1989 et faciliter les départs à la retraite à soixante ans, ce qui ralentira l'accroissement du nombre des médecins. Promesse enfin de toujours porter l'effort d'économie sur l'hospitalisation publique l'an prochain.

Acquis et promesses ne font pas disparaître les inquiétudes et les tiraillements. Quelque quatre cents médecins seulement au moment le plus fort ont participé au congrès : moins que l'an dernier où la CSMF et ses syndicats départementaux avaient cherché à donner une image positive de la profession. Cette désaffection relative est peut-être le résultat du climat de détente actuel; c'est selon les conflits que l'on se mobilise. Mais les désaccords internes subsistent sur le plan Séguin. Si la confédération a joué le jeu, certains de ses adhérents demeurent hostiles ou craignent un interventionnisme des caisses. Surtout, les tensions demeurent entre généralistes et spécialistes. Les généralistes sont les principaux bénéficiaires des accords récents et des réajustements d'honoraires décidés ou en discussion, en partie inévitables parce que leurs revenus ont décliné au cours des dernières années, contrairement à ceux des spécialistes et parce que le plan Séguin a entraîné une baisse de leurs activités en 1987. Mais, évidemment, cela ne satisfait guère les spécialistes, surtout ceux qui font des actes dits « techniques » (radiologues, chirurgiens ou cardiologues, par exemple). Le prise de position des « sages » dans leur rapport sur la Sécurité sociale ajoute sans doute à leur amertume.

GUY HERZLICH.

(1) La visite du généraliste est actuellement rémunérée 85 F, plus 20 F d'indemnité de déplacement (30 F à Paris, Lyon et Marseille). Ce sont ces indemnités qui seraient majorées.

(2) Le plafond qui donne aux médecins adhérant à une association de gestion agréée le même abattement sur les revenus que les salariés a été porté de 200000 à 400000 F par an. L'amortissement du véhicule à usage professionnel a été augmenté de 30 %.

## « Horaires modulables » aux Chantiers navals de l'Atlantique

Les Chantiers de l'Atlantique (groupe Alsthom) à Saint-Nazaire mettent en place, pour la première fois, un système de « modulation des horaires » qui touchera 2 500 des 4 500 salariés du chantier naval, a indiqué la direction le 21 novembre.

Le chantier nazérien est confronté à une « sous-charge » en décembre, qui pourrait se prolonger en janvier et février. En revanche il doit faire face à une « surcharge » au deuxième trimestre 1988, notamment en raison de la construction de deux car-ferries.

Fin décembre, six jours dans l'atelier de tôlerie (dont deux jours de chômage partiel) et quatre jours dans la section « montage d'armement » ne seront pas travaillés. Ces jours seront cependant normalement payés. Lorsque les salariés concernés « rendront » ces journées en mars-avril 1988, ils bénéficieront d'une majoration pour heures supplémentaires au-delà du temps de travail légal. Cette nouvelle disposition fait suite à un récent accord dans la métallurgie.

# Eurotunnel. Devenez actionnaire du plus gigantesque péage du monde.

En souscrivant à l'Émission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

**"Des unités" franco-britanniques.** Vous allez pouvoir acquérir des "unités", composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40 % de l'émission de 7,5 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

**Souscription**
**du 17 au 27 novembre.**
**35F l'unité**

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de la concession.

**Des avantages pour les souscripteurs.** A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de souscription donneront le droit de souscrire à une nouvelle unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

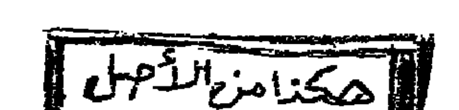
De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

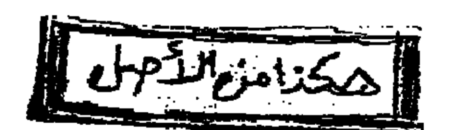
**En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.**

*Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87.427 du 13.11.1987).*




## EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.





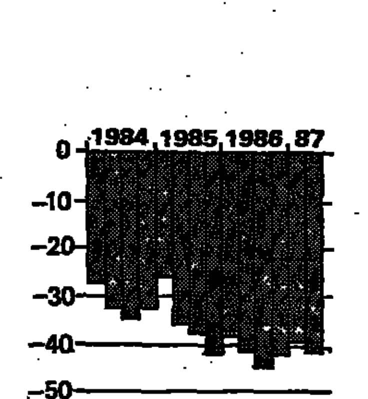


# Économie

**CONJONCTURE**

## Déficit et excédents commerciaux

ÉTATS-UNIS




JAPON

30
20
10
0
1984 1985 1986 87

*En milliards de dollars*

RFA

30
20
10
0
1984 1985 1986 87

*En milliards de deutschemarks (1 dollar = 1,7 DM)*

Les résultats obtenus en matière de commerce extérieur par les Etats-Unis, le Japon, la RFA, expliquent bien l'origine des difficultés actuelles. Les Etats-Unis connaissent une croissance économique assez soutenue (probablement encore 2,5 % cette année) malgré des déficits extérieurs importants : 146 milliards de dollars environ cette année après 144 milliards en 1986 (150 milliards de dollars en terme de paiements courants après 141 milliards en 1986).

La RFA, elle, croule sous les excédents : plus de 100 milliards de DM en matière de commerce extérieur cette année (75 milliards pour ses paiements courants). Malgré cela, la croissance économique est outre-Rhin très modérée : 1,5 % environ en 1987.

Quant au Japon, l'excédent de ses paiements courants avoisinera encore 86 milliards de dollars cette année comme en 1986. Dans ce pays, la croissance s'est accélérée cette année et pourrait atteindre 3,5 %. Elle risque bien de se ralentir d'un point en 1986 sour l'effet du krach boursier.

## Le scepticisme des marchés

*(Suite de la première page.)*

L'accalmie pourrait venir également d'une prochaine réunion du « groupe des sept », principales puissances industrielles pour faire renaître l'espoir d'une reprise en main concertée de l'économie internationale.

Sur ce terrain, les déclarations ont été pour le moins contradictoires quant à la date d'une *telle* réunion. Après avoir assuré que l'accord américain permettrait de créer une *« meilleure atmosphère »* sur les marchés, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, se contentait d'*« espérer »* un *« G7 »* en décembre. Les Japonais, toujours d'accord pour une rencontre, ont assuré qu'ils n'en prendraient pas l'initiative. Quant au secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, il a exclu une entente à sept avant que le Congrès ne précise et ne concrétise l'accord cadre du 20 novembre.

### Passer aux actes

Ces propos ont fait renaître un petit jeu des devinettes peu susceptibles d'apaiser les marchés financiers et monétaires. Tout le monde est pourtant désormais d'accord pour estimer que Washington ayant donné le signe attendu par ses partenaires, il appartient désormais au Japon et à la RFA de faire leur part du chemin. Il ne suffit pas, comme l'a fait le ministre ouest-allemand des finances, le samedi 21 novembre, *de se féliciter* de la décision *« efficace et crédible »* du Congrès américain. Il convient de passer aux actes. C'est ce qu'a souligné, dans une interview à *la Tribune de l'économie*, l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, en *estimant* que la leçon des derniers événements financiers était *« claire : l'économie mondiale a besoin d'être gérée collectivement »*. Cela suppose des mesures de la part des pays en excédent, *« essentiellement le Japon et l'Allemagne »*, ainsi qu'une meilleure solidarité au sein de la CEE avec la constitution d'un *« puissant pôle monétaire européen »* passant *« dès 1988 »* par la *« création d'une banque centrale européenne »*. Des objectifs partagés par la classe politique française comme par la Commission de Bruxelles, *mais* encore *mal acceptés* par Bonn ou Londres.

### Le refus de Mme Thatcher

Le gouvernement ouest-allemand, *pressé de toutes* parts de prendre des mesures de relance, n'envisage que des mesures limitées. Une baisse d'un demi-point du taux d'escompte, si le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, parvient à persuader son conseil d'administration, ce qui est loin d'être évident pourrait s'accompagner, selon un haut fonctionnaire allemand, de certaines mesures ponctuelles : *« l'abandon de quelques recettes de poche pour 3,5 milliards de marks »* (taxes sur l'alcool et le tabac envisagées pour l'an prochain) ; l'absence de mesures fiscales de compensaton au cas où l'excédent de la Bundesbank, qui représente quelque 6 milliards de marks, bon an mal an, se trouverait réduit par la revalorisation du mark vis-à-vis du dollar, limitant ainsi les rentrées du Trésor fédéral.

Mais à moins d'une véritable récession ou d'une flambée du chomâge, *« il reste hors de question d'accélérer un peu plus la réforme fiscale prévue pour 1990 »*. Une vision toujours très rigoureuse de la gestion économique qui risque de décevoir plus d'un partenaire de Bonn. Les Américains, qui comptent sur l'effet d'entraînement allemand pour *éviter* une croissance *marginale* dans le monde. Les Européens, qui attendent désormais un signe pour mettre en place une nouvelle stratégie de relance apparemment compatible avec une relative stabilité des prix, tant l'inflation paraît sous contrôle, pour le moment tout au moins. Les Britanniques, qui envisageaient d'adhérer au mécanisme de change du système monétaire *européen et voient leur premier* ministre, Mme Thatcher, ultime bastion du refus au SME, trouver de nouveaux arguments dans la politique allemande pour exclure une telle hypothèse.

Dans une interview accordée au *Financial Times*, Mme Thatcher souligne en effet qu'il n'est pas question d'*adhérer à un système* dominé par un pays, la RFA, qui poursuit une politique déflationniste contraire à celle préconisée par Londres. Ceux qui rêvaient de la discipline imposée par le SME pour limiter tout dérapage inflationniste outre-Manche en seront pour leurs frais, une fois de plus.

FRANÇOISE CROUIGNEAU

## Les cinq « sages » prévoient une croissance limitée à 1,5 % en RFA l'an prochain

*BONN*
*de notre correspondant*

Les cinq « sages » désignés par le gouvernement ouest-allemand pour évaluer les perspectives de la conjoncture économique nationale et internationale ont remis lundi 23 novembre leur rapport annuel. Il était attendu avec une particulière attention,car les cinq professeurs d'économie sont les premiers à prendre en considération, dans une *étude* globale, les derniers développements intervenus sur les marchés monétaires et financiers.

Tout en notant que, *« pour la sixième année consécutive, l'économie ouest-allemande restera sur le chemin de l'expansion, même si celui-ci est plutôt plat »*, les experts observent que cette croissance va être freinée par la crise boursière de ces dernières semaines. Ainsi le taux de croissance prévu pour l'année 1987 en RFA se limitera à 1,5 %, et ne devrait pas dépasser ce chiffre en 1988. Le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg *table de* son côté sur un taux de croissance de 2,2 %. Les sages prévoient une légère augmentation du chomage, qui devrait, en moyenne, dépasser de 70 000 le nombre des sans-emploi de 1987 (2,2 millions).

Enfin,les prix devraient rester stables avec une augmentation de 1,5 % en 1988, la même qu'en 1987. Cela devrait aboutir à une augmentation de 2,5 % du revenu disponible des ménages, celle-ci restant le principal moteur de l'expansion, avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat fédéral et des Länder, qui devrait passer de 11 milliards de deutschemarks en 1987 à 57 milliards en 1988.

L.R.

## REPÈRES

### FAO

#### Adoption du budget 1988-1989

Le budget de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour l'exercice biennal 1988-1989 a été approuvé le 20 novembre par 99 votants — dont la France — sur 110. Les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Australie se sont prononcés contre ce budget qui s'élèvera à 492,360 millions de dollars, en hausse de 0,25 % sur celui de 1986-1987. Parmi les sept pays qui se sont abstenus, le Mexique, l'Equateur et le Brésil ont invoqué leurs difficultés liées à leur dette extérieure. *Le directeur général de la FAO,* M. Saouma a rappelé que les arriérés dus à son organisation s'élevaient à plus de 100 millions de dollars, dont 67 millions restant à verser par les Etats-Unis.

### Investissements

#### Baisse de 5 % en Grande-Bretagne

Malgré l'amélioration de l'activité économique, les dépenses d'investis*sement ont diminué de 5 % en* Grande-Bretagne durant le troisième trimestre, indique le ministère du commerce. Par rapport au troisième trimestre de 1986, ils ont augmenté de 4 %. Le secteur manufacturier, qui intervient pour plus du tiers dans les investissements, *a enregistré une* baisse de 1,5 % sur le trimestre précédent, mais une hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre de 1986. Dans les services, la chute est *de 7 % sur un trimestre et la progres*sion de 2 % sur un an.

### « Voiture propre »

#### Le Parlement européen donne son feu vert

*Le Parlement européen a donné* son feu vert à la « voiture propre » en approuvant le projet de directive adoptée en juillet dernier par les ministres de la CEE, après deux ans de discussions. Cette directive, qui limite la pollution par les gaz d'échappement et favorise l'utilisation de l'essence sans plomb, n'attendait que l'avis du Parlement pour entrer en vigueur. Elle fixe des normes de pollution pour les voitures de plus de 1 400 centimètres cubes selon *des modalités et un calendrier* qui varient en fonction de la cylindrée des véhicules. D'ici à la fin de l'année, la Commission européenne devra encore proposer aux ministres *les dispositions à prendre pour* les voitures de moins de 1 400 centimètres cubes, qui constituent l'essentiel du parc automobile en ville.













# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Novembre 1987, la BFCE émet 4 milliards de F d'obligations garanties par l'Etat.

**Emprunt à taux fixe :** 10 % F 1 à 3 milliards.
***Obligations*** F 5 000.
**Prix d'émission :** 99,48 % soit F 4 974 par obligation.
**Jouissance et date de règlement :** 7 décembre 1987.
***Durée :*** 8 ans et 1 mois.
**Intérêt** annuel : 10 %
**Amortissement** normal : in fine le 7 janvier 1996.
Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.
**Taux de rendement** actuariel : 10,10 %.

★★★

**Emprunt à taux variable** (TME) avec bons d'échange contre des obligations à taux fixe (9 %) :
F 1 à 3 milliards.
**Obligations** F 5 000.
**Prix d'émission :** 100 % soit F 5 000 par obligation.
**Jouissance et date de règlement :** 7 décembre 1987.
***Assimilation*** *aux obligations à taux variable (TME) septembre 1987 après détachement du 1er coupon, soit le 6 novembre 1988.*
**Durée : 9 ans et 334 jours.**
***Intérêt*** *annuel : égal à la moyenne arithmétique* des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat (TME) établis par la CDC et à 57 % du TME pour le 1er coupon du 5 novembre 1988.
Marge actuarielle : – 0,52 % sur la base d'un TME constant de 10,09 %.
Le bon d'échange attaché à chaque obligation est exerçable au gré du souscripteur du 1er au 30 juin 1988 à raison d'une obligation à taux variable et d'un bon contre une obligation à taux fixe donnant un taux actuariel de 9,24 %.
**Amortissement** normal : au pair, en deux tranches les 5 novembre des années 1996 et 1997.
Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.

★★★

Une note d'information (visa COB n° 87-428 en date du 18 novembre 1987) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE, 21, Boulevard Haussmann, 75009 Paris. BALO du 23 novembre 1987.
L'émission sera close sans préavis.

**BFCE** Banque Francaise du Commerce Extérieur

dumez

Le conseil de surveillance de DUMEZ, présidé par M. André CHAUFOUR, a, conformément aux statuts, nommé dans sa séance du 18 novembre le directoire qui prendra ses fonctions le 1er janvier 1988 pour quatre ans.

Le conseil, unanime, a exprimé ses remerciements à M. Jacques FOURNIER, actuel président du directoire, qui, atteint par la limite d'âge, cessera ses fonctions au *31 décembre 1987*.

Le conseil a renouvelé les mandats de M. Jean-Paul Parayre, nommé président du directoire, et de MM. André KAMEL et Jean-Jacques CHAUFOUR, nommés directeurs généraux.

**slminco**

Le Conseil d'administration de la Société s'est réuni sous la présidence de M. Henri SAUTY de CHALON, en vue d'examiner les comptes au 30 juin 1987 et l'activité de la société depuis le début de l'exercice.

*Le produit d'exploitation* bancaire au 30 juin 1987 s'établit à 203,6 MF (contre 191,9 MF au 30 juin 1986) et le bénéfice net, compte tenu des produits et des charges exceptionnels, à 73,9 MF (contre 72,6 MF au 30 juin *1986*).

Les opérations signées et en cours de signature *permettent d'envisager* une production de l'ordre de 350 MF, supérieure à celle de l'an dernier.

Les comptes à fin 1987 devraient enregistrer une nette progression des résultats, permettant d'envisager une nouvelle augmentation du dividende.

Des réflexions viennent de s'engager avec la Société Unibail pour étudier l'intérêt du rapprochement éventuel des deux sociétés.




Le conseil de surveillance de *DUMÉNIL-LEBLÉ S.A. s'est réuni* le 17 novembre 1987, sous la présidence de M. Alain DUMÉNIL.

Le président du Directoire, M. Philippe DUMÉNIL, a *souligné* l'importance pour le Directoire de poursuivre l'œuvre d'adaptation des structures du groupe DUMÉNIL-LEBLÉ à l'expansion rapide de ses activités. Pour faciliter celle-ci, il a annoncé qu'il quittait la présidence du Directoire et a suggéré *qu'elle soit confiée à M. Jacques* LETERTRE.

*Le conseil de surveillance* a donc nommé M. Jacques LETERTRE, président du Directoire, M. Philippe DUMÉNIL demeurant directeur général, membre du Directoire.

*LE MONDE diplomatique*
novembre 1987
**SPÉCULATION : La débandade de l'économie financière**
En vente chez votre marchand de journaux



**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**
**Renseignements :**
**45-55-91-82, poste 4330**




Le 13 novembre 1987, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à *capital fixe gérée par la BRED*, était de 305,34 F (325,42 F le 30/10/87).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 310 F (321 F le 30/10/87).

## 26 NOVEMBRE 1987

# CANAL + S'INTRODUIT AU SECOND MARCHÉ

Après trois ans d'existence, Canal +, la chaîne du cinéma et du sport, se situe au premier rang des télévisions privées en Europe, où à péage dans le monde. Elle offre de larges perspectives de rentabilité et de développement.

| | 1985 (R) | 1986 (R) | 1987 (E) | 1988 (OBJECTIF) |
|---|---|---|---|---|
| Nombre moyen d'abonnés individuels | 460.000 | 1.100.000 | 1.850.000 | 2.380.000 |
| Chiffre d'affaires (en millions de F) | 557,8 | 1.887,1 | 3.400,0 | 4.300,0 |
| Résultat net (en millions de F) | – 330,1 | + 3,5 | 400,0 | 630,0 |
| Résultat net par action (en F) | – 18,6 | 0,2 | + 22,4 | + 35,0 |

Les abonnés de Canal + (2.070.000 au 14.11.87) sont particulièrement fidèles : en effet le taux de réabonnement est supérieur à 92 %. Cette confiance confirmée par les intentions d'abonnement (3 millions de nouveaux foyers. Sondage Médiamétrie) assure à la chaîne un avenir serein.

**LES MODALITÉS D'INTRODUCTION**

**Nombre d'actions offertes :** 1.511.163 actions de 20 F nominal, soit 8,5 %.
***Passation des ordres :*** *avant le mercredi 25 novembre à 15 heures.*
**Prix minimum de mise en vente :** 275 F.

| Éléments d'appréciation du prix | 1987 (E) | 1988 (OBJECTIF) |
|---|---|---|
| Bénéfice par action | 22,4 F | 35,0 F |
| Dividende par action (avoir fiscal inclus) | – | 26,2 F(*) |
| Coefficient de capitalisation | 12,3 | 7,9 |
| Rendement (avoir fiscal inclus) | – | 9,5 % |

(*) Il est prévu de distribuer la moitié des résultats avec un acompte de 8 F net par action dès 1988.

Un prospectus financier est disponible sur simple demande.

**CANAL+** LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES

# Économie

## Des puces dans les compteurs d'EDF

La vie des Français va bientôt *être simplifiée* : EDF va, en effet, tester de nouveaux compteurs électroniques qui leur éviteront d'être présents lors de leurs relevés de consommation.

L'entreprise vient de passer commande de quatre-vingt-dix-mille appareils, qui vont être expérimentés à compter du deuxième semestre 1988 dans sept ou huit centres de distribution (dont Mulhouse, Reims, Rouen et Chalon-sur-Saône) auprès de nouveaux abonnés, chez des clients changeant de tarif ou chez des usagers dont le compteur est inaccessible. Les machines, actuellement testées en laboratoire, ont été mises au point par une petite société alsacienne, Sauter. Les premières unités coûteront encore cher : 840 F environ, contre 600 F pour un compteur électromécanique classique équipé d'un relais, et 180 F pour les compteurs ordinaires.

Le marché est énorme : le parc installé est d'environ 25 millions de compteurs, mais il s'élève annuellement à 900 000 unités. Deux entreprises, *Landis-Gyr* et Schlumberger, se le partagent actuellement. En *proposant un nouvel appareil*, plus moderne, Sauter jette une pierre dans leur jardin : le projet Euridis de Schlumberger, visant à élaborer un tableau de branchement de la deuxième génération, plus sophistiqué, n'en est qu'au stade du prototype.

Pour EDF, l'intérêt est évident : le nouveau compteur permettra en effet de *différencier* les tarifs de l'électricité selon les heures ou les *saisons*. Or, dans quelques mois, elle s'apprête à expérimenter un « tarif *bleu* » modulable comportant six plages horaires. Il s'agit donc bien d'un *premier* pas vers la vérité des tarifs à laquelle rêve également une autre entreprise nationale, la RATP, en testant à Blois des tickets dotés d'une puce électronique (*le Monde Affaires* du 21 février 1987). L'usager, fait-on valoir chez EDF, pourra ainsi faire varier sa consommation d'énergie en fonction de ses prix...

Le nouvel appareil permettra également de résoudre les problèmes liés à l'absence des usagers lors des relevés, *effectués* trois fois par an : plus d'un compteur sur deux pose actuellement des problèmes d'accessibilité. Même si, finalement, « *les gens se débrouillent* », soit en laissant leurs clés, *soit en renvoyant* la carte d'autorelevé que leur fournit EDF, *le taux d'absence représentait* encore l'an passé près de 5 % des *118 millions de relevés*.

F. V.

### En Norvège

## Le président de Statoil démissionne

M. Arve Johnsen, président, ainsi que les six membres du conseil d'administration de la compagnie norvégienne d'Etat Statoil ont démissionné au cours du week-end, à la suite de pressions politiques. L'opposition parlementaire reproche aux dirigeants *de la* première société norvégienne, créée en 1972, d'avoir *largement sous-estimé le coût de la* construction de la raffinerie de Mongstad, dont le devis dépasse les prévisions de 5,4 milliards de francs. Proche des travaillistes au pouvoir le président de Statoil est une éminente personnalité du monde économique et politique norvégien. Le ministre de l'énergie, M. Arne Oeien (travailliste), qui avait dans un premier temps cherché à éviter la démission des dirigeants de Statoil, mis en accusation au Parlement, a annoncé qu'un nouveau conseil d'administration serait nommé cette semaine à la tête du groupe pétrolier.

● **Négociation germano-*algérienne sur le gaz*.** – *« L'Allemagne fédérale serait prête à négocier un contrat de fourniture de gaz avec l'Algérie, à condition qu'Alger propose des conditions de prix favorables »,* a déclaré, vendredi 20 novembre, le secrétaire d'Etat allemand à l'économie, M. Erich Riedl. M. Riedl, qui rendait compte des travaux de la commission économique germano-algérienne qui s'était tenue à Bonn, a précisé que des pourparlers seront engagés en décembre entre Ruhrgas et les autorités algériennes, qui pourraient *« jeter les bases d'un accord à long terme »* entre les deux pays. *Jusqu'ici, la RFA, qui a trois fournisseurs principaux (URSS, Pays-Bas et Norvège), avait toujours refusé de s'intéresser au gaz algérien, mais le secrétaire d'Etat a estimé qu'il existe* des signes montrant qu'Alger est prêt désormais à réfléchir à des propositions de prix attractives. – *(AFP.)*

## TRANSPORTS

### Les dix ans de Concorde

L'avion supersonique Concorde a fêté, dimanche 22 novembre, son dixième anniversaire de liaison entre Paris et New-York. Anniversaire discret mais chaleureusement applaudi par les quelques invités qui purent, ce jour-là, se rendre à *New-York et en revenir après* avoir passé trois heures sur le sol *américain*.

Les premiers vols réguliers de Concorde *sur* les *États-Unis* n'avaient pu se faire qu'après une longue bataille politico-judiciaire à laquelle se mêlèrent les plus hautes autorités des deux pays. Aujourd'hui, les Américains sont devenus les premiers clients de cet avion. La quasi-totalité (80 %) des passagers sont des hommes d'affaires. Air-France assure un vol aller-retour par jour pour le prix de 27 990 F. Le représentant de la compagnie française à New-York, M. Jean-Claude Baumgarten, a fait valoir que les vols sur Concorde avaient fortement repris au départ des États-Unis en 1987 (+ 45 % de passagers par rapport à 1986), mais que l'avenir immédiat était difficile à prévoir en raison de la crise financière de ces dernières semaines.

## Volkswagen ferme son usine américaine

Le constructeur automobile ouest-allemand Volkswagen a annoncé, le 20 novembre, que sa filiale américaine, Volkswagen of America, fermera d'ici à mi-1988, son usine d'assemblage automobile de Westmoreland (Pennsylvanie) qui emploie deux mille cinq cents personnes. Même si cette usine ne tournait déjà qu'à moins de la moitié de sa capacité (cent Jetta et trois cents Golf par jour), sa *fermeture marque* la fin d'une époque. Volkswagen *avait en effet été le premier* européen à s'implanter industriellement aux *Etats-Unis en rachetant* une usine de Chrysler, en 1976, qui sortait la *première* Golf américaine, baptisée Rabbit, en avril 1978.

Volkswagen a annoncé récemment une baisse de 7,7 % du volume de ses ventes sur les marchés étrangers pendant les neuf premiers mois de *1987* par rapport à *la période correspondante* de 1986. Aux Etats-*Unis, elles devraient atteindre deux* cent mille véhicules en 1987, soit environ cinquante mille unités de moins que les prévisions initiales du constructeur et nettement en dessous des performances réalisées en 1986 et 1985 (277 000 et 292 105 unités respectivement).

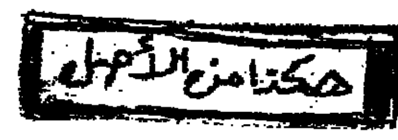
## British Caledonian : vers une offre du scandinave SAS

La compagnie aérienne scandinave SAS (Scandinavian Airlines System) se prépare à lancer cette semaine une offre de rachat partiel de British Caledonian, selon *The Financial Times*. Le samedi 21 novembre, British Airways a offert 1,47 milliard de francs pour le rachat de British Caledonian rappelle-t-on (*le Monde* daté 22-23 novembre). SAS, qui est détenu *à 50 % par les Etats suédois*, norvégien et danois et à 50 % par des intérêts *privés, chercherait à prendre* une *« large participation minoritaire »* dans British Caledonian, probablement avec le soutien d'institutions financières.

● **Un nouveau conseil de surveillance à la Chapelle-Darblay.** – Les actionnaires de la Financière Chapelle-Darblay réunis en assemblée générale le 21 novembre ont nommé un nouveau conseil de surveillance dans lequel sont représentés à parts égales l'Etat et les locataires gérants nommés le *2 novembre*, à savoir le groupe français Pinault et le canadien Cascades (*le Monde du 4 novembre*). Paribas et l'ex-PDG M. Kila ne sont pas *représentés dans ce conseil* dont la mise sur pied met fin à la location-gérance. Les *nouveaux organes dirigeants* du groupe se réuniront prochainement pour convoquer *une* assemblée générale extraordinaire de la Financière Chapelle-Darblay, à laquelle sera proposée une augmentation de capital. Cette opération permettra au tandem Pinault-Cascades de prendre le contrôle du groupe papetier.

● **Nomination d'un administrateur judiciaire chez Berthiez-Saint-Etienne.** – Un administrateur judiciaire, Me Philippe Charrière, a été nommé chez Berthiez-Saint-Etienne, la seconde filiale de Machines françaises lourdes (MFL). MFL a été mise en redressement judiciaire le 19 novembre ainsi que son autre filiale Forest-Liné (*le Monde* du 21 novembre). Un administrateur judiciaire, Me Levet, avait été *nommé* pour ces deux sociétés.







# Marchés financiers

## L'offre de la société nationale de pétrole OMV

# Succès de la première opération de privatisation en Autriche

**La première opération de privatisation lancée en Autriche par la vente de 15 % du fonds social de 2 milliards de schillings de la société nationale de pétrole OMV a été un succès. En moins de trois jours – au lieu de neuf – les 300 000 titres, d'une valeur nominale de 1 000 schillings, offerts au public au prix de 4 400 schillings ont été placés en Autriche (245 000) et à l'étranger (55 000). La souscription, close le 18 novembre, a été dépassée de plus de 90 % en Autriche et de 10 % à l'étranger. L'OMV envisage une deuxième tranche d'émission, probablement au printemps prochain. Au total, l'Etat cédera 49 % de sa participation à l'OMV. Les actions seront introduites le 3 décembre à la Bourse de Vienne et le 9 décembre à Francfort et à Munich.**

*VIENNE*

*de notre correspondante*

Le krach boursier avait amené le consortium de banques autrichiennes (Creditanstalt, Länderbank et Girozentrale) qui dirigeait l'opération à réduire le volume d'actions offert au public de 25 % à 15 % et de baisser le prix d'émission initialement fixé à 5 000 schillings. L'idée de reporter le coup d'envoi à une date ultérieure plus propice n'a pas été retenue pour des raisons psychologiques. Les banques ont voulu éviter d'inquiéter outre mesure les petits investisseurs autrichiens, qui n'ont que très peu d'expérience des placements en Bourse. Jusqu'à présent cent cinquante mille Autrichiens seulement sont actionnaires.

Cette première opération de semi-privatisation a valeur de test, et son succès est considéré comme déterminant pour la réalisation de l'ensemble du programme de désengagement de l'Etat, qui prévoit, dès l'année prochaine, l'introduction sur le marché des actions de la compagnie aérienne AUA et de la Société nationale d'électricité.

Le succès leur a donné raison. L'OMV aura, à l'avenir, trente mille actionnaires, dont quelque deux mille employés du groupe en Autriche ; 95 % des ordres d'achats ont été effectués par de petits investisseurs qui n'achetaient que vingt actions au maximum. Un dividende de 16 % leur sera versé pour l'année 1987, ce qui correspond à un taux de rendement de 3,6 %. En 1986, L'OMV a versé un dividende de 15 %, soit 300 millions de schillings, à son seul propriétaire, l'Etat autrichien.

### Une entreprise bénéficiaire

Le groupe pétrochimique de l'OMV compte au total quinze mille employés, dont huit mille cinq cents en Autriche. L'achat, en juin dernier, de la filiale bavaroise du groupe américain Marathon Oil (chiffre d'affaires annuel de 7 milliards de schillings) a fait de l'OMV le septième producteur pétrochimique d'Europe occidentale et a été un pas décisif, selon ses dirigeants, vers l'internationalisation du groupe. Les chiffres d'affaires réalisés en Autriche ont été, en 1936, de l'ordre de 44 milliards de schillings.

L'OMV, seule entreprise d'Etat qui fait des bénéfices, a réalisé, au cours des cinq dernières années, 17,5 milliards de schillings de cash-flow (3 milliards en 1987, plus de 1 milliard en provenance des différentes filiales) et s'attend, en 1988, à une amélioration des résultats financiers. En 1986, le groupe a exploité 825 000 tonnes de pétrole et 645 millions de mètres cubes de gaz naturel des gisements autrichiens, et en a importé 4,5 millions de tonnes et 3,9 millions de mètres cubes. 7,3 millions de tonnes de brut ont été traitées, l'année dernière, dans la seule raffinerie pétrolière de l'OMV à Schwechat, près de Vienne. la production de l'OMV couvre 73 % des besoins du pays en produits pétroliers.

Le groupe a lancé, en 1968, un marché pilote en Europe en signant le premier contrat de livraisons de gaz naturel avec l'Union soviétique, qui a servi de modèle à d'autres pays ouest-européens. Par la construction de plusieurs pipelines à partir de 1974 pour transporter le gaz soviétique, notamment vers l'Italie et la France, l'Autriche est devenue une plaque tournante pour les livraisons soviétiques vers l'Europe occidentale.

WALTRAUD BARYLL





## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

| Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1986 | 13 nov. | 20 nov. |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à rev. variable | 76 | 73,8 |
| Valeurs industrielles | 81,4 | 78,1 |
| Valeurs étrangères | 98,4 | 94,1 |
| Pétrole-Energie | 79,8 | 77 |
| Chimie | 75,7 | 73,1 |
| Métallurgie, mécanique | 82,9 | 80,1 |
| Electricité, électronique | 89 | 85,3 |
| Bâtiment et matériaux | 90,1 | 89 |
| Ind. de consommat. non alim. | 81,8 | 79 |
| Agro-alimentaire | 85,8 | 84,2 |
| Distribution | 73,7 | 71,6 |
| Transports, loisirs, services | 73,5 | 73 |
| Assurances | 84,6 | 85,3 |
| Crédit banque | 64,9 | 62,8 |
| Sicomi | 73,1 | 74,2 |
| Immobilier et foncier | 78,9 | 81,5 |
| Investissement et portefeuille | 61,1 | 60,3 |
| **Base 100 : 28 décembre 1986** | | |
| Valeurs franç. à revenu fixe | 96 | 96,6 |
| Emprunts d'Etat | 96,9 | 97,7 |
| Emprunts garantis et assimilés | 95,7 | 96,3 |
| Sociétés | 94,7 | 95,2 |
| **Base 100 en 1949** | | |
| Valeurs franç. à revenu var. | 2 514 | 2 467 |
| Valeurs étrangères | 3 555,1 | 3 389,8 |
| **Base 100 en 1972** | | |
| Valeurs franç. à revenu var. | 362,7 | 356 |
| Valeurs étrangères | 480,5 | 459,8 |
| **Base 100 : 31 décembre 1980** | | |
| Indice des val. franç. à rev. fixe | 114,6 | 115,2 |
| Emprunt d'Etat | 112,1 | 113 |
| Emprunts garantis et assimilés | 116 | 116,7 |
| Sociétés | 118,2 | 118,8 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 292 | 285,5 |
| Produits de base | 196 | 191,5 |
| Construction | 318,8 | 317,1 |
| Biens d'équipement | 228,4 | 218,1 |
| Biens de consom. durables | 427,2 | 410 |
| Biens de consom. non durables | 398,5 | 393,5 |
| Biens de consom. alimentaires | 344,2 | 337,5 |
| Services | 278,9 | 273,3 |
| Sociétés financières | 344,8 | 339 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 297 | 295,7 |
| Valeurs industrielles | 285,9 | 278,1 |
| **BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 244,9 | 248,4 |

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

*Principaux postes sujets à variation* (en millions de francs)

| ACTIF | Au 20 nov. |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 407 179 |
| dont : Or | 221 329 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 102 987 |
| ECU | 65 863 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 16 999 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 45 642 |
| dont : Concours au Trésor public | 36 500 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 187 239 |
| dont : Effets escomptés | 62 167 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 75 480 |
| 5) DIVERS | 10 372 |
| Total | 725 913 |
| **PASSIF** | |
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 219 616 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 16 693 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 31 363 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 107 899 |
| dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 44 281 |
| 5) ECU A LIVRER AU FECOM | 76 653 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 258 839 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 3 206 |
| 8) DIVERS | 13 642 |
| Total | 725 913 |

## LONDRES

### Guinness achètera 10 % de son capital

Le conseil d'administration de la brasserie anglo-irlandaise Guinness a annoncé, vendredi, qu'il allait demander aux actionnaires d'approuver le rachat en Bourse de 10 % des actions ordinaires de la société, qui coûterait quelque 200 millions de livres aux cours actuels. Le Companies Act. (loi sur les sociétés) de 1985 autorise les sociétés, avec l'accord de leurs actionnaires, à racheter leurs actions au Stock Exchange dans cette limite de 10 %.

Les actionnaires de Guinness seront consultés le 16 décembre.

Un porte-parole de la société a déclaré que cette opération permettrait de supprimer ces actions après leur rachat et de répartir ainsi les futurs bénéfices sur un plus petit nombre d'actionnaires. Cette opération était déjà envisagée avant la crise boursière, qui l'a cependant beaucoup facilitée (l'action Guinness valait 364 pence à la mi-octobre, avant la chute des cours, contre 235 seulement vendredi après-midi, après une hausse de 4 pence entraînée par l'annonce du plan de rachat).

## TOKYO

### Nomura réorganise sa direction

Les maisons de courtage japonaises ont réalisé, au cours de l'année s'achevant le 31 septembre, des bénéfices records, grâce au boom des investissements boursiers. La principale d'entre elles, Nomura Securities Co., a ainsi annoncé des bénéfices avant impôts de 493,7 milliards de yens (environ 3,52 milliards de dollars), en hausse de 26,8 % par rapport aux résultats de l'année précédente.

Face à la crise boursière, qui ne devrait pas affecter dans un premier temps les bénéfices des courtiers, puisque l'activité connaît un vif développement, Nomura a néanmois annoncé une importante réorganisation. Elle devrait se traduire par sept cents changements d'affectation parmi les douze mille personnes qu'emploie le premier courtier mondial. Plus de la moitié des douze membres du conseil de direction à Tokyo, ainsi qu'une trentaine de cadres supérieurs seraient mutés. Les changements devraient également concerner certains responsables des bureaux à l'étanger de Nomura. Ils seraient liés, en partie, à d'importantes pertes subies par Nomura sur le marchés des titres du gouvernemetn cette année.

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Amoco améliore son OPA sur Dome Petroleum.** – Le groupe pétrolier américain Amoco a décidé d'améliorer son OPA sur Dome Petroleum (Canada), pour la porter de 5,2 à 5,5 milliards de dollars canadiens. Cette proposition, acceptée par le conseil d'administration de Dome Petroleum, devrait satisfaire les créanciers, qui livraient bataille devant les tribunaux canadiens, estimant que l'offre d'Amoco était insuffisante.

Aux termes du nouvel accord, les créanciers privilégiés recevraient 95,4 cents pour chaque dollar prêté. Ils ne devaient percevoir que 88,5 cents pour chaque dollar, en vertu de l'entente conclue en avril dernier.

Dome Petroleum doit 3,4 milliards canadiens à ces créanciers privilégiés, parmi lesquels figurent les plus grandes banques du Canada.

Les autres créanciers, auxquels Dome doit 2,1 milliards de dollars, recevraient quant à eux 45 cents pour chaque dollar, contre 35,7 cents en vertu du précédent accord.

L'offre faite aux détenteurs d'actions ordinaires ou privilégiées demeure inchangée : 1,50 dollar par action ordinaire et 6,50 dollars par action privilégiée.

Victime de son gigantisme et de la baisse des prix du pétrole, Dome Petroleum, autrefois fleuron de la politique énergétique nationale du Canada, a une dette totale de plus de 6 milliards de dollars, sans compter 374 millions de dollars à titre d'intérêts impayés ou différés.

Cette compagnie albertaine de Calgary (ouest du Canada) est redevenue bénéficiaire depuis peu. Elle a enregistré des bénéfices nets de 37 millions de dollars canadiens au cours des neuf premiers mois de cette année, contre des pertes de 875 millions de dollars pendant la même période de 1986.

● **La firme de courtage Barclays de Zoete Wedd affectée par la crise boursière.** – Barclays de Zoete Wedd, filiale de courtage de la banque de dépôt britannique Barclays, aurait perdu environ 50 millions de livres en raison de la récente crise boursière, indiquaient les milieux Boursiers londoniens.

Le président de BZW, Sir Martin Jacomb, a annoncé que la firme de courtage avait enregistré une perte avant impôt de 18 millions de livres pour l'année terminée le 17 novembre, en raison de « la chute exceptionnelle » des bourses mondiales.

BZW avait enregistré un profit de 25 millions de livres pour le premier semestre. Les observateurs en déduisent que la firme de courtage aurait perdu entre 50 et 60 millions de livres, en raison de la crise boursière, qui a débuté le 19 octobre. BZW s'est refusé à commenter ces informations, qui ont eu pour effet d'accentuer la baisse des cours des bancaires au Stock Exchange.

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P. S.A. | 1155 | .... |
| Alain Manoukian | 238 10 | 247 |
| Amault & Associés | 440 | 420 |
| Asystel | 306 | 301 |
| B.A.C. | 430 | 430 |
| B. Demachy & Assoc. | 406 | .... |
| B.I.C.M. | 690 | 685 |
| B.I.P. | 410 | 405 |
| Bolloré Technologies | 700 | 701 |
| Bolloré | 538 | 530 |
| Câbles de Lyon | 873 | 820 |
| Calberson | 560 | 602 |
| Cardif | 1235 | 1180 |
| C.D.M.E. | 701 | 700 |
| C. Equip. Elect. | 306 | 294 |
| C.E.G.I.D. | 643 | 617 |
| C.E.G.E.P. | 189 | 185 |
| C.E.P.-Communication | 915 | 915 |
| C.G.I. Informatique | 555 | 512 |
| Ciments d'Origny | 407 | 405 |
| C.N.I.M. | 250 | 250 |
| Concept | 198 | 198 |
| Conforama | 590 | 580 |
| Dafsa | 205 | 198 |
| Dauphin O.T.A. | 2960 | 2960 |
| Devanlay | 1450 | 1430 |
| Deville | 751 | 705 |
| Drouot-Ob. convert. | .... | .... |
| Editions Belfond | 152 | 152 |
| Elect. S. Dassault | 315 | 310 |
| Elysées Investiss. | 18 | 17 |
| Expand | 420 | 427 |
| Filipacchi | 345 | 345 |
| Guintoli | 631 | 632 |
| Guy Degrenne | 985 | 985 |
| I.C.C. | 200 | 198 |
| IDIA | 129 50 | 128 |
| I.G.F. | 118 | 112 |
| IM2 | 120 | 115 |
| Int. Metal Service | 161 80 | .... |
| La Commande Electr. | 285 | 280 |
| Le gd livre du mois | 218 40 | 230 |
| Loca Investissement | 252 | 252 |
| Locamic | 190 | 190 |
| Manutan | 300 | 282 |
| Marin Immobilier | 280 | 280 |
| Métallurg. Minière | 110 | 115 80 |
| Métrologie Internat. | 328 | 315 |
| Microservice | 165 | 155 |
| M.M.B.M. | 440 | 425 |
| Molex | 175 | 173 |
| Navale-Delmas | 580 | 585 |
| Olivetti-Logabax | 282 | 282 |
| Om. Gest.Fin. | 370 | 370 |
| Petit Bateau | 181 | 180 |
| Petrofigaz | 375 | .... |
| Pier Import | 200 | 192 |
| Presbourg (C. in. & Fin.) | 200 | 189 |
| Rexel | 695 | 695 |
| St-Gobain Emballage | 920 | 920 |
| St-Honoré Matignon | 127 | 127 |
| S.C.G.P.M. | 214 80 | 295 |
| Segin | 307 | 305 |
| Sema-Metra | 405 | 401 |
| S.E.P. | 1010 | 1040 |
| S.E.P.R. | 960 | 969 |
| Sligos | 902 | 880 |
| S.M.T.Goupil | 200 | 191 |
| Sodexho | 800 | .... |
| Steilux | 365 | 358 |
| Sopra | 531 | 535 |
| TF 1 | 175 | 175 |
| Union Financ. de Fr. | 500 | 498 |
| Valeurs de France | 310 | 308 50 |



## MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 20-11-87 à 17 heures

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier | Mars dernier | Juin dernier | Sept. dernier | OPTIONS DE VENTE Déc. dernier | Mars dernier | Juin dernier | Sept. dernier |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lafarge Cop. | 1300 | 39 | 98 | – | – | 220 | – | – | – |
| Paribas | 400 | 2,30 | 15 | 27 | – | 91 | – | – | – |
| Peugeot | 1300 | 21 | 70 | – | – | – | 420 | – | – |
| Thomson-CSF | 1100 | 3 | 42 | – | – | 365 | 370 | – | – |
| Elf-Aquitaine | 280 | – | 21 | – | – | 41 | – | – | – |
| Midi | 1100 | – | – | – | – | 265 | – | – | – |

## MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 nov. 1987
Nombre de contrats : 60 147

| COURS | ÉCHÉANCES Déc. 87 | Mars 88 | Juin 88 | Sept. 88 |
|---|---|---|---|---|
| Dernier | 98,45 | 97,85 | 97,30 | 97,40 |
| Précédent | 98,35 | 97,80 | 97,35 | 97,40 |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 5,66 F ↓**

Les marchés étaient sceptiques sur les modalités qui seront retenues pour réduire le déficit budgétaire américain. Lundi, dans une ambiance calme, le dollar reculait. A Paris, il se négociait à 5,66 F, contre 5,69 F vendredi 20 au *fixing*.

| FRANCFORT | 20 nov. | 23 nov. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,6830 | 1,6650 |

| TOKYO | 20 nov. | 23 nov. |
|---|---|---|
| Dollar (en yens) | 135,65 | 134,55 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)

Paris (23 nov.) ..... 8 9/16-8 5/8 %
New-York (20 nov.). 6 11/16-6 3/4 %

### BOURSES

**PARIS** (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

| | 19 nov. | 20 nov. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 73,9 | 72,6 |
| Valeurs étrangères | 95,2 | 94,2 |

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 292,7 | 285,50 |

**NEW-YORK** (Indice Dow Jones)

| | 19 nov. | 20 nov. |
|---|---|---|
| Industrielles | 1815,34 | 1913,63 |

**LONDRES** (Indice « Financial Times »)

| | 19 nov. | 20 nov. |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 289,9 | 1 285,5 |
| Mines d'or | 296,9 | 287,2 |
| Fonds d'Etat | 90,89 | 91,83 |

**TOKYO**

| | 20 nov. | 23 nov. |
|---|---|---|
| Nikkeï Dow Jones | 22 705,56 | |
| Indice général | 1855,73 | |

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | + haut | UN MOIS Rep. + ou dép. – | | DEUX MOIS Rep. + ou dép. – | | SIX MOIS Rep. + ou dép. – | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 5,6600 | 5,6630 | + 85 | + 100 | + 110 | + 135 | + 360 | + 450 |
| $ can. | 4,3075 | 4,3147 | + 12 | + 30 | – 2 | + 27 | – 14 | + 70 |
| Yen (100) | 4,2004 | 4,2057 | + 166 | + 184 | + 298 | + 325 | + 930 | + 1016 |
| DM | 3,3943 | 3,3981 | + 147 | + 167 | + 259 | + 285 | + 782 | + 860 |
| Florin | 3,0187 | 3,0210 | + 97 | + 108 | + 177 | + 193 | + 538 | + 594 |
| F.B. (100) | 16,1714 | 16,2264 | + 247 | + 328 | + 439 | + 503 | + 1448 | + 1901 |
| F.S. | 4,1370 | 4,1411 | + 205 | + 235 | + 309 | + 343 | + 949 | + 1084 |
| L (1 000) | 4,6072 | 4,6123 | – 136 | – 106 | – 265 | – 217 | – 713 | – 588 |
| £ | 10,1399 | 10,1481 | – 40 | – 8 | – 52 | + 4 | – 33 | + 156 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 6 1/2 | 6 3/4 | 6 3/4 | 6 7/8 | 7 5/16 | 7 7/16 | 7 3/8 | 7 1/2 |
| DM | 3 3/8 | 3 5/8 | 3 1/2 | 3 5/8 | 3 7/8 | 4 | 4 | 4 1/8 |
| Florin | 4 3/4 | 5 | 4 7/8 | 5 | 5 | 5 1/8 | 5 1/16 | 5 3/16 |
| F.B. (100) | 6 1/4 | 6 3/4 | 6 5/8 | 7 | 6 3/4 | 7 1/8 | 6 13/16 | 7 3/16 |
| F.S. | 0 3/4 | 1 1/8 | 2 3/4 | 2 7/8 | 3 15/16 | 4 1/16 | 3 15/16 | 4 1/16 |
| L (1 000) | 10 | 11 | 11 3/8 | 11 7/8 | 11 1/2 | 12 | 11 5/8 | 12 |
| £ | 8 5/8 | 8 7/8 | 8 15/16 | 9 1/16 | 8 7/8 | 9 | 8 7/8 | 9 |
| F. franç. | 8 3/8 | 8 7/8 | 8 3/4 | 9 | 8 7/8 | 9 1/8 | 8 15/16 | 9 3/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





# Marchés financiers

## BOURSE DU 20 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 1813 | 4,5 % 1973 | 1680 | 1680 | 1680 | .... |
| 4005 | C.N.E. 3% | 4000 | 4020 | 4020 | + 0 50 |
| 1130 | B.N.P. T.P. | 1060 | 1066 | 1067 | + 0 66 |
| 1107 | C.C.F. T.P. | 1050 | 1055 | 1057 | + 0 67 |
| 1115 | Créd. Lyon. T.P. | 1055 | 1050 | 1050 | − 0 47 |
| 1846 | Renault T.P. | 1531 | 1490 | 1498 | − 2 15 |
| 1850 | Rhône-Poul. T.P. | 1800 | 1815 | 1815 | + 0 83 |
| 1190 | St-Gobain T.P. | 1265 | 1255 | 1265 | − 0 78 |
| 1135 | Thomson T.P. | 1085 | 1085 | 1085 | .... |
| 390 | Accor | 333 | 322 | 322 | − 3 30 |
| 480 | Agence Havas | 452 | 440 | 440 | − 2 65 |
| 605 | Air Liquide | 526 | 515 | 515 | − 2 09 |
| 1680 | Alcatel | 1840 | 1850 | 1840 | .... |
| 1810 | Als. Superm. | 1485 | 1450 | 1450 | − 2 36 |
| 370 | A.L.S.P.I. | 289 | 270 | 270 | − 6 57 |
| 295 | Alsthom ★ | 260 | 247 | 249 | − 4 23 |
| 1600 | Arjom. Prioux | 1481 | 1380 | 1380 | − 6 82 |
| 430 | Aussedat-Rey | 340 | 320 | 325 | − 4 41 |
| 1090 | Aux. Entrepr. ★ | 785 | 740 | 738 | − 5 99 |
| 920 | Avions Dassault | 840 | 830 | 837 | − 0 36 |
| 370 | BAFIP | 290 | 270 30 | 272 | − 6 21 |
| 325 | Bail-Equipem. ★ | 276 | 280 | 270 50 | − 1 99 |
| 795 | Bail Investiss. | 848 | 840 | 830 | − 2 12 |
| 340 | B.I.C.P. C.I. | 263 | 256 | 260 | − 1 14 |
| 545 | Cie Bancaire | 415 | 380 | 384 | − 7 47 |
| 380 | Bazar H.-V. | 298 | 250 | 260 | − 12 75 |
| 430 | Béghin-Say ★ | 370 | 360 | 362 | − 2 16 |
| 825 | Berger (Ma) | 598 | 590 | 590 | − 1 34 |
| 680 | Bic ★ | 509 | 474 | 495 | − 2 75 |
| 1040 | B.I.S. | 750 | 730 | 770 | + 2 67 |
| 2500 | Bongrain S.A. | 2203 | 2161 | 2161 | − 1 91 |
| 945 | Bouygues | 929 | 901 | 905 | − 2 58 |
| 75 | B.P. France | 70 | 68 | 68 | − 2 86 |
| 4230 | B.S.N. | 4200 | 4150 | 4201 | + 0 02 |
| 2100 | Cap Gem. S. ★ | 1710 | 1695 | 1700 | − 0 58 |
| 1100 | Carnaud | 1010 | 1040 | 1039 | + 2 87 |
| 2800 | Carrefour ★ | 2530 | 2400 | 2475 | − 2 17 |
| 143 | Casino | 129 | 123 | 129 20 | + 0 16 |
| 117 | Casino A.D.P. | 97 | 95 | 95 10 | − 1 96 |
| .... | C.C.M.C. | 1145 | 1100 | 1100 | − 3 93 |
| 770 | Cetelem | 575 | 540 | 549 | − 4 52 |
| 680 | [illegible] | 482 | 471 | 471 | − 2 28 |
| 1560 | C.F.A.O. | 1390 | 1400 | 1400 | + 0 72 |
| 275 | C.G.E. | 232 | 228 | 227 | − 2 16 |
| 1000 | C.G.I.P. ★ | 740 | 710 | 715 | − 3 38 |
| 830 | Chargeurs S.A. | 723 | 705 | 705 | − 2 49 |
| 58 | Chiers-Châtill. | 43 10 | 40 30 | 40 30 | − 6 50 |
| 985 | Ciments franç. ★ | 890 | 852 | 880 | − 1 12 |
| 475 | Club Méditer. | 365 | 358 | 358 | − 1 92 |
| 155 | Codetel ★ | 149 50 | 149 10 | 150 | + 0 33 |
| 300 | Colimeg | 299 | 299 | 300 | + 0 33 |
| 1550 | Colas | 1517 | 1500 | 1500 | − 1 12 |
| 225 | Compt. Entrepr. | 229 | 235 | 235 | + 2 62 |
| 850 | Compt. Mod. | 480 | 485 | 485 | + 1 04 |
| 985 | Créd. Foncier | 965 | 941 | 941 | − 2 49 |
| 435 | Crédit F. Imm. | 382 | 388 | 388 | + 1 57 |
| 115 | C.C.F. | 110 | 108 90 | 108 90 | − 1 |
| 880 | Créd. Lyon. (CI) | 600 | 600 | 600 | .... |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 920 | Crédit Nat. ★ | 683 | 650 | 651 | − 4 69 |
| 160 | Crouzet ★ | 133 50 | 131 90 | 130 | − 2 62 |
| 2850 | Damart S.A. | 2289 | 2200 | 2210 | − 3 45 |
| 375 | Darty ★ | 280 | 288 | 281 | + 0 36 |
| 305 | Darty (DP) | 245 | 246 | 242 | − 1 22 |
| 1800 | De Dietrich | 1510 | 1495 | 1495 | − 0 99 |
| 255 | Dév. R.N.C. (Li) | 260 | 260 | 260 | .... |
| 470 | D.M.C. | 404 | 390 | 415 | + 2 72 |
| 400 | Drouot Assur. | 314 | 300 | 303 | − 3 50 |
| 2130 | Docks France ★ | 1500 | 1405 | 1500 | .... |
| 820 | Dumez ★ | 715 | 661 | 689 | − 3 64 |
| 1100 | Eaux (Gén.) | 1060 | 1030 | 1055 | − 0 47 |
| 1140 | Ecco ★ | 960 | 893 | 882 | − 8 13 |
| 760 | Electrofinancière | 630 | 608 | 615 | − 2 38 |
| 290 | Elf-Aquitaine | 248 | 242 | 236 50 | − 4 63 |
| 280 | — (certific.) | 226 | 228 | 225 | − 0 44 |
| 780 | Epeda-B-Faure | 508 | 491 | 490 | − 3 54 |
| 3100 | Essilor | 2120 | 2050 | 2051 | − 3 25 |
| 2200 | Essilor Int. (DP) | 1535 | 1560 | 1570 | + 2 28 |
| 375 | Esso S.A.F. ★ | 358 | 350 | 339 50 | − 5 17 |
| 1670 | Eurafrance | 1170 | 1100 | 1050 | − 10 26 |
| 1380 | Eurocom ★ | 860 | 825 | 850 | − 1 16 |
| 3450 | Euromarché | 2870 | 2750 | 2760 | − 3 83 |
| 580 | Europe n° 1 ★ | 468 | 488 | 430 | − 8 12 |
| 1130 | Exor ★ | 940 | 927 | 900 | − 4 26 |
| 650 | Facom | 506 | 500 | 500 | − 1 19 |
| 1050 | Fichet-Bauche | 823 | 823 | 823 | .... |
| 200 | Finextel ★ | 199 | 198 | 200 | + 0 50 |
| 124 | Fives-Lille | 98 | 95 | 94 50 | − 3 57 |
| 1100 | Fromageries Bel | 1050 | 995 | 982 | − 6 48 |
| 1280 | Gal. Lafayette ★ | 1000 | 999 | 990 | − 1 |
| 360 | Gascogne | 260 | 230 | 230 | − 11 54 |
| 1450 | Gaz et Eaux | 1200 | 1205 | 1200 | .... |
| 500 | Géophysique ★ | 342 | 335 | 340 | − 0 58 |
| 1950 | Gerland | 1650 | 1650 | 1645 | − 0 30 |
| 595 | GTM-Entrepose | 449 | 426 50 | 436 | − 2 90 |
| 520 | Guyenne-Gas. ★ | 523 | 502 | 514 | − 1 72 |
| 2570 | Hachette ★ | 2000 | 2015 | 1960 | − 2 |
| 590 | Hénin (La) | 460 | 458 | 453 | − 1 52 |
| 1170 | Hutchinson | 1127 | 1080 | 1085 | − 3 73 |
| 153 | Imétal | 117 | 112 | 114 | − 2 56 |
| 380 | Imm. Plaine-M. | 333 | 331 | 318 | − 4 50 |
| 1050 | Ingénico | 826 | 801 | 803 | − 2 78 |
| 4500 | Inst. Mérieux | 3800 | 3740 | 3800 | .... |
| 620 | Interbail ★ | 616 | 525 | 625 | + 1 74 |
| 1000 | Intertechnique | 793 | 780 | 780 | − 1 64 |
| 630 | J. Lefebvre | 575 | 550 | 573 | − 0 35 |
| 1220 | Lab. Bellon | 1095 | 1060 | 1025 | − 6 39 |
| 1440 | Lafarge-Coppée | 1161 | 1123 | 1112 | − 4 21 |
| 1340 | Lebon ★ | 1350 | 1365 | 1370 | + 1 48 |
| 2860 | Legrand ★ | 2225 | 2080 | 2200 | − 1 12 |
| 2450 | Legrand (DP) ★ | 1639 | 1583 | 1679 | + 2 44 |
| 720 | Leroy-Somer ★ | 470 | 448 | 420 | − 10 64 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 1780 | Lesieur | 1430 | 1421 | 1421 | − 0 63 |
| 690 | Locabail Immob. | 681 | 686 | 681 | .... |
| 575 | Locafrance ★ | 381 | 395 | 381 | .... |
| 885 | Locindus | 879 | 885 | 879 | .... |
| 445 | Luchaire | 215 | 223 | 220 | + 2 33 |
| 1940 | L.V.M.H. | 1460 | 1450 | 1450 | − 0 68 |
| 1320 | Lyonn. Eaux ★ | 1210 | 1190 | 1198 | − 0 99 |
| 76 | Mais. Phénix | 58 20 | 55 | 56 90 | − 2 23 |
| 675 | Majorette (Ly) | 540 | 540 | 540 | .... |
| 330 | Mar. Wendel ★ | 229 | 225 | 216 | − 5 68 |
| 1680 | Martell | 1650 | 1650 | 1660 | + 0 61 |
| .... | Matra | 1470 | 1400 | 1460 | − 0 68 |
| 2500 | Merlin-Gerin ★ | 1809 | 1700 | 1740 | − 3 81 |
| 285 | Michelin | 209 50 | 201 10 | 203 90 | − 2 67 |
| 1050 | Midi (Cie) | 880 | 862 | 836 | − 4 99 |
| 240 | Midland Bk SA ★ | 202 | 193 10 | 190 | − 5 94 |
| 1280 | Min. Salsig. (Me) | 745 | 745 | 745 | .... |
| 44 | M.M. Penarroya | 32 | 32 | 31 95 | − 0 16 |
| 70 | Moulinex | 51 | 50 | 47 80 | − 6 27 |
| 775 | Navig. Mixtes | 760 | 742 | 763 | + 0 39 |
| 119 | Nord-Est | 94 | 91 | 92 | − 2 13 |
| 440 | Nordon (Ny) | 311 | 312 | 312 | + 0 32 |
| 460 | Nouvelles Gal. | 339 | 342 | 338 | − 0 29 |
| 850 | Occident. (Gén.) | 630 | 600 | 600 | − 4 76 |
| 1270 | Omn.F.Paris | 920 | 935 | 940 | + 2 17 |
| 225 | Olida-Caby | 216 | 216 | 216 | .... |
| 320 | Opfi-Paribas | 242 | 221 | 225 | − 7 02 |
| 3300 | Oréal (L') | 2598 | 2400 | 2545 | − 2 04 |
| 395 | Paribas | 316 | 309 | 308 90 | − 2 24 |
| 520 | Paris-Réesc. ★ | 405 | 391 | 390 | − 3 70 |
| 1020 | Pechelbronn ★ | 798 | 750 | 792 | − 0 75 |
| 1010 | Penhoet | 779 | 770 | 742 | − 4 75 |
| 815 | Pernod-Ricard | 737 | 672 | 720 | − 2 31 |
| 1370 | Peugeot S.A. | 980 | 939 | 960 | − 2 03 |
| 17 | Poclain | 14 20 | 15 35 | 15 35 | + 8 10 |
| 1780 | Poliet | 429 | 429 | 425 | − 0 93 |
| 680 | P.M. Labinal | 645 | 620 | 630 | − 2 33 |
| 3190 | Presses Cité | 2450 | 2400 | 2460 | + 0 41 |
| 1200 | Prétabail Sic. | 1160 | 1136 | 1160 | .... |
| 640 | Primagaz | 642 | 628 | 628 | − 2 18 |
| 800 | Printemps ★ | 450 | 431 | 425 | − 5 56 |
| 1900 | Promodès | 1550 | 1592 | 1560 | + 0 65 |
| 1450 | Radiotechn. | 1025 | 985 | 975 | − 4 88 |
| 79 | Raff. Dist. Total | 70 | 68 | 68 | − 2 86 |
| 3180 | Redoute (La) ★ | 2900 | 2811 | 2895 | − 0 17 |
| 380 | Robur financière | 274 | 274 | 274 | .... |
| 1230 | Roussel-Uclaf | 835 | 806 | 810 | − 2 99 |
| .... | Roussel-C.N.I. | .... | .... | .... | .... |
| 4570 | R. Impériale (Ly) | 4350 | 4140 | 4140 | − 4 83 |
| 205 | Sade | 160 10 | 160 | 160 | − 0 06 |
| 1600 | Sagem ★ | 1510 | 1451 | 1500 | − 0 66 |
| 465 | Saint-Gobain | 434 | 420 | 423 50 | − 2 42 |
| 1100 | St-Louis | 1155 | 1132 | 1135 | − 1 73 |
| 1590 | Salomon | 1050 | 1000 | 1000 | − 4 76 |
| 1500 | Salvepar | 1180 | 1185 | 1185 | + 0 42 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 630 | Sanofi | 534 | 520 | 525 | − 1 69 |
| 520 | S.A.T. ★ | 452 | 449 | 454 | + 0 44 |
| 1270 | Saupiquet (Na) | 1045 | 1000 | 1000 | − 4 31 |
| 330 | Schneider ★ | 268 | 254 | 260 | − 2 99 |
| 96 | S.C.O.A. | 79 90 | 75 10 | 75 | − 6 13 |
| 680 | S.C.R.E.G. | 538 | 540 | 540 | + 0 19 |
| 830 | Seb ★ | 690 | 675 | 688 | − 0 29 |
| 400 | Sefimeg ★ | 441 | 435 | 442 | + 0 23 |
| 1110 | S.F.I.M. | 1100 | 1090 | 1050 | − 4 55 |
| 51 | S.G.E. | 39 15 | 38 | 37 | − 5 49 |
| 460 | Sigmax ★ | 319 | 312 | 313 | − 1 88 |
| 845 | Silic | 845 | 801 | 856 | + 1 30 |
| 500 | Simco-U.P.H. ★ | 558 | 570 | 575 | + 3 05 |
| 330 | Simnor (Li) | 330 | 330 | 330 | .... |
| 1100 | Skis Rossignol | 937 | 915 | 930 | − 0 75 |
| 650 | Sliminco | 648 | 642 | 641 | − 1 08 |
| 390 | Société Générale | 348 | 348 | 348 | .... |
| 167 | Sodecco | 170 | 170 | 170 | .... |
| 220 | Sodero (Na) | 172 | 170 | 170 | − 1 16 |
| 2300 | Sodexho | 2070 | 2020 | 2000 | − 3 38 |
| 128 | Sogenal (Ny) | 101 | 100 | 100 | − 0 99 |
| 370 | Sogerap | 332 | 331 | 320 | − 3 61 |
| 2760 | Somm.-Allib. ★ | 2415 | 2281 | 2400 | − 0 62 |
| 670 | Source Perrier | 585 | 584 | 560 | − 4 27 |
| 800 | Sovac ★ | 641 | 620 | 609 | − 4 99 |
| 470 | Spie-Batignol. | 335 | 314 | 312 50 | − 6 72 |
| 480 | Strafor ★ | 385 | 388 | 388 | + 0 78 |
| .... | Suez | 290 50 | 284 | 284 | − 2 24 |
| 280 | Synthelabo ★ | 262 | 259 | 269 | + 2 67 |
| 615 | Talcs Luzenac | 549 | 540 | 550 | + 0 18 |
| 3380 | Tél. Elect. | 2740 | 2670 | 2699 | − 1 50 |
| 1040 | Thomson-C.S.F. | 775 | 725 | 731 | − 5 67 |
| 380 | Total (CFP) ★ | 365 | 355 | 357 | − 2 19 |
| 89 | — (certific.) | 80 | 78 | 76 80 | − 4 |
| 1290 | T.R.T. ★ | 834 | 759 | 760 | − 8 87 |
| 380 | U.F.B. | 346 | 358 | 339 | − 2 02 |
| 950 | U.I.C. ★ | 810 | 761 | 768 | − 5 19 |
| 520 | U.I.F. ★ | 513 | 507 | 525 | + 2 34 |
| 825 | U.I.S. | 809 | 799 | 803 | − 0 74 |
| 215 | U.C.B. ★ | 182 | 176 | 171 | − 6 04 |
| 685 | Unibail | 696 | 687 | 692 | − 0 57 |
| 545 | Valéo | 418 | 403 | 401 | − 4 07 |
| 68 80 | Vallourec | 44 60 | 44 60 | 44 60 | .... |
| 345 | Via Banque | 285 | 268 90 | 267 | − 6 32 |
| 800 | Elf-Gabon | 690 | 665 | 663 | − 3 91 |
| 117 | Amax Inc. | 99 | 91 25 | 94 | − 5 05 |
| 145 | Amer. Express | 137 | 125 10 | 127 | − 7 30 |
| 172 | Amer. Teleph. | 162 | 156 | 156 | − 3 70 |
| 144 | Anglo Amer. C. | 105 50 | 102 | 102 50 | − 2 84 |
| 686 | Amgold | 521 | 500 | 500 | − 4 03 |
| 970 | BASF (Akt) | 858 | 844 | 835 | − 2 68 |
| 1020 | Bayer | 932 | 903 | 901 | − 3 33 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 123 | Buffelsfont. | 106 | 101 | 103 | − 2 83 |
| 189 | Chase Manh. | 149 50 | 142 | 148 | − 1 |
| 78 | De Beers | 52 20 | 51 | 51 | − 2 30 |
| 1850 | Deutsche Bank | 1508 | 1458 | 1450 | − 3 85 |
| 985 | Dresdner Bank | 787 | 781 | 740 | − 5 97 |
| 145 | Driefontein Cst | 120 | 118 50 | 118 | − 1 67 |
| 525 | Du Pont-Nem. | 480 | 446 50 | 450 50 | − 6 15 |
| 510 | Eastman Kodak | 417 | 403 | 405 | − 2 88 |
| 78 | East Rand | 58 40 | 55 50 | 55 | − 5 82 |
| 255 | Electrolux | 198 | 190 | 190 | − 4 04 |
| 186 | Ericsson | 153 | 156 50 | 148 50 | − 2 94 |
| 235 | Exxon Corp. | 235 | 220 | 220 | − 6 38 |
| 450 | Ford Motors | 438 | 418 50 | 418 50 | − 4 45 |
| 93 | Freegold | 78 | 78 60 | 78 | .... |
| 121 | Gencor | 92 90 | 91 50 | 91 50 | − 1 51 |
| 280 | Gén. Electr. | 256 | 242 | 241 | − 5 49 |
| 520 | Gén. Belgique | 385 | 386 | 366 | − 4 94 |
| 360 | Gen. Motors | 349 | 333 | 334 | − 4 30 |
| 108 | Goldfields | 74 | 70 30 | 70 | − 5 41 |
| 45 | GdMetropolitain | 39 50 | 38 50 | 38 50 | − 2 53 |
| 91 | Harmony | 67 50 | 65 | 66 | − 2 22 |
| 46 | Hitachi | 50 85 | 51 60 | 48 | − 5 60 |
| 910 | Hoechst Akt. | 848 | 842 | 830 | − 2 12 |
| 111 | Imp. Chemical | 101 50 | 99 10 | 99 10 | − 2 36 |
| 720 | IBM | 675 | 648 | 654 | − 3 11 |
| 325 | ITT | 280 | 267 | 270 | − 3 57 |
| 145 | Ito-Yokado | 141 | 137 90 | 137 50 | − 2 48 |
| 82 | Matsushita | 89 | 89 50 | 89 80 | + 0 90 |
| 980 | Merck | 971 | 936 | 997 | + 2 68 |
| 365 | Minnesota M. | 360 | 340 | 340 | − 5 56 |
| 245 | Mobil Corp. | 207 60 | 199 | 201 | − 3 13 |
| 230 | Morgan J.P. | 199 50 | 189 50 | 189 50 | − 5 01 |
| 38900 | Nestlé | 34200 | 32800 | 33950 | − 0 73 |
| 182 | Norsk Hydro | 128 | 121 40 | 121 40 | − 5 16 |
| 220 | Ofsil | 194 10 | 187 | 188 | − 3 14 |
| 1790 | Petrofina | 1530 | 1550 | 1530 | .... |
| 575 | Philip Morris | 503 | 487 20 | 480 | − 4 57 |
| 113 | Philips | 90 50 | 86 10 | 86 10 | − 4 86 |
| 95 | Placer Dome | 69 | 65 30 | 65 55 | − 5 |
| 360 | Quilmès | 300 | 295 | 294 | − 2 |
| 700 | Randfontein | 528 | 511 | 511 | − 3 22 |
| 640 | Royal Dutch | 607 | 583 | 591 | − 2 64 |
| .... | Rio Tinto Zinc | 30 70 | 29 40 | 29 40 | − 4 23 |
| 89 | St Helena Co | 66 10 | 68 30 | 67 60 | + 2 27 |
| 220 | Schlumberger | 184 | 169 | 166 | − 9 78 |
| 103 | Shell transp. | 99 30 | 98 90 | 98 90 | − 0 40 |
| 1890 | Siemens A.G. | 1290 | 1260 | 1260 | − 2 33 |
| 180 | Sony | 193 30 | 198 60 | 195 | + 0 88 |
| 184 | T.D.K. | 184 | 187 30 | 183 80 | − 0 11 |
| 28 | Toshiba Corp. | 27 40 | 27 45 | 27 45 | + 0 18 |
| 330 | Unilever | 310 | 307 10 | 307 | − 0 97 |
| 235 | Unit. Techn. | 181 | 172 50 | 172 50 | − 4 70 |
| 715 | Vaal Reefs | 535 | 530 | 531 | − 0 75 |
| 340 | Volvo | 255 | 250 | 250 | − 1 96 |
| 330 | West Deep | 239 | 232 50 | 235 | − 1 67 |
| 360 | Xerox Corp. | 328 | 314 | 314 | − 4 27 |
| 2 09 | Zambia Corp. | 1 58 | 1 48 | 1 51 | − 4 43 |

### Comptant (sélection)

#### Obligations

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| Emp. 7 % 1973 | 8780 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 124 70 | 4 378 |
| 8,80 % 78/93 | 99 85 | 3 534 |
| 10,80 % 79/94 | 102 10 | 2 302 |
| 13,25 % 80/90 | 104 62 | 6 191 |
| 13,80 % 81/99 | 105 25 | 11 721 |
| 16,20 % 82/90 | 112 58 | 13 848 |
| 16 % juin 82 | 114 | 7 213 |
| 14,60 % fév. 83 | 113 20 | 10 920 |
| 13,40 % déc. 83 | 114 90 | 12 299 |
| 12,20 % oct. 84 | 109 30 | 1 467 |
| 11 % fév. 85 | 106 60 | 8 227 |
| 10,26 % mars 86 | 100 90 | 7 120 |
| ORT 12,75 % 83 | 1790 | .. |
| OAT 10 % 2000 | 98 75 | 4 863 |
| OAT 9,90 % 1997 | 103 30 | 9 303 |
| OAT 9,80 % 1996 | 99 50 | 7 821 |
| Ch. France 3 % | 140 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 80 | 3 416 |
| CNB Paribas | 102 | 3 416 |
| CNB Suez | 101 95 | 3 416 |
| CNI janv. 82 | 101 80 | 3 416 |
| PTT 11,20% 85 | 103 10 | 8 970 |
| CFF 10,30% 86 | ..... | .. |
| CNE 11,50% 85 | 104 35 | 4 836 |
| CNT 9% 86 | 92 50 | 5 048 |
| CRH 10,90% déc. 85 | 100 80 | 8 762 |
| Mécologie L 8% 6/7 | 88 56 | 6 900 |

#### Actions

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 580 | 580 |
| Agache (Sté Fin.) | 1660 | 1650 |
| A.G.F. (St Cent.) | 620 | 590 |
| Applic. Hydraul. | 708 | 680 o |
| Arbel | 347 | 345 |
| Asteg | 267 | 280 |
| Avenir Publicité | 290 | 311 50 d |
| Bain C. Monaco | 200 | 192 o |
| Banque Hypoth. Eur. | 345 | 351 |
| Béghin-Say (C.I.) | 237 | 232 |
| B.G.I. | 343 | 319 o |
| Blanzy-Ouest | 589 | .... |
| B.N.P. Intercontin. | 225 | 220 |
| Bénédictine | 5000 | 4900 |
| Bon-Marché | 745 | 725 |
| B.T.P. | 133 | 133 |
| Calf | 603 | 600 |
| Cambodge | 634 | 634 |
| C.A.M.E. | 201 | 195 |
| Campenon Bern. | 218 | 209 o |
| Carbone-Lorraine | 445 | 432 |
| C.E.G.Frig. | 420 | 415 |
| Centen. Blanzy | 1570 | 1560 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Centrest (Ny) | 185 | 181 |
| Cerabati | 110 | 111 |
| Chambourcy (M.) | 800 | .... |
| Champex (Ny) | 138 | 138 |
| C.I.C. (Financ. de) | 225 | 235 |
| C.I. Maritime | 640 | 678 |
| Cimen-Siates | 245 | .... |
| Citram (B) | 460 | 340 |
| Clause | 300 | 290 |
| Cofradel (Ly) | 1226 | 1226 |
| Cogifi | 350 | 365 |
| Comiphos | 310 | 292 |
| Cie Industrielle | 2237 | 2180 |
| Comp. Lyon-Alem. | 413 | 424 |
| Concorde (La) | 774 | .... |
| C.M.P. | 20 80 | 21 60 |
| Créd. Gén. Ind. | 550 | 650 |
| Cr. Universel (Cie) | 580 | 551 |
| Créditel | 133 10 | 132 10 |
| Darblay S.A. | 402 | 388 |
| Delalande S.A. | 766 | 786 |
| Delmas-Vieilj. (Fin.) | 1470 | 1495 |
| Didot-Bottin | 700 | 703 |
| Eaux Bass. Vichy | 1170 | 1234 d |
| Eaux Vittel | 1872 | 1851 |
| Economats Centre | 382 | 382 |
| Electro-Banque | 285 | 280 |
| Elf-Antargaz | 700 | .... |
| E.L.M. Leblanc | 581 | 582 |
| Emili-Bretagne | 215 | 211 |
| Entrepôts Paris | 394 | 365 |
| Epargne (B) | 2770 | 2750 |
| Europ. Accumul. | 40 | 39 50 |
| Eternit | 1768 | 1750 |
| Finalens | 185 | 170 |
| FIPP | 287 | 211 70 o |
| Finac | 568 | 525 |
| Foncière (Cie) | 353 | 358 |
| Fonc. Lyonnaise | 565 | 565 |
| Foncina | 475 | 488 |
| Forinter | 1040 | 1050 |
| Fougerolle | 251 | 245 |
| France I.A.R.D. | 230 | 218 |
| France (La) | 4400 | 4400 |
| From. Paul Renard | 400 | 489 d |
| GAN | 875 | 865 |
| Gaumont | 430 | 413 o |
| Gévelot | 531 | 530 |
| Gr. Fin. Constr. | 400 | 400 |
| Gds Moul. Paris | 328 | 324 |
| Groupe Victoire | 2245 | 2280 |
| G. Transp. Ind. | 465 | 480 |
| H.E.F. | 111 | 108 |
| Immindo S.A. | 436 | 422 |
| Immeinvest | 233 | 240 |
| Immobail | 370 | 371 |
| Immobanque | 610 | .... |
| Immob. Marseille | 7820 | 8000 |
| Immofice | 463 | 473 |
| Invest. (Sté Cent.) | 2875 | 2875 |
| Jaeger | 149 80 | 141 |
| Lafitte-Bail | 425 | 424 |
| Lambert Frères | 161 | 155 |
| Lille-Bonnières | 600 | 564 |
| Loca-Expansion | 260 | 245 |
| Locafinancière | 321 | 321 |
| Locatel | 680 | 680 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Louvre (Sté) | 1184 | 1160 |
| Lucia | 800 | 800 |
| Machines Bull | 33 | 32 |
| Magasins Uniprix | 170 50 | .... |
| Magnant S.A. | 79 | 82 20 d |
| Maritimes Part. | 199 30 | 200 |
| Métal Déployé | 390 | 406 |
| Mors | 99 | 79 o |
| Navig. (Nat. de) | 39 | 41 |
| OPB Paribas | 176 | 179 |
| Optorg | 149 | 145 10 |
| Oréal (L') C.I. | 1385 | 1385 |
| Origny-Desvroise | 789 | 765 |
| Palais Nouveauté | 529 | 520 |
| Paribas-CIP | 425 | 415 |
| Paris France | 254 | 230 |
| Paris-Orléans | 240 | 241 |
| Partenben | 265 | 280 |
| Patern. Rinq. Div. | 1330 | .... |
| Pathé-Cinéma | 415 | 398 o |
| Pechiney (cert. inv.) | 210 | 215 |
| Piles Wonder | 680 | 680 |
| Piper-Heidsieck | 555 | 522 |
| P.L.M. | 110 | 108 |
| Porcher | 435 | 420 |
| Promodès | 1000 | 980 |
| Providence S.A. | 1230 | 1200 |
| Publicis | 2100 | 2000 |
| Raff. Souf. R. | 94 | .... |
| Rhône-Poul. (c. inv.) | 293 | 280 |
| Ricqlès-Zan | 170 | .... |
| Rochefortaise S.A. | 600 | 466 o |
| Rochette-Cenpa | 32 50 | .... |
| Rosario (Fin.) | 745 | 745 o |
| Roudière | 170 | .... |
| Rougier et Fils | 60 | 60 |
| Sacer | 410 | .... |
| SAFAA | 285 | 285 |
| Safic-Alcan | 575 | 585 |
| SAFT | 1200 | 1160 |
| Saga | 200 | .... |
| St-Gobain C.I. | 402 | 458 d |
| Salins du Midi | 418 | 415 |
| Santa-Fé | 115 | 110 |
| Sazam | 89 50 | 89 90 |
| Smines | 39 | 38 |
| Savoisienne (M) | 220 | .... |
| SCAC | 388 | .... |
| Sevalle Maubeuge | 270 | 255 |
| S.E.P. (M) | 115 | 119 |
| Serv. Equip. Véh. | 66 50 | 64 60 |
| Sial | 243 | 240 |
| Sicotel | 305 20 | 310 |
| Sievin | 210 | 210 |
| Siph (Plant. Hévéas) | 348 | 389 |
| Sté Générale-CIP | 300 | 280 o |
| Sofal financière | 1575 | .... |
| Soficel | 515 | 537 d |
| Sofio | 450 | 450 |
| Soficomi | 670 | 660 |
| S.O.F.I.P. (M) | 137 | 132 o |
| Sofragi | 905 | 900 |
| Souflore Autog. | 300 | 300 |
| Sovabail | 600 | 600 |
| S.P.I. | 507 | 501 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Suez (Fin. de)-CIP | 279 10 | 280 |
| Stemi | 949 | 913 |
| Taittinger | 1302 | 1302 |
| Testut-Aequitas | 390 | 390 |
| Tour Eiffel | 400 | 384 o |
| Ulmer S.M.D. | 550 | 545 |
| U.A.P. | 250 10 | 240 10 |
| U.T.A. | 902 | 880 |
| Veuve Clicquot | 3120 | 3150 |
| Vicat | 1145 | 1076 |
| Viniprix | 1250 | 1230 |
| Virax | 110 | 106 |
| Waterman S.A. | 660 | 650 |
| Brass. du Maroc | 118 | 107 80 o |

#### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 700 | .... |
| Akzo | 270 | 280 |
| Alcan Alum. | 139 | 143 90 |
| Algemeine Bank | 131 | 120 |
| American Brands | 253 | 253 |
| Am. Petrofina | 380 | .... |
| Arbed | 268 | .... |
| Asturienne Mines | 135 | 140 |
| Banco de Santander | 238 | 254 |
| Bco Pop Espanol | 280 10 | 278 |
| Banque Morgan | .... | .... |
| Banque Ottomane | 1630 | .... |
| B. Régl. Internat. | 42000 | 43000 |
| Br. Lambert | 400 | 400 |
| Canadian-Pacific | 81 10 | 78 10 |
| CIR | 15 | 16 50 |
| Commerzbank | 680 | 685 |
| Dart. and Kraft | 260 | 250 10 |
| De Beers (port.) | 90 | 48 50 o |
| Dow Chemical | 460 | 445 |
| Gén. Belgique | 385 | 365 |
| Gevaert | 911 | .... |
| Glaxo | 108 | 102 |
| Goodyear | 290 | 287 |
| Grace and Co | 285 | 280 |
| Gulf Canada Corp. | 132 50 | .... |
| Honeywell Inc. | 310 | 312 |
| I.C. Industries | 162 | 151 |
| Johannesburg | 1360 | 730 o |
| Kubota | 21 50 | 21 |
| Latonia | 277 | 277 |
| Midland Bank Plc | 39 | 39 |
| Mineral-Ressourc. | 71 | 67 |
| Nixdorf | 1843 | 1840 |
| Noranda | 91 | 90 |
| Olivetti | 22 50 | 21 60 |
| Pakhoed Holding | 190 | 182 |
| Pfizer Inc. | 288 | 275 |
| Procter Gamble | 476 | 470 |
| Ricoh Cy Ltd | 46 | 46 |
| Rolinco | 221 90 | 218 90 |
| Robeco | 249 | 247 20 |
| Rodamco | 428 | 422 |
| Saipem | 13 | 12 10 |
| Shell fr. (port.) | 135 | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 201 | 202 |
| Steel Cy of Can. | 117 | 90 o |
| Tenneco | 229 | .... |
| Thorn EMI | 52 50 | 47 50 |
| Toray Indust. inc | 30 20 | 29 90 |
| Vieille Montagne | 850 | .... |
| Wagons-Lits | 571 | 580 |
| West Rand | 20 | 18 |

#### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Calciphos | 156 | 144 |
| C.E.M. | .... | .... |
| Cochery | 164 50 | .... |
| Cogenhor | 111 | 151 20 |
| C. Occid. Forestière | 180 | .... |
| Copurex | 280 | .... |
| Dubois Inv. (Centr.) | 690 | 638 o |
| Gechot | 118 | 110 |
| Hydro-Energie | 335 | 310 o |
| Hoogovens | 250 | .... |
| Metroservice (bons) | 34 50 | 31 90 o |
| Nicolas | 580 | .... |
| Patenolle-R.D. | 3400 | .... |
| Révillon | 325 | 320 |
| Rorento N.V. | 164 | 164 |
| S.P.R. | 363 | .... |
| Sté Lecteurs du Monde | 895 | 892 |
| Ulinex | 380 | .... |
| Union Brasseries | 128 50 | .... |

### SICAV (sélection) 20/11

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| A.A.A. | 673 59 | 657 16 |
| Actilion | 181 37 | 176 52 |
| Actions France | 385 61 | 371 67 |
| Actions Invest. | 326 23 | 311 44 |
| Actions sélectives | 491 78 | 474 |
| Aedificandi | 577 52 | 566 65 |
| A.G.F. Actions (ex-CIP) | 965 76 | 942 20 |
| A.G.F. 5000 | 487 02 | 476 14 |
| A.G.F. ECU | 1036 72 | 1025 47 |
| A.G.F. Interfonds | 413 21 | 403 13 |
| A.G.F. Invest | 94 56 | 92 25 |
| A.G.F. OBLIG. | 1086 16 | 1060 86 |
| A.G.F. Sécurité | 10369 42 | 10369 42 |
| Agimo | 547 43 | 534 08 |
| Altefi | 212 97 | 205 27 |
| A.L.T.O. | 186 19 | 179 46 |
| Ameri-Gan | 4649 08 | 4438 26 |
| America-Valor | 654 67 | 624 98 |
| Amplitude | 452 75 | 439 56 |
| Arbitrages court terme | 5555 99 | 5544 89 |
| Argonautes | 336 86 | 326 26 c |
| Associa Première | 23803 36 | 23803 36 |
| Associc | 1174 05 | 1174 05 |
| Aurecic | 1365 93 | 1326 15 |
| Axa Europe | 112 75 | 107 64 |
| Axa Investissements | 98 33 | 93 87 |
| Bourse-Investiss. | 385 98 | 369 48 |
| Bred Associations | 2678 50 | 2670 49 |
| Bred International | 78 93 | 78 36 |
| Capital Plus | 1690 58 | 1690 58 |
| CIP (voir AGF Actions) | ...... | ...... |
| Convertimmo | 329 34 | 316 67 |
| Cortal court terme | 1275 73 | 1275 73 |
| Cortal Intérêt trim. | 1044 75 | 1024 77 |
| Cortexa | 798 21 | 762 01 |
| Credinter | 444 12 | 431 18 |
| Croissance France | 231 31 | 221 35 ◆ |
| Croissance Immobilière | 554 26 | 528 13 ◆ |
| Croissance Mercure | 2603 25 | 2527 43 ◆ |
| Croissance Prestige | 307 59 | 293 64 ◆ |
| Drouot-France | 558 05 | 530 84 ◆ |
| Drouot-Investiss. | 881 07 | 841 12 |
| Drouot-Sécurité | 238 56 | 227 74 |
| Drouot-Sélection | 131 72 | 125 75 |
| Ecusic | 1181 11 | 1163 65 |
| Ecureuil Privatisations | 310 60 | 301 55 |
| Elicoop Sicav | 11388 15 | 11388 15 |
| Eli-Valeurs | 7275 68 | 7098 22 |
| Energie | 233 34 | 222 76 |
| Eparcic | 2827 18 | 2824 36 |
| Eparcourt Sicav | 4105 42 | 4085 18 |
| Epargne Associations | 24542 08 | 24505 30 |
| Epargne-Capital | 7923 97 | 7845 51 |
| Epargne-Croiss. | 1323 17 | 1287 76 |
| Epargne-Industr. | 653 20 | 623 58 ◆ |
| Epargne-Inter | 562 05 | 547 01 |
| Epargne J | 53852 76 | 53852 76 ◆ |
| Epargne-Long-Terme | 1662 13 | 1617 64 |
| Epargne-Oblig. | 188 68 | 183 61 |
| Epargne-Quatre | 1035 55 | 1036 56 ◆ |
| Epargne-Unie | 1054 12 | 1006 32 |
| Epargne-Valeur | 372 46 | 362 49 |
| Eparoblig | 1288 | 1285 43 |
| Epsilon | 1002 89 | 992 96 |
| Eurinvest Croissance | 1051 98 | 1004 28 |
| Eurinvest Rendement | 1052 20 | 1004 49 |
| Europic | 9354 41 | 9216 17 |
| Euro-Croissance | 491 16 | 476 85 |
| Eurodyn | 949 43 | 918 21 |
| Euro-Gan | 3944 98 | 3766 09 |
| Extrême Orient Sicav | 501 90 | 487 28 |
| Fixed Placement | 60823 06 | 60740 84 |
| Fixed Valorisation | 13345 76 | 13094 08 |
| Fonsicav (div. par 10) | 10942 50 | 10942 50 |
| Fondvel | 241 30 | 230 36 |
| France-Gan | 4927 02 | 4703 60 |
| France-Garantie | 276 47 | 275 82 |
| France-Investiss. | 389 73 | 376 88 |
| France-Net | 122 13 | 120 92 |
| France-Obligations | 432 04 | 427 76 |
| Francic | 327 51 | 317 97 |
| Francic Pierre | 90 70 | 88 06 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Francic Régions | 948 49 | 920 86 |
| Fructi-Associations | 1355 19 | 1355 19 |
| Fructicapi | 307 75 | 303 20 |
| Fructicourt | 107027 08 | 107027 08 |
| Fructidor | 239 21 | 235 67 |
| Fructifrance | 630 10 | 614 73 |
| Fructimmo | 224 42 | 218 95 |
| Fructivalor | 430 28 | 419 79 |
| Fructiver | 82980 69 | 82753 81 |
| Fructi ECU | 572 04 | 563 58 |
| Fructi-Première | 11239 58 | 11073 48 |
| Futuroblig | 1004 03 | 1003 03 |
| Gestilion | 57479 88 | 57336 54 |
| Gestion Asiatique | 288 88 | 275 78 |
| Gest. France Europe | 83 62 | 79 83 |
| Gestion Orient | 157 52 | 150 38 |
| Gestion Sécuricourt | 10745 38 | 10638 97 ◆ |
| Gestion Sicavimmo | 661 40 | 631 41 |
| Gestion Uni-Japon | 1387 54 | 1324 62 |
| Gestion Associations | 137 98 | 134 94 |
| Gestion Mobilière | 570 33 | 544 47 |
| Gest. Rendement | 456 46 | 435 76 |
| Gest. Sél. France | 613 43 | 585 61 |
| Haussmann Associat. | 1194 25 | 1194 25 |
| Haussmann court terme | 1214 04 | 1214 04 |
| Haussmann Epargne | 1386 72 | 1386 72 |
| Haussmann Europe | 1915 35 | 1846 12 |
| Haussmann France | 808 95 | 777 78 |
| Haussmann Oblicrois. | 1270 97 | 1270 97 |
| Haussmann Obligation | 1448 38 | 1396 03 |
| Horizon | 1001 38 | 972 21 |
| I.M.S.I. | 540 15 | 515 66 |
| Indo-Suez Valeurs | 637 31 | 608 41 |
| Interoblig. | 11519 | 11075 96 |
| Interselect France | 393 47 | 375 63 |
| Intervaleurs Indust. | 517 93 | 494 44 |
| Invest. net | 14570 28 | 14541 20 |
| Invest. Obligataire | 18088 88 | 18052 77 |
| Japacic | 160 73 | 156 05 |
| Jeune épargne | 228 98 | 225 60 |
| Laffitte-Amérique | 233 79 | 223 19 |
| Laffitte-crt-terme | 59169 42 | 59169 42 |
| Laffitte-Expansion | 705 14 | 673 16 |
| Laffitte-France | 268 67 | 256 49 |
| Laffitte-Immobilière | 220 04 | 210 06 |
| Laffitte-Japon | 302 64 | 288 92 |
| Laffitte-Oblig. | 142 90 | 136 42 |
| Laffitte-Placements | 64726 38 | 64726 38 |
| Laffitte-Rend. | 205 66 | 198 33 |
| Laffitte-Tokyo | 1225 07 | 1169 52 |
| Lion-Associations | 11495 57 | 11495 57 |
| Lion court terme | 116320 29 | 116320 29 |
| Lion-Institutionnels | 23423 68 | 23365 25 |
| Lionplus | 714 94 | 707 86 |
| Livret portefeuille | 583 31 | 548 90 |
| Méditerranée | 145 05 | 138 47 |
| Minimax | 25990 26 | 25990 26 |
| Mobiplus | 74032 49 | 74032 49 |
| Mobiprime | 61287 20 | 61287 20 ◆ |
| Mondiale Investissem. | 402 73 | 384 47 |
| Monecic | 5578 32 | 5578 32 |
| Monedan | 51897 10 | 51897 10 |
| Moné.J. | 55584 35 | 55584 35 |
| Monelaffitte | 271353 44 | 271353 44 |
| Monevalor | 63393 42 | 63393 42 |
| Multi-Obligations | 421 04 | 401 95 |
| Mutuelle Unie Sél. | 141 44 | 135 03 |
| Natio.-Assoc. | 6223 68 | 6211 27 |
| Natio.-Epargne | 13618 82 | 13482 |
| Natio.-Court terme | 202448 | 202448 |
| Natio.-Immobilier | 928 18 | 903 34 |
| Natio.-Inter. | 1127 71 | 1087 53 |
| Natio.-Obligations | 529 94 | 515 76 |
| Natio.-Patrimoine | 1241 45 | 1208 22 |
| Natio.-Placements | 64893 47 | 64893 47 |
| Natio.-Revenu | 1009 36 | 999 37 |
| Natio.-Sécurité | 10931 25 | 10931 25 |
| Natio.-Valeurs | 589 12 | 573 35 |
| Nippon-Gan | 4742 43 | 4527 38 |
| Nord-Sud Développ. | 1188 25 | 1185 88 ◆ |
| Norvest F | 13540 35 | 13274 86 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Oblicic Régions | 1025 56 | 1010 40 |
| Oblicoop Sicav | 1341 45 | 1315 15 |
| Obligations Convert. | 386 92 | 378 92 |
| Oblilion | 1103 71 | 1092 78 |
| Optimavalor | 514 80 | 491 46 |
| Paramérique | 507 95 | 484 92 |
| Pareurope | 707 92 | 675 82 |
| Paribas Croissance | 531 54 | 509 87 |
| Paribas Epargne | 15629 40 | 15598 20 |
| Paribas France | 80 59 | 78 24 |
| Paribas Opportunités | 92 46 | 89 77 |
| Paribas Patrimoine | 480 63 | 461 04 |
| Paribas Revenu | 92 67 | 91 76 |
| Parnasse-Valor | 1096 39 | 1085 29 |
| Patrimoine-Retraite | 1638 97 | 1606 83 |
| Phenix Placements | 249 05 | 246 82 |
| Pierre Investiss. | 636 84 | 607 96 |
| Placement A | 842 33 | 842 33 |
| Placement crt-terme | 71971 07 | 71971 07 |
| Placement J | 58030 78 | 58030 78 |
| Placement Premier | 54029 32 | 54029 32 |
| Placements Rendement | 10754 17 | 10754 17 |
| Placements Sécurité | 106577 35 | 106577 35 |
| Planinter | 803 89 | 784 27 |
| Plénitude | 103 24 | 100 23 |
| Première Obligations | 10835 50 | 10814 27 |
| Pri/Association | 21909 68 | 21909 68 |
| Province Investiss. | 442 78 | 422 68 |
| Quartz | 102 14 | 98 62 |
| Rentacic | 159 50 | 157 14 |
| Revenus Trimestriels | 5392 73 | 5339 34 |
| Revenu Vert | 1120 53 | 1119 41 |
| Rivoli Plus | 1044 | 996 66 |
| St-Honoré Assoc. | 14289 78 | 14198 79 |
| St-Honoré Bio-aliment. | 679 70 | 648 88 |
| St-Honoré Pacifique | 464 28 | 443 21 |
| St-Honoré P.M.E. | 391 45 | 373 70 |
| St-Honoré Real | 11511 17 | 11465 31 |
| St-Honoré Rendement | 11391 63 | 11334 96 |
| St-Honoré Services | 418 90 | 400 87 |
| St-Honoré Technol. | 647 49 | 618 13 |
| St-Honoré Valor | 12208 96 | 12112 06 |
| Sécuricic | 11113 29 | 11102 19 |
| Sécur. Mobilière | 406 58 | 388 14 |
| Sécuri Taux | 10880 60 | 10880 60 |
| Sélection Croissance | 448 31 | 433 31 |
| Sicaden (Caisse BP) | 714 59 | 704 03 |
| Sicav-Associations | 1422 88 | 1420 76 |
| S.F.I. fr. et étr. | 548 43 | 530 51 |
| Sicav 5000 | 297 53 | 289 57 |
| S.I. Est | 1080 37 | 1031 38 |
| Sinéfrance | 460 12 | 447 81 |
| Sivam | 372 34 | 362 37 |
| Sivarente | 203 | 200 99 |
| Sivinter | 387 11 | 378 75 |
| S.N.I. | 1091 18 | 1058 40 |
| Sogepargne | 339 12 | 326 86 |
| Sogeprimère | 85002 18 | 83108 89 |
| Sogerac | 50735 96 | 48258 21 |
| Sogevalor | 78272 93 | 77420 45 |
| Sogever | 912 70 | 871 31 |
| Soginter | 1164 50 | 1102 15 |
| Soleil Investiss. | 438 | 416 23 |
| Stratégie Actions | 955 37 | 928 24 |
| Stratégie Rendem. | 1061 32 | 1027 91 |
| Technocic | 984 46 | 955 79 |
| Techno-Gan | 5502 64 | 5253 12 |
| Tillon | 5232 06 | 5180 25 |
| U.A.P. Investiss. | 356 86 | 343 86 |
| Uni-Associations | 113 08 | 113 08 |
| Unijapon | 398 40 | 381 29 |
| Unifoncier | 1087 10 | 1037 80 |
| Uni-Garantie | 1318 82 | 1292 94 |
| Unigestion | 760 92 | 726 42 |
| Uni-Régions | 2538 29 | 2423 18 |
| Univente | 2122 78 | 2052 96 |
| Univer | 182 60 | 182 60 |
| Univers-Actions | 905 22 | 875 46 |
| Univers-Obligations | 1481 27 | 1432 56 |
| Valorem | 441 81 | 431 03 |
| Valoblig | 60409 66 | 59809 57 |
| Valorg | 1542 78 | 1541 24 |
| Valrel | 81080 48 | 81039 98 |

### Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 20/11 | COURS DES BILLETS Achat | COURS DES BILLETS Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 5 700 | 5 699 | 5 480 | 6 |
| ECU | 7 006 | 7 011 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 339 400 | 339 710 | 327 | 347 500 |
| Belgique (100 F) | 16 196 | 16 213 | 15 600 | 16 600 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 301 600 | 301 750 | 290 | 308 |
| Danemark (100 krd) | 88 070 | 88 080 | 84 | 91 |
| Norvège (100 k) | 88 990 | 88 980 | 85 | 92 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 152 | 10 156 | 9 800 | 10 500 |
| Grèce (100 drachmes) | 4 322 | 4 320 | 3 600 | 4 400 |
| Italie (1 000 lires) | 4 612 | 4 613 | 4 250 | 4 750 |
| Suisse (100 fr.) | 414 300 | 413 340 | 401 | 421 |
| Suède (100 krs) | 94 080 | 94 080 | 90 | 96 |
| Autriche (100 sch) | 48 240 | 48 240 | 46 800 | 49 200 |
| Espagne (100 pes.) | 5 045 | 5 038 | 4 750 | 5 250 |
| Portugal (100 esc.) | 4 190 | 4 182 | 3 500 | 4 400 |
| Canada ($ can 1) | 4 342 | 4 341 | 4 150 | 4 550 |
| Japon (100 yens) | 4 214 | 4 208 | 4 080 | 4 280 |

### Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 20/11 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 85800 | 85650 |
| Or fin (en lingot) | 85700 | 85700 |
| Pièce française (20 fr) | 540 | 540 |
| Pièce française (10 fr) | 400 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 558 | 556 |
| Pièce latine (20 fr) | 501 | 509 |
| Souverain | 623 | 618 |
| Pièce de 20 dollars | 3100 | 3045 |
| Pièce de 10 dollars | 1540 | 1530 |
| Pièce de 5 dollars | 920 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3390 | 3340 |
| Pièce de 10 florins | 517 | 516 |
| Or Londres | 465 80 | 465 25 |
| Or Zurich | 465 50 | 468 |
| Or Hongkong | 464 15 | 465 05 |
| Argent Londres | ..... | ..... |

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde





Les répercussions de la crise boursière

# Les bons de souscription ne rapportent plus à Pechiney les fonds propres prévus

La chute du marché boursier ne fait pas l'affaire d'un certain nombre de sociétés – Peugeot SA, Valéo, Pechiney... – qui avaient procédé à des émissions de titres (certificats d'investissements, actions, obligations) accompagnés de bons de souscription (ou warrants) dont certains arrivent à échéance d'ici à la fin de l'année. Ces bons donnent le droit d'acquérir des titres nouveaux à des conditions fixées par avance. En période de hausse, ces titres sont intéressants. Ce n'est plus le cas depuis le krachadu 19 octobre, les sociétés concernées étant privées de la rentrée de fonds propres qu'elles avaient espérée.

Pechiney est dans cette situation. Le producteur d'aluminium avait émis, en février 1986, des certificats d'investissements privilégiés (CIP) au prix de 225 F, accompagnés de warrants ouvrant droit jusqu'au 31 décembre de cette année à des CIP au prix de 260 F. Avec un titre monté jusqu'à 352 F, le groupe de la rue de Balzac pensait empocher sans problème 930 millions de francs. La chute du titre à quelque 220 F l'oblige à envisager d'autres solutions.

Deux pistes ont déjà été explorées, sans succès. La première aurait consisté à procéder à une offre publique d'échange des warrants actuels contre des warrants de plus longue durée, mais cela exigeait la réunion d'une assemblée générale extraordinaire des porteurs de CIP, qui, compte tenu des délais, se serait tenue entre le 25 et le 31 décembre,ce qui n'est pas considéré comme une période favorable. La seconde aurait permis de prolonger la durée des warrants actuels jusqu'au 31 mars 1988, voire jusqu'au 30 juin 1988. Mais cette idée s'est heurtée au refus de la Commission des opérations de Bourse (COB) qui a adopté cette attitude pour l'ensemble des dossiers du même type, au motif que certains porteurs ont déjà bradé leurs warrants et qu'ils seraient donc défavorisés si l'on modifiait aujourd'hui les règles. Une nouvelle réunion de la COB est prévue cette semaine qui risque de confirmer cette décision.

Resterait alors à imaginer d'autres solutions. On pourrait envisager, par exemple, que le prochain conseil d'administration de Pechiney, le 7 décembre, propose une nouvelle émission de warrants, voire même de CIP. Cela nécessiterait de constater au 31 décembre le nombre de warrants souscrits, puis de faire une émission pour le solde, sachant que les CIP ne peuvent représenter plus de 25 % du capital d'une entreprise nationalisée telle que Pechiney (ses CIP actuels en représentent déjà 17 %). Une assemblée générale des porteurs de CIP pourrait alors être réunie en janvier. Une autre solution, moins favorable, serait d'envisager une émission d'obligations convertibles ou à warrants.

Enfin, on ne peut exclure, avec un brin d'optimisme, que le marché boursier évolue de façon suffisamment favorable d'ici à la fin de l'année pour que les porteurs actuels de CIP retrouvent un intérêt à exercer leurs warrants...

CLAIRE BLANDIN.

Près de Bastia

## Un jeune motocycliste est grièvement blessé par un CRS

Un jeune motocycliste, âgé de quinze ans, a été blessé, le dimanche 22 novembre, vers 1 heure, par un CRS qui a ouvert le feu sur lui après que le jeune homme avait forcé un barrage routier près de Bastia (Haute-Corse). Le jeune homme, qui sortait d'une discothèque et rentrait au domicile familial, circulait sur une moto de grosse cylindrée, appartenant, semble-t-il, à son père.

Faute probablement de disposer des papiers du véhicule qu'il n'avait d'ailleurs pas le droit de conduire, l'adolescent a tenté de se dérober à un contrôle effectué par la police sur un pont à proximité de l'étang de Biguglia. L'un des policiers, un gardien de la CRS 23, a alors tiré sur le fuyard, sans avoir effectué les sommations d'usage. Le jeune homme, atteint d'une balle qui lui a traversé les joues, a été hospitalisé à Bastia et placé en salle de réanimation, même si, précise-t-on de source officielle, ses jours ne sont pas en danger.

L'auteur du coup de feu, dont l'identité n'a pas été précisée, a été placé en garde à vue et l'inspection générale des services (IGS) de police, saisie de l'affaire, a ouvert une enquête.

*Sur le vif*

## Chère transparence

Vous savez ce que je viens d'apprendre ? C'est mes copains du journal qui me l'ont signalé. En pleine discussion sur la transparence et le financement des partis, l'Assemblée nationale a voté l'autre nuit en catimini, dans le silence et le vide de ses bancs désertés, un article de loi qui interdit de révéler ce qu'ils gagnent, nos politiciens. Pas seulement eux, d'accord, tout un chacun.

On peut le savoir. Suffit de se renseigner dans les mairies. Il y a des listes où c'est marqué, les impôts, le quotient familial, les revenus, tout ça. Mais c'est top secret. Si on le révèle, on sera condamné à payer une amende égale au montant des sommes divulguées ! Qu'est-ce que vous dites de ça ? C'est dingue, non !

Vous avez entendu Pasqua, hier, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », à propos de la discussion, jeudi prochain à Matignon entre les chefs des partis, plus désireux les uns que les autres, à les en croire, de mettre enfin sur la table ce qu'ils se refilent dessous. Tout dépendra de leur sincérité, qu'il a dit, Pasqua. Alors là, permettez-moi de rigoler, à la lumière de cette loi, leur sincérité, parlons-en !

D'ailleurs, au même moment, sur *Europe 1*, fallait voir Chaban se tortiller sous les questions des confrères. C'est pas simple, cette affaire, c'est très compliqué, faut pas se bousculer, faut comprendre... Faut peut-être aussi se souvenir de ce fameux avoir fiscal qui lui avait permis le plus légalement et le plus discrètement du monde d'envoyer péter son percepteur.

*Moi qui espérais* qu'on arriverait au moins à obtenir des serviteurs de l'Etat qu'ils consentent à nous dire en quoi consiste leur fortune avant et après leur passage dans les palais nationaux, fallait-il que je sois gourde ! Ils n'ont plus le droit ! Ça tombe bien, non ? Faudrait être fou pour avouer combien on gagne, là, maintenant. Moi même, je ne m'y risquerais plus. Voyez que je sois condamnée à verser l'équivalent de mes... malheureux bâtons. J'allais lâcher le morceau. Je me suis rattrapée à temps !

CLAUDE SARRAUTE.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 23 novembre : ↓

### Prudence

La Bourse de Paris est demeurée prudente, lundi. Durant les premières transactions, l'indicateur de séance affichait + 0,51 %, après avoir ouvert à + 0,46 %. Parmi les valeurs en hausse figuraient Europe 1 (+ 10,70 %), Marine Wendel (+ 8,33 %), SCOA (+ 7,73 %), OPFI-Paribas (+ 6,67 %), SGE (+ 6,62 %), Intertechnique (+ 6,41 %).

**Valeurs françaises**

| | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours |
|---|---|---|---|
| Accor | 322 | 322 | 319 |
| Agence Havas | 440 | 442 | 435 |
| Air Liquide (L') | 515 | 504 | 507 |
| Bancaire (Cie) | 384 | 380 | 385 |
| Bongrain | 2161 | 2145 | 2145 |
| Bouygues | 905 | 915 | 905 |
| B.S.N. | 4201 | 4200 | 4205 |
| Carrefour | .... | .... | .... |
| Chargeurs S.A. | 705 | 699 | 715 |
| Club Méditerranée | 358 | 358 | 351 |
| Eaux (Gén.) | .... | .... | .... |
| Elf-Aquitaine | .... | .... | .... |
| Essilor | .... | .... | .... |
| Lafarge-Coppée | .... | .... | .... |
| Lyonn. des Eaux | 1198 | 1182 | 1200 |
| Michelin | 203 90 | 203 80 | 203 |
| Midi (Cie) | .... | .... | .... |
| Moët-Hennessy | 1450 | 1460 | 1440 |
| Navig. Mixtes | 763 | 766 | 768 |
| Oréal (L') | .... | .... | .... |
| Pernod-Ricard | 720 | 718 | 715 |
| Peugeot S.A. | .... | .... | .... |
| Saint-Gobain | 423 60 | 423 50 | 429 |
| Sanofi | 525 | 526 | 524 |
| Source Perrier | 560 | 565 | 562 |
| Thomson-C.S.F. | .... | .... | .... |
| Total-C.F.P. | .... | .... | .... |
| Valéo | 401 | 400 | 406 |

## Cinq personnes inculpées à Créteil après le rapt de Mélodie

Quelques heures après la libération de Mélodie, le vendredi 20 novembre, la fillette de M. Raymond Nakachian et de la princesse Kimera, la chanteuse sud-coréenne (*le Monde* du 21 novembre), cinq personnes ont été interpellées près de Paris et inculpées, dimanche à Créteil, d'association de malfaiteurs et d'enlèvement de mineur avec demande de versement de rançon, par M. Daniel Fontanaud, juge d'instruction. Il s'agit d'Antoine Espin Allonso, d'origine espagnole, de Jean-Pierre Santoul, d'Idir Idjeraoui, d'origine algérienne, et de deux femmes dont l'une serait l'épouse d'Espin Allonso.

Jean-Pierre Santoul, présenté comme l'un des cerveaux de l'affaire par la police espagnole, connaissait indirectement le père de Mélodie, et sa fille, Mélanie, fréquentait le même collège que Mélodie, à Marbella, et était devenue sa meilleure amie.

En plus des cinq personnes inculpées à Créteil, quatre malfaiteurs sont aux mains de la police espagnole, qui les a capturés lors de l'assaut, vendredi matin, de l'appartement à San-Roque où la petite fille était retenue. Parmi ces derniers, figurent deux Français, Freddie Auray, trente-trois ans, et Constant Geurgoux, trente-quatre ans. Au total, sur les neuf personnes arrêtées (deux sont encore en fuite), sept sont des ressortissants français. Selon la police espagnole, le rapt de Mélodie aurait été préparé dans une prison française.

Le bicentenaire de la Révolution

# Sous le signe de la mondialisation médiatique

La mission du bicentenaire de la Révolution française organisera du 3 au 10 juin 1988 dans la grande halle de La Villette, avec la Ville de Paris, un forum, « 89 avant-première ». *« Lieu d'échange »* et *« vitrine »* des projets de commémoration en cours d'élaboration mais aussi, selon la volonté de ses organisateurs, *« outil de communication »* destiné à assurer la médiatisation de ces divers projets, le forum « 89 *avant-première* » devrait *« donner à voir le chantier énorme de la préparation du bicentenaire ».*

*« Donner à voir »* : tardivement mise en place, dirigée successivement par Michel Baroin, puis un peu plus tard, après sa disparition tragique, par M. Edgar Faure, ballottée au fil d'incertitudes politiques qui sont à la mesure des enjeux symboliques de ce deux centième anniversaire, la mission n'a jusqu'à présent pas eu l'occasion de montrer quoi que ce soit de ce que pourrait être cette commémoration.

Une seule évidence s'est rapidement imposée, en dépit des nombreux points d'interrogation : si 1889 fut marquée du sceau de la renaissance de l'idée républicaine et 1939 par les lourdes incertitudes de la période, 1989 sera avant tout placée sous le signe de... la mondialisation médiatique quasi instantanée de quelques grandes manifestations qui seront de ce fait pensées et réalisées en fonction des impératifs variés de cette ubiquité.

Une autre question hante en France toute célébration de cette ampleur : quelle trace monumentale laissera-t-elle pour les siècles à venir ? M. Faure a semble-t-il, trouvé une réponse et une parade à la redoutable brièveté des délais. Non sans habilité, puisqu'il pourra ainsi réaliser un projet qui lui tient personnellement à cœur, il a vaincu les réticences initialement très fortes de la rue de Rivoli et obtenu que soit mis à la disposition d'une « fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'humain », à créer, le toit de la grande arche de la Défense, en cours d'achèvement.

L'effort de l'Etat, qui s'apprêtait à tirer 90 à 100 millions de francs de cette partie de la grande arche, après l'abandon du projet de Carrefour de la communication, n'est pas seulement symbolique.

*L'ambition de M. Faure* est double : faire du toit de la grande arche le monument-symbole de 1989 comme la tour Eiffel fût celui de 1889 ; associer son nom à la création de cette fondation, à laquelle il assigne trois missions : alimenter la *réflexion sur les droits de l'homme* et leurs développements à la lumière des défis de l'avenir (génétique, bio-éthique, etc.) ; assurer enseignements et recherche dans ces domaines ; servir, enfin, à l'information du grand public.

Une cinquantaine de millions de francs, fournis par le mécénat d'entreprises, devraient être nécessaires à l'installation de cette fondation, *dont le fonctionnement est* prévu moyennant un budget de quelque 10 millions. La Fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'humain pourrait ouvrir ses portes en mai 1989 si l'échéancier prévu par ses promoteurs est respecté.

### L'œil du président

En attendant de déployer les plus hautes exigences des droits de l'homme et de l'éthique, la grande arche de la Défense a été le lieu d'un conflit plus terre à terre. En s'y rendant solennellement le 25 août dernier en compagnie de M. Jacques Chirac, M. Edgar Faure a ulcéré le chef de l'Etat, qui juge cette audacieuse et prestigieuse réalisation architecturale à la hauteur de sa propre fonction. Rien ne dit que l'offense ait été lavée par la toute récente visite de M. Mitterrand, en compagnie de la reine de Danemark, sur le chantier de l'œuvre tant convoitée...

Cette petite zizanie n'est pas la seule lézarde de l'édifice consensuel – *puisque tel est le mot d'ordre officiellement* mis en avant depuis plusieurs mois – de la préparation du bicentenaire. *M. Régis Debray*, qui avait en avril 1984 quitté (en théorie) l'Elysée pour le Conseil d'Etat, y est de nouveau *officiellement*, depuis le mois d'octobre. Il est désormais l'œil du président pour tout ce qui concerne le bicentenaire.

Pour l'heure, les collaborateurs de M. Edgar Faure poursuivent l'inventaire des innombrables projets, individuels et collectifs. Dans le domaine de l'édition et de la recherche, *le plus spectaculaire est venu*, jusqu'à ce jour, du bouillant et très francophile magnat britannique des médias Robert Maxwell. La maison d'édition Pergamon Press qu'il possède s'apprête en effet à publier sur microfiches un corpus d'un million de pages au moins de sources imprimées et manuscrites relatives à la Révolution française.

L'ambition proclamée de l'entreprise est de faire fleurir demain à Canberra, Princeton et Tokyo aussi bien qu'à Birmingham ou Berlin un développement gigantesque des travaux universitaires consacrés à la période. *Une façon comme une* autre de commencer à préparer... 2089.

MICHEL KAJMAN.

● **Un film contre l'apartheid.** – Sir Richard Attenborough, le réalisateur du film *Cry Freedom,* consacré au militant noir Steve Biko, a vivement attaqué, le vendredi 20 novembre à *Harare, le système d'apartheid,* lors du gala de « première » du film, et il a affirmé que son œuvre avait pour objectif d'aider la lutte contre la *ségrégation* raciale en Afrique du Sud. Le film de Sir Attenborough est consacré à l'amitié qui a lié Steve Biko, mort en détention, en novembre 1977, des suites de brutalités policières, au journaliste blanc sud-africain Donald Woods. *« J'ai réalisé ce film dans l'espoir que tous ceux qui ignorent ou se désintéressent du problème de l'arpatheid le verraient et qu'ils se sentiraient dès lors profondément concernés par la question »*, a déclaré Sir Richard. Le premier ministre zimbawéen, M. Robert Mugabe, dont le gouvernement a financé 18 % du coût total du film (39 millions de dollars), assistait au lancement officiel du film, qui est toutefois *déjà distribué aux Etats-Unis* depuis un mois. – *(AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 22-23 novembre 1987 a été tiré à 489 074 exemplaires



A B C D E F G

